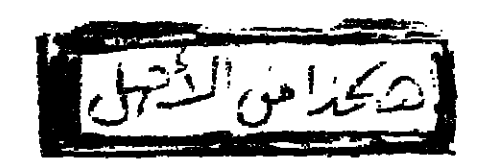


L'Économie : la relance de l'immobilier


# Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15166 – 7 F

MARDI 2 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE




## Demi-vérités en Algérie

IL est une seule évidence qui s'impose – et qui compte – après l'heureux épilogue de l'enlèvement des trois agents du consulat de France : ils sont libres. Pour le reste, l'histoire de ce rapt et de son dénouement – ou du moins les bribes que les autorités algériennes et françaises ont dévoilées – n'est probablement pas aussi simple qu'il y paraît. Dans un pays en état de guerre larvée, l'information, faite de demi-vérités et de silences complices, est une arme redoutable dont usent et abusent ceux qui se combattent.

Tout, en apparence, donne à penser qu'en délivrant deux des trois otages français les forces de l'ordre ont réussi un beau coup et prouvé qu'elles avaient acquis du métier et une certaine maîtrise du terrain. Malmené comme il est, le pouvoir en place devrait donc en tirer argument pour contrer les sceptiques, sur place et à l'étranger, qui doutent de ses capacités à mener à bien la lutte contre les « fous de Dieu ».

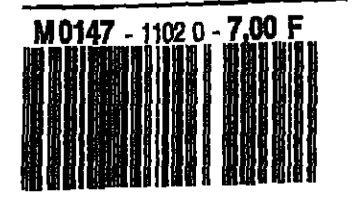
ENCORE faudrait-il, pour mesurer ce succès, connaître les véritables commanditaires de l'enlèvement. En attribuer la responsabilité aux islamistes, sans plus de précision, entretient un flou qui peut servir de troubles desseins, dans la mesure où cette « famille » s'agrandit, de jour en jour, de toutes sortes de nouveaux venus, au nombre desquels des manipulateurs qui en ébranlent la cohésion.

Quoi qu'il en soit, l'enlèvement des trois Français s'inscrit dans la logique des boutefeux islamistes, plus que jamais décidés à éliminer cette « junte perverse » qui leur bloque le chemin du pouvoir, et à compliquer ses relations avec les pays étrangers – au premier rang la France, – auprès desquels elle quête soutien moral et aide économique. Le plus surprenant est que les trois agents consulaires aient eu la vie sauve, comme si leurs ravisseurs avaient choisi de tester une nouvelle tactique.

SAURA-T-ON jamais si la « libération » des trois otages français a donné lieu à un quelconque marchandage, à un quelconque chantage, qui leur aurait valu d'avoir la vie sauve ? Faut-il admettre, au contraire, que les calculs des « barbus » ont été déjoués, que cette nouvelle escalade dans le terrorisme n'a pas été du goût de tous les islamistes, notamment de ceux pour lesquels un bon disciple d'Allah doit savoir jusqu'où ne pas aller trop loin ?

Il est à craindre que les « jusqu'au-boutistes » des deux camps se prévalent, en sens contraire, de cette prise d'otages inédite, pour appeler à une radicalisation du combat. Dans l'Algérie d'aujourd'hui, ni les uns ni les autres ne parviendront à leurs fins par la violence.

page 3



M 0147 - 1102 0 - 7,00 F

En visite officielle à Moscou

## M. Balladur expose à M. Eltsine l'idée d'un pacte européen

*Edouard Balladur est en visite officielle à Moscou, lundi 1er et mardi 2 novembre, accompagné d'Alain Juppé, ministre des affaires étrangères. Il devait avoir des entretiens avec le président Boris Eltsine et le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine. Parmi les sujets à l'ordre du jour, le projet d'un pacte de stabilité et de sécurité pour le continent européen, initiative française approuvée par les Douze au sommet de Copenhague, en juin. Le premier ministre français devait évoquer aussi l'aide financière à la Russie : la paix sociale dans ce pays dépend, plus que jamais, d'un niveau de vie qui s'est considérablement dégradé pour certaines catégories de la population, comme les fonctionnaires et les retraités.*

### Un « miracle » russe

La passivité des Moscovites, lors des combats d'Ostankino et de la « Maison Blanche », a sans doute bien des causes, notamment politiques. Mais les raisons économiques ont certainement, elles aussi, pesé lourd dans la balance. Si le pays avait eu des millions de chômeurs sans ressources, comme on le croit souvent dans les pays occidentaux, il est peu probable que M. Eltsine aurait pu sauver sa place. Il est significatif que parmi les supporters d'Alexandre Routskoï et du président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, dans la bataille qui les opposèrent à Boris Eltsine, les retraités aient été nombreux. On peut, bien sûr, interpréter leur présence comme le dernier salut d'anciens, ou de très anciens « camarades », à deux hommes qui se réclamaient du communisme et de la vieille Russie.

Mais les retraités qui manifestaient début octobre sont aussi parmi les Russes ceux qui souffrent le plus cruellement de la baisse générale du niveau de vie (1). Avec 14 620 roubles par mois, c'est-à-dire moins de 100 francs, somme qui représente le niveau minimal de retraite, il est impossible de vivre, ni même de survivre. D'une certaine façon, les pouvoirs publics le reconnaissent officiellement, puisque le « revenu minimum de survie physiologique », calculé à partir de dix-huit produits alimentaires et de cinq cigarettes par jour (!), se situait en août à 18 300 roubles (un peu plus de 100 francs). Encore le chiffre de 14 620 roubles marque-t-il un réel progrès, puisque les retraites sont complètement indexées sur l'inflation, depuis février dernier. Un progrès dont on mesure l'importance, quand on sait que les prix de détail augmentent au rythme de 25 % par mois depuis août et risquent encore de s'accélérer, comme ils le font chaque automne.

C'est dire que les 35 millions de retraités et pensionnés doivent pour vivre continuer d'avoir un emploi. C'est le cas pour 5 millions d'entre eux, sans qu'on sache exactement combien sur ce chiffre travaillent officiellement et combien le font au noir. Ainsi l'usine Voina, dans la région de Moscou, qui fabrique des produits en plastique, emploie-t-elle huit cents personnes, dont la moitié sont des retraités ou des handicapés, travaillant à domicile (2). Le cas n'est pas fréquent, mais il est une illustration de la nécessité pour les personnes âgées d'avoir une activité pour survivre. Pour les autres, c'est-à-dire pour une trentaine de millions de retraités, la vie est devenue ces dernières années une très dure épreuve.

A Moscou, à Saint-Pétersbourg et dans d'autres grandes villes, beaucoup de personnes âgées ne subsistent que grâce à l'entraide familiale et à la revente de produits achetés dans des magasins ou des coopératives. D'autant que l'âge – théorique – de la retraite arrive à cinquante cinq ans pour les femmes et à soixante ans pour les hommes. S'il est un bien dont disposent en abondance ces personnes sans ressources, c'est le temps. Passant des heures à faire la queue, elles peuvent revendre, souvent tard dans la nuit à des citadins en rupture de provisions, quelques légumes, fruits rouges, produits alimentaires ou mêmes des biens manufacturés.

Dans leur malheur, les retraités sont tout de même à peu près assurés d'une chose : que leurs maigres revenus continueront de leur être versés.

ALAIN VERNHOLES

*Lire la suite page 15*

(1) Onze millions de Russes vivent même en dessous du minimum de subsistance physiologique (Centre d'analyse économique du gouvernement russe). Juin 1993.

(2) *Modernisation et démocratisation des entreprises en Russie*, par Marina Ignatieva (CNRS, mars 1993).

## Le magicien foudroyé

### *Le cinéma mondial en deuil après la mort de Federico Fellini, le 31 octobre à Rome*

Peut-être aurions-nous dû comprendre, pressentir, empêcher. Lorsque Federico Fellini s'apprêtait à partir pour Hollywood, en mars dernier, afin de recevoir le cinquième Oscar de sa carrière, saluant l'ensemble de son œuvre, il paraissait fragile, fatigué. Il avait extrait de sa poche une boîte à pilules en forme de cœur pour s'apercevoir qu'elle était vide, et puis il avait dessiné son auto-portrait (*voir page 13*). Portrait drôle et triste, clownesque et prémonitoire. Un homme qui s'en va en souriant, en levant son chapeau pour un dernier salut. Un remords aujourd'hui nous fait mal, on ne dit jamais assez au revoir.

On glosera beaucoup sur l'œuvre, sur l'homme, son pessimisme flamboyant, sa jubilatoire mélancolie, sur cette capacité unique qu'il avait de propulser des fantômes, des fantasmes infiniment personnels vers l'universel, sur le carrousel endiablé d'images inoubliables, sur le toboggan de ses songes où il nous a entraînés, parfois follement consentants, parfois sceptiques, injustement.

On peut préférer se rappeler. Se rappeler tout le bonheur qu'il y a eu à le suivre, à entrer dans les studios où il tournait, vastes grottes paradoxales à la fois ouvertes sur les émanations de la plus frivole mondanité et fermées sur les effluves les plus secrets de la créativité. S'y croisaient, bruissant d'une dévotion inquiète, diplomates étrangers, psychiatres, ecclésiastiques, starlettes pâmées, touristes japonais, biographes patentés.

DEPUIS QU'IL EST LÀ, C'EST LE BORDEL !

FELLINI

PLANTU

DANIÈLE HEYMANN

*Lire la suite page 12 et nos informations pages 12 et 13*



COMMENTAIRE

## L'homme vit d'abord de pain

IL y a quelques mois, on entendait de tous côtés prononcer l'acte de décès non seulement du communisme, mais de la gauche. Peut-être est-il trop tôt pour parler d'un retour du balancier, mais le fait est que, même sur les bords de la Seine, la vague libérale se trouve contrariée. Les grévistes d'Air France ont porté à l'autosatisfaction gaullo-centriste un coup qui se repercute lourdement sur les sondages. Le congrès du PS a été celui du moral retrouvé. Il y a eu presque autant de téléspectateurs pour regarder un François Mitterrand goguenard, l'autre dimanche, que Michel Drucker.

A l'étranger, le reflux est souvent bien plus net. Les électeurs polonais et lituaniens, qui avaient rejeté les communistes il y a quatre ans, les ont rappelés aux affaires. Malgré un âge canonique, un pontage des coronaires, un cortège de scandales, et un remariage qui a fait jaser, le socialiste populiste Georges Papandréou s'est fait plébisciter comme si de rien n'était. De même, au Pakistan, la belle Benazir Bhutto, qui se réclame maintenant de la social-démocratie, a-t-elle retrouvé le pouvoir dont elle avait été jadis ignominieusement chassée. Les conservateurs japonais ont dû, pour la première fois depuis quarante ans, céder la place à une coalition, plutôt hétéroclite, dont font partie les socialistes.

Le PC italien « refondé » vient en tête des sondages. Les perspectives électorales sont des plus sombres pour John Major, que la « dame de fer » poursuit de sa vindicte, et Helmut Kohl sait que dans la meilleure hypothèse il lui faudra partager le pouvoir, après les prochaines élections, avec le SPD, qui en a été écarté depuis plus de dix ans. Aux yeux de la droite américaine, Bill Clinton est un affreux gauchiste, et les conservateurs canadiens viennent de subir un naufrage électoral sans précédent. Le plus frappant, pour le moment, demeure la nostalgie qui se développe à l'est de l'Europe. C'est notamment le cas de feu la RDA, qui, du fait de sa réunion à sa richissime grande sœur de l'Ouest, se tire pourtant infiniment mieux d'affaire, sur le plan matériel, que ses ex pays frères du pacte de Varsovie. C'est que la population est-allemande s'était fait beaucoup d'illusions sur ce qu'elle était en droit d'attendre à brève échéance de la réunification. Le soulèvement populaire qui a eu raison du pouvoir communiste a certes été lancé par un groupe de courageux idéalistes issus, dans une large mesure, de l'Eglise luthérienne. Mais ils ont été rapidement mis à l'écart.

ANDRÉ FONTAINE

*Lire la suite page 6*

## Le transport aérien en pleine turbulence

L'Association du transport aérien international (IATA) se réunit à Dallas les 1er et 2 novembre, au moment où la quasi totalité des compagnies traversent une zone de turbulences. Leurs pertes ont atteint un niveau record en 1992, soit 4,8 milliards de dollars (28 milliards de francs). Le directeur général de l'IATA, Pierre Jeanniot, a déclaré au *Monde* que « les compagnies n'avaient pas réagi assez vite à la crise » et qu'elles doivent « arrêter de baisser leurs prix ». A Air France, la situation redevient progressivement normale. Le nouveau président, Christian Blanc, commence à rencontrer les syndicats le 2 novembre.

*page 14*

# Un entretien avec François Dagognet

*« Plier l'homme à la nature est la pire des aliénations »*

*Né à Langres en 1924, François Dagognet a suivi une double formation philosophique et scientifique. Agrégé de philosophie en 1949, il est également, depuis 1958, docteur en médecine. Il a acquis des connaissances précises dans les domaines notamment de la neuropsychiatrie, de la chimie et de la géologie, et s'est employé à réfléchir en philosophe sur les méthodes à l'œuvre dans ces disciplines.*

*Professeur de philosophie à l'université de Lyon, puis à Paris-I (Sorbonne) où il enseigne encore actuellement, François Dagognet est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, publiés principalement aux Presses universitaires de France, à la Librairie philosophique J. Vrin et chez Odile Jacob. Depuis* la Raison et les Remèdes *(PUF, 1964) jusqu'à* Réflexions sur la mesure, *qui vient de paraître aux éditions Encre marine, sa réflexion attachée au concret s'est progressivement étendue des questions liées aux savoirs biologiques et médicaux à une analyse d'ensemble du monde moderne, saisi à partir de ses productions techniques, de ses procédures administratives et juridiques ou de ses créations artistiques.*

*Dans la diversité des analyses de François Dagognet, un fil directeur rend sa démarche particulièrement originale : alors que domine chez bon nombre de penseurs la condamnation de la technique et le ressentiment envers l'époque, ce philosophe ne cesse de souligner les aspects positifs, libérateurs et créatifs du monde actuel – y compris dans les domaines qui passent pour les plus redoutables, tels l'ingénierie génétique et la détérioration des équilibres écologiques.*

*Il s'en explique dans l'entretien qu'il nous a accordé, où il rappelle en quoi consiste cette « philosophie des objets » à laquelle il s'est attaché.*



***« Habituellement, les philosophes se préoccupent de l'esprit. Ils centrent leurs analyses sur la conscience, ou sur le sujet, ou encore sur les opérations logiques de la raison. Ce qu'il y a de plus frappant dans votre démarche, c'est que vous opérez autrement. De livre en livre, vous interrogez avant tout les choses, qu'il s'agisse des objets naturels – pierres, grains de sable, formes des fougères... – ou des objets manufacturés, depuis le mobilier le plus simple jusqu'aux machines électroniques les plus perfectionnées. Pourquoi procédez-vous ainsi?***

– Parce que le monde des objets, qui est immense, est finalement plus révélateur de l'esprit que l'esprit lui-même. Pour savoir ce que nous sommes, ce n'est pas forcément en nous qu'il faut regarder. Les philosophes, au cours de l'histoire, sont demeurés trop exclusivement tournés vers la subjectivité, sans comprendre que c'est au contraire dans les choses que l'esprit se donne le mieux à voir. Il faut donc opérer une véritable révolution, en s'apercevant que c'est du côté des objets que se trouve l'esprit, bien plus que du côté du sujet.

» Pour mieux saisir ce renversement, prenons l'exemple de la littérature. Elle s'était engluée dans les sentiments et les descriptions d'états d'âme, dont le scénario n'offre que relativement peu de variantes. Bon nombre d'auteurs modernes, comme Francis Ponge, par exemple, ont au contraire pris le parti des choses. Ils ont décidé de regarder un caillou, un verre d'eau ou un insecte en tant qu'objet. Ils se sont détournés du côté ténébreux et lassant de la subjectivité pour aller vers l'éblouissement des choses et de leurs histoires. C'est une démarche du même genre que je tente pour ma part dans le domaine de la philosophie.

» Il ne s'agit donc plus d'opposer le sujet et l'objet, mais bien de parvenir à comprendre que se trouve au sein des objets même plus de richesse et d'intelligence que nous ne l'avions jamais pensé. En un sens, ce sont les objets qui sont dépositaires de ce que nous pouvons apprendre de plus intéressant sur le sujet. Car les choses sont pleines d'ingéniosité, d'histoires, de puissance symbolique qui se révèlent dès qu'on veut bien se donner la peine de les interroger. Leur matérialité même, leur tissu, leur grain, mais aussi leurs formes offrent constamment de nouvelles possibilités, que l'industrie et la technique ne cessent de déployer.

***– Prenons pour exemple les chaises qui sont dans ce bureau, et sur lesquelles nous sommes assis. Que peuvent-elles bien nous apprendre?***

– En premier lieu, elles portent la marque de toute une société et de toute une époque, dont les diverses techniques rendent possibles ces chaises-là plutôt que des centaines d'autres. Ce ne sont pas simplement des chaises « modernes » de manière générale et vague. Ce sont des produits de l'industrie d'aujourd'hui. Leurs pièces sont usinées en série, conçues par des ordinateurs, fabriquées à l'aide de matériaux de synthèse, calculées et dessinées pour répondre rationnellement aux besoins du travail de bureau.

» En scrutant ces chaises de manière vraiment détaillée, nous nous rendrions compte qu'elles renferment en elles une mine d'informations sur notre société. Leur forme, par exemple, a été calculée selon des normes esthétiques qui sont celles de notre temps. Et les matériaux dont elles sont composées répondent à des règles de sécurité, de confort, de résistance à l'usure qui nous renvoient à un état historique et social particulier. Dans ces objets extrêmement banals se trouve donc concrétisée une énorme quantité de données, relatives aussi bien à notre goût, ou à notre conception du corps, qu'à notre législation du travail ou à notre puissance technique.

» Du coup, ce que peuvent nous apprendre ces chaises, c'est que Platon se serait sans doute fourvoyé. Il soutenait en effet qu'il y a une idée de la chaise, comme de toute autre chose, une idée éternelle et immuable servant de modèle à chacune des « copies » constituées par les objets palpables. Il pensait que le menuisier fabriquant une chaise se trouvait dans l'obligation de reproduire ce modèle idéal. Or ce que nous montre le moindre catalogue, c'est au contraire qu'une telle idée n'existe pas. Même cet objet très élémentaire a subi une évolution telle que le seul inventaire des types de chaises imaginés par les différentes civilisations et les diverses époques est presque impossible à dresser.

» Et cette évolution inventive ne fait que s'accélérer aujourd'hui avec, par exemple, les images de synthèse. Si je dessine une chaise sur l'ordinateur, j'ai toute liberté de la faire tourner, changer de couleur, de largeur, de hauteur. Je peux allonger ceci, supprimer cela, en travaillant beaucoup plus librement que sur la chose elle-même. L'image de synthèse permet en effet de travailler directement sur la structure, et non plus sur sa réalisation. On intervient désormais sur la conception seule, avant toute réalisation. Il s'agit là d'une mutation capitale, car l'image libère la chose de son engluement en elle-même.

## « Les techniques sont plus libératrices que déshumanisantes »

***– A l'inverse de bon nombre de philosophes, qui dénoncent la menace planétaire que le développement technique fait peser sur l'humain, vous soulignez toujours les possibilités de libération que nous offre l'expansion croissante des savoirs scientifiques et de leurs applications. Est-ce par goût du paradoxe?***

– Pas du tout. Je suis profondément convaincu que les techniques sont en règle générale plus libératrices que captatrices ou déshumanisantes. Cela est vrai même pour des techniques intellectuelles aussi décriées que les inventaires, les classifications, les tableaux ordonnés. Cette forme systématique paraît pauvre et inutilement contraignante. Rien ne me paraît plus faux. Un inventaire permet en effet de prendre une vue du tout. Il aide à mieux comprendre *la structure* et *l'organisation* des choses, et offre ainsi le moyen de mieux les dominer. Car ce classement incite également à la création, en donnant à voir d'éventuelles cases vides qu'on pourra tenter de compléter.

» Il en va de même des techniques administratives, qui reposent pour la plupart sur des classifications et des inventaires. On n'y voit trop souvent qu'un élément de contrainte, quand ce n'est pas le signe d'un asservissement absurde et bureaucratique. Il peut certes y avoir des déviations et des abus, comme en tout domaine. Mais, dans leur principe, ces techniques doivent permettre une meilleure gestion des réalités – y compris des réalités humaines. Elles ne sont pas des facteurs d'écrasement ou de déshumanisation, mais au contraire des instruments de liberté. J'irai même jusqu'à dire que c'est le *système qui sauve l'individu*, car il permet de prévoir sa place, de mettre en œuvre les moyens de le respecter ou de l'aider. Dans l'ensemble, les techniques, à mes yeux, sauvent l'homme plus qu'elles ne compromettent son avenir.

***– Même les techniques médicales qui touchent à la reproduction?***

– Oui, sans hésitation. Cessons de condamner les nouvelles techniques médicales, sous le faux prétexte qu'elles risquent de nous conduire à je ne sais quelle apocalypse! Il y a là beaucoup de confusion et de fausses terreurs. Il y a surtout une grave méprise concernant la relation entre ces techniques et la liberté. On croit qu'elles ôtent à l'homme des libertés. C'est exactement l'inverse : elles lui en donnent de nouvelles.

» Prenons l'exemple du diagnostic prénatal. Il me paraît absolument normal que ceux qui attendent un enfant puissent savoir si cet enfant est atteint ou non d'une maladie héréditaire comme la trisomie. Connaître avec exactitude la situation du fœtus est en effet l'élément essentiel dont les parents ont besoin pour prendre leur décision. Cette information laisse entière leur liberté. Chacun doit pouvoir refuser un avortement thérapeutique, et choisir, en toute connaissance de cause, de mettre au monde un enfant handicapé. J'ai vu par exemple des parents souhaiter que vienne au monde, car c'était leur volonté, leur troisième enfant, en sachant que cet enfant était trisomique comme les deux premiers. Je ne peux qu'accepter ce choix, puisqu'il s'agit là d'une décision prise par eux librement.

» Arrêtons donc de dire *« la technique va préconiser la suppression de tous les malformés »*. Cela n'a évidemment aucun sens, et il n'en a jamais été question! La décision suprême doit toujours *revenir à l'individu*. Si une personne projette de se marier avec quelqu'un qui est atteint d'une maladie mortelle et transmissible, il est normal que cette personne *soit avertie de l'acte qu'elle va commettre*. La médecine ne l'empêchera pas. Chacun peut refuser un traitement, ou des précautions protectrices. Les techniques *médicales n'ont ni l'intention* ni les moyens de tout commander. Elles ne décideront jamais à votre place. Mais elles mettent clairement chacun face à ses choix.

» C'est en ce sens qu'elles accroissent nos libertés, au lieu de les restreindre, comme on le croit par erreur. Ce qui est condamnable, ce *ne sont pas les techniques* et les informations qu'elles fournissent, c'est le refus d'informer! Je condamne pour ma part l'idée qu'on puisse refuser d'avertir des parents de la naissance d'un futur enfant trisomique, ou des fiancés de la séropositivité de l'un ou de l'autre. Nous ne devons rien écarter de ce qui nous rend libre d'accepter ou de refuser en toute connaissance de cause. Vouloir mettre à l'écart ce genre d'informations est signe d'obscurantisme. Cela revient en effet à vouloir soumettre les humains aux *hasards aveugles de la vie*. C'est tenter de les maintenir asservis à des mécanismes que la connaissance permet, si on le veut, de contrôler. Voilà qui est intolérable, à mes yeux. Car plier l'homme à la nature est la pire des aliénations.

***– L'intervention humaine dans les fonctionnements de la nature ne doit-elle pas malgré tout être soumise à des limites?***

– Je n'en vois pas d'autre que le fait de laisser à l'individu la liberté finale d'accepter ou de refuser. Si je veux l'euthanasie, va-t-on condamner le médecin qui me donnera la mort? A mes yeux, cette condamnation est injuste et inacceptable, puisque c'est moi, et moi seul, qui aurai demandé qu'on me donne la mort. Sur cette question de l'euthanasie, comme sur celles qui sont liées à la procréation assistée, je suis en *désaccord* avec les *tendances* actuelles de la bioéthique.

## « Le monde industriel ne doit pas être diabolisé »

» Il me semble en effet que les gens les plus dogmatiques et les plus dangereux sont les défenseurs de cette prétendue liberté de l'homme, qui ne font que le plier à un état de fait et lui ôtent toute possibilité de choix. Je crains le fanatisme de ces pseudo-humanistes qui, sous couvert de défense de l'humanité, tentent de priver les citoyens de cette multitude de libertés nouvelles, que les techniques offrent aujourd'hui, de dépasser l'asservissement à la nature.

***– Il n'y aurait donc pas plus à sauver la vie de la menace médicale qu'à sauvegarder la nature de la menace industrielle...***

– Evidemment. Rien n'est plus illusoire que cette nature supposée harmonieuse, équilibrée et pourvue d'une sorte de sagesse interne. On peut soutenir avec autant d'arguments que la nature est menaçante, désordonnée et cruelle. En fait, aucune de ces images mythiques ne tient longtemps à l'analyse. Mieux vaut comprendre que « la nature » n'a jamais existé : elle a toujours été travaillée, façonnée par les mains humaines. Si elle l'est aujourd'hui davantage, ce n'est pas une raison pour condamner l'industrie en brandissant *l'épouvantail* d'une apocalypse du développement.

» Je constate au contraire dans le monde industriel une recherche très attentive des risques et de leur traitement à mesure qu'ils apparaissent. On assiste ainsi dans le monde entier à un essor impressionnant d'industries destinées à freiner les effets nocifs du développement industriel. Il existe, d'autre part, des réglementations extrêmement précises qui codifient les travaux et les manipulations présentant pour les employés des risques d'intoxication ou d'irradiation. Ces exemples confirment que le monde industriel ne doit pas être diabolisé. Les industries et les techniques ne sont absolument pas des créations lucifériennes qui salissent le monde avec des produits artificiels et corrosifs. A l'encontre des propos défaitistes que l'on entend presque partout, je pense que le développement industriel cherche de plus en plus à s'autocorriger et à s'autoréguler.

» Par là, nous suivons seulement l'enseignement de la plupart des philosophes du XIX[e] siècle, ceux qui ont assisté à la naissance du système fondé sur le fer et le feu : le comte de Saint-Simon, Auguste Comte, Joseph Proudhon, Karl Marx... Tous ont salué l'avènement de ce nouveau monde; la plupart ont seulement stigmatisé ses déviations, ou l'enfer dû au capitalisme. Mais, pour eux tous, qui ont vu le négatif, le positif l'emporte.

» Pour donner au moins une application de leur philosophie, n'a-t-on pas oublié que Saint-Simon est même allé encore plus loin? *Pour des raisons explicitement* philosophiques, amplement développées, il forme lui-même le projet du canal de Suez que ses disciples tiendront à réaliser, de *même, pour le canal de Panama*. Il rêve de grands travaux européens (il sera d'ailleurs l'un des premiers à défendre l'union européenne, ainsi qu'à souhaiter pour *elle une monnaie unique*). *Son* école travaille à l'édification du réseau de nos chemins de fer, comme à l'élargissement et à l'augmentation de nos voies navigables. *Il suffit, pour s'en* convaincre, de lire aussi bien *l'Industrie* (1817) que *Du système industriel* (1821-1822). Il ne se borne donc pas à penser le monde, il le change.

» Finalement, si un peu de technique engendre des inconvénients, beaucoup de techniques permettent de les combattre. »

*Propos recueillis par*
**ROGER-POL DROIT**







ALGÉRIE

# Des questions demeurent après la libération des otages français

**■ LES REMERCIEMENTS DE LA FRANCE. – Le gouvernement français a remercié, dimanche 31 octobre, les autorités algériennes après la libération des trois agents consulaires français enlevés une *semaine plus tôt*. Jean-Claude Thévenot et Alain Fressier ont été délivrés, dès samedi soir, par les forces de l'ordre dans un quartier d'Alger où ils étaient séquestrés. L'information a été tenue secrète jusqu'en milieu de journée, dimanche. Ils ont alors regagné Paris. Et c'est à ce moment que la libération de Mme Michèle Thévenot a été annoncée.**

**■ LA RECHERCHE DE COMPLICES DES RAVISSEURS. – Celle-ci s'est poursuivie jusqu'à Oued-Slama, à une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale, opération au cours de laquelle six ou sept personnes ont été tuées. Officiellement, très peu d'indications ont été données sur ces événements et de nombreuses questions demeurent.**

**■ COMITÉS D'AUTODEFÉNSE EN KABYLIE. – *Pour tenter de se prémunir contre les agissements des islamistes en armes et, peut-être, pour préserver leur particularisme, les Kabyles commencent à s'organiser et à créer des comités d'autodéfense.***

ALGER

*de notre correspondante*

C'est avec un soulagement, voilé d'une sourde inquiétude, qu'a été accueillie, dimanche 31 octobre, à Alger, l'annonce de la libération des trois agents consulaires français, enlevés une semaine plus tôt en plein centre de la capitale. Selon les informations officielles, rendues publiques en milieu de journée par les autorités algériennes, Jean-Claude Thévenot et Alain Freyssier ont été les premiers à retrouver la liberté, samedi, en fin d'après-midi, à l'issue d'une vaste *« opération des forces de sécurité »*, qui avait démarré dans la capitale, et qui s'était achevée, une trentaine de kilomètres plus au sud, à Oued-Slama, petite localité proche de la ville de Larba, au pied de l'Atlas blidéen, considéré comme un des principaux bastions des groupes armés islamistes.

MER MÉDITERRANÉE
MAROC
ALGÉRIE
LIBYE
MAURITANIE
MALI
NIGER
Alger
El-Harrach
Tipaza
Larba
Blida
Tizi-Ouzou
GRANDE KABYLIE
Massif du Djurdjura
Bouira
Aïn-el-Hammam
Col de Tirourda
PETITE KABYLIE
25 km

Dimanche, vers 18 h 30, soit vingt-quatre heures après que les deux hommes eurent été délivrés par les forces de l'ordre, le troisième otage, Michèle Thévenot, était, à son tour, retrouvée saine et sauve. De bonne source, on indique qu'elle a été *« déposée par ses ravisseurs »*, dans un lieu proche de l'ambassade de France à Alger, d'où elle a pu téléphoner et avertir les autorités. MM. Thévenot et Freyssier volaient déjà, à ce moment-là, à bord d'un avion du GLAM, en direction de Paris où ils sont arrivés en début de soirée. Mme Thévenot devait être rapatriée dans le courant de la journée de lundi.

Pour des raisons de sécurité facilement compréhensibles, il n'a pas été permis à la presse d'interroger Mme Thévenot mais seulement de la voir. Apparemment en bonne santé physique, celle-ci, pas plus que son époux et que M. Freyssier, ne paraît avoir trop souffert de ses conditions de détention. Enlevés ensemble, dimanche 24 octobre, les trois agents consulaires, ont été vraisemblablement séquestrés dans deux lieux différents : hommes d'un côté, femme de l'autre, respectant en cela la coutume musulmane.

Où se trouvaient ces « caches » ? Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les autorités françaises et algériennes ont choisi d'observer la plus grande discrétion. On croit savoir seulement que les trois otages français ont été séquestrés dans Alger, plus précisément dans une salle de prières d'Oued-Koreiche, un quartier de la capitale, situé entre les bastions intégristes de Bab-el-Oued et de Climat-de-France, et non à Oued-Slama, comme certaines rumeurs l'avaient d'abord laissé penser.

L'identité des ravisseurs n'a pas, non plus, été dévoilée. Mais les mises en garde, adressées, par l'intermédiaire de Mme Thévenot, aux *« étrangers »* qui *« soutiennent le pouvoir »* algérien, qualifié d' *« illégitime »*, semblent clairement indiquer qu'il s'agit de réseaux islamistes.

Selon des indications, encore parcellaires, divulguées dimanche soir par l'AFP, c'est dans une salle de prières, proche du quartier de Bab-el-Oued, que les enquêteurs auraient été mis sur la piste des ravisseurs, en rassemblant assez d'éléments, semble-t-il, pour les localiser. Une fois les deux premiers otages délivrés – dans des circonstances encore mal établies – les forces de sécurité se seraient engagées dans une course-poursuite, qui les a amenées jusqu'à Oued-Slama, où ont eu lieu de violents *accrochages qui ont coûté la vie* à huit personnes dont un gendarme.

Le dénouement spectaculaire de cette affaire et, surtout, le fait que les victimes soient sorties saines et sauves de cette aventure, a évidemment provoqué un vif soulagement au sein de la communauté étrangère, traumatisée par la récente vague d'assassinats dont certains des siens ont été les cibles. L'enlèvement des trois agents consulaires français, un mois après le rapt et le meurtre des deux géomètres français, le 21 septembre, dans la région de Sidi-Bel-Abbès, laissait présager le pire. Ensuite, cinq autres étrangers avaient été tués, victimes de groupes armés : deux officiers russes, tués par balles, le 16 octobre, à Laghouat, puis, trois jours plus tard, trois techniciens de la firme italienne Sadelmi – un Péruvien, un Colombien et un Philippin – enlevés et tués à l'arme blanche, dans la région de Tiaret. Compte tenu de ces sinistres précédents, chacun redoutait que les trois otages français ne connaissent le même sort. La joie de les savoir vivants et libres, aussi forte et sincère soit-elle, ne change pourtant pas fondamentalement la situation.

Le succès remporté par les forces de l'ordre améliore, indéniablement, l'image de l'Algérie et renforce la crédibilité de son armée, en butte, depuis près de deux ans, à l'ingéniosité criminelle des rebelles islamistes. Mais ce succès risque, hélas, d'avoir son revers. C'est par la force, que les otages ont été relâchés. Si ce sont bien – comme on tend à le supposer – des islamistes, qui ont commandité et organisé le rapt des agents consulaires, il n'y a alors, *a priori*, aucune raison d'espérer une quelconque accalmie dans la vague de terrorisme.

Autre point troublant : le fait que *les ravisseurs n'aient pas exécuté* leurs victimes, réussissant l'exploit de les garder cachés pendant sept jours (huit jours pour Mme Thévenot), malgré l'imposant dispositif policier mis en place dans l'Algérois, semble indiquer qu'ils disposaient de gros moyens et espéraient, sans doute, tirer profit de leurs otages. De quelle manière ? Un tract, non authentifié, curieusement rédigé en français, est parvenu, dimanche matin, dans certaines rédactions, annonçant que les trois fonctionnaires français allaient être *« libérés, lundi, par les moudjahidines »*, à l'occasion du 39e anniversaire du 1er novembre 1954, date du déclenchement de la guerre d'indépendance.

Tapé à la machine, ce texte, intitulé « communiqué n°2 » du « Groupe armé islamique », portait la date du dimanche 31 octobre. S'agit-il tout bonnement d'un faux ou d'une étrange erreur de manipulation ? Le mystère, là aussi, demeure. De même, on se demande pourquoi il a fallu attendre que s'écoulent près de vingt heures, entre le moment de la libération des otages et l'annonce officielle (faite dimanche, peu après 13 heures, par la télévision nationale) de ce qui ressemble, de prime abord, à une très bonne nouvelle.

*Une chose est claire : si les* otages français, comme les autres étrangers précédemment enlevés, avaient été tués, l'impact émotionnel et politique aurait été immense. A l'étranger bien sûr, mais aussi dans le pays. Nul doute que la *tâche des partisans d'un « dialogue »*, voire d'une « réconciliation », avec les islamistes, en aurait été compliquée. De là à voir, dans cette pénible affaire, une sorte d'avertissement « à blanc », d'un camp à un autre, il y a un pas qu'il serait imprudent de franchir. *Le* fait que les trois agents consulaires aient été épargnés n'augure pas, pour autant, une plus grande sérénité du débat politique.

CATHERINE SIMON

**Le guide des islamistes soudanais affirme œuvrer pour une réconciliation en Algérie.** – Eminence grise du régime soudanais, le « guide » islamiste, Hassan Tourabi, a affirmé, au cours d'une conférence de presse réunie à Khartoum, que son organisation, la Conférence populaire arabo-islamique, *« tente de favoriser un esprit de conciliation entre les différents groupes algériens »*. Il a ajouté que *« des efforts similaires sont déployés en Afghanistan et dans d'autres pays »*, qu'il n'a pas cités. Cependant, ces efforts sont tenus secrets, car *« certains gouvernements*, a-t-il dit, *n'aiment pas en faire état publiquement »*. – *(AFP.)*

## Les « remerciements » de Paris

Jean-Claude Thévenot et Alain Freissier, les deux premiers otages libérés, sont arrivés dimanche *31 octobre en début de soirée à* l'aéroport de Villacoublay, près de Paris, où ils ont été accueillis par le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé.

Alain Freissier a affirmé, à l'aéroport, n'avoir *« pas été maltraité »* pendant sa détention. *« Nos ravisseurs nous ont donné à manger de façon très correcte. Ils n'ont utilisé aucun moyen de violence à quelque titre que ce soit »*, a-t-il déclaré. Le premier ministre, Edouard Balladur, a adressé dimanche soir un *« message de remerciements »* aux autorités algériennes, a indiqué le service de presse de Matignon.

Le président du Haut Comité d'Etat (HCE, présidence collégiale), Ali Kafi, avait réaffirmé, samedi, la fermeté de l'Etat contre les groupes armés islamistes. Dans son discours d'ouverture de l'année judiciaire, il avait souligné, sans faire allusion aux trois Français enlevés, que *« les criminels* [seraient] *châtiés et n* [échapperaient] *pas à la justice »*.

# « Vigilance » en Kabylie

### *Récemment attaqué par un groupe terroriste, le village de Tirourda a mis sur pied un « comité » qui veille à la sécurité de ses habitants*

TIROURDA

*de notre envoyée spéciale*

La modeste notoriété du petit village de Tirourda, accroché au fin fond rocailleux des montagnes de Kabylie, ne tient pas à son site, pourtant éminemment sauvage, ni à l'habileté éprouvée de ses chasseurs de sanglier, ni même aux fresques naïves, peintes sur ses murs, qui montrent Jugurtha sur son cheval blanc, Massinissa en toge (1) ou Ibrahim (Abraham) *« à qui Dieu demande d'égorger son fils »*.

Non, rien de tout cela. Si Tirourda, comme d'autres localités de la wilaya (préfecture) de Tizi Ouzou, a l'honneur des gazettes, c'est pour une raison beaucoup moins bucolique : récemment « visité » par un groupe terroriste, le village a mis sur pied un *« comité de vigilance »*, qui veille, chaque nuit, à la sécurité des deux mille habitants.

L'attaque du 14 octobre dernier, menée par un groupe d'*« une trentaine d'hommes armés »*, arrivés *« en camion civil »*, au début de la nuit, n'a pas fait de victime. Mais elle a « soulagé » le village d'une vingtaine de fusils de chasse et semé le trouble dans les esprits. Parmi les assaillants, tous *« étrangers à la région »*, et qu'on soupçonne d'être venus de la wilaya voisine de Bouira, se trouvaient – catastrophe ! – des Kabyles.

*« On n'a pas eu de mal à les repérer »*, soupire-t-on en chœur. Des Kabyles parmi les islamistes ? La chose n'est pas nouvelle. Mais elle n'en a pas moins choqué. *« Avant de partir, ils nous ont insultés, en nous traitant de juifs et de mécréants, et en nous promettant de revenir »*, souligne l'instituteur, visiblement outré.

*« Depuis l'attaque, la vie a changé, on ne se sent plus tranquille »*, résume plus froidement Mouloud, un grand gaillard d'une trentaine d'années, qui ne cache pas ses sympathies pour le Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Aït Ahmed. Les autres garçons, plus jeunes, approuvent en silence. Aux élections municipales du mois de juin 1990, la majorité de Tirourda a voté FFS, laissant très loin derrière le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Saadi et le FLN, l'ancien parti unique. Pour le reste, à en croire la petite assemblée qui nous reçoit à l'intérieur de la mosquée, il n'y a eu que *« quatre vieux »* pour choisir – *« par erreur »* – le candidat de l'ex-Front islamique du salut (FIS).

### Ce n'est plus « la Suisse » de l'Algérie

Apparemment soudé, le village n'aura pas, en tout cas, attendu les consi?gnes (jusqu'à ce jour inexistantes), qui auraient pu venir *« de Tizi ou d'Alger »*. Depuis la fameuse attaque, les hommes du village se relayent, chaque soir, dès 18 heures, aux *« accès stratégiques »*, où ils montent la garde, jusqu'au matin, par groupes de deux. *« Si demain, l'Algérie se transforme en une République islamique, et bien, les terroristes, alors, ce sera nous »*, fanfaronne un adolescent.

Incidemment, le groupe de jeunes villageois explique qu'à la mi-octobre, après divers incidents analogues survenus dans la région, quelque quarante-cinq représentants des *« comités de village »* ont été réunis à Iferhounène *« par la gendarmerie »*, qui leur a proposé ... des armes. *« Ils étaient prêts à donner une dizaine de kalachnikovs par village »*, précisent les gars de Tirourda. *« Mais aucun des représentants n'a accepté cette offre »*, ajoutent-ils aussitôt.

*« On se méfie, vous comprenez ! On ne va pas tomber dans ce genre de piège. Avec des stocks pareils, on deviendrait des cibles toutes trouvées ! Et puis, c'est aux gendarmes de nous protéger, pas l'inverse. »* Privé de téléphone, mais pas de bon sens ni de paraboles, le village de Tirourda attend, de pied ferme, une éventuelle alerte.

*« C'est vrai que nous ne sommes pas tellement pratiquants, mais ce n'est pas une raison pour qu'on nous tire dessus »*, assure l'instituteur, défenseur de la tolérance et de ce qu'il appelle joliment un *« islam panaché »*. Ses compagnons sourient. *« N'empêche que les choses ont drôlement changé*, ajoute l'un d'eux. *Avant, la Kabylie, c'était un peu la Suisse de l'Algérie. Maintenant, c'est l'Algérie tout court... »*

C. S.

(1) Massinissa et Jugurtha furent rois de Numidie, au dernier siècle avant notre ère au temps de la lutte avec Rome en Afrique du Nord. Les Kabyles, qui ne sont d'origine arabe, estiment être les descendants des Numides.

BURUNDI

# Le gouvernement s'apprête à quitter son refuge

**Le gouvernement, réfugié à l'ambassade de France depuis le coup d'Etat du 21 octobre, s'apprête à quitter la chancellerie. En province, l'étendue des massacres consécutifs au putsch n'est pas encore connue.**

BUJUMBURA

*de notre envoyé spécial*

Bien que nombre d'entre eux se sentiraient en danger de mort s'ils quittaient l'ambassade de France à Bujumbura, les dix-sept ministres burundais qui y sont réfugiés se font à l'idée de prendre le risque de retourner à leur bureau. Le ministre de la défense, le lieutenant-colonel Charles Ntanije, se dit persuadé qu'il pourra trouver dans l'armée suffisamment d'officiers désireux de prouver leur loyauté envers le régime qui a survécu au putsch du 21 octobre. Mais sa tâche est délicate : au moment des faits, aucune unité ne s'est opposée aux mutins.

Des médiations de la semaine dernière, il ressort que la Tanzanie serait le seul pays voisin à pouvoir dépêcher un contingent pour garantir la sécurité des ministres. Le Rwanda est perçu comme défendant les intérêts hutus, l'Ouganda est considéré comme pro-tutsis. Quant aux soldats zaïrois, ils ont trop mauvaise réputation dans la région. Le Maroc a également été sollicité par les autorités.

*« L'interposition de soldats étrangers creuserait plus encore la division de la société burundaise ; il serait bon qu'une solution interne soit trouvée, même si elle comporte des risques »*, affirme un diplomate occidental, sous couvert de l'anonymat. Pour lui, l'insistance des ministres à afficher leur manque de confiance dans l'armée paraît vouloir justifier à l'avance la prochaine réforme des forces de l'ordre. L'idéal serait peut-être la constitution d'unités mixtes, composées de soldats loyalistes appuyés par quelques Tanzaniens, auxquels les techniciens militaires occidentaux donneraient une formation à la *protection rapprochée*.

### *Funérailles nationales*

Le gouvernement doit maintenant débusquer rapidement les putschistes. *Il* a commencé son enquête et la liste des dix-sept personnes, qui circulait la semaine dernière, sera sans doute amendée. Jusqu'à présent, une dizaine de personnes ont été arrêtées. En province, l'étendue des massacres et des destructions n'est pas connue avec précision, certaines zones n'étant toujours pas accessibles par la route. Le gouvernement a annoncé un deuil national d'un mois, à partir de mardi 2 novembre. De source informée, on indique que les dépouilles du président et des dignitaires assassinés le 21 octobre ont été remises aux autorités, qui ont fait procéder à leur embaumement en vue de funérailles nationales. Aucune date n'a encore été fixée, les dirigeants souhaitant mieux contrôler la situation *pour parer à d'éventuels* débordements lors des obsèques.

La Cour constitutionnelle devrait déclarer officiellement la vacance du pouvoir dans les prochains jours. Le président de l'Assemblée nationale – qui assure l'intérim en vertu de la Constitution – ayant été assassiné avec le chef de l'Etat, le premier ministre, Sylvie Kinigi, doit prendre en charge la gestion des affaires courantes en attendant qu'un nouveau président du Parlement assure l'intérim jusqu'aux *élections. Selon les textes*, celles-ci doivent être organisées dans un délai de trois mois à compter de l'avis de la Cour constitutionnelle, délai qui peut être prolongé en cas de force majeure. Ce qui sera probablement le cas.

JEAN HÉLÈNE

**CENTRAFRIQUE : formation du gouvernement.** – Le gouvernement de Jean-Luc Mandaba, dont la formation a été annoncée samedi *30* octobre, comprend dix-sept ministres et deux secrétaires d'Etat, issus de plusieurs partis et de la Mouvance David Dacko, groupement informel autour de l'ancien président, candidat malheureux à l'élection présidentielle. Trois ministres du gouvernement de Enoch Derant-Lakoué ont conservé leurs postes : Emmanuel Dokouna aux finances, Jacques Mbosso à la justice et *Gérard* Gaba au secrétariat général du gouvernement et aux relations avec le Parlement. Simon Bedaya-Ngaro obtient les affaires étrangères et la francophonie. – *(AFP.)*

**NIGÉRIA : trois suspects arrêtés dans le cadre de l'enquête sur le détournement de l'Airbus.** – La presse a indiqué, samedi 30 octobre, que trois personnes avaient été arrêtées à Ilorin, capitale de l'Etat de Kwara, dans le cadre de l'enquête sur *le détournement* de l'Airbus de la Nigeria Airways (*le Monde* du 29 octobre). Dans un tract, le Mouvement pour l'avancement de la démocratie, qui avait revendiqué ce détournement, a lancé un nouvel ultimatum aux membres du gouvernement intérimaire, les menaçant d'attenter à leur vie s'ils ne démissionnaient pas dans les sept jours. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

Dénonçant l'accord de paix signé avec l'OLP

# Les colons israéliens commencent leur Intifada en Cisjordanie

**Causant d'importants désordres, samedi 30 et dimanche 31 octobre, en Cisjordanie, pour dénoncer l'accord avec l'OLP, *les colons israéliens dans les territoires occupés ont annoncé qu'ils entendaient désormais se conduire comme le Mouvement de la résistance islamique, Hamas, qui a revendiqué le rapt et le meurtre d'un des leurs, vendredi.***

JÉRUSALEM

*de notre correspondant*

Ce sont *« les premiers signes dangereux d'une rébellion contre l'Etat »*, a déclaré Ouzi Baram, ministre du tourisme. Pour d'autres, les troubles de samedi et dimanche pourraient bien marquer le début de la longue et tumultueuse campagne de désobéissance civile que les colons annoncent depuis des mois.

Le week-end a, en tout cas, été très chaud dans le nord de la Cisjordanie, et particulièrement à Ramallah. C'est là, dans la localité voisine d'El Bireh, qu'a été poignardé à mort, vendredi, un jeune colon venu acheter des œufs à bas prix sur les marchés palestiniens (*le Monde* daté 31 octobre et 1er novembre). C'est après ce meurtre, revendiqué par le Mouvement de la résistance islamique, Hamas, que les premières manifestations ont été organisées sur le thème : *« L'armée ne nous protège pas, nous allons prendre notre sécurité en mains. »*

Toute la journée, des petits commandos très mobiles de quelques dizaines de colons armés ont barré des routes avec des pneus enflammés, jeté des pierres sur les automobilistes palestiniens, incendié deux bonnes douzaines de véhicules, cassé des dizaines de vitrines, et tenté de mettre le feu à plusieurs habitations dont certaines n'ont dû d'être épargnées qu'à l'intervention des pompiers.

Dimanche, les expéditions punitives reprenaient de plus belle. Cette fois, le prétexte fut plus clairement politique, la droite et l'extrême droite prêtant au premier ministre des propos qu'il n'a pas tenus, en tout cas pas publiquement. La veille, évoquant la mort du jeune colon, Itzhak Rabin avait, en effet, déclaré : *« Les ennemis palestiniens de la paix tuent un Israélien parce qu'il est juif, les adversaires de la paix, côté israélien, jettent des pierres et brûlent des voitures parce qu'elles sont conduites par des Arabes (...) Notre devoir est de l'emporter sur les ennemis de la paix... »*

### « Une réalité difficile »

La droite a voulu voir dans ces propos *« une insupportable et insultante »* comparaison entre les colons juifs et les *« terroristes arabes du Hamas »*. Toute la journée de dimanche, des ministres se sont succédé pour expliquer, à travers les médias, que le premier ministre n'avait certainement pas voulu dire cela, qu'en aucun cas les *« tueurs du Hamas »* ne pouvaient être mis dans le même sac que des *« protestataires juifs, même un peu excités »*. Mais rien n'y fit. Le mouvement d'action devait encore reprendre lundi à l'aube.

A la télévision, dimanche soir, M. Rabin, estimant peut-être, comme certains de ses conseillers, que privés de ce prétexte les colons les plus décidés en trouveraient un autre pour continuer leur campagne, n'a pas vraiment essayé de calmer le jeu. *« Les opposants juifs au processus de paix me traitent de traître,* s'est-il exclamé. *J'ai même pu lire un slogan qui appelait à mon assassinat... Les résidents israéliens des territoires devraient plutôt admettre qu'ils vivent une réalité difficile. L'armée les protège certes, mais ils ne devraient pas aller comme cela acheter des œufs à bas prix n'importe où. »* En clair : si vous voulez rester là où vous êtes, tenez-vous tranquilles.

Les colons, en réalité, ont parfaitement saisi la situation et c'est bien pour essayer de renverser la vapeur qu'ils se battent, pendant qu'il en est encore temps, pour tenter de saborder un processus de paix qui, s'il aboutit, les condamnera, un jour ou l'autre, à déménager. Leurs slogans peuvent paraître frustes et répétitifs – *« Rabin traître ! Mort au Hamas ! »* – mais la stratégie n'est pas forcément mauvaise.

Les colons *« idéologiquement motivés »*, comme disent les universitaires – *entre 15 et 20 % des* 120 000 résidents juifs des territoires occupés, – ont parfaitement compris qu'ils devaient mettre un bémol à leur rhétorique religieuse – *« Dieu nous a donné cette terre »* – s'ils voulaient avoir une chance d'être entendus par leurs concitoyens résidant, eux, dans l'Israël internationalement reconnu.

D'où des mots d'ordre plus « politiques » et des revendications plus consensuelles, comme la demande de l'arrêt immédiat des libérations de détenus palestiniens. Selon un sondage publié dimanche, 44 % des Israéliens sont opposés à ces élargissements promis aux Palestiniens. Jusqu'alors, sur les douze mille intéressés, 617 seulement ont été libérés, la semaine dernière. Selon Shimon Pérès, le chef de la diplomatie, *« la majorité »* de ceux qui restent, *« le seront dans les prochaines semaines »*. Outre le plan de retrait de l'armée de Gaza, qui devait être présenté, lundi 1er novembre, aux négociateurs palestiniens, à Taba *(Egypte)*, la question des prisonniers devait, elle aussi, figurer au menu des discussions.

L'arrêt, même temporaire, des libérations attendues par des milliers de familles arabes, déclencherait aussitôt leur colère et pourrait même faire capoter l'application de l'accord signé, le 13 septembre, entre Israël et l'OLP. Tel est précisément l'objectif d'un Aaron Domb, porte-parole du conseil national des colons (Yesha), qui promet que ses troupes vont *« continuer de bloquer les routes et incendier les voitures palestiniennes »*, ou d'un autre de ses fidèles qui déclare : *« Nous allons montrer aux Arabes et au gouvernement que nous aussi nous pouvons déclencher une Intifada. »*

PATRICE CLAUDE

LIBYE

# Le colonel Kadhafi a démenti les rumeurs de tentative de putsch

***« Aucune rébellion n'a eu lieu à Misrata ou ailleurs. »* Le démenti du colonel Mouammar Kadhafi, qui a accusé les services de renseignement britanniques et l'opposition en exil *« à la solde des Etats-Unis »* d'être à l'origine d'une opération *« visant à démoraliser le peuple libyen »*, n'a pas convaincu grand monde, même à Tripoli.**

TRIPOLI

*de notre envoyé spécial*

Le seul fait que le « Guide de la révolution » soit personnellement monté au créneau confirme implicitement, aux yeux de beaucoup de Libyens, qu'*« il y a bien eu quelque chose »*. Depuis deux semaines, Tripoli bruissait d'informations selon lesquelles une rébellion avait eu lieu dans les casernes de Misrata (200 kilomètres à l'est de Tripoli) et de Bani Oualid (150 kilomètres au sud-est).

Selon la version la plus répandue, par les Libyens, les Occidentaux et les *« frères arabes »*, une mutinerie a bel et bien eu lieu dans les casernes de Misrata et de Bani-Oualid. Certains élargissent le cercle à d'autres casernes au sud et même à l'ouest de Tripoli, et parlent même de tentative de putsch. Tout le monde s'accorde sur le fait que cette révolte a été déclenchée par le mécontentement des militaires, qui n'ont pas touché leur solde depuis six mois.

Autre raison d'insatisfaction : les militaires n'ont pas oublié que c'est l'armée qui a porté le colonel Kadhafi au pouvoir. Or ils s'estiment traités avec moins de considération que la Garde révolutionnaire et les forces de sécurité. Ce sont ces gardes prétoriennes régulièrement et convenablement payées qui, selon des informations concordantes, sont intervenues pour étouffer la rébellion. La répression – et les combats qui l'ont accompagnée, – vigoureusement menée par les blindés et même par l'aviation, aurait fait de deux cents à deux mille victimes. Quelle que soit la nature de ces événements – simple mutinerie ou tentative de putsch, – la vie à Tripoli semble suivre son cours normal. A l'exception de contrôles policiers apparemment plus fréquents pendant la nuit et de rumeurs qui font notamment état de l'arrestation de plusieurs colonels et de l'exécution de l'un d'entre eux.




### De plus en plus d'ennemis

Les habitants de Tripoli, lassés des discours révolutionnaires, n'ont même pas pris la peine de respecter une nouvelle loi leur ordonnant de porter le deuil, le 26 octobre, pour commémorer *« les massacres et les déportations »* dont les Italiens furent responsables au début de l'invasion de la Libye, en 1911. *« Si j'avais eu le sentiment que les événements avaient été graves, je me serais empressé de porter un brassard noir »*, nous a confié un intellectuel loin d'être un des plus chauds partisans du régime. Selon certains observateurs, le fait que le colonel Kadhafi n'ait pas éprouvé le besoin de prendre des mesures de sécurité extraordinaires dans la capitale prouve qu'il a *« toujours le pays bien en main »*, mais *« le nombre de ses ennemis s'accroît au fil de la répression »*. Dans un pays où l'influence tribale reste déterminante, le mécontentement créé par la répression ne concerne pas seulement les familles de ceux qui en sont les victimes. C'est toute la tribu qui se sent mise en cause.

Il n'est pas douteux qu'en vingt-quatre ans de pouvoir le colonel Kadhafi s'est mis bon nombre de tribus à dos. La dernière à rejoindre le camp des mécontents serait la tribu des El Wamla, liée à celle des El Kadhazifa dont est issu le « Guide de la révolution ». Des membres de cette tribu jusque-là loyaliste auraient participé, selon des opposants en exil au Caire, à la tentative de putsch *« qui visait à assassiner Kadhafi »*.

Mais le mécontentement ne gronde pas uniquement au sein des tribus. La plupart des Libyens se plaignent, aujourd'hui, de la cherté de la vie, de la difficulté de trouver un logement, de la hausse de la criminalité, de la dégradation des services de santé en particulier, et de tous les services en général. A leur avis, ces problèmes sont dus à l'incurie du gouvernement autant qu'à l'embargo décidé par les Nations unies à cause du refus entêté du régime de livrer les deux ressortissants libyens mêlés à l'attentat commis en 1988 contre un Boeing de la Pan Am, au-dessus de Lockerbie, en Ecosse.

Ce mécontentement, le colonel Kadhafi l'a implicitement confirmé dans son discours du 28 octobre. Il a, en effet, dénoncé *« certains Libyens stupides (...) qui insulteraient la révolution, Mouamar* [Kadhafi] *(...) et s'allieraient avec Satan parce qu'ils sont mécontents de la santé, de la sécurité, de la cherté de vie ou du logement »*. Le bouillant « Guide » a estimé que *« l'honneur »* passait avant tout, laissant ainsi entendre qu'il n'était pas question d'extrader les deux suspects réclamés par les Occidentaux...

ALEXANDRE BUCCIANTI

**SOUDAN : formation d'un nouveau gouvernement.** – La formation d'un nouveau gouvernement, composé de 20 ministres dont dix militaires, a été annoncée, samedi 30 octobre, à Khartoum. La nomination d'un nouveau ministre des finances, Abdallah Hassan Ahmed, coïncide avec un mécontentement populaire dû essentiellement à une hausse du coût de la vie, estimée officiellement à 100 % à la fin du mois d'août par rapport au même mois de l'an dernier. *Cité par l'agence officielle* SUNA, M. Ahmed a promis de continuer à suivre une *« politique économique basée sur le* (concept) *de l'économie de marché »*. – *(AFP.)*

EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE

# M. Milosevic est réticent devant l'idée d'une nouvelle conférence internationale

Le président serbe Slobodan Milosevic s'est montré réticent à l'idée, prônée par plusieurs pays occidentaux ainsi que par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, d'une nouvelle conférence internationale qui adopterait une approche globale de la crise dans l'ex-Yougoslavie. Recevant, dimanche 31 octobre, Thorvald Stoltenberg, l'un des deux médiateurs internationaux, M. Milosevic a estimé que l'initiative de *« certains agents internationaux »* en faveur d'une telle conférence *« éloigne en ce moment »* la Bosnie-Herzégovine de l'établissement d'une paix *« équitable »*.

La communauté internationale *« ne doit pas se soustraire à l'obligation d'user de son influence politique pour saisir la chance qu'offre le plan de paix de Genève pour la Bosnie-Herzégovine »*, a encore estimé M. Milosevic, selon un communiqué de la présidence serbe.

Sur le terrain, le trafic aérien à destination de Sarajevo a été suspendu dimanche, à la suite de tirs contre l'aéroport de la capitale bosniaque, qui ont fait un blessé parmi les « casques bleus » français. Des tirs nourris, dont l'origine n'a pas été identifiée, ont touché la piste autour d'un avion de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU), a précisé un de ses porte-parole. Un officier français, identifié de source militaire française comme étant le capitaine Pascal Fuchs, a été blessé au bras gauche lors de cet incident.

Par ailleurs, le président croate Franjo Tudjman a exigé *« une enquête approfondie et la punition des coupables »* du massacre perpétré le 23 octobre contre la population du village musulman de Stupni-Do, en Bosnie centrale (*le Monde* du 24 octobre), selon un communiqué de la présidence diffusé samedi à Zagreb. La FORPRONU a indiqué avoir découvert les corps de 25 personnes tuées dans ce village par les forces croates bosniaques (HVO) – ce que celles-ci démentent.

Sans faire porter au HVO la responsabilité de ce massacre, M. Tudjman déclare que la Croatie *« condamne tous les crimes. Indépendamment de leurs auteurs »*, évoquant une série de massacres de Croates en Bosnie centrale, dont certains ont été confirmés par la FORPRONU, comme celui de 35 personnes dans le village d'Uzdol, à la mi-septembre. – *(AFP.)*

## *Les enfants de Sarajevo cibles privilégiées des tireurs isolés*

*« Que pouvons-nous offrir à des enfants dont l'enfance est violée et comment le monde peut-il rester les bras croisés alors que des vies innocentes sont détruites pour toujours ? »* Cette accusation en forme de question, le directeur de l'UNICEF à Genève, Samir Basta, l'a formulée, vendredi 29 octobre, après avoir reçu un rapport faisant état d'assassinats d'enfants par des tireurs isolés dans un quartier de Sarajevo, Dobrjna, particulièrement exposé.

*« Les enfants continuent d'être délibérément pris pour cibles dans la capitale bosniaque (...) Ces actes constituent une violation flagrante non seulement des dispositions contenues dans la Convention des droits de l'enfant et d'autres conventions internationales, mais encore des principes fondamentaux de respect de la vie humaine. Quel futur pouvons-nous attendre de nations où règne la barbarie ? »*, demande encore M. Basta.

Brigitte Duchesne, porte-parole de l'UNICEF pour la Bosnie, a, pour sa part, précisé que treize enfants avaient été atteints la semaine dernière par des tireurs isolés, alors que les conditions de travail des médecins ainsi que des secouristes se sont encore détériorées. – *(Corresp.)*

GÉORGIE

# Les troupes gouvernementales ont repris la ville de Senaki

MOSCOU

*de notre envoyé spécial*

Les forces gouvernementales géorgiennes ont repris, dimanche 31 octobre, la ville de Senaki qu'elles avaient dû abandonner, deux jours plus tôt, aux partisans de l'ancien président, Zviad Gamsakhourdia. Dans un mouvement de panique, les troupe favorables à Edouard Chevardnadzé avaient en effet abandonné le centre de cette ville, située dans l'ouest du pays. L'annonce que plusieurs centaines de soldats originaires du Caucase du Nord mais aussi d'Abkhazie étaient venus prêter main forte aux « zviadistes » auraient provoqué cette fuite. Les dissensions entre les chefs des différentes milices armées qui composent l'armée gouvernementale auraient aussi encouragé ce mouvement de panique.

Dimanche, après la reprise de la ville par ses partisans, Edouard Chevardnadzé, en tournée d'inspection sur le front, a déclaré que le temps des *« compromis »* était fini avec les partisans de Zviad Gamsakhourdia. *« L'affrontement qui a lieu actuellement ne doit avoir qu'un résultat, celui de garantir l'existence d'une seule Géorgie »*, a ajouté le chef de l'Etat.

En décidant de prendre des mesures pour *« arrêter le pillage »*, le commandement militaire géorgien a reconnu implicitement que ses troupes se livraient à de telles pratiques. *« Le pillage est pratiqué par l'ensemble des forces gouvernementales depuis leur arrivée en Mingrélie »*, écrit ainsi l'envoyée spéciale de l'Agence France-Presse – témoignage confirmé par d'autres journalistes qui couvrent les opérations.

Ces envoyés spéciaux ont également confirmé la présence de chars et d'équipements militaires russes autour de la ligne de front. Selon les services de Zviad Gamsakhourdia, deux régiments aéroportés, un bataillon de chars et des avions russes sont engagés dans les combats et 700 hommes de la division « Djerzinski » seraient arrivés, jeudi soir, sur le terrain. L'état-major des forces russes en Géorgie, dont la mission reste officiellement de protéger les voies de communication, a affirmé que ses troupes se seraient repliées sans combattre, vendredi soir, après l'offensive des partisans de Zviad Gamsakhourdia. Samedi, après une nouvelle attaque des « rebelles » contre un poste russe, l'état-major a décidé d'envoyer des renforts dans la région. Pour le moment, si tout semble accréditer la thèse que des blindés russes participent aux combats aux côtés des forces gouvernementales géorgiennes, on ne parvient pas encore à déterminer le degré réel de l'engagement des Russes dans ce conflit.

JOSÉ-ALAIN FRALON

EUROPE

ROYAUME-UNI

# Un commando protestant a tué sept personnes près de Londonderry

**Les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), un groupe paramilitaire loyaliste (protestant), ont revendiqué le massacre qui a eu lieu, samedi 31 octobre, à Greysteel, près de Londonderry, et dont le bilan est de sept morts et dix blessés. Toutes les victimes – sauf une – sont catholiques.**

LONDRES

*de notre correspondant*

Treize victimes, treize «civils» sont tombés sous les balles des exécuteurs des groupes paramilitaires loyalistes (protestants) en une semaine pour venger les dix morts du massacre du 23 octobre, à *Shankill Road. Vingt-trois* morts en huit jours, dix protestants, contre treize catholiques : cette sanglante arithmétique est-elle condamnée à ne jamais s'arrêter, une tuerie répondant à une autre tuerie, le sang au sang? Les meurtriers des deux camps se lasseront-ils un jour de leur effroyable logique, seront-ils écœurés d'eux-mêmes ou rejetés par leur propre communauté? Le nouveau massacre qui s'est déroulé samedi soir au Rising Sun, un pub catholique du village de Greysteel, situé à une quinzaine de kilomètres à l'est de Londonderry, semble confirmer, au contraire, une nouvelle escalade de la violence en Ulster, voire, comme le suggère Peter Robinson, le numéro deux du Parti unioniste démocratique (DUP), le début d'une véritable *«guerre civile»*.

Il était 22 heures, ce samedi soir et, en dépit du climat de peur qui gagne dans chaque communauté, le Rising Sun était plein à l'occasion d'Halloween (veille de la Toussaint), la grande fête anglo-saxonne. Ce soir, un orchestre de country music était présent et on allait danser. Que craindre après tout? Londonderry – la deuxième ville de la province – et sa région, ne bénéficient-elles pas d'une paix relative depuis plusieurs années, et *cette cité*, celle de John Hume et Gerry Adams (1), n'est-elle pas montrée en exemple pour mieux souligner que toute l'Irlande du Nord ne doit pas être comparée à la sanglante Belfast?

### *Comme au stand de tir*

*«Trick or treat»? «Donnez-moi quelque chose* (généralement des bonbons) *ou je vous joue un tour!»* : tous les gamins répètent cette phrase, en sonnant aux portes, le 31 octobre, soir d'Halloween. Karen Thompson, dix-neuf ans, n'est plus une enfant. Aussi, lorsque, dans le pub bruyant, l'homme qui lui tapote sur l'épaule l'apostrophe ainsi, elle rétorque, agacée : *«Ce n'est pas drôle»*. Son interlocuteur ne *répond pas. Il lève son fusil* d'assaut, le dirige vers le visage de Karen, lâche une rafale. Puis, avec son compagnon, masqué comme lui, ils «arrosent» l'assistance, sans bouger, comme au stand. Leurs chargeurs épuisés, ils *les remplacent, posément*, et recommencent. Deux minutes plus tard, ils sont dehors. Une voiture les attend. C'est fini.

Dans la salle du Rising Sun, c'est, selon les témoins, une *«effroyable boucherie»*. Le sang a giclé partout. Sept personnes ont été tuées (dont un protestant), dix *blessées. Des clients sont* prostrés dans les toilettes où les plus rapides ont pu se réfugier. Plus tard, comme elle le fait en pareil cas, la police arrêtera plusieurs suspects. L'organisation des Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), qui, comme sa rivale la Force des volontaires de l'Ulster (UVF), a annoncé il y a bien longtemps que tout catholique est une *«cible légitime»*, a revendiqué le massacre, réponse à la bombe de Shankill Road.

Depuis le début de l'année, les «loyalistes» ont tué quarante-quatre personnes en Irlande du nord et les «républicains» *(catholiques) sont responsables de* trente morts. Les premiers sont nettement moins encadrés, sur le plan politique, que les seconds. L'Association de défense de l'Ulster (UDA), cette organisation politique désormais interdite, ne contrôle pas, loin s'en faut, tous les groupes armés. L'UDA veut détruire le «front pan-nationaliste» et catholique, c'est-à-dire ce qu'elle perçoit (à tort) comme une «association» entre l'Armée républicaine irlandaise (IRA), le Sinn Fein, le SDLP, enfin le gouvernement de Dublin.

Les motivations de l'UFF et de l'UVF sont, en revanche, plus frustes : ses membres, comme le *reconnaît le* Royal Ulster Constabulary (RUC), la police nord-irlandaise, donnent l'impression d'éprouver un certain plaisir à ce jeu de massacre. Comme chez les «républicains», les exécuteurs sont recrutés dans les milieux les plus pauvres de la communauté.

Les premiers ministres britan*nique et irlandais, John Major et* Albert Reynolds, ont dénoncé le massacre de Greysteel, et assuré que celui-ci ne remet pas en cause leur détermination à faire aboutir les initiatives de paix en cours. M. Major a accepté de recevoir John Hume, mais il est clair que Londres et Dublin n'ac*cordent plus guère d'importance* à l'«initiative» que celui-ci a engagée avec Gerry Adams.

Cette réponse officielle, ressen*tie comme une rebuffade* dans les milieux «nationalistes», peut être lourde de conséquences : si elle considère qu'elle n'a désormais plus rien à perdre, la réponse de l'IRA pourrait être plus meurtrière encore.

LAURENT ZECCHINI

(1) John Hume est le chef du Parti travailliste social-démocrate (SDLP, catholique modéré), et Gerry Adams est le président du Sinn Fein, branche politique de l'IRA.

HONGRIE

## La radio d'Etat sera dirigée par une journaliste d'extrême droite

La lutte de pouvoir pour le contrôle des médias du service public en Hongrie s'est encore durcie avec la nomination, jeudi 28 octobre, à la direction de la radio, d'une femme connue pour *ses sympathies d'extrême droite.* La désignation au poste de rédacteur en chef adjoint de Klara Babiczky, collaboratrice du journal *Magyar Forum*, l'organe du chef de file du courant ultranationaliste magyar, Istvan Csurka, a provoqué un vent de panique parmi les journalistes, qui ont exigé sa démission d'ici au lundi 1er novembre à midi. En début de semaine, un autre proche de M. Csurka a été nommé à un poste influent à la télévision *(le Monde du 29 octobre)*.

Cette soudaine radicalisation du conflit larvé autour des médias semble confirmer la thèse d'une offensive des courants d'extrême droite, qui profitent de l'absence du premier ministre, Jozsef Antall, hospitalisé en Allemagne depuis deux semaines, *pour tenter de faire main basse* sur la radio et la télévision avant les élections législatives de l'année prochaine.

Quoi qu'il en soit, cette situation crée un climat de tension et d'hystérie politique en Hongrie, où les journalistes et la Charte démocratique, un regroupement d'intellectuels proche de l'opposition, ont appelé à deux manifestations à Budapest, samedi, pour défendre *«la démocratie et la liberté d'expression»*.

Y.- M. R.

**Dix mille personnes manifestent à Budapest pour la liberté de la presse.** – Quelque dix mille personnes ont manifesté, samedi 30 octobre, à Budapest pour la protection de la liberté de la presse et pour protester contre le récent renvoi de plusieurs journalistes de la télévision et la suppression d'émissions jugées gênantes par les directions de la télévision et de la radio hongroises, soutenues par le gouvernement conservateur de Jozsef Antall. – *(AFP.)*

REPÈRES

ÉGYPTE

### Huit nouvelles condamnations à mort

Le plus grand procès intenté contre des islamistes s'est achevé, dimanche 31 octobre, par une manifestation au cours de laquelle les condamnés, soutenus par leurs familles, ont promis au président Hosni Moubarak un sort semblable à celui de son prédécesseur Anouar El Sadate, *assassiné au mois d'octobre* 1981. La Haute Cour militaire du Caire a condamné 44 intégristes à des peines allant de trois ans de prison à quinze ans de travaux forcés. Vingt-deux autres ont été acquittés. La veille, huit *«terroristes»*, dont deux par contumace, avaient été condamnés à mort.

Les verdicts rendus, samedi et dimanche, mettent un point final à une série de quatre procès impliquant 208 membres de la *même organisation clandestine*, Tala'eh el-Fatah (l'Avant-garde de la Conquête). Au total, neuf de ses membres ont été *condamnés à mort, quinze à des* peines de travaux forcés, 110 à des peines de prison et 74 acquittés. Tous étaient accusés d'adhésion à *«une organisation clandestine dans le but de renverser le régime»*.

La justice militaire, chargée depuis le mois de décembre der*nier de ce genre de procès, a* déjà prononcé 38 condamnations à mort. La Haute Cour de sûreté de l'Etat, juridiction civile, en a prononcé une. Quinze isla*mistes ont été exécutés depuis* le mois de juin dernier. – *(AFP.)*

SALVADOR

### Un ancien dirigeant de la guérilla est assassiné

Un ancien dirigeant de la guérilla d'extrême gauche salvadorienne a été tué, samedi 30 octobre, par des inconnus, a *déclaré un porte-parole du* Front Farabundo Marti de libération nationale. Heleno Hernan Castro, âgé de trente-six ans, a été retrouvé tué de trois balles dans la tête à l'intérieur d'un véhicule sur un axe routier de l'est du Salvador, a déclaré le porte-pa*role. Le FMLN, ancien mouve*ment de guérilla, a cessé le combat et s'est transformé en décembre dernier en parti politique.

Heleno Hernan Castro, qui avait dirigé dans le passé l'une des cinq organisations rebelles qui composaient le FMLN et était membre de la Commission nationale de ce parti, se rendait à une réunion avec des paysans lorsqu'il a été assassiné. Sa mort suit de peu le meurtre d'un autre ex-dirigeant du FMLN, Francisco Velis, qui a été tué le 25 octobre alors qu'il marchait avec sa petite fille d'un an dans un faubourg de la capitale San-Salvador. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, *s'est déclaré dimanche «indigné»* par l'assassinat d'Heleno Hernan Castro. – *(Reuter, AFP.)*

EN BREF

**ALLEMAGNE : nouvelles violences racistes.** – Duncan Kennedy, un Noir membre de l'équipe américaine de luge pour les prochains Jeux olympiques d'hiver, en stage à Oberhof, une petite ville de l'ex-RDA, a été frappé et insulté par des skinheads d'extrême droite, vendredi soir 29 octobre dans une discothèque pour avoir voulu s'interposer entre les jeunes gens et l'un de ses camarades d'équipe, noir également, Robert Pipkins. L'entraîneur de l'équipe a décidé d'écourter d'une journée le séjour prévu à Oberhof. Par ailleurs, les locaux de l'amicale germano-turque de Brême ont été ravagés dans la nuit de vendredi à samedi par un incendie, criminel selon toute vraisemblance et des inconnus ont tenté de mettre le feu à un foyer de demandeurs d'asile à Potsdam, dans l'ex-RDA. – *(AFP, AP.)*

**GRÈCE : expulsion de milliers de clandestins albanais.** – La Grèce a expulsé environ cinq mille immigrants clandestins albanais au cours des dix derniers jours, a rapporté, samedi 30 octobre, l'agence officielle albanaise ATA. Les expulsions ont été conduites au rythme de 300 à 400 par jour. Les relations entre les deux pays se sont dégradées depuis l'expulsion par Tirana en juillet d'un prêtre orthodoxe grec accusé de propa*gande séparatiste*. Athènes avait alors répliqué en expulsant 25 000 clandestins albanais. – *(Reuter.)*

**PAKISTAN : *une vingtaine de* candidats pour l'élection présidentielle.** – Une vingtaine d'hommes politiques ont présenté, dimanche 31 octobre, leur candidature à l'élection présidentielle du 13 novembre. Les deux principaux sont le président intérimaire, Wasim Sajjad, soutenu par la Ligue musulmane de l'ancien premier ministre Nawaz Sharif, et le ministre des affaires étrangères, Farooq Leghari, qui *se présente sous les couleurs du* Parti du peuple (PPP) de Benazir Bhutto. L'ancien président, Ghulam Ishaq Khan, est également candidat. – *(AFP.)*

**TAÏWAN : Bonn aurait livré du matériel d'espionnage à Taïpei.** – Les services de renseignement allemands ont livré en 1992 à Taïwan un ordinateur servant à espionner les télécommunications de Chine, a rapporté, dimanche 31 octobre, la ZDF. La chaîne de télévision précise que l'ordinateur a échappé aux contrôles en matière d'exportation de matériel sensible et qu'il permet à Taïwan d'analyser et de déchiffrer les télécommunications de la République populaire de Chine à par*tir d'une caserne proche de Taï*pei. – *(Reuter.)*

**TURQUIE : des nationalistes manifestent contre le PKK.** – Les obsèques, dimanche 31 octobre, de trois villageois tués vendredi près d'Erzurum, dans l'Est anatolien, par des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont transformées en manifestation de protestation contre la rébellion kurde, a rap*porté l'agence semi-officielle* Anatolie. L'agence indique que quelque 20 000 personnes se sont rassemblées au centre d'Erzurum – *bastion des nationalistes turcs* islamistes – en brandissant des drapeaux turcs et en lançant des slogans de soutien aux forces de *l'ordre.* – *(AFP.)*

ASIE

CAMBODGE

# Les neuf dixièmes du patrimoine littéraire khmer ont été détruits par la guerre

PHNOM-PENH

*de notre envoyé spécial*

On a beau s'attendre au pire, les efforts entrepris pour dresser le bilan de près d'un quart de siècle de troubles au Cambodge débouchent sur des résultats encore plus décourageants que prévu. Ainsi, après trois années d'enquêtes et de recherches sur place, l'Ecole française d'Extrême-Orient (EFEO) en arrive à la conclusion que, *«pendant les guerres qui ont ravagé le Cambodge au cours des deux dernières décennies, on peut estimer que plus de 90 % du patrimoine littéraire manuscrit du Cambodge a été détruit»*. Comme 30 % seulement des textes trouvés sont complets, l'EFEO évoque *«un désastre de première magnitude»* car, dit-elle, si *«le Cambodge a connu dans son histoire des dévastations de même ampleur, pour la première fois le phénomène est irréversible, car la tradition des copistes est morte»*.

Représentant au Cambodge de l'Ecole et auteur du rapport cité, Olivier de Bernon estime que ces pertes sont dues à la fois aux Khmers rouges – au pouvoir de 1975 à 1978 – *«qui ont brûlé les manuscrits ou, ce qui revient au même, les ont abandonnés aux intempéries»*, et aux bombardements aériens américains, qui ont rasé de très nombreux monastères entre 1970 et 1973. Les soldats de Lon Nol, entre 1970 à 1975, sont *également responsables de destructions.*

A la date du 15 août 1993, l'équipe d'Olivier de Bernon, qui dirige le Fonds pour l'édition des manuscrits du Cambodge (FEMC) de l'EFEO, avait déjà visité 252 monastères. *«Nous n'avons retrouvé des manuscrits, pour la plupart incomplets, que dans trente-deux monastères»*, rapporte M. de Bernon, tout en rappelant que les trois grandes bibliothèques de Phnom-Penh, à la constitution desquelles avait participé l'EFEO avant 1970 (celles de l'Institut bouddhique et de l'Ecole supérieure de pali ainsi que la Bibliothèque royale), ont été détruites par les Khmers rouges en 1975.

Depuis 1970, les guerres et le passage au pouvoir des Khmers rouges ont fait quelque deux millions de victimes, selon les estimations les plus raisonnables. 60 % des enseignants auraient notamment disparu sous les Khmers rouges, qui avaient également supprimé la monnaie et la poste et, pendant un temps, interdit les livres, en particulier en langues étrangères. Les enquêtes actuelles, comme celles de l'EFEO, commencent cependant à donner une mesure encore plus tragique du sort subi par le patrimoine culturel khmer.

Avec la bénédiction de Norodom Sihanouk, qui a autorisé le FEMC à s'installer dans l'enceinte de son palais à Phnom-Penh dès 1989, soit deux ans avant son propre retour d'exil, l'équipe d'Olivier de Bernon repère, inventorie, restructure, nettoie et microfilme les manuscrits retrouvés. Une copie des films est remise à la Bibliothèque nationale du Cambodge et, une fois restaurés dans le laboratoire du FEMC, les manuscrits sont offerts, dans des armoires de protection, aux grands monastères de Phnom-Penh. Ce labeur ardu et de longue haleine porte des fruits. Le FEMC a déjà publié en 1992 le *Chemin de Lanka*, premier numéro d'une nouvelle collection, «Les Textes bouddhiques du Cambodge», publiée par l'EFEO. Il espère, dès 1994, publier un *Inventaire provisoire des manuscrits de la province de Kandal*, limitrophe de Phnom-Penh, où se trouvent 20 % des monastères du pays.

En 1975, la religion avait été interdite par les Khmers rouges et les pagodes fermées. Avant 1989, quelques dizaines de monastères *seulement avaient été autorisés* à rouvrir leurs portes. Quatre ans plus tard, 2 800 monastères sont de nouveau en activité. Mais l'essentiel de la mémoire du Cambodge qu'ils abritaient avant 1970 est irrémédiablement perdu et le peu qu'il en reste est restauré dans le petit pavillon occupé par le FEMC à l'abri de l'enceinte de la Pagode d'argent. Présent depuis trois ans, Olivier de Bernon voit dans cette hospitalité royale une *«valeur symbolique»* et, bien entendu, un *«encouragement»* supplémentaire, en dépit des résultats de ses recherches, à continuer à redécouvrir et à sauver ce qui peut encore l'être.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHINE

# Ni Zhifu abandonne la présidence des syndicats officiels

PÉKIN

*de notre correspondant*

Le dernier dirigeant chinois à avoir conservé des fonctions en dépit de sa participation active à la révolution culturelle a démissionné de la présidence de la fédération des syndicats officiels. Ni Zhifu, qui est âgé de soixante ans et détenait ce poste depuis 1978, a indiqué, vendredi 29 octobre, qu'il ne briguerait pas de quatrième mandat parce qu'il était *«très occupé»* par ses fonctions de vice-président de l'Assemblée nationale.

M. Ni, ancien *«ouvrier modèle»* qui connut la gloire pour avoir inventé une mèche de perceuse qui porte son nom, se hissa dans la hiérarchie communiste à la faveur des troubles provoqués par Mao Zedong au milieu des années 60, qui se soldèrent par l'abolition des syndicats officiels. Ce n'est qu'après la mort de Mao que ces organismes, qui servent principalement à encadrer les travailleurs pour le compte du Parti communiste (PCC), furent reconstitués. M. Ni fit alors volte-face et s'imposa *comme un chaud partisan de* Deng Xiaoping.

Il est remplacé par Wei Jianxing, un ingénieur âgé de soixante-deux ans, membre du bureau politique du PCC qui fut ministre de la supervision, c'est-à-dire chargé de la lutte anti-corruption au sein du gouvernement, et dont il est précisé qu'il dispose de compétences en matière économique.

D'autre part, la campagne anti-corruption en cours depuis l'été a été relancée par la condamnation à mort, vendredi, de trois cadres coupables d'indélicatesse. Les trois hommes, qui ont été exécutés sur-le-champ, avaient été respectivement maire d'une ville moyenne, chef de la police d'une cité en pleine expansion de la province de Canton et responsable du logement dans la zone économique spéciale de Shenzhen, jouxtant Hongkong.

Le premier avait sollicité envi*ron un demi-million de francs de* pots-de-vin pour fournir du charbon aux clients de la compagnie où il était également chef du comité du PCC; le deuxième avait *récolté plus d'un million de francs* en dessous-de-table versés pour autoriser l'immatriculation d'automobiles importées en contrebande; le troisième trafiquait dans l'immobilier et, avec trois complices, avait amassé un magot de trois millions de francs en abusant de son pouvoir sur des compagnies relevant de son administration.

La corruption, a déclaré le chef du parquet dans un article paru le jour même de ces exécutions exemplaires, *«n'a jamais été aussi répandue depuis la fondation de la République populaire»*. Il serait plus juste de dire qu'elle s'est fortement monétarisée à la faveur du décollage économique. La carrière d'hommes comme Ni Zhifu montre que, précédemment, l'opportunisme politique avait été la seule voie d'ascension sociale garantissant aux *«serviteurs du peuple»* des privilèges inaccessibles à la population, pourtant officiellement qualifiée de *«maîtres du pays»*.

FRANCIS DERON

## AMÉRIQUES

### PÉROU

# Le président Fujimori a gagné de justesse son référendum constitutionnel

**Les Péruviens ont adopté, dimanche 31 octobre, la révision de la Constitution qui leur été proposée par référendum par le président Fujimori et qui permet à celui-ci de se représenter pour un second mandat consécutif. Le « oui » l'a emporté avec une majorité de l'ordre de 53 % à 55 %, selon des résultats encore provisoires, nettement plus faible que celle qui était prévue au début de la campagne. M. Fujimori a cependant déclaré dimanche soir qu'il avait obtenu un succès *« indiscutable »*.**

LIMA

*de notre envoyé spécial*

Le président Fujimori a gagné son pari. Il l'a emporté au référendum du dimanche 31 octobre, mais de justesse. Les quelque 12 millions d'électeurs devaient se prononcer par « oui » ou par « non » sur le projet de révision de la Constitution de 1979, mis au point par l'Assemblée constituante élue en novembre 1992. Le président et la classe politique estimaient, à l'issue d'une campagne sans grand relief, qu'il s'agissait en fait d'un plébiscite. *Pour ou contre* le gouvernement au pouvoir depuis juillet 1990? Pour ou contre la personne d'un chef d'Etat autoritaire et soupçonné par les opposants de vouloir exercer une véritable dictature? La nouvelle Constitution lui permet, en effet, de se représenter à l'élection présidentielle de 1995 pour un nouveau mandat de cinq ans.

C'était, sans aucun doute, son objectif prioritaire en organisant cette consultation exceptionnelle. Selon les derniers résultats, le « oui » l'a emporté par environ 53 % à 55 % dans l'ensemble du pays. Le gouvernement espérait au moins 60 % en faveur de M. Fujimori. Il est loin du compte et les commentateurs officiels avaient la mine un peu déconfite dimanche soir. Le « non » atteint ou dépasse les 45 %. C'est un beau succès pour les opposants de tous bords, bien que les partis de gauche, l'APRA ou l'Action populaire de l'ancien président Belaunde, n'aient pas su ou pas voulu former un front commun face à l'appareil d'Etat. Leurs réserves s'expliquent aisément. *« 70 % des électeurs au moins sont maintenant indépendants. Ils ne se réclament plus d'aucune formation politique »*, dit un sociologue.

Il reste que ce puissant courant d'un « non » spontané et imprévu à M. Fujimori pourrait relancer un débat politique à sens unique depuis quelque temps. Il y a seulement un mois, un Fujimori hilare qualifiait l'opposition de *« cortège funèbre »* et lui attribuait 2 % des voix. La tendance s'est rapidement inversée depuis une semaine, suscitant à la veille du scrutin des commentaires désabusés de M. Fujimori. Il laissait même entendre qu'il pourrait démissionner si le « non » l'emportait. C'est le Grand Lima (8 millions d'habitants, le tiers de la population), qui a sauvé le gouvernement. Le « oui » l'emporte avec une moyenne de 60 % : militaires, industriels, classes moyennes supérieures, secteur privé et fonctionnaires, satisfaits du redressement économique, ont *permis la victoire. En revanche*, les masses rurales et les régions marginalisées par la nouvelle Constitution ont dit « non ». C'est le cas d'une grande partie du Nord, du Sud andin (65 % de « non » à Puno) et de l'Amazonie.

#### « L'effet Abimaël Guzman »

Dans les villes moyennes et le littoral, les Péruviens, conscients de l'amélioration réelle de la situation économique et des résultats positifs de la lutte contre la subversion maoïste (arrestation d'Abimaël Guzman et de nombreux dirigeants du Sentier lumineux) *n'ont pas été jusqu'à rejeter* la poursuite de l'expérience néolibérale de M. Fujimori, mais leur enthousiasme a nettement baissé.

M. Fujimori comptait beaucoup sur « l'effet Abimaël Guzman », devenu depuis début octobre un allié objectif du gouvernement en demandant des négociations de paix et en félicitant publiquement le chef de l'Etat pour *« les avancées objectives obtenues grâce à sa politique »*. Le président a exploité à fond et quotidiennement les messages signés par le leader du Sentier lumineux et approuvés depuis trois jours par trois autres dirigeants importants de l'organisation terroriste, en repli sérieux sur le plan militaire. Il y a encore deux semaines, M. Fujimori affirmait que le Sentier était en débandade. Une vague d'attentats (voitures piégées, sabotage des pylônes à haute tension, assassinats sélectifs) a tempéré ces derniers jours cet optimisme. M. Fujimori a admis, samedi, que le Sentier était encore *« surarmé »* et qu'*« une ligne dure se maintenait »*. Son opération de récupération apparaît aujourd'hui à double tranchant. De larges secteurs de l'opinion estiment que le dialogue politique implicite avec les dirigeants du Sentier, devenu *de facto* interlocuteur valable, est choquant et surtout dangereux pour l'avenir.

MARCEL NIEDERGANG

**L'ancien président Alan Garcia demande la citoyenneté colombienne.** – L'ancien président péruvien Alan Garcia a demandé la citoyenneté colombienne un an après avoir obtenu l'asile politique dans ce pays, selon la radio RCN. Cette demande ne signifie pas qu'il renonce à la citoyenneté péruvienne, a dit RCN en citant l'avocat d'Alan Garcia. La Colombie admet la double nationalité. Alan Garcia, auquel a succédé Alberto Fujimori, a obtenu l'asile en Colombie en mai 1992, en expliquant que son successeur le persécutait. Bogota a rejeté peu après une demande d'extradition formulée par le gouvernement péruvien, qui accusait Alan Garcia de détournements de fonds. L'ancien chef de l'Etat vit actuellement à Paris. – *(Reuter.)*

### ÉTATS-UNIS

# Les frasques du sénateur Packwood

WASHINGTON

*de notre correspondante*

*Le sénateur Packwood* est en très mauvaise posture. Sur le grill depuis près d'un an pour plusieurs affaires de harcèlement sexuel, ce républicain de soixante ans a vu son cas brusquement s'aggraver ces derniers jours, lorsque le président de la commission d'éthique du Sénat a décidé de soumettre au vote de l'ensemble des sénateurs la décision de saisir la justice pour le contraindre à livrer à la commission l'intégralité de ses carnets intimes.

Le cas de Bob Packwood, sénateur de l'Oregon, n'est pas une vulgaire affaire de mœurs montée en épingle par une poignée de féministes vindicatives. C'est une affaire politique, à plusieurs titres : d'abord parce que le sénateur, que pas moins de vingt-six femmes, dont de nombreuses anciennes collaboratrices, accusent de s'être laissé aller avec elles à des gestes déplacés, à des pressions ou à des avances très explicites, est une figure connue, républicain progressiste qui s'est particulièrement distingué, précisément, par son combat pour la cause féminine et l'égalité des chances. C'est lui qui, par exemple, a introduit en 1970 au Congrès les premiers éléments de la législation autorisant l'avortement. *Il compte* parmi ses amis plusieurs figures du mouvement féministe, dont Gloria Steinem, qui, tout en désapprouvant le comportement du sénateur tel qu'il a été révélé, a demandé que l'on se souvienne que, pendant vingt ans, il *« a été un champion courageux de la législation dont la moitié féminine de ce pays avait désespérément besoin »*. Encourageant la promotion des femmes, il s'était entouré de collaboratrices féminines, auxquelles il confiait des postes *importants.*

Autre aspect de l'affaire Packwood : la presse, en l'occurrence le *Washington Post*, a commencé à enquêter sur les premiers témoignages de harcèlement sexuel en pleine campagne électorale de l'automne 1992, alors que Bob Packwood *sollicitait un nouveau mandat* auprès des électeurs de l'Oregon. Pour M. Packwood, il devint alors impératif d'éviter que l'affaire n'éclate avant le jour des élections, ce à quoi il s'employa activement, soit en démentant catégoriquement, soit en refusant de répondre aux journalistes du *Washington Post, soit en tentant de discréditer* ses accusatrices. Le 3 novembre 1992, Bob Packwood était réélu. Le 22 novembre, le *Washington Post* – auquel de nombreux lecteurs reprochèrent de ne pas avoir fait ces révélations avant les élections – sortait l'affaire, illustrée par dix témoignages. *Entre-temps, le sénateur* avait changé de stratégie : il plaidait coupable, mettait ces faux pas sur le compte de l'alcool (pour lequel il se fait traiter depuis), et présentait ses plus plates excuses. Un bon nombre de ses électeurs, se sentant trahis, réclamèrent sa démission.

#### Des carnets intimes tenus depuis vingt ans

Enfin, M. Packwood est républicain, et les républicains ne sont pas particulièrement à la fête depuis leur défaite électorale de l'an dernier. Cet aspect-là n'a pas échappé au sénateur Bob Dole, chef de la minorité au Sénat, qui a reproché jeudi au président – démocrate – de la commission d'éthique, Richard Bryan, d'aller un peu vite en besogne. C'est *que l'affaire est en passe de* prendre une autre dimension, depuis que Bob Packwood a malencontreusement dévoilé à la commission, chargée d'enquêter sur sa mauvaise conduite sexuelle présumée, l'existence de carnets intimes qu'il tient depuis vingt ans. Au total, 8 000 pages de souvenirs... et de chronique de la vie sur Capitol Hill, dont le sénateur n'a accepté de soumettre à la commission que les passages susceptibles de l'éclairer sur les soupçons dont il est l'objet. Or, en parcourant ces extraits, a affirmé M. Bryan, la commission est tombée sur des éléments *« qui soulèvent des questions sur d'éventuelles infractions à la législation pénale »*, non liées aux accusations de harcèlement sexuel. Selon le *New York Times*, il pourrait s'agir de problèmes de financement de campagne électorale.

*Bob Packwood s'abrite* derrière le droit à la protection de la vie privée et affirme que livrer la totalité de ses carnets risquerait de porter tort à des politiciens dont la vie privée, pas toujours honorable, y est évoquée. Mais pour *le sénateur* de l'Oregon, l'heure de vérité approche. D'autant plus que la commission d'éthique est soucieuse, cette fois-ci, de ne pas s'exposer aux mêmes critiques de partialité que dans l'affaire Anita Hill, en octobre 1991, la première grande affaire de harcèlement sexuel, impliquant un candidat à la Cour suprême, le juge Clarence Thomas, dont la nomination fut finalement confirmée.

SYLVIE KAUFFMANN

### HAÏTI

# Les néo-duvaliéristes célèbrent leur « victoire »

**Les partisans du président *Aristide ont évité toute manifestation de rue*, samedi 30 octobre, date prévue pour le retour du président constitutionnel du pays, chassé par un coup d'Etat militaire en septembre 1991. Les néo-duvaliéristes ont célébré comme une victoire le fait d'avoir empêché le président Aristide de reprendre le pouvoir, tandis que l'ONU continue de réclamer l'ouverture rapide de négociations entre les militaires au pouvoir et des représentants du président exilé.**

PORT-AU-PRINCE

*de notre envoyée spéciale*

D'étranges clameurs déchirent sporadiquement les nuits de Port-au-Prince d'un bout à l'autre de sa baie, et même dans les *mornes* (montagnes) qui la cernent. Ce sont des hommes et des femmes qui crient ou qui *« soufflent le lambi »* (coquillage utilisé comme une corne). Les néo-duvaliéristes armés « fêtent » à leur manière leur victoire sur « la communauté internationale », qui n'a pas imposé comme prévu le retour, samedi 30 octobre, du président Jean-Bertrand Aristide, renversé vingt-cinq mois plus tôt. Dès que s'installe l'obscurité – l'électricité manque partout –, ils redoublent de tirs, sans plus épargner les hauteurs résidentielles de Pétionville. Lorsqu'ils se croisent dans leurs camionnettes ou même dans leurs Mercédès décapotables, ils lèvent le poing en signe de reconnaissance. Dans les bas quartiers – cloaques puants où croupissent des milliers de familles – ils rançonnent, violent quelquefois et tuent souvent. Chaque nuit ou presque, ils sèment en quelques endroits stratégiques quelques-uns des cadavres qu'ils n'ont pas fait disparaître. Combien sont-ils exactement à sillonner inlassablement avenues, rues et venelles? Deux à trois cents, affirment certains diplomates; deux à trois mille, soutiennent d'autres sources. L'important est qu'ils forcent un million et demi d'habitants dans la capitale haïtienne à redouter le pire des ténèbres.

#### L'opposition « fait dodo »

Leurs représentants politiques parlent doctement, le jour, d'un *« renforcement irréversible de l'Etat de droit et de l'institution d'une démocratie réelle »*. Les journalistes des organes internationaux n'ont rien d'autre à couvrir que leurs conférences de presse. L'opposition *« fait dodo »*, comme on dit en créole, elle se terre, tétanisée ou exilée. La population, elle, se détourne vivement des caméras.

Dimanche 31 octobre, donc, dans les jardins de la villa de son « secrétaire général », le Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti (FRAPH) a annoncé qu'il renonçait – provisoirement du moins – au coup d'Etat dans le coup d'Etat entrevu la semaine dernière. Avec une quinzaine de dirigeants de partis qui ne représentent guère plus qu'eux-mêmes, ils ont exigé la démission du président Aristide, de celui qui l'a renversé, le général Raoul Cédras, chef des forces armées du gouvernement nommé par le chef de l'Etat, et du médiateur argentin de l'ONU, Dante Caputo. Ils ont appelé les députés et sénateurs à investir un gouvernement provisoire en promettant qu'ils n'utiliseraient pas la force contre le Parlement. A charge pour le Vatican de parlementer avec la « communauté internationale » pour faire passer le tout.

Une porte semble ainsi s'ouvrir à d'autres discussions promettant de s'éterniser, du type de celles qu'a *proposées le médiateur* de l'ONU sur les *« modalités de l'application de l'accord »* en faveur de la restauration de la démocratie signé le 3 juillet. Cinq de ses dix points restent à mettre en œuvre. Le début de ces pourparlers a été reporté au mercredi 3 novembre, dans un lieu haïtien restant à fixer.

L'état-major de l'armée semble parier sur le fait que l'extension de l'embargo (actuellement en vigueur sur le pétrole et sur les armes) à toute autre marchandise non-alimentaire devient moins probable. La Chine, membre permanent du Conseil de sécurité, pourrait en effet mettre son veto à une telle proposition si le président Aristide ne nuance pas son souhait exprimé le 28 octobre de voir Taïwan *« revenir au sein de la grande famille des Nations unies »*. Une *« erreur stratégique »* qui laisse pantois les intellectuels haïtiens militant en faveur du président en exil.

MARTINE JACOT

**COLOMBIE : deux lieutenants de Pablo Escobar ont été tués par l'armée.** – Deux lieutenants du chef du cartel de la drogue Pablo Escobar ont été tués samedi 30 octobre à Medellin par le « Bloc de Recherche », un corps d'élite de l'armée, a-t-on appris de source proche de celle-ci. John Jairo Perez et Jorge Hernan Florez, qui appartenaient à un groupe de tueurs à gages travaillant au profit du cartel, avaient été capturés l'année dernière mais ils s'étaient évadés de la prison de Bello, à 550 km au nord de Bogota, en juin dernier. – *(AFP.)*

**GUATEMALA : découverte des ossements de 200 victimes d'un massacre.** – Les ossements de 200 femmes et enfants, massacrés en mars 1982, ont été découverts dans un cimetière clandestin situé dans les environs du village Rio-Negro, à une centaine de kilomètres au nord de Guatemala, ont annoncé, samedi 30 octobre, des anthropologues guatémaltèques. La découverte de ce cimetière a été rendue possible grâce à des indications fournies par des survivants de ce massacre perpétré sous le gouvernement du général Romeo Lucas Garcia. – *(AFP.)*

# L'homme vit d'abord de pain

*Suite de la première page*

La vague qui a tout balayé sur son passage, y compris le mur de Berlin, était pour l'essentiel composée de gens qui voulaient vivre comme à l'Ouest, dont ils s'étaient fait, à travers la télévision et les récits de voyage, une image idyllique : comment se seraient-ils satisfaits de rouler – dans la meilleure hypothèse – à bord de leurs plus que modestes Trabant, alors qu'à en juger d'après ce qu'ils voyaient soir après soir à la TV leurs compatriotes d'au-delà de l'Elbe n'avaient que l'embarras du choix entre les Mercedes et les BMW? *Aujourd'hui, ils ne cachent pas leur* déception : selon un sondage paru dans la *Zeit*, les deux tiers d'entre eux s'attendaient il y a deux ans à rattraper en 1997 le niveau de vie de la RFA. Cette proportion est tombée à présent à 8 %.

Sans doute les chantres du libéralisme avaient-ils mésestimé, dans *leur détestation du communisme*, le sentiment de sécurité engendré, chez ceux qui vivaient sous sa coupe, par l'ampleur de la protection sociale qu'il leur apportait. La garantie de l'emploi, de faibles exigences de productivité, une criminalité minime, la médecine et l'avortement gratuits, les crèches abondantes, tout cela était considéré comme un acquis auquel personne n'oserait jamais toucher. Et voilà que ce système a été remis en cause, avec la complication supplémentaire du développement concomitant du chômage et de l'immigration.

Les raisons pour lesquelles la Pologne, de tous les pays de l'Est le plus rebelle, dès l'origine, aux communistes, fait de nouveau appel à eux ne sont guère différentes. En dépit de son individualisme et de son exécration d'un régime imposé par l'étranger, la population s'était accoutumée elle aussi à une forte protection sociale, à une certaine réduction des inégalités. Elle vit mal l'énorme contraste qui sépare aujourd'hui les nouveaux riches des nouveaux pauvres. Et puis l'Eglise, et avec elle les partis catholiques, paient lourdement le prix de leur insistance à faire imposer par l'Etat, en matière de contrôle des naissances, des règles que désapprouve de notoriété publique une nette majorité de fidèles.

Saint Thomas d'Aquin professait qu'un minimum de bien-être est nécessaire pour pratiquer la vertu. Un de ses lointains disciples, Laureano Lopez Rodo, grand homme de l'Opus Dei et vice-président du conseil sous Franco, affirmait que la question de la démocratie se pose à partir de 1000 dollars de PNB par tête. La suite des événements leur a donné raison : la dislocation de la Yougoslavie et celle de l'URSS, en attendant peut-être celle de la Russie, ont sanctionné des années de crise économique dramatique. Les drames qu'ont connus le Bangladesh, l'Afghanistan, l'Ethiopie, et tant d'autres, doivent beaucoup à la soudaine aggravation de la misère ambiante par les catastrophes naturelles.

En sens inverse, la rapide extension de la démocratie en Europe méridionale, en Asie du Sud-Est, en Amérique latine, n'est pas séparable de leur spectaculaire progression économique, ouvrant l'espoir que la Chine, elle-même en plein développement, verra bientôt revenir la vague qui s'est brisée, un sinistre jour de 1989, sur la place Tienanmen.

En deux mots, s'il est vrai que l'homme ne vit pas que de pain, il ne peut pas vivre sans pain. S'il est, pis que démagogique, criminel de lui donner à croire qu'il l'obtiendra sans effort, il est tout aussi périlleux de mettre en route de grandes réformes économiques, au nom d'une prétendue meilleure efficacité, sans se préoccuper du sort de ceux qui ont toutes chances d'en faire les frais. Ce qui suppose naturellement, pour commencer, qu'on sache parler avec eux. On n'énonce cette banalité que parce qu'à voir la manière dont nos dirigeants ont géré le conflit d'Air France on se demande parfois s'ils en ont *bien* conscience.

De ces évidences, il y a, nous semble-t-il, deux leçons à tirer, concernant l'une les rapports de l'Occident et de l'islam, l'autre notre pays.

L'Occident et l'islam : un pas en avant formidable vient d'être accompli avec l'accord Israël-OLP. *Des deux côtés, les sondages le* montrent, les populations y sont favorables. Nul doute cependant que la violence triomphera de nouveau si la perspective de la paix ne débouchait pas très rapidement sur une amélioration significative des conditions de vie matérielle des Palestiniens. D'où la nécessité de *persévérer dans la voie*, maintenant bien défrichée, d'une assistance massive au développement de la région. Il n'est pas excessif de dire que du succès ou de l'échec de cette entreprise dépend l'avenir de tout le monde arabe, qui n'est tenté de se jeter dans les bras des islamistes, on l'a bien vu en Algérie, qu'en désespoir de cause.

Quant à la France, ceux qui la dirigent ou aspirent à la diriger ne peuvent ignorer que les libertés qu'ils ont à cœur de défendre finiraient inévitablement par être remises en cause s'ils laissaient se répandre le sentiment que, faute d'avoir trouvé un remède miracle, ils se résignent à la marginalisation par le chômage d'un gros dixième de la population. Là aussi, heureusement, il semble que, y compris dans la majorité et dans le monde des affaires, un nombre grandissant d'esprits en viennent à conclure que c'est désormais de réformes de structure qu'il s'agit : à preuve, le débat sur le partage du temps de travail, voire la semaine de quatre jours, ou l'opportune création par Martine Aubry, avec l'appui d'une brochette de PDG clairvoyants, d'une fondation contre l'exclusion. Mais ce n'est pas assez : il est grand temps de se persuader que c'est seulement en entraînant la totalité du Sud *dans la dynamique du* développement, ce qui suppose une révision complète de l'actuelle philosophie – et de la pratique – de « l'aide », que l'on créera les marchés capables d'absorber nos prétendus surplus.

Objectif irréel? Pourquoi le serait-il davantage que celui, soudain atteint après de désespérantes décennies, de la réconciliation israélo-palestinienne?

ANDRÉ FONTAINE

**■ MARSEILLE. Les élections municipales n'auront *pas lieu* avant mars 1995, mais la campagne a déjà commencé dans la cité phocéenne. Devant les difficultés économiques de la ville, tous les candidats, déclarés ou potentiels, prônent le « rassemblement ». Mais, que ce soit M. Vigouroux ou M. Gaudin, chacun pense que ce rassemblement ne peut se faire que derrière lui. Sans compter l'inconnue que représente la position de M. Tapie, dont les intentions restent floues.**

**■ NICE. Seul le RPR souhaite éviter un scrutin municipal anticipé à Nice, après la démission du maire, Honoré Bailet, sénateur apparenté RPR. L'UDF ne devait prendre officiellement position que lundi 1er novembre, mais son leader local, le député Rudy Salles, comme les dirigeants socialistes, communistes et d'extrême droite, a dénoncé un *« rapiéçage de l'intérieur »*.**

# *La mairie de Marseille à l'horizon de quatre hommes*

## *MM. Vigouroux, Gaudin, Weygand et Tapie sont peu ou prou déjà en compétition pour les prochaines municipales. Tous prônent le « rassemblement » pour faire face aux graves difficultés économiques de la ville*

**MARSEILLE**

*de notre correspondant régional*

L'échéance municipale n'aura pas lieu avant dix-huit mois, mais à Marseille elle obnubile déjà bien des esprits. Tous prônent le rassemblement, mais chacun prétend être le meilleur rassembleur possible. Robert Vigouroux, sénateur (app. PS) et maire sortant, Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-PR) et président du conseil régional, Lucien Weygand, président (PS) du conseil général, se prononcent, chacun de son côté, pour une large coalition dictée par la nécessité de faire face aux difficultés économiques et sociales de la ville. Mais avec qui faire alliance et sous la conduite de quel leader ? D'autant que Bernard Tapie se dit prêt, lui aussi, en dépit de ses propres embarras, à *« aider Marseille »*.

La mise en scène a été réussie. Lorsque, le 19 octobre, le maire de la cité phocéenne a présenté le bilan d'étape des « 50 dossiers pour Marseille », une opération lancée en octobre 1989 qui a pris l'allure d'une entrée en campagne électorale, il a expliqué son programme à travers une métaphore. *« J'ai fait de la neurochirurgie pendant longtemps,* a-t-il rappelé. *Je ne pouvais pas opérer si je n'avais pas un anesthésiste. J'avais besoin, aussi, de mes infirmières, de mon instrumentiste... Là, c'est pareil. Il faut une équipe qui travaille pour Marseille. »*

### *La grande alliance de Gaston Defferre*

M. Vigouroux étant, par définition, le *« neurochirurgien »*, qui, sur le plan municipal, jouera les *« infirmières »* ? Pour son directeur de cabinet, Pierre Bonneric, la situation est d'une simplicité biblique : *« Aujourd'hui,* expose-t-il, *les trois grandes collectivités ayant leur siège à Marseille sont dirigées par des personnalités représentatives de la population. M. Vigouroux est le seul détenteur de la légitimité municipale. Il ne prétend pas être président du conseil régional, ni du conseil général. Si, donc, une équipe se constitue, cela ne peut être qu'autour de lui. »*

Les concurrents du maire de Marseille n'auraient plus alors qu'à se déterminer par rapport à ce syllogisme. La candidature de M. Gaudin n'est plus du tout exclue mais pas encore certaine. Il lui faut éviter des divisions à l'intérieur de l'entente UDF-RPR. Le titre de dauphin du leader de la droite marseillaise est généralement attribué au député (UDF-PR) et brillant professeur de pédiatrie Jean-François Mattéi. Mais, à l'UDF comme au RPR, il a des adversaires, comme le rappelle le jeune député Renaud Muselier, patron et étoile montante du parti chiraquien dans les Bouches-du-Rhône : *« Nous ne discutons pas une seconde la candidature de Jean-Claude Gaudin. Pour le reste, nous entendons rester maîtres de notre choix... »*

La démonstration de M. Bonneric n'est pas pour autant jugée sans fondement par M. Gaudin. *« La thèse du rassemblement autour de M. Vigouroux,* observe-t-il, *est sans doute bien perçue par les Marseillais dans la mesure où, chacun restant à sa place, elle éviterait la guerre. Encore aurait-il fallu que le maire de Marseille ait fait la preuve, depuis plus de quatre ans, de sa volonté d'associer son opposition à la gestion de la ville. Ce qui n'a pas été le cas... »* De plus, le président du conseil régional jugerait *« tout à fait anormal »* que, après les résultats obtenus par la droite aux dernières élections régionales et législatives (1), il n'y ait pas, en 1995, de liste *« faisant explicitement référence à l'UDF et au RPR »*.

Une liste *« élargie »* est pourtant aussi le souhait de M. Gaudin. Son vœu serait de réactualiser la coalition allant des socialistes au CNI, qui, sous Gaston Defferre, a dirigé la ville de 1953 à 1977. *« Les plus belles années,* estime-t-il, *de la gestion de Marseille. »* Il sait, toutefois, qu'il ne lui sera pas facile de faire accepter ce type d'alliance à une partie de ses amis. D'avance, il repousse tout rapprochement entre les deux tours. *« Dans toute élection,* fait-il remarquer, *il existe une dynamique. Compte tenu du mode de scrutin municipal, celui qui arrive en tête n'a besoin de personne au second tour, ni a fortiori après l'élection. Il n'y a donc que deux possibilités : ou l'on joue le poste de maire, devant les électeurs, au premier tour ; ou l'on fait une grande alliance, dans la clarté, avant le scrutin. »*

Conclusion : sauf si M. Gaudin renonçait à jouer les premiers rôles, on voit mal comment un accord serait possible avec M. Vigouroux... L'hypothèse la plus vraisemblable voudrait que le président du conseil régional et le maire sortant rivalisent, chacun de son côté, dans la constitution d'une liste d'ouverture qui pourrait avoir, peu ou prou, les mêmes contours. Chef de file du GAES, le groupe (de socioprofessionnels) le plus important et le plus influent de la majorité municipale, le sénateur (non inscrit) Jacques Rocca-Serra affirme, pour sa part, qu'il *« repartira »* avec M. Vigouroux mais qu'il se battra *« jusqu'au bout »* pour une liste d'union...

### *Les hésitations du PS*

Que feront les socialistes ? Le cas de figure que redoute le plus François Bernardini, premier secrétaire du PS des Bouches-du-Rhône, est qu'il y en ait *« sur toutes les listes »*. *« Ce serait,* soupire-t-il, *la pire des choses. »* D'où l'*impérative nécessité de rester « unis sur des valeurs communes »*. Or la fédération est divisée. Certains de ses responsables sont partisans d'une liste PS homogène ou d'un regroupement à gauche, éventuellement avec le PC, conduit par M. Weygand, considéré comme *« le candidat naturel »* des socialistes.

Pour l'heure, le président du conseil général est surtout soucieux d'assurer sa réélection dans son canton, où il devrait affronter, en mars prochain, le nouveau député (RPR) Bernard Leccia. Sa réponse : il n'est pas candidat, d'autant qu'*« il y a,* dit-il, *un maire à la tête de la ville qui n'a pas encore décidé, officiellement, de passer à droite »*. *« Je ne ferai rien,* ajoute M. Weygand, *pour qu'il échoue. »* D'autres dirigeants socialistes, tout aussi réalistes, tairaient volontiers leur rancune à l'égard de M. Vigouroux pour l'aider à conserver sa mairie. *« Mais à condition,* prévient M. Bernardini, *que l'on ne nous considère pas comme des supplétifs et qu'un réel accord politique soit scellé entre nous. M. Vigouroux, de toute façon, a perdu son aura et a besoin d'alliés. »*

Rares sont les pro-Tapie, en dehors du fidèle du président de l'OM Charles-Emile Loo et de ses amis. Que l'ancien patron d'Adidas songe aujourd'hui à courir sa chance à Marseille ne fait guère de doute. Mais quels seront ses atouts en 1995 ? Si, comme il l'a récemment annoncé, il devait abandonner la présidence de l'OM, il se priverait de son plus sûr fonds de commerce électoral. Seule véritable certitude du moment, M. Vigouroux a déjà commencé à tracer son sillon. Il aura un bilan à présenter, non seulement en termes d'équipements mais aussi de reprise en main des finances de la ville, bien que celle-ci reste lourdement endettée et sans réelle capacité d'investissement (2).

Ce contre quoi le maire de Marseille est impuissant et qui justifie, en définitive, cet hymne au rassemblement de tous, c'est la situation de pauvreté dans laquelle s'est *enfoncée une partie de la population* de la ville. Les RMistes étaient 16 252 en 1990. Ils sont 29 862 aujourd'hui (plus de 3,5 % des habitants), soit une augmentation de plus de 80 % en quatre ans. Le nombre de chômeurs dans la zone d'emploi de l'agglomération (72 391, à fin août 1993, soit 18 % des actifs) grimpe, parallèlement, à un rythme dramatique. *« On est assis sur une poudrière »*, constate un responsable syndical, Jean-Claude Apparicio. M. Tapie a fait ses prédictions : lecandidat le mieux placé à la mairie de Marseille sera celui qui aura l'assurance d'obtenir du gouvernement *« une aide de 1,5 milliards de francs* [par an] *pendant cinq ans »*. Le véritable enjeu de l'élection est bien celui-là.

**GUY PORTE**

(1) A Marseille même, la liste de M. Gaudin est arrivée en tête aux régionales de mars 1992, avec 2 800 voix d'avance sur celle de M. Tapie. Aux législatives, la droite a remporté six sièges sur huit.

(2) En deux ans, l'endettement de la ville est passé de 12 825 francs par habitant à 11 771 francs. Les investissements ne représentent que 13 % du budget général.

Après la démission d'Honoré Bailet de ses fonctions de maire

# Seul le RPR exclut un retour anticipé devant les électeurs niçois

**NICE**

*de notre correspondant régional*

Après la démission, vendredi 29 octobre, du sénateur (app. RPR) Honoré Bailet de ses fonctions de maire de Nice, les élus RPR du conseil municipal ont ratifié samedi, pour lui succéder, la candidature de l'un des leurs, Jean-Paul Barety, sixième adjoint délégué aux travaux et ancien secrétaire départemental du parti néo-gaulliste de 1981 à 1987.

Aux termes de l'article L 122-7 du code des communes, il appartient à M. Bailet de convoquer le conseil municipal dans un délai *« d'une quinzaine »* (et non de cinq jours francs, comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire). Le scrutin pourrait avoir lieu le lundi 8 novembre. Le conseil étant au complet au moment de la démission de M. Bailet, il ne peut y avoir lieu à une élection complémentaire même si des démissions interviennent d'ici là.

M. Barety paraît assuré de recueillir la majorité des voix grâce à la position dominante du RPR au sein de l'assemblée communale et au ralliement de plusieurs élus divers droite au candidat qu'il a désigné. Le député et ex-président de la fédération du RPR Christian Estrosi, qui s'était prononcé pour une élection anticipée en soutenant la candidature du ministre de la culture, Jacques Toubon, a fait savoir qu'il n'interviendrait plus dans le débat et ne chercherait pas à entraver l'élection de M. Barety. De son côté, l'UDF, qui compte une douzaine d'élus ou sympathisants, devait se réunir, lundi 1er novembre, pour arrêter sa position. Le député et conseiller municipal (UDF-PR) Rudy Salles a déjà *manifesté son hostilité à un « rapiéçage de l'intérieur »* et annoncé qu'il ne prendrait pas part au vote.

### *M. Médecin : M. Barety est « intelligent »*

Les réactions se sont, au demeurant, multipliées en faveur d'une élection partielle. Par la voix de son nouveau premier secrétaire fédéral, Jean-Hugues Colonna, ancien député, le PS a notamment *déploré* que la droite locale *« ne propose qu'un énième épisode du feuilleton « replatrâges et combines », alors que la seule défense efficace contre le Front national passe par une moralisation radicale de la vie publique »*. *« Le retour aux urnes, assorti d'une vigoureuse mise à l'écart de tous ceux qui ont failli, telle est la solution qui va dans l'intérêt des Niçois »*, a estimé M. Colonna dans un communiqué. La fédération du MRG, Combat pour les valeurs, de Philippe de Villiers, les Verts, le Mouvement des réformateurs et le PC ont pris position dans le même sens, tandis que le comité de l'Alternative rouge et verte a appelé à *« une entente de l'ensemble de la gauche et de l'écologie »*.

Dans une virulente déclaration, M. Jean Icart (divers droite), fils de l'ancien ministre Fernand Icart, candidat déclaré à la mairie, a affirmé de même que *« les Niçois sont fatigués, révoltés et accablés de taxes »*. *« Ils aspirent à autre chose,* a-t-il ajouté, *qu'à une série d'intérims médiocres auxquels, seule, une élection anticipée peut mettre fin. »*

Interrogé par l'AFP de son exil de Punta-del-Este (Uruguay), Jacques Médecin a expliqué qu'il *« ne soutenait personne »*, mais qu'il y avait *« plusieurs hommes ou femmes capables de faire l'affaire »*, citant Jacqueline Mathieu-Obadia, membre du conseil municipal, qui a été la suppléante de Jacques Peyrat, candidat du Front national lors des dernières législatives, et M. Barety, dont il a dit : *« Il a une qualité que n'ont pas les autres, il n'a jamais dit du mal de moi. »* Au micro de RMC, l'ancien maire de Nice a jouté que le candidat choisi par le RPR était *« intelligent, sympathique et très diplomate »*, estimant qu'il pouvait être plus qu'un *« maire de transition »* en étant confirmé par les électeurs en 1995.

**G. P.**

Dans un entretien au « Journal du dimanche »

# Jacques Delors assure qu'il ne sera pas candidat aux élections européennes

Le président de la Commission des Communautés européennes, Jacques Delors, qui, à la veille du dernier sommet de Bruxelles, avait exprimé un sentiment de découragement (*le Monde* du 30 octobre), a expliqué, dans un entretien publié le 31 octobre par *le Journal du dimanche*, qu'il avait voulu *« tirer la sonnette d'alarme »*. *« Chacun sa méthode pour faire avancer les choses »*, affirme-t-il. Mais, en réponse aux rumeurs qui avaient couru sur sa prochaine démission, M. Delors confirme qu'il ira jusqu'au terme de son mandat, le 31 décembre 1994. *« J'irai jusqu'au bout. Dire que je pourrais être candidat aux élections européennes en France relève des élucubrations du microcosme »*, précise-t-il.

Interrogé sur son absence au congrès du Parti socialiste au Bourget, le président de la commission indique que, s'il n'a pas signé la motion de Michel Rocard, il est *« prêt à aider le Parti socialiste et son premier secrétaire »*. M. Delors élude, en revanche, une autre question sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle et les intentions qu'on lui prête à ce sujet. *« Je ne reconnais à personne le droit de parler en mon nom,* affirme-t-il. *J'ai toujours été un homme indépendant et cela ne changera pas. L'Europe restera, de toute manière, mon combat. Et il y a plusieurs manières de contribuer à l'unité de l'Europe, comme d'ailleurs à la rénovation intellectuelle de la gauche. »*

A propos du dernier conseil européen, M. Delors exprime sa satisfaction, en assurant que *« ce sommet a fait ce qu'on attendait de lui »*, et notamment que les chefs d'Etat et de gouvernement ont suivi les recommandations de la Commission en renforçant l'initiative européenne de croissance, mais il ajoute : *« l'Europe a besoin d'un new deal, pour être à la fois plus puissante et plus solidaire. »*

**L'Alliance populaire (extrême droite) présentera une liste.** – L'Alliance populaire, qui a réuni une convention nationale, samedi 23 octobre à Paris, a décidé de présenter une liste aux élections européennes de juin prochain. Elle sera conduite par Jean-François Touzé, président de cette organisation fondée par d'anciens cadres et militants d'extrême droite du Front national et du Parti des forces nouvelles. Le secrétaire général de cette formation, Roland Hélie, a affirmé que l'Alliance populaire présentera trois cents candidats aux élections cantonales en mars 1994.

## REPÈRES

EMPLOI

### M. Emmanuelli : les 35 heures sans réduction de salaire

*« Comme d'énormes progrès techniques ont été faits, on doit aller dans le mouvement général qui a toujours été celui de l'humanité, on doit aller vers les 35 heures sans réduction de salaire »*, a déclaré Henri Emmanuelli, dimanche 31 octobre, au micro de Radio J. L'ancien ministre socialiste a ajouté que les 32 heures avec baisse de salaire, c'est une *« politique de déflation sociale généralisée »*. Il a dit espérer que *« Michel Rocard et François Mitterrand ne participent pas* [au débat] *de cette manière-là »*, estimant qu'il y a *« un certain nombre de mises au point à faire »*.

A cette fin, le député des Landes a souhaité qu'*« il y ait rapidement une convention nationale »* du PS sur le problème de la réduction du temps de travail. Il a fait remarquer que, si la direction du parti ne l'organise pas, *« les militants ont toujours la possibilité de demander une convention en réunissant 5 000 signatures »*.

### M. Giraud : « chimère »

On ne pourra pas *« régler le problème de l'emploi uniquement par la réduction du temps de travail »*, a déclaré Michel Giraud, samedi au micro de FR 3. Le ministre du travail a ajouté que la semaine de trente-deux heures est *« une idée qui mérite d'être expérimentée et proposée à la négociation »*, mais il a mis en garde : *« Evitons les chimères : ce n'est pas trente-deux heures payées trente-neuf. »*

### Les Verts relancent leurs propositions sur le partage du travail

Les quatre porte-parole des Verts viennent d'adresser un dossier sur le partage du travail *au président de la République*, au premier ministre, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi qu'aux dirigeants des autres partis politiques. Satisfaits de la relance du débat autour des « trente-deux heures », ils rappellent que, dès 1984, date de la création des Verts, ils s'étaient prononcés pour une forte réduction du temps de travail – *« trente heures en 1990 »* –, sans diminution de revenus pour les bas et moyens salaires. Pour les écologistes, cette mesure devrait être organisée par une loi-cadre, puis négociée branche par branche.

## CARNET

### Décès

– *« Le malheur atteint souvent le juste. »*

Psaume 34, 20.

**Robert Willy LION,**
né le 27 janvier 1945, à Cabris (Alpes-Maritimes),
licencié ès lettres,
maîtrise d'allemand,

notre fils et frère aimé, à dû nous quitter subitement.

*Il continuera à vivre dans notre cœur.*

*« Die Liebe hört niemals auf. »*

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

Des dons peuvent être adressés à Fondation Abbé Pierre ou Restaurants du cœur.

Margareta Lion-Novak,
Philippe Lion,
ses parents,
Eric Lion,
son frère.

7, résidence La Bergerie,
91300 Massy.

– M. Freidoune Sahebjam,
son fils,
a la tristesse de faire part du décès de

**Mme Irandokht SAHEBJAM,**
née princesse Mofakham,

survenu à Lausanne (Suisse).

– Mme Fanny Opatowski,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**Philippe OPATOWSKI,**

survenu le 29 octobre 1993.

Les obsèques auront lieu le 2 novembre.

Réunion à 14 h 15 à l'entrée principale du cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue du Fer-à-Moulin,
75005 Paris.

### Remerciements

– Les familles Finet, Moscherosch et Steward,

remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie lors du décès de

**M. Albert FINET.**

### Conférences

– Conférence : « Moïse : serviteur et maître. Prière et prophétie », avec **Léon Askenazi (Manitou)**, mercredi 3 novembre 1993, à 20 h 30 à l'**Alliance israélite universelle**, 45, rue La Bruyère, Paris-9e. Tél. : 42-80-35-00 (PAF).

La médiation sur l'implantation de laboratoires souterrains

# Le stockage des déchets nucléaires ne fait plus peur

■ **MÉDIATION.** – **Après les émeutes de Vendée et le moratoire décidé par Michel Rocard en 1990, le médiateur chargé de proposer au gouvernement deux sites pour l'établissement d'un laboratoire souterrain a reçu 30 candidatures spontanées. Ses visites dans les départements se déroulent dans le calme. Dans le Gard, il a même rencontré une quasi-unanimité en faveur de cette installation.**

■ **LOI.** – **La mission de médiation a lieu dans le cadre de la loi du 30 décembre 1991, qui définit strictement la politique française en matière de gestion des *déchets radioactifs. L'enfouissement* constitue l'une des trois directions de recherche préconisées dans cette loi. Il fait aussi l'objet d'études dans de nombreux autres pays.**

*« On a complètement renversé la vapeur. On est passé de la logique du refus à l'assaut de séduction. »* Christian Bataille ne sait pas encore s'il doit s'en féliciter ou s'en inquiéter. Certes, en venant dans le Gard, département le plus nucléarisé de France (1), le député (PS) du Nord, ne s'attendait pas à rencontrer beaucoup d'opposition à sa mission de médiation sur l'implantation de laboratoires souterrains pour la gestion des déchets radioactifs de haute activité. Mais, quand on se souvient des émeutes que cette affaire avait suscitées en janvier 1990 en Vendée, voir une région quasiment unanime réclamer « ses » déchets avec autant de conviction a, effectivement de quoi surprendre.

Nommé à ce poste par Pierre Bérégovoy, confirmé par Edouard Balladur, M. Bataille est chargé d'une mission bien précise : « dépassionner le débat ». Crise et chômage aidant, sa tâche pourrait bien s'avérer moins ardue que prévu. Après le Gard (les 7 et 8 octobre), il s'est rendu dans la Marne (le 19 octobre), et en Haute-Marne (les 21 et 22 octobre). Les élus, qui l'avaient invité *« pour information »*, comptent désormais confirmer la candidature de leur département, indique-t-on à la mission de médiation. Et si certaines associations ou certains élus verts ont manifesté leur opposition et leur réticence, c'est dans le calme, *« après avoir entendu, parfois très longuement, les arguments du médiateur qui, de son côté, a pris note de leur position »*.

La mission Bataille constitue, pour l'instant, le dernier chapitre d'une histoire qui commence en 1983. Chargée des études pour l'installation d'un centre de stockage souterrain pour les déchets radioactifs à haute activité et à vie longue, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) sélectionne, dans le plus grand secret, vingt-huit sites géologiques favorables. Quatre ans plus tard, Alain Madelin, alors ministre de l'industrie, en retient quatre, correspondant aux quatre formations géologiques les mieux adaptées : Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) pour le granit, Le Bourg-d'Iré (Maine-et-Loire) pour le schiste, Montcornet-Sissonne-en-Bresse (Aisne), pour l'argile, et Montrevel (Ain) pour le sel. A charge pour les géologues d'y sélectionner les deux « lauréats » finaux.

Mais, sur le terrain, ces derniers doivent faire face à une opposition résolue des populations, voire à de véritables émeutes, comme au Bourg-d'Iré (*le Monde* du 30 janvier 1990). Le 9 février 1990, le premier ministre Michel Rocard décide donc un moratoire *« d'au moins un an »*. Christian Bataille, député et vice-président du conseil régional du Nord est chargé d'un rapport qui sert de base à la loi du 30 décembre 1991, *« relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs »*, qui précise la position française en la matière *(lire encadré)*.



### Une trentaine de candidatures

Le Gard était le premier d'une quinzaine de départements que M. Bataille visitera, avant de présenter, à la mi-décembre, ses recommandations au ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, Gérard Longuet. Quinze sélectionnés parmi une trentaine de demandes spontanées. *« Un seul article dans* la Gazette des Communes *nous a valu vingt appels »*, s'étonne un membre de son équipe, encore stupéfait de ce succès inattendu. Ceux dont le sous-sol était notoirement inadapté ont évidemment été écartés d'office. Tous les autres recevront, en principe, la visite du médiateur.

Sa venue est largement annoncée, par voie de presse et par lettre personnelle à toutes les personnes (pro ou anti-nucléaires) qui comptent dans la région. Installé à la préfecture – *« en terrain neutre »* –, le médiateur reçoit quiconque en fait la demande : élus, syndicalistes, responsables d'associations, ou même particuliers s'ils jouissent localement d'une certaine audience. Il présente les pièces du dossier, répond aux questions, recueille l'avis et les positions de chacun.

A Nîmes, en deux jours, M. Bataille a ainsi rencontré une bonne quarantaine de personnes. Une seule, Marie-Anne Sabatier, conseiller régional (Vert), a exprimé sa ferme opposition au projet. Les élus de toutes tendances, les présidents des organismes consulaires ou patronaux lui ont, en revanche, expliqué toute l'importance que cela représentait pour l'économie de la région. Plus inattendu : les associations de défense de l'environnement se sont bornées à réclamer *« la transparence la plus complète »*, estimant, en substance, qu'un tel laboratoire créerait des emplois sans aggraver la pollution d'une région déjà surnucléarisée. Quant aux viticulteurs, habitués des expropriations pour cause de développement urbain ou industriel, ils ont glissé au médiateur qu'un coup de pouce pour la redéfinition de leurs périmètres d'appellation d'origine contrôlée constituerait pour eux une contrepartie acceptable...

Christian Bataille ne s'attend certes pas à recevoir partout le même accueil. *« Certaines candidatures proviennent d'un seul maire, voire d'un conseiller municipal d'une petite commune »*, reconnaît-il. Dans ce cas, le préfet Jacques Monestier, directeur de l'équipe qui assiste M. Bataille, part en éclaireur. Pour *« tâter le terrain »*, susciter officieusement les contacts susceptibles d'élargir une demande par trop minoritaire. *« Evidemment, il nous est impossible de débarquer immédiatement avec le médiateur pour répondre, par exemple, à la candidature du seul maire d'une commune de soixante-cinq habitants. Mais,* sourit le préfet Monestier, *si ce petit village est assis sur une magnifique boule de granite, rien ne nous interdit de voir d'autres élus, essayer de nouer des choses... »*

### « Acheter les consciences » ?

Mais il ne s'agit que de suggérer, de conseiller. Pas question de forcer la main de qui que ce soit. De toute façon, le médiateur ne se déplace que si on le réclame. Seules entorses à cette règle d'or : les quatre sites retenus jadis par Alain Madelin. *« Pour tester l'état d'esprit actuel de la population, et exposer les nouveaux points d'un dossier qui a beaucoup évolué »*, assure M. Bataille. En cas d'opposition trop vive, la visite pourrait être remplacée par une simple entrevue à Paris avec des élus locaux. *« Si crispations il y a, elles ne viendront pas de nous,* souligne le médiateur. *Que les opposants se rassurent : il y a suffisamment de candidats. »*

Par ces temps de crise, l'offre, il est vrai, a de quoi séduire. Chacun des deux laboratoires représentera un investissement d'au moins 1,5 milliard de francs, plus 70 millions par an de fonctionnement, et fournira cent-cinquante emplois *« recrutés en priorité au niveau local »*. L'ANDRA participera en outre à hauteur de 60 millions par an au financement de *« réalisations et actions d'accompagnement »*. Cette manne sera gérée par un groupement d'intérêt public (GIP) rassemblant, aux côtés de l'Etat et de l'ANDRA, la région, le département, et toutes les communes situées à moins de 10 kilomètres du site.

*« Il ne s'agit pas d'acheter les consciences,* se défend Christian Bataille. *D'ailleurs, 60 millions, c'est quoi ? A peine 5 kilomètres d'autoroute en terrain plat. La plupart des candidats voient plus loin, et se placent dans une logique, plus noble, de développement économique global. »*

### « Un passé scientifique »

C'est évidemment le cas du Gard où, avec la fermeture, prévue en 1998, de l'unité de retraitement des combustibles de centrales graphite-gaz UP1, plusieurs centaines d'emplois vont disparaître du site de Marcoule, malgré la mise en route de l'usine Melox début 1995. Or, *« pour le Gard rhodanien, Marcoule c'est un peu l'équivalent de Renault »*, souligne Gilbert Baumet, président du conseil général. Le site emploie actuellement plus de 3 000 personnes, sans compter les emplois induits. Les syndicats ont envoyé une lettre commune aux élus et aux responsables des organismes consulaires et patronaux pour soutenir la candidature du Gard auprès de la mission de médiation. A Christian Bataille, ils ont expliqué que le site de Marcoule *« dispose d'une infrastructure et d'un passé scientifique et technique favorable à cette implantation »*.

Des professeurs soulignent l'existence toute proche, à Montpellier, de laboratoires universitaires ou du CNRS *« notamment en sciences de la Terre »*, prêts à participer aux recherches. Des responsables patronaux mettent en avant les compétences d'une école d'ingénieurs en informatique. Au-delà du laboratoire, la plupart ne cachent pas qu'ils espèrent bien récupérer le centre de stockage proprement dit. *« Le Gard a été, en 1954, le premier département à accepter le nucléaire. Il mérite bien que la nation lui renvoie l'ascenseur »*, lance Gilbert Baumet. Une opinion que le médiateur semble partager, quand il reconnaît que *« les conditions sociales et humaines plaident effectivement en faveur de ce département »*. Reste aux géologues à confirmer au plan technique cette impression favorable.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Il abrite, notamment avec le centre de Marcoule, l'usine d'enrichissement d'uranium Eurodif et le surgénérateur Phénix.

## Quinze ans de recherches

*La loi du 30 décembre 1991* définit précisément toutes les étapes qui aboutiront au choix d'un site pour l'enfouissement profond des déchets à haute activité et à vie longue.

Dans un premier temps, le médiateur Christian Bataille est chargé de *« mener la concertation préalable au choix des sites sur lesquels des travaux préliminaires à la réalisation d'un laboratoire souterrain pourraient être menés »*. Il proposera, en décembre, des conclusions à partir desquelles le gouvernement choisira deux sites.

A l'issue des deux ans de *travaux préliminaires* (des vérifications géologiques approfondies), deux laboratoires souterrains seront creusés, à une profondeur de 200 à *1 000 mètres selon les sites*. Ces travaux dureront cinq ans. Les scientifiques pourront ensuite s'y installer pour huit ans de recherches destinées à *vérifier le comportement* des roches. Ces laboratoire ne recevront aucun déchet, même si quelques petites sources ou échantillons nécessaires aux *expériences pourront* y être descendus. Pendant ce temps, d'autres recherches seront menées dans deux directions complémentaires : la réduction *du volume et de la durée de vie* des déchets ; les procédés de conditionnement pour un éventuel entreposage de longue durée en surface.

Enfin, vers *2006*, le Parlement décidera, au vu des résultats, soit de poursuivre les recherches, soit d'opter pour un mode de gestion des *déchets, qui pourrait être leur* enfouissement profond.

*Un centre sera alors creusé,* probablement à proximité de l'un des laboratoires, mais pas obligatoirement (les laboratoires, ne comportant qu'un puits d'accès et quelques galeries ne peuvent être transformés en centres de stockage, véritables cathédrales souterraines beaucoup plus vastes).

*Le stockage y sera réversible*, afin que les déchets puissent être récupérés si les progrès de la science permettent leur élimination de manière plus *écologique*.

J.-P. D.

CLÉS

## La solution la plus étudiée dans le monde

Le stockage souterrain est la solution la plus étudiée dans le monde pour les déchets radio*actifs à haute activité et à vie* longue.

■ **RECHERCHES.** – Outre la France, le Canada, les Etats-Unis, le Grande-Bretagne, l'Allemagne poursuivent des recherches dans ce sens. Les Canadiens ont opté pour la batholite de la région du lac du Bonnet (Saskatchewan), les Américains pour le tuf de Yucca Mountain (Nevada). Les Britanniques ont étudié un dépôt souterrain sur leur territoire et un autre au large de leurs côtes. Les Allemands poursuivent des études sur l'enfouissement dans le sel à Gorleben et dans la mine de Asse. D'autres sites ou laboratoires sont implantés en Belgique (à Mol), l'Allemagne (à Asse), la Suisse (à Grimsel), la Finlande (à Olkiluoto), la Suède (à Forsmark).

■ **PROGRAMME PAGIS.** – Dans le cadre du programme européen PAGIS, les experts étudient, d'une part, un système du forage très profond en haute mer par bateaux spécialisés et, d'autre part, la technique des pénétrateurs-torpilles. Des tests ont montré qu'un pénétrateur de trois tonnes peut s'enfoncer à une vitesse de 200 km/h jusqu'à 50 mètres dans les sédiments qui rempliront ensuite la zone d'impact derrière les conteneurs de déchets.

■ **BUDGET.** – La complexité des équipements et l'importance des travaux miniers exigent des budgets importants : 25 milliards de dollars (plus de 145 milliards de francs) de coût de fonctionnement pour le site américain de Yucca Mountain, pour un stockage d'une capacité de 70 000 tonnes rempli en trente ans, 3,35 milliards de deutschemarks (près de 12 milliards de francs) pour celui de Gorleben (Allemagne), sans compter les 2 milliards (quelque 7 milliards de francs) pour celui réservé aux déchets A de Konrad, près de Salzgitter, dans le centre du pays. En France, le coût de la construction d'un centre de stockage, devant fonctionner de cinquante à quatre-vingts ans, est estimé à environ 15 milliards de francs.

■ **COMBUSTIBLE.** – 220 000 tonnes de combustibles irradiés auront été produits d'ici l'an 2000 par l'ensemble des réacteurs nucléaires installés dans le monde, estime l'agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE. Ce volume atteindra 700 000 tonnes en 2025, auxquels doivent être ajoutés les déchets provenant d'appareils médicaux ou industriels utilisant des sources ou des produits radioactifs. Ces statistiques ne concerne par les activités militaires.

■ **CATÉGORIES.** – On distingue trois catégories de déchets radioactifs. Les déchets dit de catégorie A, de faible et moyenne activité (20 000 m³ par an en France). D'une durée de vie de trois cents ans, ils sont stockés en surface dans les centres de l'ANDRA de la Manche et de l'Aisne. Ceux de catégorie B (4 000 m³ par an), ont une activité moyenne ou faible, mais restent dangereux pendant plusieurs milliers d'années. Enfin, les *déchets de catégorie C (200 m³ par an)*, présentent une très forte activité pendant plusieurs siècles et sont ensuite assimilables à ceux de catégorie B. Actuellement stockés sur les lieux de production, les déchets de catégories B et C devraient être ensuite entreposés dans des sites souterrains.

FAITS DIVERS

Prise d'otages à Nice

## « Dans sa tête, c'était fini »

NICE

*de notre correspondant régional*

*Un ancien serveur de bar* âgé de trente-six ans, Christophe Azzouzi, se disant atteint du sida, a pris en otage, pendant sept heures, samedi 30 octobre, une infirmière et un aide-soignant dans les locaux du centre d'alcoologie de l'hôpital psychiatrique Sainte-Marie de Nice. Armé d'un pistolet, il réclamait une rançon de 700 millions de francs et un hélicoptère pour prendre la fuite. Après de longues négociations avec des médecins et les policiers, il a fini par se rendre sans résistance.

Ancien toxicomane, Christophe Azzouzi était un familier du centre d'alcoologie de l'hôpital Sainte-Marie où il avait suivi, en quatre ans, trois cures successives de désintoxication dont la dernière remontait à une quinzaine de jours. Un peu avant 17 heures, samedi, il a fait irruption dans ce service où se trouvaient une infirmière et un aide-soignant. Il était accompagné de son amie, une jeune femme d'une trentaine d'années qu'il avait entraînée de force dans son aventure. *« Au début,* nous a raconté l'infirmière, Sylvie Goualou, *nous avons eu peur car il était très excité et très déterminé. Il nous a dit qu'il était atteint du sida, qu'il n'en avait plus pour longtemps à vivre et qu'il n'avait plus rien à perdre. Dans sa tête, c'était fini et il nous a même confié que, si les événements tournaient mal, il se tuerait... »*

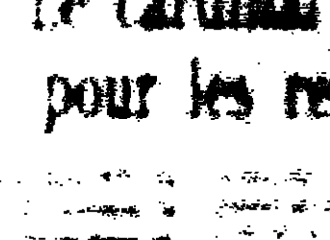
### « Spirale suicidaire »

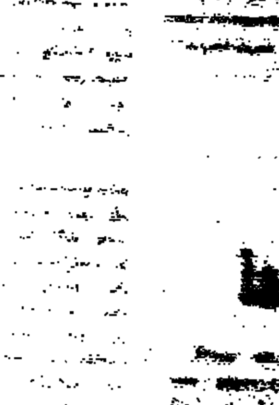
L'aide-soignant a tout d'abord essayé de le maîtriser, mais, pour l'intimider, Christophe Azzouzi a utilisé son arme à deux reprises. Par la suite, le forcené s'est calmé et a demandé à entrer en contact téléphonique avec ses deux frères, un sociologue habitant l'ouest de la France – qu'il n'a pas réussi à joindre – et un fonctionnaire du RAID (Recherche, aide, intervention, dissuasion), le corps d'élite de la police.

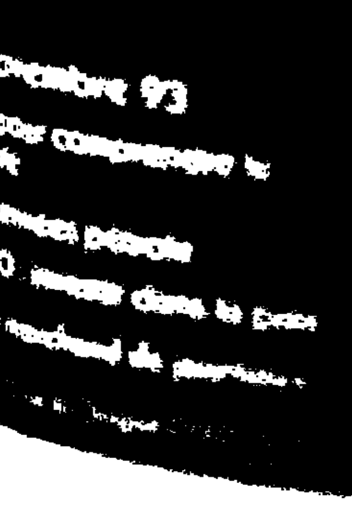
Christophe Azzouzi, qui n'était pas sous l'emprise de l'alcool, semblait vouloir régler une histoire de famille embrouillée, tout en affirmant, sans autre précision, qu'il ne demandait pas d'argent pour lui-même... Au fil des heures, après avoir pris plusieurs cafés et huit cachets d'anxyolitique, il a fini par céder à la persuasion de l'un de ses médecins, relayé par plusieurs de ses proches et le commissaire divisionnaire Pierre Petitjean, directeur départemental de la sûreté publique.

Vers minuit, il a accepté que M. Petitjean lui apporte un verre d'eau contenant un médicament calmant. Il avait, alors, remis son arme – un pistolet à grenaille – à l'aide-soignant et il s'est rendu sans que les fonctionnaires du GIPN, (Groupement d'intervention de la police nationale), appelés en renfort sur les lieux, n'aient eu à donner l'assaut. Son amie, qui a dû être hospitalisée, et l'infirmière ont été fortement choquées par cette longue prise d'otages. Celle d'un homme qui, selon le commissaire Petitjean, était *« dans une spirale suicidaire... »*

G. P.







ne fait plus peur





INTÉGRATION

Soupçonnée d'intégrisme par la mairie

# Une association musulmane de Taverny demande un lieu de culte permanent

**En faisant détruire le local qui abritait plusieurs associations, la municipalité socialiste de Taverny (Val-d'Oise) est entrée en conflit avec la communauté musulmane locale. Soupçonnée *par les élus d'être un foyer d'intégrisme*, celle-ci réclame un lieu de prière permanent.**

PONTOISE

*de notre correspondante*

*« Le maire veut réduire les musulmans à un état de laïcité en ignorant leurs valeurs religieuses. Nous sommes musulmans bien sûr, mais nous voulons pratiquer notre culte dans le strict respect de la République. Nous regrettons l'influence de l'intégrisme car nous sommes indépendants et nous voulons le rester. »* Hadj Mamadou N'Sangou, quarante-neuf ans, réfugié politique camerounais, arrivé à Taverny (Val-d'Oise) en 1986, n'a plus aujourd'hui qu'un seul objectif : convaincre. Convaincre les pouvoirs publics que son Association socio-culturelle de la communauté musulmane de Taverny (ASCCMT) *« créée le 18 décembre 1991 avec le concours du maire »* n'est pas, comme l'affirme ce dernier, un repère d'islamistes.

Le 27 octobre dernier, pourtant, la sentence est tombée : le bâtiment qui abritait dans le quartier des Sarments plusieurs associations locales, dont l'ASCCMT, a été entièrement rasé, suivant en cela un arrêté d'expulsion pris pour cause de vétusté le 29 juin dernier. *« Une façon comme une autre de nous évincer*, tonne Hadj Mamadou N'Sangou, qui voit là une marque de discrimination. *La mairie a accepté de reloger certaines de ces associations, comme l'Ecole de musique. Mais, pour nous, il n'y a rien. On nous propose des créneaux horaires dans les salles municipales alors que nous souhaitons avoir un local permanent. Nous sommes conscients qu'un très grand nombre de jeunes délinquants sont des immigrés et nous voulons résoudre ce problème nous-mêmes. La vocation de cette association est la prévention contre la drogue, la lutte contre l'exclusion, le soutien scolaire. Or le quartier des Sarments est un quartier sensible où on a besoin de nous. »*

### *La présence de Moussa Kraouche*

Côté mairie, Maurice Boscavert, conseiller général et maire socialiste de Taverny depuis 1989, appuie sa démonstration sur trois faits. Le local de l'association devenait peu à peu un lieu de prière, la *« présence intégriste »* s'est affirmée ces derniers temps dans le quartier des Sarments, avec une distribution de tracts de la fraternité algérienne-française (FAF), organe officieux en France du Front islamique du salut (FIS), et l'éducation des jeunes musulmans se teinte de plus en plus d'intégrisme avec le port du foulard obligatoire pour certaines jeunes filles fréquentant notamment le groupe scolaire Goscinny.

Selon Jean-Pierre Barentin, adjoint aux affaires scolaires, il y aurait même du *« racolage islamiste au passage piéton situé sous le boulevard de la Division Leclerc »*. Mais, surtout, la présence à Taverny de Moussa Kraouche, un des représentants officiels du FIS en France, est, pour la municipalité, révélatrice. Il faut dire qu'elle revient de loin puisqu'en 1989 Moussa Kraouche appartenait au conseil communal de prévention de la délinquance.

A Taverny depuis 1980, celui-ci dirigeait à la fin de cette décennie l'association des maghrébins de la ville. Son local se trouvait dans un immeuble de la résidence des Pins, autre quartier sensible de la commune. Avec le changement de municipalité en 1989, l'association se voit alors retirer toute subvention, ce qui entraînera sa dissolution. Peu à peu, le nouveau maire fait le rapprochement entre Moussa Kraouche et le FIS. Une émission télévisée où il prendra parti pour l'intégrisme confirmera d'ailleurs les doutes de Maurice Boscavert.

### *Un local de 1,8 million de francs*

*« Sa réaction envers nous n'est que politique*, explique Hadj Mamadou N'Sangou. *Il a des contes à régler avec Kraouche et c'est nous qui en supportons les conséquences. C'est par les médias que j'ai appris qu'il vivait à Taverny, mais nous n'avons aucun lien avec lui. Je n'ai d'ailleurs aucun lien avec les Algériens. Je suis du Cameroun. Notre association regroupe aussi bien des Maliens, des Turcs, mais aussi des Français qui n'ont rien à voir avec l'intégrisme. »*

Jean-Pierre Barentin, lui, tente de relativiser l'affaire. *« Le bâtiment qui les accueillait était vraiment vétuste, le toit s'effondrait. Seule l'école de musique a été relogée. Toutes les autres associations qui s'y trouvaient ont accepté des créneaux horaires, sauf l'association des musulmans. Or aucune association à Taverny n'a de lieu fixe. »* Pour Hadj Mamadou N'Sangou, la revendication toutefois va beaucoup plus loin.

*« Nous n'avons plus désormais de salle de prière alors que toutes les autres religions en sont pourvues ici. Il existe une synagogue à Saint-Leu, des églises catholiques, protestantes et évangéliques à Taverny, et une maison pour les Témoins de Jéhovah, à Bessancourt. Et l'islam, qui est la seconde religion en France, n'a absolument rien dans le secteur. »*

*« Aucune raison a priori ne nous permet de nous opposer à l'implantation d'un lieu de prière pour musulmans*, répond de son côté Jean-Pierre Barentin. *Mais il faut que les riverains soient d'accord. »* Il fait ainsi référence au projet d'acquisition par l'association, en avril dernier, d'un ancien bâtiment du Syndicat des eaux. Une pétition dans le quartier en a finalement dissuadé les vendeurs. Et la municipalité se demande encore d'où pouvaient venir les fonds nécessaires à cette acquisition, qui est estimée à 1,8 million de francs. Quant à l'association, *« son conseil d'administration existe toujours*, précise son dirigeant, *et nous continuons à chercher un nouveau local »*.

JACQUELINE MEILLON

RELIGIONS

Invité de « L'Heure de vérité »

## Le dalaï-lama fait l'éloge de la non-violence

Invité de « L'Heure de vérité » sur France 2, dimanche 31 octobre, le dalaï-lama est revenu sur les raisons de son actuel séjour en France et a exprimé l'espoir d'une solution à la crise tibétaine (*le Monde* du 26 octobre). Il a défendu la non-violence, au cœur de la sagesse bouddhiste : *« La nature humaine est bonne, marquée par la compassion*, a déclaré le chef de la communauté tibétaine. *La violence va contre la nature humaine profonde. Des solutions qui passent par la violence ne sauraient durer : le mouvement pour la liberté au Tibet, qui s'appuie sur la non-violence, a valeur de modèle pour d'autres pays du monde où les gens souffrent de discrimination. Je pense à l'ancienne Yougoslavie, je pense à la Somalie. Il y a une nouvelle situation mondiale qui peut se prêter à une nouvelle prise de conscience de l'importance de la non-violence. »*

Le dalaï-lama n'en a pas moins dénoncé, avec fermeté, la politique de répression du gouvernement chinois, *« un gouvernement totalitaire »*, visant les Tibétains. Il a souhaité un retour à la démocratie dans ce pays. Est-il satisfait que la candidature de la Chine n'ait pas été retenue pour l'organisation des Jeux olympiques de l'an 2000 ? *« Pour le moment, les Jeux olympiques ne doivent pas être tenus en Chine*, a répondu le dalaï-lama. *C'est ce que je pensais, je l'ai dit. Est-ce que cela a eu des effets ? Je ne sais pas. »*

Le chef spirituel des Tibétains en exil a enfin confirmé son intention, de retour au Tibet, de *« passer le relais à un gouvernement et de redevenir un simple moine bouddhiste »*.

Au Grand Jury RTL-« le Monde »

# Le cardinal Lustiger souhaite un moratoire pour les recherches sur l'embryon humain

**Invité du Grand Jury RTL-*Le Monde* dimanche 31 octobre, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a demandé à la France de prendre l'initiative d'un moratoire sur les recherches scientifiques touchant l'embryon humain.**

Porté par la vague du succès de la diffusion de *Veritatis splendor*, l'encyclique de Jean-Paul II, qu'il compare à celui de *Pacem in terris* de Jean XXIII il y a trente ans, le cardinal Jean-Marie Lustiger a centré ses interventions au Grand Jury RTL-*le Monde* sur les questions éthiques et morales.

Condamnant la récente expérience américaine de clonage d'embryons humains, il a notamment proposé que la France prenne l'initiative d'un *« moratoire »* sur les recherches concernant la génétique et l'embryon. Ce moratoire permettrait *« d'interdire les abus »*, de *« tracer une ligne rouge très nette, commune à tous les Etats »*.

Mgr Lustiger fait la comparaison avec le moratoire en cours sur les essais nucléaires qui avait été proposé par la France : *« La logique de la bombe atomique, la logique de Tchernobyl, étaient de faire primer sur la recherche scientifique l'utilisation de la technique à des fins déterminées de puissance, d'argent. En matière de biologie humaine, ne pourrait-on pas aussi – ne serait-ce pas un honneur pour la France ? – dans un monde où ces recherches sont guidées également par les ambitions personnelles et par l'argent, à la fois tenir compte de la nécessité de faire progresser la recherche scientifique – sur les causes de la stérilité, sur les conditions de la naissance, sur la genèse de l'homme, sur les maladies génétiques, sur la connaissance du génome humain, – mais aussi arrêter, faire un moratoire sur ce qui serait toucher à l'existence d'être humains que l'on qualifie de potentiels »*.

Précisément, l'encyclique du pape sur la vérité et la morale, ajoute t-il, *« c'est le cri des pauvres et des sans-droits face aux puissants et aux savants. Elle affirme que tout ne se vend pas, qu'il y a des êtres humains à protéger »*. Le cardinal Lustiger ne cache pas que le but du pape est de fixer certains interdits, *« un interdit qui marque la limite en deçà de laquelle on tombe dans le précipice, dans la mort »*. Le retentissement de cette encyclique s'explique, selon lui, parce que Jean-Paul II *« va au cœur des problèmes sociaux, politiques, éthiques d'une société et d'une époque »*.

Pour la France, l'archevêque de Paris ne croit pas au risque d'une explosion sociale ou à la tentation du repli national. *« Ce qui me terrorise dans la situation actuelle, ce n'est pas le ras-le-bol, ce n'est même pas le désespoir*, dit-il. *C'est la jeunesse abandonnée, la rupture des générations, des jeunes qu'on laisse démunis de ce qui est le plus précieux : des raisons de vivre et un certain art de vivre. »*

Société à deux vitesses ? Ce fut longtemps le constat, aujourd'hui partagé par tous, de l'épiscopat. Aujourd'hui, ce stade est dépassé, dit Mgr Lustiger : *« C'est une société fractionnée, disjointe que nous sommes en train de vivre, avec des gens qui sont installés dans l'exclusion, des mondes qui ne communiquent plus. »* Il proteste contre un *« univers marchand »* qui brouille les raisons de vivre et les hiérarchies de valeurs : *« La course en avant vers la prospérité n'est plus possible, et nous nous cassons le nez. Alors, les gens hésitent, ne savent plus où aller... Dans cette affaire, l'Eglise pose la question : pour quoi est faite notre vie ? »*

Faut-il partager le travail ? La question n'est plus seulement celle du travail, répond l'archevêque de Paris, mais celle du *« non-travail »*, *« car l'un des drames de la société marchande est que ce qui n'est pas payé n'a littéralement pas de sens. Il faut retrouver des activités sociales qui ne soient pas forcément sources de promotion et d'image sociale, mais qui soit aussi la vraie vie »*.

H. T.

Plus de 30 000 visiteurs au Yom Hathora 1993

# Le grand rabbin Sitruk appelle la communauté juive de France à l'unité

Plus de trente mille visiteurs ont participé, dimanche 31 octobre au Parc des expositions du Bourget, au troisième Yom Hathora (après ceux de 1989 et 1991), journée de la Thora, synonyme de retrouvailles pour l'ensemble de la communauté juive de France. *« Cette journée*, explique Joseph Sitruk, grand rabbin de France et initiateur de la manifestation, *vise à rassembler la communauté juive autour de ses valeurs spirituelles, à favoriser l'union des différentes tendances et à donner un exemple de dynamisme à la société. »*

Un triple message que M. Sitruk a tenté de faire passer dans une atmosphère de joyeuse kermesse. Jeunes gens coiffés de la kipa et rabbins enthousiastes déambulaient de stand en stand, proposant au visiteur une meilleure connaissance des pratiques et des coutumes juives : présentation en video du rituel de la circoncision ; étude du calendrier juif et de ses fêtes, défilé de robes de mariée, etc. Les objets de la vie spirituelle (kiddouch, kelin, mezouzot, etc.) étaient également exposés et offerts à la vente.

L'accent était mis cette année sur la lutte contre l'exclusion et la promotion de la solidarité, comme le montrait la présence de la Naguilah et du Casip, associations juives d'aide aux handicapés et aux déshérités. L'éducation était l'autre point fort de ce rendez-vous, *« parce que les jeunes sont une donnée fondamentale de notre communauté »*, souligne le grand rabbin Sitruk, qui, depuis son élection en 1988, met l'accent sur le développement des écoles juives, dont beaucoup étaient représentées dimanche au Bourget.

### *Soulagement et inquiétude pour Israël*

L'accord de paix entre Israël et l'OLP a donné enfin une signification nouvelle à ce Yom Hathora. Le stand du Hérout de France, présidé par Jacques Kupfer, diffusait des messages inquiets : *« Jéricho d'abord, Jérusalem ensuite. »* Malgré l'effort des organisateurs pour éviter la politisation de cette manifestation, on entendait des mots d'ordre provocateurs : *« Aidez à l'implantation de pionniers juifs en Judée, à Samarie et à Gaza ! »*

*« Il faut toujours préférer la paix à la guerre, mais les dernières expériences me laissent peu d'espoir. J'espère que tout se réglera sans effusion de sang »*, confie une visiteuse. Le message des grands rabbins, diffusé au cours de plusieurs conférences, était toutefois plus optimiste. *« La grande majorité des juifs français est favorable aux accords israélo-palestiniens »*, lançait le rabbin Sitruk, se félicitant de ses *« excellents rapports »* avec un islam de France qui est en train de trouver *« une structure équilibrée et modérée »* et avec *« un épiscopat français formidable qui, depuis vingt ans, a pris des positions courageuses vis-à-vis de la communauté juive et israélienne »*.

*« Le soutien de la communauté juive française à Israël est indiscutable. La paix doit être l'occasion de retrouvailles spirituelles »*, lançait, pour sa part, l'ambassadeur d'Israël, Yehuda Lancry. Ce message d'espoir et de paix devait être confirmé, à la clôture de ce Yom Hathora, par un duplex avec Jérusalem, au cours duquel les chefs spirituels de la communauté juive ont lancé un nouvel appel à l'unité.

C. D.



REPÈRES

## RITES FUNÉRAIRES

### Un Français sur dix choisit la crémation

Un décès sur dix est suivi d'une crémation, un rite funéraire pratiquement inconnu en France il y a encore une vingtaine d'années. Tel est le résultat d'une enquête publiée par les organisateurs du Salon professionnel du funéraire, qui se tiendra prochainement au Bourget. 71 % des professionnels interrogés estiment que ce phénomène ira croissant. Les Français cherchent à dépenser le moins possible au moment du décès. Une crémation coûte environ 8 000 F, alors qu'un enterrement traditionnel revient à 10 000 F en moyenne (sans compter le coût du monument).

Si 71 % des Français interrogés dans un autre sondage par l'IFOP se déclarent en faveur d'un enterrement classique, 23 % se prononcent pour la crémation avec ou sans dispersion des cendres. C'est surtout la tranche des 35/49 ans qui se manifeste le plus en faveur de ce rite.

## ESPACE

### Mort en orbite pour six rats

L'un des astronautes de la navette spatiale américaine Columbia, le vétérinaire Martin Fettman, s'est livré, samedi 30 octobre, à une pratique peu ordinaire dans ce genre de véhicule : la décapitation en orbite de six rats. L'objectif de cette expérience est de mieux comprendre les mécanismes d'adaption des organismes vivants aux vols en apesanteur. En orbite, les fluides à l'intérieur du corps se redistribuent en raison de l'absence de gravité. Quels sont-ils ? Où vont-ils ? Le seul moyen de le savoir qu'ait trouvé la NASA a été de tuer ces six rats, avant dissection, à l'aide d'une guillotine plutôt que de les anesthésier. Une anesthésie aurait en effet entraîné, selon les biologistes, une contamination des tissus par les substances chimiques de l'anesthésiant et faussé ainsi les mesures. A peine plus chanceux, les quarante-six autres rats témoins qui les accompagnaient au cours de ce dernier voyage attendront le retour, lundi 1er novembre, de Columbia pour être à leur tour tués et disséqués... sur Terre. – *(AFP.)*

## INTEMPÉRIES

### Quatre personnes portées disparues en Corse-du-Sud

Les recherches se poursuivaient, lundi 1er novembre, pour tenter de retrouver quatre personnes portées disparues en Corse-du-Sud, où de graves inondations ont particulièrement touché, dimanche 31 octobre, les communes de Propriano, Sainte-Lucie-de-Porto-Vecchio et Porto-Vecchio. Des pluies torrentielles ont gonflé la plupart des cours d'eau du sud de l'île, dont les rivières Rizzanese, Cavo et Conca, et les crues ont emporté plusieurs ponts et détruit des maisons. Des dizaines de personnes ont dû être évacuées. A Sartène, le niveau de l'eau a atteint 1,50 mètre. Trois bourgades ont été privées d'électricité et de téléphone.

Ce retour du mauvais temps n'avait pas été prévu, et plusieurs centaines de personnes, qui avaient pris la route des villages pour se rendre dans les cimetières en ce week-end de la Toussaint, ont été mises en difficulté par la brusque montée des eaux. Dans la nuit de dimanche à lundi, la pluie a cessé et une décrue générale s'est amorcée, mais les prévisions météorologiques demeuraient pessimistes en raison d'une dépression annoncée sur la Sardaigne.

**INCENDIE : décès d'une des filles de Jean-Paul Belmondo.** – Une des deux filles de l'acteur Jean-Paul Belmondo, Patricia, a péri, dimanche 31 octobre, dans l'incendie de son appartement situé au 5e étage d'un immeuble de la rue de Rennes, dans le sixième arrondissement de Paris. L'incendie, qui aurait une origine accidentelle – il y avait une cheminée dans l'appartement –, a été maîtrisé moins d'une demi-heure après l'arrivée des pompiers, qui ont découvert le corps carbonisé de la victime ainsi que celui d'un chien.

RUGBY

La France bat l'Australie en test-match (16-13)

# Un trompe-l'œil

**Le quinze de France est parvenu à battre l'équipe d'Australie (16-13), samedi 30 octobre à Bordeaux, lors du premier test-match de la tournée française des Wallabies. Souvent dominés, les Français se sont imposés à dix minutes de la fin grâce à une pénalité de 52 mètres réussie par Thierry Lacroix. Ils avaient auparavant marqué un essai par Aubin Hueber, deux drops par Alain Penaud et Jean-Luc Sadourny, une transformation et une pénalité par Thierry Lacroix. Les Australiens ont inscrit un essai par Tim Gavin, une transformation et deux pénalités par Michael Lynagh. Le deuxième test-match aura lieu samedi 6 novembre au Parc des Princes.**

BORDEAUX

*de notre envoyé spécial*

Bob Dwyer n'a même pas pris la peine d'ouvrir son armoire à souvenirs, de fouiller au rayon des *déceptions. «De toute ma carrière d'entraîneur,* a-t-il marmonné dans sa moustache, *je n'avais encore jamais connu cela».* Le patron du quinze australien n'avait jamais vu une telle addition de muscles et de talents, une telle multiplication d'occasions de marquer déboucher sur une soustraction aussi bête. 16-13 : les champions du monde coincés à trois points des cham*pions d'Europe.*

A l'heure des commentaires, le *coach* des Wallabies semblait encore assommé par ce ballon qui avait traversé plus de la moitié du terrain, quelques minutes plus tôt, pour mourir entre les poteaux australiens. *La plus fragile des trajec*toires, qu'un souffle ou que la moindre approximation dans le geste de Thierry Lacroix pouvait dévier, avait fini de dérégler la mécanique orange. Un trait ténu dans le ciel bordelais avait rayé *tous les efforts des Wallabies pour* espérer enfin remporter une série de tests sur le sol français.

Car, jusqu'à cette 70e minute, les Australiens avaient imposé sur le terrain leur loi des plus forts. En touche, les bras d'un ogre au collier de barbe rousse, nommé Garrick Morgan, claquaient comme des machoires pour happer tous les ballons. Le reste de l'équipe n'avait *plus qu'à se partager le butin* amassé par le pirate des alignements. Et profiter de la profusion pour varier les techniques d'abor*dage du camp français. Le petit* centre Tim Horan, meilleur homme sur le terrain avec le colosse Morgan, s'essayait d'abord au plaisir solitaire d'une longue traversée sous le nez des vigies françaises. Essai refusé injustement par l'arbitre.

### *Une écharde dans la défense*

Puis les Wallabies se lancèrent dans ce jeu qu'ils ont inventé. Une sorte de rugby total, où l'équipe déferle d'un bloc sur les lignes adverses, où avants et trois-quarts n'hésitent pas à échanger leurs rôles pour mieux servir leur désir de vitesse. Point de regroupements interminables, ces caillots qui bloquent le jeu jusqu'à l'embolie. Les *fixations* des Wallabies sont courtes, trois joueurs suffisent à nettoyer le ballon des convoitises adverses et à le rendre propre à l'attaque.

Dans ces moments-là, l'ovale semble en équilibre au milieu des joueurs. Il attend les mains qui le feront progresser. A la quinzième minute du match, Peter Slattery puis Michael Lynagh s'en sont emparés, l'ont guidé pendant quelques mètres. Puis l'ont lâché, sans se retourner, sans même esquisser un geste de passe. Quelqu'un est forcément là, derrière, qui va récupérer le ballon et lui donner une nouvelle trajectoire. *David Campese s'est lancé dans* une course en diagonale. A quelques mètres de l'en-but, enfoncé comme une écharde dans une défense *qui se resserrait autour* de lui pour l'expulser, il avait encore le choix entre deux joueurs, l'un à droite, l'autre à gauche, pour donner son ballon. C'est Tim Gavin qu'il choisit pour aller marquer l'essai.

### *Une huître fermée sur sa perle*

Trois, quatre fois, les Australiens ont retenté ces combinaisons que Bob Dwyer a adaptées d'un rugby à XIII souverain dans son pays. En vain. Un essai sera refusé et des ballons rouleront à terre, devant les pieds d'une foule de joueurs orange, sans opposition, soudain figés au moment d'aller aplatir.

Comment expliquer que les Wallabies aient ainsi fini par se battre *tous seuls? Ont-ils* pêché par excès de confiance dans leurs capacités offensives? Même dans les dernières minutes, alors qu'ils étaient menés au score, les Australiens semblaient persuadés qu'ils pourraient s'imposer, qu'une seule attaque de David Campese suffirait à leur redonner l'avantage. Las, l'ailier de génie s'agitait frénétiquement, sans succès, comme un pois*son pour s'échapper* d'une nasse.

Car les Wallabies doivent également leur défaite aux pièges tendus par leurs adversaires. Après une belle première mi-temps où elle avait su trouver quelques idées offensives et inscrire un essai grâce à Aubin Hueber, l'équipe de France s'est refermée comme une huître sur sa perle, l'un de ses *«fondamentaux»* : la défense. Dépour*vus de ballons, acculés dans* leur camp pendant presque toute la deuxième mi-temps, les Français se sont peu à peu résignés à ne pas chercher à construire pour mieux détruire les mouvements des Wallabies.

Dans ce renoncement, face à des Australiens qui ne parvenaient pas à oublier leur goût des attaques sophistiquées, les Français ont sans doute construit leur victoire. Autrefois, les trois-quarts auraient vitupéré les sauteurs, incapables de leur fournir des ballons utilisables. Samedi, comme pendant le Tournoi des cinq nations remporté cette année ou la tournée victorieuse en Afrique du Sud, ils ont retroussé leurs manches, et se sont transformés sans amertume en forçats du placage. Jadis, les lignes arrières *auraient ramassé les miettes pour* essayer de composer un festin offensif à leur manière. Samedi, elles n'ont pas cherché à créer le miracle. *Il* est venu du ciel, de *la* performance rare d'un Thierry Lacroix aux 100 % de réussite. Les Français ont obtenu, sans vraiment jouer, une de ces victoires qui ont longtemps semblé réservées à leurs adversaires d'outre-Manche, à l'économie et au pied.

Pierre Berbizier a vu trop souvent son équipe se faire battre de cette façon pour faire la fine bouche. *Dans* le jeu en creux du quinze de France, l'entraîneur préférait mettre en valeur le courage et la solidarité de ses joueurs. Mais ces valeurs ne pourront guère servir de viatique jusqu'à la Coupe du monde de 1995. Pierre Berbizier fixait même la fin du miracle à samedi prochain, lors du deuxième test-match contre les Australiens, si les rugbymen français ne progres*saient pas dans la conquête des* ballons. Dimanche, confiants dans les vertus pédagogiques de cette victoire en trompe-l'œil, les sélectionneurs ont décidé de reconduire le même groupe pour ce deuxième rendez-vous australien. En espérant que les mêmes joueurs parviendraient à battre les champions du monde après les avoir regardé perdre.

JÉROME FENOGLIO

FOOTBALL

Le match nul (1-1) entre l'Australie et l'Argentine

# *Maradona est de retour*

**Quatre mois après avoir annoncé sa retraite sportive, Diego Maradona a repassé *dimanche 31 octobre* le maillot de l'équipe d'Argentine pour affronter l'Australie à Sydney (1-1). Cela n'a pas suffi pour assurer la qualification des anciens champions du monde pour la Coupe du monde 1994.**

BUENOS-AIRES

*de notre correspondante*

On le croyait fini. La presse argentine, un rien anthropophage, ne s'était pas privée de déchiqueter l'idole il y a deux ans, à l'époque des scandales liés à la drogue. Reconnu toxi*comane, on le jugeait aussi* trop vieux et trop gros. Pourtant, à trente-trois ans, avec 13 kg en moins et les cheveux *courts, Diego Maradona* a remis la chemise de la sélection argentine.

Noctambules et lève-tôt, tous les Argentins étaient devant leur téléviseur, dimanche 31 octobre à 5 h 30 *du matin, pour suivre* la retransmission en direct du match contre l'Australie. Ebranlée par une incroyable *clameur au moment du but* argentin, Buenos-Aires est retombée dans un silence lourd de frustration après le but des Australiens.

Le match retour se jouera le 17 novembre dans la capitale *argentine et sera le dernier* espoir de se qualifier pour le championnat du monde 1994. A Sydney, la magie de Mara*dona n'a pas suffi à assurer la* victoire. Mais l'enfant prodigue du football mondial a démontré que le mythe n'était pas mort.

Dans un pays où le football est un rite païen incomparable, Diego est considéré comme *«le sauveur» d'une sélection plutôt inégale.* Après la défaite cuisante de septembre contre la Colombie (5-0), qui risquait de provoquer l'élimination de *l'Argentine, c'est sous la pres*sion populaire que l'entraîneur Alfio Basile a fait appel à l'homme de la dernière chance.

Après la descente aux enfers – la suspension de quinze mois imposée par la Fédération italienne de football en avril 1991, pour consommation de cocaïne (*le Monde* du 9 avril 1991) et, quelques jours plus *tard, l'arrestation spectaculaire* dans son propre pays pour détention de drogue (*le Monde* des 29 et 30 avril 1991) – c'est la *résurrection.*

### *Nouveau procès*

Grâce à une cure de désintoxication, une diète chinoise *miraculeuse et l'adoration à* toute épreuve de ses supporters, le «pibe de oro» (l'enfant en or), comme on l'appelle ici, est revenu sur *les stades.* Son passage au club de Séville fut bref et sans gloire. En juin dernier, Maradona fit même ses adieux au football. Mais, le 7 octobre, c'était le coup de théâtre : Diego acceptait de devenir le capitaine d'une équipe de province, le Newell's de Rosario (300 km au nord de Buenos-Aires). Trente mille *personnes en délire viennent* alors l'acclamer.

Avec son retour sur la scène sportive internationale, l'enfant des bidonvilles devenu milliardaire alimente à nouveau un rêve collectif qui, en Argentine, *n'a d'égal que celui de* Carlos Gardel. Ce qui explique sans doute que les journaux locaux ne mentionnent pas le nouveau *procès ouvert il y a quelques* jours à Rome contre Diego Maradona.

CHRISTINE LEGRAND

CYCLISME

Le tour d'Europe du champion du monde du 4 km

# Graeme Obree, le Martien

**Ex-recordman de l'heure, champion du monde et détenteur du record du monde du 4 kilomètres, le Britannique Graeme Obree est devenu l'attraction du cyclisme sur piste. Depuis trois mois, cet Ecossais juché sur un drôle de vélo sillonne l'Europe. Après Paris et Grenoble, où il a couru contre son dauphin des championnats du monde, *le Français Philippe* Ermenault, Obree sera à Vienne, en Autriche, avant de rencon*trer, aux six jours de Bordeaux* qui se disputent du 10 au 15 novembre, le Britannique Chris Boardman, qui l'a dépossédé du record de l'heure.**

Depuis le 17 juillet 1993, la vie de Graeme Obree n'est plus qu'un tourbillon. Ce jour-là, en plein Tour de France, loin du concert des routes de la Grande boucle, à *Hamar, en Norvège, ce cycliste* améliora le record de l'heure détenu par Francesco Moser. Ce fut un choc. Comment un chômeur écossais juché dans la position du fœtus sur une drôle de machine qui lui avait coûté moins de 1 000 francs et six années de recherches avait-il pu détrôner le «maestro» Francesco Moser? Avec 51,596 km dans l'heure, soit 445 m de plus que l'Italien, il brisait un record qui, outre la performance sportive, avait été ourdi à coups de dollars *et établi* à Mexico, *le 23 janvier* 1984, de façon scientifique par une véritable «écurie» de course.

L'histoire de Graeme Obree devint un conte de fées. Car le bonhomme sortait de l'obscurité par la porte la plus mythique du cyclisme, celle de la victoire sur le temps. Six jours plus tard, il se fit souffler son record par un autre Britannique, Chris Boardman, champion olympique du 4 kilomètres à Barcelone. On se dit que le bricolo disparaîtrait, que l'on oublierait sa machine aussi vite que son visage lunaire de Buster Keaton.

Un mois après, lors des championnats du monde de Hamar, en Norvège, il devint champion du monde du 4 km devant le Français Philippe Ermenault, en pulvérisant le record du monde de la discipline (4 mn 22 s 668). La veille, il avait sévèrement battu Chris Boardman en lui infligeant un retard de 3 secondes. Graeme Obree n'était plus un personnage de conte de fées, il était devenu un Martien, bien que son accent à couper au couteau le trahisse écossais.

### *Des pièces de machine à laver*

Graeme Obree n'en est pas pour autant un extra-terrestre. Son record ressemble à la morale d'une belle histoire. Dans la vitesse éclair de ces 4 kilomètres, on vit tous les symboles, toutes les histoires : l'insolence d'un ancien marchand de cycles, contraint au dépôt de bilan, qui, seul, avait fabriqué une bicyclette *incongrue dans l'atelier niché der*rière sa maison d'Ayr, en utilisant des pièces de machine à laver pour apprivoiser un dérailleur *récalcitrant*; *la* volonté d'un homme seul qui faisait un pied de nez à l'informatique et à l'industrie de pointe, le résultat de recherches qui *défiaient* toutes les études physiologiques sur la position du coureur.

*«Le plus merveilleux, aujourd'hui, c'est d'être reconnu et de ne plus avoir à compter mon argent pour savoir ce que ma famille mangera au prochain dîner»*, explique Graeme Obree. Dans le hall d'un grand hôtel parisien, le cycliste n'en finit plus de répondre aux questions des journalistes, avec une patience angélique. Nullement agacé par trois mois de promotion, il sourit toujours comme un enfant joyeux. *«Après mon record de l'heure et mon titre de champion du monde, j'ai eu plus mal aux bras qu'aux jambes, à force de signer des autographes et de serrer des mains.»*

Il assure que sa vie n'a pas changé. Excepté tous ces voyages, son style de vie reste le même, *simple, modeste, comme s'il* n'était jamais à l'abri des mauvais jours qu'il a connus. Il ne se lasse pas de raconter ces heures passées pendant six ans, dans son atelier, à inventer de toutes pièces cette machine : *«Non,* assure-t-il, *je n'ai lu aucun bouquin, fait appel à aucun souvenir d'enfance. Tout ce vélo est ma propre création. Je l'ai pensé en termes scientifiques, seulement rivé à l'idée que je devais faire un tout avec elle pour m'épargner au mieux la résistance de l'air.»*

Est-il chercheur ou athlète? *«Les deux. Je détiens le record des 50 miles en Grande-Bretagne. J'ai battu Chris Boardman. Pour battre le record de l'heure et celui du 4 kilomètres, je me suis aussi battu avec l'énergie du désespoir. je voulais sortir de l'obscurité, sortir de la dèche.»*

Après que les projecteurs se sont braqués sur lui, certains industriels ont voulu lui imposer leurs bicyclettes et ont réclamé qu'il change de position : *«Pourquoi changerais-je?* s'exclame-t-il. *Cela fait six ans que je cours dans cette position. Elle m'est très confortable. Je veux rester hors du système. Je ne veux pas que l'on me donne des ordres. Et puis, je suis champion du monde et cette médaille donne de la légitimité à ce que j'ai créé de mes mains.»*

Sa machine est-elle perfectible? *«Elle a encore quelques défauts, mais je crois que j'ai quasiment atteint ma perfection.»* Son seul souci, désormais : ne pas l'abîmer. Graeme Obree ne possède qu'une bicyclette : *«Ce n'est pas si grave. Partout où je suis, si j'ai un problème, il me suffit de rentrer chez n'importe quel marchand de cycles, de demander quelques outils et, une heure après, le tour est joué.»*

BÉNÉDICTE MATHIEU

SKI ALPIN

Le prologue de la Coupe du monde

# Piccard à l'ouverture

On l'avait quitté piteux, au terme d'une mauvaise saison. Plus que défait aux championnats du monde de Morioka-Shizukuishi, Franck Piccard avait ensuite terminé quarantième de la Coupe du monde. On le retrouve en pleine forme. Le Français, âgé de vingt-neuf ans, a entamé cette saison par une victoire qui le boudait depuis trois ans, samedi 30 octobre, lors du prologue de la Coupe, à Sölden (Autriche), en slalom géant. Il a dominé les meilleurs de la spécialité : le Suédois Fredryk Niberg, deuxième, le champion du monde norvégien de slalom et géant, Kjetil-André Aamodt, troisième, et le Luxembourgeois Marc Girardelli, quintuple vainqueur de la Coupe du monde, quatrième. La dernière victoire *française dans cette discipline* remontait à vingt ans, lorsque Henri Duvillard s'était imposé à Megève.

### *Une belle surprise*

Chez les femmes, dimanche, Sophie Lefranc et Carole Merle se sont respectivement classées deuxième et troisième en slalom géant derrière la détentrice de la Coupe du monde, l'Autrichienne Anita Wachter. Si Carole Merle, championne du monde de la spécialité, est une habituée des podiums, Sophie Lefranc a créé une belle surprise. A vingt-deux ans, elle n'évolue sur le cirque blanc que depuis un an. Championne d'Europe de Super-G la saison dernière, elle n'a pas tardé à tenir ses promesses, même si elle a été devancée de plus de deux secondes par Anita Wachter, qui semble, plus que jamais, la femme à battre.

En proposant une réforme du FNDS

# Mme Alliot-Marie souhaite diversifier les sources de financement du sport

Michèle Alliot-Marie s'est prononcée, vendredi 29 octobre, en faveur d'une réforme du financement du Fonds national pour le développement du sport (FNDS). Lors d'une audition devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée, le ministre de la jeunesse et des sports a expliqué que le Loto sportif, sur lequel les ressources du FNDS *sont largement assises, est en* déclin, et a proposé *«de définir une assiette plus large des ressources du FNDS»* en envisageant un prélèvement sur l'ensemble des jeux.

Le FNDS, qui reçoit ses fonds sur les recettes du PMU (0,1 %), du Loto national (3,5 %) et du Loto sportif (25 %) et sur celles des débits de boissons devait recevoir 850 millions de francs, en 1993. Il n'a pu en récolter que 710 millions.

Michèle Alliot-Marie a indiqué que *«le ministère du budget s'était engagé à trouver une nouvelle base de financement avant le 1er janvier 1994»*. Elle a, par ailleurs, confirmé qu'une réflexion était en cours sur les *«difficultés entraînées»* par la loi Evin sur l'alcool et le tabac.

## RÉSULTATS

### ATHLÉTISME

**Coupe du monde de marathon**

*Les coureuses chinoises ont pris les* quatre premières places de l'épreuve féminine de la Coupe du monde de marathon disputée dimanche 31 octobre à Saint-Sébastien (Espagne). La recordwoman du 10 000 et du 3 000 mètres, Wang Junxie, s'est classée première mais n'a pas réussi, avec un temps de 2 h 28 min 16 s, à améliorer la meilleure performance mondiale de la discipline. Chez les hommes, le Britannique Richard Nerurkar a devancé, en 2 h 10 min 03 s, l'Italien Severino Bernardino et l'Ethiopien Kebede Gemeshu.

### FOOTBALL

*Championnat de France*

**Deuxième division**

*(19e journée)*

| | |
|---|---|
| Beauvais b. *Bastia | 1-0 |
| *Dunkerque et Charleville | 0-0 |
| *Nîmes b. Laval | 4-0 |
| *Mulhouse et Gueugnon | 1-1 |
| Nancy b. *Valence | 1-0 |
| *Niort b. Red Star | 1-0 |
| *Rennes et Bourges | 1-1 |
| *Nice b. Le Mans | 2-0 |
| Alès b. *Valenciennes | 2-1 |
| *Sedan b. Saint-Brieuc | 2-0 |
| *Rouen b. Istres | 3-0 |

Classement : 1. Nice, 27 points; 2. Rennes, 24; 3. Nancy, 23; 4. Red Star, Beauvais, Sedan, Niort, Bastia et Charleville, 21; 10. Rouen, 20; 11. Nîmes, Alès, Gueugnon, Saint-Brieuc et Valenciennes, 19; 16. *Laval, Mulhouse et Dunkerque,* 18; 19. Valence; 20. Bourges et Le Mans, 12; 22. Istres, 11.

### BASKET-BALL

**Championnat de France Pro A**

*(Dixième journée aller)*

| | |
|---|---|
| *Antibes b. Le Mans | 108-79 |
| Dijon b. *Sceaux | 69-60 |
| *Limoges b. Montpellier | 69-44 |
| *Cholet b. Pau-Orthez | 83-76 |
| *Villeurbanne b. Levallois | 95-83 |
| *Gravelines b. Châlons | 83-62 |
| *Racing-PSG b. Lyon | 86-82 |

Classement : 1. Antibes et Cholet, 19; 3. Villeurbanne, 17; 4. Limoges et Racing-PSG, 16; 6. Dijon, Pau-Orthez et Montpellier, 15; 9. Lyon et Levallois, 14; 11. Sceaux, 13; 12. Gravelines, 12; 13. Le Mans et Châlons, 11.

**ÉCHECS : le championnat du monde FIDE.** – Le Néerlandais Jan Timman a battu le Russe Anatoli Karpov, samedi 30 octobre, lors de la vingtième partie du championnat du monde d'échecs organisé par la Fédération internationale des échecs à Djakarta. Karpov ne mène désormais plus que par 12 points à 8, mais il ne lui manque qu'un demi-point pour décrocher le titre mondial version FIDE.

# Les parcours des cyclistes du dimanche

**Pour s'adonner aux plaisirs de la petite reine, nombreux sont ceux qui fréquentent chaque semaine le circuit de Vincennes. Mais il existe d'autres parcours en région parisienne, où les amateurs peuvent assouvir leur passion sans trop de danger.**

La douce voix de FIP l'avait annoncé dès les premiers bulletins matinaux de ce dimanche malgré l'air vif le ciel serait clément. Alors les amateurs ont écourté la grasse matinée dominicale pour gagner le bois de Vincennes. Nez dans le guidon, ils ont compté les tours du circuit de 3,2 kilomètres tracé autour des terrains de football du Polygone.

Eté comme hiver, ils sont des milliers à se retrouver chaque semaine aux portes de Paris. Ils forment un peloton disparate qui s'étire inlassablement. Se retrouvent là amateurs de la petite reine et citadins à la recherche d'une pratique sportive individuelle. Tous les genres se côtoient dans une joyeuse pagaille qui offre un défilé bien différent des arrivées d'étape du Tour de France. Il y a les jeunes gens « équipés course » de pied en cap, avec tenue fluo et vélo ultra-léger, les anciens sur des montures prêtes pour la randonnée, des jeunes filles en vélo hollandais, des adeptes du VTT égarés sur la piste...

Cette cohabitation ne se passe pas toujours sans heurts. *« Les gars ne savent plus rouler, cela devient de plus en plus dangereux de faire du sport ici »*, regrette Philippe, trente-cinq ans, ancien coureur amateur. Lui vient chaque dimanche matin pour retrouver les sensations de la course, même s'il déplore les « frottements », plus risqués que dans un peloton. Il a tendance à jeter un regard un peu dédaigneux sur des « blaireaux » au comportement imprévisible.

Et pourtant, à Vincennes, la population cycliste à ses règles tacites. Tout le monde emprunte le « tourniquet » dans le même sens et chacun s'efforce de ne pas commettre de brusques écarts ou de ne pas freiner en plein virage pour éviter les chutes collectives. Ce circuit a l'avantage d'être entièrement protégé de la circulation automobile, une chance pour les passionnés. Mais cette sécurité supplémentaire n'empêche pas les accidents et l'intervention de l'antenne mobile de la Croix-Rouge qui patrouille dans les parages, prête à prodiguer les premiers soins.

Les feuillages de Vincennes attirent naturellement les cyclistes de l'Est parisien. Mais, à l'extrémité ouest de la capitale, le circuit de Longchamp, au bois de Boulogne, offre presque les mêmes possibilités. Cernant l'hippodrome, il est toutefois plus varié et plus sinueux, avec, suprême luxe, une côte, où se produisent les cassures et les démarrages qui rompent la monotonie des tours.

Vincennes et Longchamp constituent le minimum pour les praticiens du vélo. Ce sont des lieux typiquement urbains, où l'on vient se dépenser une ou deux heures avant de se replonger dans les embarras de la ville. Pour les randonnées au long cours, les véritables sorties du dimanche, l'amateur doit gagner la grande couronne de l'Ile-de-France.

Affiliés ou non à l'un des cinq cents clubs que compte la ligue régionale de la Fédération française de cyclotourisme (FFC), ils préparent minutieusement leurs escapades et privilégient le contact avec la nature. La FFC et l'Institut géographique national (IGN) ont édité en commun une carte de l'Ile-de-France indiquant quatre-vingt-dix parcours classés suivant une échelle de difficultés.

### *Rambouillet et la vallée de Chevreuse*

La Mecque des cyclotouristes demeure la vallée de Chevreuse et ses petites routes escarpées. La forêt de Rambouillet offre également un beau réseau de pistes cyclables. Au nord de la capitale les amoureux de balades silencieuses investissent en priorité la forêt de Montmorency.

A l'Est, une autre classique consiste à longer le canal de l'Ourcq en roulant sur l'ancien chemin de halage. De la porte de La Villette à Claye-Souilly, en Seine-et-Marne, une piste cyclable de 30 kilomètres permet de s'éloigner progressivement de la capitale. Relativement plat et interdit aux voitures, c'est le parcours idéal pour les parents qui souhaitent initier leurs enfants au vélo ou leur donner le goût d'un sport qui nécessite peu d'investissement financier et beaucoup d'efforts musculaires.

**LAURENT DOULSAN**

**▶ Contacts : Fédération française de cyclotourisme, 8, rue Jean-Marie-Jego, 75013 Paris. Tél. : 44-16-88-88. Ligue d'Ile-de-France de la FFC, Claude Galvaing, 3 rue Maryse-Bastié, 78140 Vélizy. Tél. : 39-46-39-19.**

**SPECTACLES : Invitation à la *danse*.** – Depuis le 1er novembre et jusqu'au 5 décembre, avec les « Iles de danses », le conseil régional, en collaboration avec les établissements culturels, entraîne les Franciliens dans une invitation à la danse. Comme chaque année, huit chorégraphes et quinze interprètes en résidence frapperont à la porte des théâtres, écoles, lycées et universités de quarante villes de la région pour proposer des spectacles, des stages, des ateliers et des répétitions publiques. Pour sa sixième édition, cette manifestation rend hommage au chorégraphe américain Alwin Nikolaïs, mort le 9 mai. La jeune génération de chorégraphes qu'il a inspirés est représentée par Josef Nadj, Andy Degroat, Christian Bourigault, Régine Chopinot, Dominique Boivin, Valérie Rivière et Olivier Clementz.

## CINÉMA

### LES FILMS NOUVEAUX

**ADIEU MA CONCUBINE.** Film chinois de Chen Kaige, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; L'Arlequin, 6e (45-44-28-80) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55).

**LE NOMBRIL DU MONDE.** Film français d'Ariel Zeitoun : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

**RUPTURES.** Film français de Christine Citti : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**THE SNAPPER.** Film britannique de Stephen Frears, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

En visite à Tokyo

# Jacques Chirac veut attirer des entreprises japonaises à Paris

**A l'occasion du voyage qu'il effectue en Extrême-Orient, Jacques Chirac a inauguré à Tokyo, mardi 26 octobre, un bureau de représentation de la Ville de Paris, destiné à promouvoir les activités de la capitale française pour les entreprises japonaises qui souhaitent installer des filiales en Europe.**

L'Hôtel de Ville de Paris est en demi-sommeil, Jacques Chirac est absent. Parti discrètement lundi 25 octobre, il sera de retour vendredi 5 novembre. Le maire effectue une tournée en Extrême-Orient, dont le programme prévoit un séjour d'une semaine au Japon, une journée à Kuala-Lumpur et une halte de quarante-huit heures à Singapour. *« Voyage habituel à cette saison de l'année*, indique-t-on *dans son entourage, et entièrement pris en charge par les Japonais »*. Cette précision est destinée à éviter les rumeurs qui avaient entouré, l'hiver dernier, le financement d'une escapade du maire dans le sultanat d'Oman.

Avec des personnalités internationales, le maire fait partie d'un jury attribuant, chaque automne depuis 1989, le « Praemium Imperiale », prix décerné par une association japonaise (1) et destiné à *« encourager le développement des arts : peinture, architecture, musique et cinéma »*. Parmi les lauréats de cette année, des personnages déjà consacrés comme Maurice Béjart, le violoncelliste Mstislav Rostropovich et l'architecte Kenzo Tange. Ce dernier, qui a dessiné la nouvelle mairie de Tokyo, avait été convié à exercer ses talents à Paris. Il a signé l'imposante composition qui se trouve place d'Italie et qui abrite, entre autres, le cinéma Grand Ecran.

L'emploi du temps japonais du maire de Paris comprend une succession de manifestations : apparition à une « conférence des capitales du monde », audience chez le premier ministre, entretiens avec des hommes d'affaires, remise de médailles... La plus significative est l'inauguration, dans les locaux de la Chambre de commerce internationale, d'un bureau de représentation de la Ville de Paris. Cette « ambassade » restera modeste et, dit-on, expérimentale. Son coût de fonctionnement ne devrait pas dépasser 2,5 millions de francs par an. Elle est tenue par Valérie Terranova, jusqu'ici chargée de mission à la direction des relations internationales de l'Hôtel de Ville.

### *A la recherche de taxes professionnelles*

Elle a pour mission de vanter les charmes et les avantages de Paris auprès des patrons nippons qui songent à installer une filiale en Europe. Il s'agit de les persuader que Paris n'est pas seulement une ville où l'on s'amuse, mais que l'on peut aussi y faire des affaires avec l'Europe. Les services municipaux ont calculé que les taxes professionnelles versées par une dizaine de firmes japonaises, installées dans Paris *intramuros* permettraient de faire baisser d'un point la taxe d'habitation acquittée par les Parisiens. On assure que les activités du bureau de représentation de Mlle Terranova ne concurrenceront nullement le travail des autres représentations françaises à Tokyo : ambassade, DATAR, chambre de commerce, agences de l'Ile-de-France...

Jacques Chirac souhaite renforcer son image de *« meilleur ami français du Japon »*. Comme maire de Paris, il a signé, en 1986, un accord de coopération avec M. Suzuki, gouverneur du Grand Tokyo. A ce titre, des élus en voyage d'études, des techniciens municipaux, des lycéens, des sportifs et des artistes font le va-et-vient. Les deux capitales organisent, alternativement tous les deux ans, des manifestations culturelles. L'an prochain, les arts traditionnels japonais seront à l'honneur.

Tokyo entretient depuis six ans à Paris, d'abord dans des locaux prêtés par la ville, puis dans des bureaux achetés rue Cambon, dans le premier arrondissement, un commando de quatre fonctionnaires – dont un commissaire de police – qui étudient le fonctionnement de la cité. Service des eaux, traitement des déchets, structures administratives, aides sociales et sécurité sont les sujets qui les intéressent particulièrement. Le maire a sans doute estimé qu'à ces éclaireurs municipaux devaient succéder à présent des firmes privées. L'idylle Paris-Tokyo est flatteuse. Il est temps qu'elle porte ses fruits.

**MARC AMBROISE-RENDU**

(1) Le groupe de presse Fuji-Sankei finance la dotation de 15 millions de yens à chacun des cinq lauréats, les déplacements et le séjour des membres du jury.



## REPÈRES

### LOGEMENT

#### Les Maliens de Vincennes un an après

De l'esplanade du château de Vincennes, d'où ils avaient été chassés voici exactement un an, après y avoir campé pendant cinq mois, à la place de la Nation, 200 personnes, dont une majorité de Maliens, ont défilé dans les rues de Paris, samedi 30 octobre. Groupées en une association intitulée *Bail et clefs*, ces familles entendaient marquer le premier anniversaire de leur évacuation et rappeler leur situation actuelle.

Selon le président de l'association, Serinte Konté, sur les 237 familles qui campaient à Vincennes, une soixantaine ont été relogées. Les autres – environ 175 familles qui chacune compte en moyenne 6 personnes – sont hébergées de manière provisoire dans des baraques de chantier, des foyers, à l'hôpital de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) ou encore dans des hôtels dont l'administration ne paye plus la note depuis le mois de septembre dernier. Dans ce dernier cas, les familles assurent qu'elles accepteraient de participer aux frais à condition qu'on leur garantisse un relogement.

### POLITIQUE

#### Un secrétaire fédéral de compromis pour le PS de l'Essonne

Réuni en congrès à Evry, mercredi 27 octobre, les socialistes essonniens ont élu, avec 90 % des voix, Jean-Marc Salinier, conseiller général et premier adjoint du maire des Ulis, secrétaire fédéral. Inscrit au PS depuis 1981, il n'appartient à aucun des courants dominants du département. C'est donc un homme de compromis, qui devra ramener un semblant de calme entre les rocardiens et la gauche socialiste, dans une fédération régulièrement secouée par les rivalités internes.

*« L'urgence*, dit-il, *c'est l'équilibre. Pour réaliser cet équilibre, il fallait quelqu'un de neutre, qui arbitrera entre les principaux courants. »* Une profession de foi énoncée avec fermeté, par un homme qui doit son accession à la tête de la fédération à la demande insistante de Michel Rocard. Jean-Marc Salinier a affirmé son intention de faire disparaître l'image de désordre liée à la fédération de l'Essonne : *« Je vais imposer un changement d'attitude, de fonctionnement, de mœurs et de méthodes. Nous devons être crédibles pour les prochaines élections. »*.

### TRANSPORTS

#### Amélioration de la ligne SNCF Paris-Provins

La grande couronne attire de plus en plus la population active francilienne. La SNCF a choisi d'adapter ses services à cette évolution, en désenclavant des villes de la « très grande couronne », comme Provins. La modernisation de la relation Paris-Longueville-Provins était inscrite au contrat de plan Etat/Région Ile-de-France, après la signature d'une convention avec le département de la Seine-et-Marne. Elle avait trois objectifs : augmenter le nombre de trains, diminuer la durée des trajets et améliorer la régularité.

Outre la réouverture de la gare de Mormant, les travaux de modernisation ont abouti cette année à plusieurs réalisations : la création de deux voies supplémentaires entre les gares d'Emerainville, Pontault-Combault et Roissy-en-Brie, une adaptation des voies en gare de Longueville afin de permettre le prolongement jusqu'à Provins de la future desserte régionale par trains directs. Des aménagements de parcs de stationnement à proximité des gares ont été réalisés, et la modernisation des installations permet une meilleure desserte de la ligne Paris-Provins.

La mort du

Fellini, le

# Le magicien foudroyé

*Suite de la première page*

Rien ne dérangeait le maestro au travail, sauf peut-être le silence, au temps si proche où, en Italie, la prise de son directe paraissait un caprice sans avenir...

Se rappeler le *teatro 5*, le plateau 5 de Cinecittà, le terrain de jeu fétiche de Fellini. C'était son *bureau permanent*, son domicile occasionnel. Un appartement de fonction, en quelque sorte, d'une *modestie ostentatoire*. Escalier de béton blanc, palier étriqué. La pièce où il travaillait était nue, sans charme apparent. Sur la table, un gobelet regorgeait de feutres de toutes les couleurs. Il aimait à crayonner en parlant, en réfléchissant. Dessin récurrent : un petit bonhomme (lui) entretenant un dialogue (de sourds ?) avec son sexe.

### Comme une lettre d'amour

Dans les armoires vitrées, de gros classeurs de notaire ou de percepteur. *Ils contenaient des* centaines de photos rangées en ordre quasi anatomique : « Nains », « Géants », « Femmes grasses », « Femmes très grasses », « Poitrines tombantes », « Petits culs », « Gros culs ». Rien de trivial ou de cruel dans ce classement. Ces photos représentaient des points de repère, des rendez-vous. Les clignotants charnels *balisant le parcours mystérieux* de la création, les prémices du grand défilé de « visages » qui marquait *le véritable* début d'un nouveau film.

Se rappeler Marcello, Marcellino comme l'appelait Fellini. Mastroianni. Double ? Alter ego ? *Plus simplement, profondément*, ami. Une amitié, disait Fellini, qui pour être normale, aurait *mérité d'être homosexuelle... Sur* le plateau, Mastroianni attendait avec une vacuité militante, une disponibilité opaque, stupéfiante. Fellini s'approchait de lui, entourait ses épaules de son bras, lui glissait dans la main un petit papier plié, comme une lettre *d'amour*, les lignes qu'il aurait à dire, dont il ignorait tout. Et Mastroianni soudain s'éveillait, *se chargeait de soleil et de vie*, jouait.

Mais se rappeler aussi que Fellini était toujours le meilleur comédien de ses films, il mimait tout, *interprétait tout* avec une justesse de ton implacable, l'ingénue et la matrone, le puceau et le vieillard. *Un jour, pendant le* tournage de *la Cité des femmes*. Dans un immense gymnase vide, une créature diaphane, longue robe noire, longs cheveux noirs, devait esquisser un sourire pâle en agitant un branche de mimosa. Elle était juchée sur des patins à roulettes. Elle manquait de grâce. Et voilà que Fellini lui indique le jeu de scène. Le géant *se fait elfe*. Il danse, c'est Méphisto plus Nijinski, il sourit, c'est l'Ange de Reims, il agite une *branche imaginaire. On croit* sentir l'odeur du mimosa...

Se rappeler toutes les mers qu'il nous a données, ces plages inventées plus douces que les vraies, ces humbles océans clapotant sur un terrain vague et déchaînés de poésie par la magie d'un enchanteur. Sur *la Cité des femmes* encore. Cette scène balnéaire. Tout était faux, la plage *dont* le sable avait été changé trois fois *« parce qu'il n'était pas aussi doré qu'à Rimini »*, et *l'Adriatique, évidemment*. L'eau bleue retenue par des bâches en plastique semblait mue par une marée câline parce que des hommes en bleu, tournant des manivelles de limonaire, se substituaient en coulisse à l'attraction de la lune... C'était beau.

*Comme était beau le tournage* de *E la nave va*, dernière valse avant l'apocalypse, croisière tragique et bouffonne où s'étaient embarqués pour respecter les dernières volontés d'une diva, directeurs d'Opéra, ténors sonores, sopranos défraîchis, plus un médium hongrois, quelques aristocrates lézardés. Et des naufragés serbes... Ce jour-là, la torpille devait frapper la salle des machines du momumental transatlantique, le *Gloria N*, construit par *Dante Ferretti* . Noces lucifériennes du feu et de l'eau... Chaudières d'enfer éventrées, beauté d'un décor inspiré, vingt mille lieux sous les rêves d'un démiurge régénéré. On est ébahi et béat. Soudain une brèche – une vraie – s'ouvre dans la – fausse – cale inondée. En quelques instants, une torrent furieux s'engouffre dans le studio, le transformant en marais, en cloaque. Les ordres claquent. Un homme-grenouille portant une *torche enflammée court sur ses* pieds palmés, on déverse des tombereaux de sable, on lance des planches en guise de gué. *On* va, vient, crie, se croise et s'invective. Fellini, impassible et distant, attend que l'on répare ce désastre mineur. Il travaille, rien ne l'atteint.

### Un seul mot : « Silenzio »

Il n'y aura pas de vingt-cinquième heure, pas de vingt-cinquième *film. Se rappeler donc* le dernier, le vingt-quatrième, *la Voce della luna*, assez mal aimé, où pourtant Fellini dénonçait comme jamais l'aridité de notre imaginaire et la cacophonie de nos vies. Se rappeler la fin de cet opus ultime. Mirage grossissant, sur la place du village, la foule se contemplait sur des écrans géants, la frénésie se multipliait, c'était la mise en abyme de la crétinerie. La lune venait d'être capturée par une moissonneuse-batteuse . Heureusement, elle reprenait bientôt sa place dans le ciel et son visage de femme. Ne prononçant qu'un mot, un seul mot, d'une triomphante obscénité : *Publicità*. C'est alors qu'à la *voce della luna* se superposait la *voce del maestro*. Il ne disait lui aussi qu'un seul mot : *« Silenzio »*.

Se rappeler enfin *le Voyage de Mastorna*. Le film qui n'existe pas, remis en chantier tant de fois, film mythique, conjuratoire, impossible. Federico *Fellini* en parlait, disait : *« Avec une terrible insistance, il a survécu à tous les films que j'ai faits, il n'a cessé de m'accompagner, de me suivre, d'être la victime d'obstacles inexplicables, suspicion, superstition, maladie... »* Un jour, on avait osé demander quel en était le sujet. Et Fellini avait répondu : *« Un voyage. Le voyage. Un homme s'endort, se réveille. Tout est pareil et tout est différent. Il vit une vie qu'il sait être la sienne mais qu'il ne reconnaît pas. Il est mort. Bon, je ne veux pas trop parler de cela ; de nouveau rôde autour du projet une atmosphère de doute étrange. »*

On voudrait croire que Fellini a rejoint Mastorna. Qui l'attendait penché au bastingage du paquebot d'*Amarcord*, faisant un signe de la main et lui disant : « Tu vois Federico, ce n'était que cela. »

D. H.



ETTORE PESCE/« FELLINI » ÉDITIONS ALBIN MICHEL

# « Deuil national » à Rome

ROME

*de notre correspondante*

« Addio Fellini, addio Maestro... » « Adieu Federico, génie ita*lien, le monde entier te pleure !* ». Lundi matin 1er novembre, les gros titres de la presse italienne sont à l'unisson, tristes, mais presque soulagés. La longue et pénible agonie s'est enfin achevée dimanche 31 octobre, à Rome, peu avant 13 heures. Défiant tout pronostic, Federico Fellini avait réussi à survivre depuis plus de deux semaines, suspendu aux *machines qui l'aidaient à respirer*, comme si, malgré son coma, le cinéaste avait inconsciemment voulu *durer au moins jusqu'à la* date du 30 octobre, jour du cinquantième anniversaire de ses noces avec l'actrice Giulietta Massina.

Comme pour une catastrophe, ou un cataclysme majeur, l'annonce de ce deuil national est venue bouleverser tous les programmes des télévisions, qui se sont interrompus pour donner la nouvelle. Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, s'est rendu parmi les premiers auprès de la dépouille mortelle, pour témoigner en personne de *« l'admiration de tout le peuple italien envers ce génie », « ce grand poète civil »*, comme le définira à son tour le chef du gouvernement Carlo Azeglio Ciampi.

*Et puis dans l'après-midi* de dimanche, ce fut au Policlinico de Rome, canalisé par un service d'ordre renforcé, le long défilé des amis, acteurs, réalisateurs, « gens ordinaires » que le « maestro » savait si bien croquer. Un défilé plein de discrétion et de retenue. Frappée au cœur il y a plus de quinze jours lors de la nouvelle attaque de Fellini, l'Italie a déjà *tout* dit, *tout* évoqué, dans d'innombrables magazines et émissions spéciales. Une chaîne de *télévision avait* même déjà annoncé sa mort par erreur, comme pour exorciser l'inévitable avant l'heure. A moins que ce ne soit pour faire oublier cette agonie aussi angoissante que surréaliste, avec ses campements de journalistes en faction au bord de l'hôpital, ses vendeurs de boissons et de sandwiches, ou encore ces trois mages venus de Brescia un jour pour *« communiquer avec l'esprit du Maestro »* et qui sont repartis dans la nuit.

Une atmosphère truculente et féroce que n'aurait pas désavouée Fellini, y compris sans doute, l'épisode le plus sordide, celui de cette photographie sans pitié prise de lui, entouré de tubes et de machines et que la presse italienne, unanime, avait refusé de publier.

Giulietta Massina, très affaiblie *elle aussi par l'épreuve et la maladie*, est restée chez elle dimanche, se bornant à indiquer qu'elle préférait, au lieu de fleurs, des dons pour la maison de retraite des artistes. Le corps de son mari devait être porté, lundi, dans une chapelle ardente improvisée au plateau 5 de Cinecitta, le studio fétiche de Fellini, où il tourna tant de ses films. En toile de fond *restera campé le décor d'Intervista*, avec des projecteurs braqués sur un ciel azur.

Les funérailles religieuses auront lieu mercredi, comme toutes les grandes cérémonies nationales, dans l'église de Sainte-Marie-des-Anges. Vieil ami du cinéaste, le cardinal Achille Silvestrini, qui lui avait déjà administré l'extrême-onction, célébrera la *messe, et du même coup les* retrouvailles solennelles avec ce Vatican qui, dans le passé, a crié au scandale à la sortie de *la Dolce Vita*, mais qui, aujourd'hui, a ajouté son hommage ému à tous les autres.

Pour honorer Fellini, les initia*tives déjà se succèdent : une place* portera son nom dans sa Rimini natale, et peut-être aussi une école de cinéma. Mais le plus bel hommage lui a été rendu par les télévisions, qui presque toutes, dimanche soir, ont diffusé son *Amarcord*.

**MARIE-CLAUDE DECAMPS**

*Lire également pages 17 et 18*

# La voce del maestro

*Les premières questions que l'on posait à Federico Fellini ricochaient toujours sur un homme accablé qui répondait, avec une fausse bonne volonté manifeste, qu'il avait déjà tout dit, qu'il aimerait bien être agréable à son interlocuteur, pourtant... Cette fuite devant l'obligation exorbitante d'expliquer son travail, de justifier le bouillonnement douloureux et allègre de la création, apparaissait soudain si légitime que le questionneur au bord de l'asphyxie, confus de son indiscrétion, abdiquait. C'est alors que Fellini, l'œil mi-clos, jouant d'une langue éminemment civilisée qu'il maniait en s'appuyant sur un beau rythme ternaire, vous faisait l'aumône de propos lumineux.*

**CRÉATION** : « Coordonner le chaos, voilà ce que je fais. Pas d'une manière totalement inconsciente, car si technique il y a, elle est là, dans la rigueur que je mets à *obtenir le flou*, l'impalpable. De cet aspect artisanal de mon travail, je pourrais parler longtemps, *mais en général*, ça n'intéresse personne, on préfère m'interroger sur « l'inspiration », le « message », la « signification » des images, comme si j'en savais quelque chose... Je crois ne jamais avoir dit : « Je vais faire un grand film. » Il y a un mécanisme qui se déclenche automatiquement et qui m'avertit que je peux faire « un » film. C'est un sentiment de dédain, de rancœur, d'antipathie contre ce film à venir, contre son producteur... J'entre dans cet état de complète déconsidération de ce que je me prépare à faire, c'est le signal, je suis *prêt*. Comme la bouteille que l'on casse contre le flanc du navire suffit à lui faire prendre la mer. »

**RÊVES** : « Le cinéma est déjà un rêve. Le langage du rêve est celui du cinéma : apparitions, disparitions, ellipses du temps, dilatation de l'espace. Plus que des personnages rêvés, j'ai pu mettre dans certains de mes films une lumière, une perspective... Celui qui a su d'une façon inimitable s'approcher au plus près de l'atmosphère, de l'impalpabilité, de l'ineffabilité des rêves, est Bunuel. Son cinéma rêve à notre place. »

**TÉLÉVISION** : « La réalité, la tragédie, la vie n'apparaissent plus qu'à travers le petit écran, n'existent plus hors du petit écran. Désormais, nous ne pouvons plus attendre de nous, au maximum, qu'une réaction de spectateurs, annihilant toute velléité de réflexion et presque d'émotion. La télévision a mutilé notre capacité de solitude, a violé notre dimension la plus intime, la plus privée, la plus secrète. *Enchaînés par un rituel envahissant*, nous fixons un cadre lumineux qui vomit des milliards de choses *s'annulant les unes les* autres, dans une spirale vertigineuse.

« La paix ne revient que lorsqu'on éteint. A 11 heures, à minuit, pèse sur nos épaules une grande fatigue obligatoire. Nous allons vers notre lit chargés d'une vague *mauvaise conscience, et* dans le noir, les yeux fermés, nous tentons de renouer, comme un *fil cassé, le silence intérieur* qui nous appartenait. »

**AMÉRIQUE** : « Le cinéma américain a été pour moi bien davantage qu'un point de référence, un creuset des merveilles, il a aussi été une protection, psychologique. J'étais en province ; mon enfance, je l'ai vécue sous le fascisme, j'ai reçu une éducation petite-bourgeoise. La vie était *assez sinistre :* d'un côté, l'Eglise catholique, de l'autre, le mythe de Spartacus, l'exaltation de la guerre, du *« bonheur » de mourir* pour la patrie. Il fallait être un héros ou un saint...

» Et là-dessus, le cinéma américain, l'image d'une vie tellement plus joyeuse, divertissante, sympathique, d'un optimisme sans doute excessif, un autre monde. L'image que l'Amérique a su donner d'elle-même dans les années 30 à travers son cinéma me la fait encore aimer aujourd'hui...

**« FELLINIEN »** : « Je n'ai jamais très bien compris la signification de cette épithète. Sauf lorsqu'elle s'applique aux femmes, je vois alors, évidemment, des attributs follement généreux... Mais pour le reste, c'est beaucoup plus vague... Extravagant ? Surréaliste ? Un peu monstrueux ? Bizarre ? Rien de tout cela ne me ressemble. »

**TITRES** : « Ils viennent souvent tout de suite, comme une petite lumière qui déjà éclaire le reste de la route. Une exception, cependant, *Amarcord*, que je voulais d'abord intituler *Viva l'Italia* puis *le Bourg*. Enfin m'est arrivé ce mot du dialecte romagnol, *« amarcord »*, qui évoque *« aimer »*, *« amer »*, et *« ricordo »*, souvenir... *« Amarcord »* m'a plu, bien qu'au début il m'ait fait plutôt penser à une marque d'apéritif...

Quant à *Intervista*, je voulais *l'appeler ainsi, mais en japonais*. J'imaginais que la traduction du mot *« intervista »* donnerait un vocable cabalistique et suave du genre de *« Ra-shô-mon »*. Je me suis renseigné. Hélas, *« intervista »* en japonais se dit... *« interview »*.

***« HUIT ET DEMI »*** : « J'ai été très près de l'abandonner. La construction des décors était commencée. *Marcello* Mastroianni engagé. Je suis monté dans mon bureau et j'ai commencé à écrire une lettre au producteur, Rizzoli : *« Cher Angelo, cette lettre te surprendra, te chagrinera mais je ne peux tourner ce film, je ne me souviens pas de ce que je voulais faire, je ne me souviens de rien. »* A cet instant, j'ai entendu une voix qui m'appelait, la voix du chef machiniste, un certain Gasparini, qui disait : *« Oh ! Dottore ! C'est l'anniversaire de Menicuccio, il offre une bouteille de vin, vous ne venez pas boire vous aussi ? »* J'ai interrompu ma lettre, je suis descendu rejoindre Gasparini, je suis entré sur le plateau où était construite la ferme du début, la ferme de la grand-mère. Tous les ouvriers étaient là, un verre de mousseux à la main. C'était une scène pastorale, dans cette lumière avare. Et tous, en levant leur gobelet de carton, m'ont salué : *« Dottore, ce film-là sera le plus beau du monde. A votre santé ! »* Je me suis senti mourir de honte.

» Je ne suis pas remonté tout de suite dans mon bureau pour finir ma lettre. Je me suis assis dans le petit jardin qui ressemblait à un cloître, sur le banc de pierre, regardant la pointe de mes souliers. Me disant : « Quelle situation incroyable, je ne sais même plus qui est le héros de ce film. Un avocat ? Un ingénieur ? Un écrivain ? » Incroyable, vraiment, un metteur en scène qui ne se souvient pas du film qu'il doit faire. Et voilà, je suis remonté. *J'ai déchiré la lettre et j'ai tourné* l'histoire d'un metteur en scène qui ne se souvient pas du film qu'il doit faire... »

**ÉLOGES** : « Un accueil favorable me fait plaisir. Mais je dois admettre que, par un penchant masochiste, je suis plutôt tenté de croire qui parle mal d'un de mes films. Ce complexe d'infériorité, d'origine indubitablement religieuse, provient aussi du fait que je n'ai jamais respecté les règles, ni comme étudiant, ni comme mari, ni comme citoyen, ni comme soldat. Je n'ai jamais fait mon devoir, jamais, il est évident que cela doit se payer, tôt ou tard. »

**MESSAGE** : « Je n'ai aucune indication à donner aux spectateurs ni aux gens qui m'entourent. Ni à moi-même, si ce n'est : Retourne à Cinecittà demain matin, et fais un autre film... Je n'ai rien à dire. Le seul message que j'aie à délivrer est celui de ma confusion d'esprit, de mon adhésion à la vie, de ma façon « spiralesque » de tourner toujours dans la même ronde... »

Propos recueillis par
**DANIÈLE HEYMANN**
(entre 1977 et 1993)

# Les réactions

La mémoire du cinéaste italien a été saluée par de nombreuses personnalités, culturelles ou politiques. A coté de l'émotion (*« nous avons perdu notre mage »*, s'est exclamée la comédienne Melina Mercouri, ministre grec de la culture) et des hommages rendus à son génie créatif, la disparition du metteur en scène est ressentie, en France notamment, comme un symbole au moment où la culture européenne peut sembler menacée. Pour François Mitterrand, *« ses dernières créations, comme les difficultés qu'il dut surmonter pour les réaliser, sont le symbole même de l'actualité du combat pour la culture »*.

Si Jacques Toubon, ministre de la culture, se met au rang de ceux qui *« depuis quarante ans* [attendait] *le prochain Fellini comme une promesse de bonheur »*, son prédécesseur, Jack Lang, relève que le metteur en scène s'est *« battu pour que le cinéma reste un art libre et souverain et puisse échapper à la concurrence sauvage et meurtrière de certaines télévisions commerciales »*. Pour Claude Brulé, président de la Société des auteurs compositeurs dramatiques (SACD), qui comptait Federico Fellini parmi ses membres, *« cette œuvre nous demande plus fortement encore d'être les défenseurs de la sauvegarde, de la liberté de toutes les œuvres, non seulement dans notre Europe menacée, mais dans le monde entier »*.

Daniel Toscan du Plantier, qui a produit quatre de ses films, souligne qu'*« il était le modèle indispensable »*. *« Avec lui*, a-t-il dit, *c'est la dernière étape de la mort du cinéma italien. Il représentait la synthèse de deux courants, celui du cinéma de spectacle, et celui du cinéma d'expression corporelle. Il a fait la fusion des deux »*. Gilles Jacob, délégué général du Festival de Cannes, évoque l'œuvre d'*« un de nos derniers humanistes »*. A Beaune (Côte-d'Or), où les troisièmes Rencontres cinématographiques, réunissaient une centaine de réalisateurs de 25 pays, qui avaient, notamment, participé à un débat sur les droits d'auteur en Europe de l'Est, une minute de silence a été observée.

cinéaste italien

# Fellini, le dompteur de rêves

Même à l'époque où on le disait «réaliste» (celle des *Vitelloni* et de *la Strada*), le regard de Fellini transperçait les êtres, les choses, les décors urbains, la nature, et cherchait l'âme, la pauvre âme blessée, derrière la *vaine agitation*, les passions et la misère des hommes. A travers des souvenirs de jeunesse, l'imagerie des comédiens ou baladins itinérants, l'errance d'individus pitoyables marchant sans le savoir vers la grâce, sur une route semée de ronces où l'on se déchire, avec la mort au bout.

Après avoir parlé de l'amour comme d'une souffrance et d'une *rédemption, il en fit, la Dolce Vita* venue, une obsession érotique participant à la décadence générale des mœurs et de la civilisation. Puis, à partir de *Huit et demi*, il devint ouvertement ce génie visionnaire qui allait, dans les années 60-80, dominer le cinéma italien – et mondial – de son lyrisme fulgurant, de ses inventions visuelles baroques, de ses fantasmes reconsidérés en termes de cinéma moderne, de sa conception désenchantée du monde et de la nature humaine.

A la ville, il laissait, avec cet humour qui ne l'a jamais quitté, se construire sa légende, alimentée par les médias. Ce personnage rond, massif, qui prenait des allures de mage pour ne pas déconcerter ses admirateurs, n'exprimait sa vérité profonde qu'à l'écran, revenant sans cesse à sa nostalgie de l'enfance et de l'innocence perdue, à sa représentation névrotique et haute en *couleur de la femme idéalisée* – mère et épouse, – et de la femme névrotique, femelle aux chairs monstrueuses ou putain dévorante, de l'homme toujours poussé à la conquête amoureuse et découvrant son vide existentiel. Avec une *maîtrise jamais démentie*, Fellini aura greffé son mal de vivre et de vieillir sur l'angoisse contemporaine, jusqu'à faire de son catalogue de fantasmes personnels des fables sociopolitiques.

Son style foisonnant, délirant, *monumental*, *était* celui d'un *poète* qui n'en avait jamais fini avec ses rêves, avec le monde, avec lui-même. Même controversé (*Casanova, Prova d'orchestra, la Cité des femmes*), il aura jusque chez ses détracteurs provoqué une intense fascination.

Federico Fellini naît à Rimini, petite ville d'Emilie (province de Forli) sur la côte adriatique, le 20 janvier 1920. Son père est voyageur de commerce, sa mère femme au foyer. Il a un frère, Riccardo, une jeune sœur. Son enfance et son adolescence porteront l'empreinte d'un milieu petit-bourgeois. Elève médiocre en arithmétique et... en *italien, le jeune Federico fréquente* des internats religieux dont il gardera de mauvais souvenirs. A huit ou neuf ans, il se serait échappé d'un collège pour suivre un cirque, comme il le racontera plus tard avec un luxe de détails. C'est une légende, parmi toutes celles qu'il se plaira à répandre sur son compte.

### *Des articles et des caricatures*

Au même âge, il aurait découvert avec stupéfaction, dans les rues de Rimini, une énorme femme qui exerce le plus vieux métier du monde, *«un monstre fabuleux et inquiétant, une sorte de Moby Dick»*. Vrai? Faux? Peu importe. Plus sûrement, à dix-sept ans, Federico traîne avec de jeunes *bourgeois oisifs qui rêvassent et se* livrent à des farces puériles. Comme il a des dons pour le dessin, il gagne un peu d'argent en faisant des caricatures sur la plage et dans les cafés. En 1938, sans donner aucune explication, il quitte Rimini et s'en va à Florence, travaille chez un éditeur, Nerbini, collabore au périodique satirique *420*, qui lui demande des scénarios pour les épisodes fantastiques d'une série de bandes dessinées.

Fort de ce bagage de journaliste, Federico Fellini *monte* à Rome au printemps 1939. Il est bientôt engagé dans un hebdomadaire humoristique, le *Marc'Aurelio*, pour lequel il écrit des articles et dessine des caricatures, rédige aussi, peut-être, une rubrique de courrier du cœur dans un magazine spécialisé. Il aurait également participé à une tournée théâtrale avec la compa*gnie d'Aldo Fabrizi*, acteur très populaire auquel le lie une vive amitié : celui-ci l'a introduit dans le milieu cinématographique, en le faisant participer à des scénarios de films de Mario Bonnard et Alfredo Guarini à partir de 1939. En 1943, Fellini, qui a réussi à échapper à ses obligations militaires, est engagé au bureau des sujets d'*une société* de production ; il y rencontre Roberto Rossellini.

Et une petite bonne femme au visage rond, interprète des sketches à deux personnages qu'il écrit pour des émissions radiophoniques. Elle s'appelle Giulietta Masina. Fellini l'épouse le 30 octobre 1943. A la Libération, il ouvre avec quelques amis une boutique, The funny face shop, où les soldats américains viennent se faire photographier et caricaturer. L'entreprise prospère et ouvre plusieurs succursales. Un jour, Rossellini vient chercher Fellini pour collaborer à un projet de court métrage. Ce sera, finalement, le scénario (écrit avec Sergio Amidei) de *Rome ville ouverte*, découverte majeure du premier Festival international de Cannes en 1946.

*Fellini* participe alors comme scénariste aux films suivants de Rossellini, *Paisa* (1946), *le Miracle* (1948), moyen métrage qui sera réuni à *la Voix humaine* pour former *Amore* et dans lequel il interprète le rôle d'un vagabond engros*sant une bergère simple d'esprit* (Anna Magnani) qui le prend pour saint Joseph, *Onze Fioretti de François d'Assise* (1950), *Europe 51* (1952). A la même époque, il travaille comme coscénariste pour Pietro Germi (*Au nom de la loi, le Chemin de l'espérance*) et Alberto Lattuada (*le Crime de Giovanni Episcopo, Sans pitié, le Moulin du Pô*). Années cruciales : Fellini prend conscience que, autant sinon plus que l'écriture et le dessin, le cinéma est un moyen d'exprimer un univers personnel, d'aboutir à une création complète.

De Rossellini, Fellini retiendra la vérité «documentaire» et les intentions métaphysiques, de Lattuada le goût du lyrisme et de l'érotisme dans les chroniques sociales. C'est avec Lattuada qu'il écrit *et* réalise son premier film, *Feux du music-hall* (1950), histoire d'une jeune Provinciale qui s'introduit dans une troupe de comédiens ambulants dont elle séduit le chef minable, pour devenir vedette d'un spectacle de variétés promené dans les campagnes. Ce film est construit sur le personnage interprété par Carla del Poggio, la com*pagne de Lattuada, dans l'ombre* de laquelle Giuletta Masina joue l'épouse dévouée et fidèle du minable (Peppino de Filippo). La part de chaque cinéaste à la mise en scène est difficile à établir, car le monde de Lattuada l'emporte sur l'esquisse de l'univers fellinien.

*Le Cheik blanc* (1952, titré aussi, en français, *Courrier du cœur*) marque, en fait, les vrais débuts de Fellini, démystifiant avec un humour grinçant l'univers sentimental et aliénant des *fumetti* (romans-photos lancés en Italie par les publications à bon marché des éditions Rizzoli, Mondadori et Del Duca). En voyage de noces à Rome, une provinciale vit une aventure dérisoire en voulant rencontrer le «Cheik blanc», héros de la presse du cœur, acteur veule et vulgaire marié à une virago aux formes opulentes. Deux actions parallèles alternent sur un rythme rapide. Ambiances insolites, personnages pittoresques, vies ratées et femmes monstres : l'univers de Fellini se précise. Giuletta Masina tient un court rôle de prostituée au bon cœur... nommée Cabiria. Le film marque également la première collaboration avec les scénaristes Tullio Pinelli et Ennio Flaiano (elle durera jusqu'en 1965, *Juliette des esprits*) et avec le musicien Nino Rota (mort en 1979; ses compositions «felliniennes» le rendront célèbre dans le monde entier).

*I Vitelloni* (1953), qui révèle Fellini en France, transpose dans les années 50 à Rimini les souvenirs de jeunesse du réalisateur (dont le frère, *Riccardo, fait partie* de la bande des oisifs à l'adolescence prolongée). Première œuvre autobiographique, encore placée sous l'influence du «néo-réalisme» mais décollant plusieurs fois dans les rêves dérisoires, les fêtes tristes, les *fantasmes nocturnes. I Vitelloni* reçoit un Lion d'argent au Festival de Venise 1953.

*1954 : la Strada* ou l'événement, la consécration de Giuletta Masina en femme-enfant simplette, vendue à un hercule de foire, trimballée sur les routes d'Italie, dans un monde pauvre et rude. Gelsomina ballottée entre son maître, brute inconsciente, et un clown-poète surnommé le Fou, Gelsomina comme habitée de douceur franciscaine et qui doit mourir pour que s'éveille la conscience de Zampano (Anthony Quinn). Tout paraît quotidien, a l'allure d'un fait divers, mais le néo-réalisme des méthodes de tournage est transfiguré par le merveilleux des fables, qui confine au fantastique.

Dans *Il Bidone* (1955), étude de mœurs sur les escroqueries à la petite semaine, Giulietta Masina ne tient qu'un rôle secondaire en épouse petite-bourgeoise de Richard Basehart, le «*Fou*» de *la Strada*. C'est sur Augusto, le grand «bidonneur» (l'acteur américain Broderick Crawford), que se porte l'éclairage moral de ce film touffu, étrange et passionnant, où le thème de la rédemption selon *la Strada* revient dans un parcours douloureux, semé d'épreuves humiliantes. Entre réalisme social et angoisse mystique, la fin est superbe.

### *De prodigieux travaux de studio*

Autre film sur et pour Giulietta Masina, *les Nuits de Cabiria* (1956) ou les mésaventures d'une pauvre prostituée romaine (*celle entrevue* dans *le Cheik blanc*) qui croit à l'amour et à la pureté des sentiments, incarne l'innocence, se fait constamment rouler, manque d'être assassinée mais garde en la vie une inaltérable confiance. Fellini précise *qu'il n'a pas réalisé un film sur la* prostitution mais sur *«l'histoire d'une femme qui, traînant une vie misérable, a une charge de fantaisie et de sentiment qui transforme chaque chose»*. Autre variation sur la rédemption, ici avec le sourire final de la Masina, qui obtient le Grand Prix d'interprétation féminine au Festival de Cannes 1957.

Trois ans plus tard, le Festival de Cannes voit se rencontrer deux films italiens traitant de l'angoisse du monde moderne et s'écartant du *langage cinématographique traditionnel* : *la Dolce Vita* de Fellini et *l'Avventura* de Michelangelo Antonioni. Ils figureront tous deux au palmarès mais c'est *la Dolce Vita* de Fellini qui remporte la Palme d'or. Le film cause un énorme scandale en Italie, dans les milieux ecclésiastiques et mondains, et remporte un énorme succès commercial qui repose sur un malentendu (les scènes érotiques).

Sur les traces d'un chroniqueur de journal à grand tirage (Marcello Mastroianni, en pleine mutation à trente-cinq ans), Fellini met en scène un hallucinant enfer social. Une statue géante de Jésus aux bras étendus se balance sous un hélicoptère au-dessus de la place Saint-Pierre, un faux miracle fait courir les foules, une milliardaire désaxée se conduit comme une putain, une star de cinéma extravagante (Anita Ekberg) se baigne *dans la fontaine de Trevi, un intel*lectuel incapable d'affronter la vie autrement que d'une manière esthétique se suicide après avoir tué ses enfants, les fêtes tristes du sexe se déroulent dans les villas somptueuses d'une classe qui n'existe plus que par son argent. L'Apocalypse est proche. A l'aube, des noceurs blafards voient un poisson monstrueux échoué sur une plage. Mais le sourire d'une jeune fille qui passe, symbole de l'ange (Valeria Ciangottini), semble suggérer à Mastroianni, déjà devenu le double du cinéaste, que tout espoir n'est pas perdu.

*La Dolce Vita*, fresque admirable et démentielle, marque une rupture définitive avec le néo-réalisme ou ce qu'il en restait. Après un sketch de *Boccace 70, la Tentation du docteur Antonio* (1961), où il règle ses *comptes avec le moralisme étroit* des bien-pensants en lançant sur eux Anita Ekberg en femelle géante et inassouvie, Fellini tourne *Huit et demi* (1962) où il s'incarne en Marcello Mastroianni, metteur en scène de cinéma quinquagénaire soignant une *dépression nerveuse dans* une station thermale, tout en cherchant à préparer un nouveau film. En proie à l'impuissance créatrice, tourmenté de souvenirs et de visions qui lui font perdre contact avec la réalité, le personnage cinéaste se perd dans un labyrinthe d'images en noir et blanc, magnifiques et funèbres, dont les violents contrastes reflètent le psychisme d'un auteur en perdition.

Cet admirable langage de fantasmes visuels marque le pas dans *Juliette des esprits* (1965), essai *en* couleurs d'une psychanalyse de Giulietta Masina en petite-bourgeoise falote trompée par son mari. Fellini inonde l'écran d'un torrent d'images, sans arriver à convaincre que cette exploration mentale fait découvrir la propre personnalité de sa Juliette. L'épouse-vedette, absente de ses films depuis *les Nuits de Cabiria*, ne tournera plus avec lui avant *Ginger et Fred* en 1985. On dirait que Fellini piétine *encore un peu avec Il ne faut pas parier sa tête avec le diable*, sketch de *Histoires extraordinaires* (1967) d'après Edgar Poe, marquant le début de sa collaboration avec le scénariste Bernardino Zapponi (à l'exception d'*Amarcord*, ils travailleront *ensemble jusqu'en* 1979).

Puis Fellini, qui ne tourne plus qu'en couleurs, entre dans l'ère des grands spectacles baroques parcourant en tous sens le champ de l'imaginaire. Sa propre vision du roman de mœurs du temps de Néron, *attribué* à Pétrone, *Fellini-Satyricon* (1969), fait des lieux de débauche et des fêtes de la Rome antique un cauchemar de décadence. Ni historien, ni archéologue, mais cinéaste moraliste et génie de l'évocation visuelle, Fellini suggère que la civilisation contemporaine en est arrivée au même point de désordre et de déliquescence. En 1970, il tourne pour la télévision *les Clowns*, reportage qui finit par transformer la réalité en apothéose lyrique. En 1972, *Fellini Roma* invente une chronique mêlant images réalistes, images mentales, projections dans le passé, portraits-fresques d'une ville qui reste pour *lui unique et mystérieuse. Spectacle* d'une superbe démesure, où le quotidien et l'intimité trouvent pourtant leur place.

Tous ces films se distinguent aussi par un prodigieux travail de studio, comme si Fellini se voulait maître de toute *réalité tout autant* que de l'imaginaire. *Amarcord* (1973, mot du patois de l'Emilie signifiant «Je me souviens»), écrit avec Tonino Guerra, est l'évocation de sa jeunesse à Rimini dans les années du fascisme : vie de tous les jours, *sexualité*, religion, politique, reconstruction par le fantasme et l'imaginaire d'un monde devenu anachronique. Cela commence et *finit par une célébration du prin*temps. La majestueuse apparition du paquebot *Rex*, toute d'artifice revendiqué, reste comme l'un des sommets du cinéma de *Fellini*.

Il s'attaque ensuite à un mythe érotique auquel il semble qu'il ait voulu *faire la peau : celui* de Casanova. Cette «biographie», librement inspirée de l'autobiographie du séducteur, s'intitule *le Casanova de Fellini* (1976), avec l'acteur américain Donald Sutherland dans le rôle de Giacomo *Casanova. Un budget colossal* (6 milliards de lires) pour une superproduction tournée, non sans obstacles et interruptions, entièrement à Cinecitta. Fellini, qui détestait le personnage de Casanova, s'est acharné à détruire la légende, faisant de son «héros» un homme-machine sexuelle, pantin fanfaron de son sexe qui ne lui apporte ni joie ni plaisir, et mettant ainsi à mal les prétentions de la virilité triomphante.

Beaucoup plus modeste, *Prova d'orchestra*, film à petit budget pour la télévision (1978), sera regardé comme une fable sociale, métaphore du désordre où sombre l'*Italie prête* à basculer dans le fascisme, quand Fellini affirme qu'il s'agit d'un «apologue éthique», où la cacophonie d'un orchestre durant les répétitions ne sert qu'à mettre en valeur l'harmonie qui lui succède. *Prova d'orchestra* est dédié à Nino Rota, disparu le 10 avril 1979.

Fellini repart ensuite de plus belle dans les œuvres d'introspection, avec *la Cité des femmes* (1980, encore un tournage coûteux *et mouvementé*), *où il confie le* personnage de Snaporaz, quinquagénaire obsédé sexuel et confronté au mouvement féministe, à son «double» Marcello Mastroianni. Nouveau voyage dans son univers intérieur, avec recension, au cours d'un hallucinant spectacle, de ses rapports d'homme et de cinéaste avec les femmes qui ont influencé son enfance, puis peuplé et envahi ses films. Il se rend compte alors qu'il ne sait presque rien d'elles sinon qu'elles tissent le destin de l'être masculin.

Assez mal accueilli au Festival de Cannes 1980, attaqué en Italie par les féministes criant à la manipulation et à la misogynie, *la Cité des femmes*, qui donne une vision peu flatteuse du cinéaste parvenu à ce point de son autobiographie *rêvée, est pourtant* d'une grande originalité dans la mise en scène : ce n'est plus un bout-à-bout de fantasmes, mais une construction onirique, obéissant à la logique d'un rêve dont la première scène ouvre les portes.

### *Cinq Oscars pour son œuvre*

Fellini a maintenant soixante ans. La production cinématographique italienne, laminée par la télévision privée, est en plein marasme. Les temps sont incertains. Fellini *écrit deux films avec Tonino* Guerra. *Et vogue le navire* (1983), situé en juillet 1914 au cours d'une croisière où l'on accompagne les cendres d'une illustre cantatrice qui doivent être confiées à la mer. Le bateau est un assemblage de décors de studio, une mer de cellophane ondule autour, le ciel et les nuages sont peints sur des toiles... Contre une réalité décidément trop sombre (la guerre qui vient, ou l'environnement du tournage), l'artifice fait *figure d'ultime refuge*.

Plus guère d'échappatoire pour *Ginger et Fred* (1985), où reparaît *Giulietta Masina au côté de Mar*cello Mastroianni en couple d'artistes de variétés vieillis et humiliés. Fellini s'en prend, avec une fougue vengeresse, à la télévision publicitaire en quête d'audience, à ses pompes ridicules, à son exhibitionnisme atroce qui écrase tout ce que le cinéaste aimait dans le spectacle, la tendresse et la dignité des artistes. On ne sait *plus* où va le cinéma, s'il y aura même encore un cinéma dans les années à venir.

*Intervista* (1986, avec la collaboration de Gianfranco Angelucci au scénario), fait mine de raconter une interview de Fellini par une équipe de télévision japonaise, à Cinecitta où il est censé préparer le tournage de *l'Amérique* d'après Kafka. Prétexte pour le cinéaste à une évocation de ses débuts par une promenade dans le temps à travers les studios. Mais il en reste un goût amer de monde enfui, ruiné... Signe des temps : c'est Roberto Benigni, comique de la nouvelle génération, qui incarnera le rêveur égaré sur la Terre dans *la Voce della luna* (1990), *film ultime sans* aucune structure narrative, s'en allant dans le flou, le décousu, au *gré de l'imagination, mais fusti*geant les méfaits de la télévision et la civilisation d'aujourd'hui. La *voix de celui qu'on appelait «le* maestro» se fait toujours entendre.

Au cours de sa carrière, Fellini avait reçu cinq Oscars : pour *la Strada, les Nuits de Cabiria, Huit et demi, Amarcord* et l'ensemble de son œuvre (en 1993).

JACQUES SICLIER



Autoportrait de Federico Fellini (mars 1993)

## A lire

- *Amarcord*, de Tonino Guerra et Federico Fellini (Gallimard, 1974).
- *La Boutique des visages drôles*, de Federico Fellini. Les archives photographiques du cinéaste (Ed. Jade, 1986).
- *Fellini par Fellini*, entretiens avec Giovanni Grazzini (Flammarion, 1987).
- *Intervista. Bloc-notes d'un metteur en scène*, de Federico Fellini (Flammarion, 1987).
- *Propos*, de Federico Fellini (Buchet-Chastel, 1987).
- Dossier *Positif*. Anthologie de textes parus dans la revue sur les films de Fellini (Rivages, 1988).
- *Du crayon à la caméra*, catalogue de l'exposition des dessins de Fellini qui s'est tenue à Bruxelles en janvier-février 1989, présenté par Pier Marco De Santi (*Revue belge du cinéma*, numéro 25, 1989).
- *Cinecitta*, de Federico Fellini (Nathan, 1989).
- *La Création selon Fellini*, de Jean Collet. Essai d'interprétation de l'œuvre (Corti, 1990).
- *Fellini, le Cheik blanc : l'annonce faite à Federico Fellini*, de Jacqueline Risset (Adam Biro, 1990).
- *Fellini*, réimpression du numéro 45 de la revue *l'Arc* (Duponchelle, 1990).
- *Giullietta*, récit de Federico Fellini (De Fallois, 1990).
- *Voyage à Tulum : sur un projet de Federico Fellini pour un film en devenir*, de Milo Manara et Federico Fellini (Casterman, 1990).
- *Les Propos de Fellini*, (réimpression chez Ramsay poche « Cinéma » 1993).

## A voir

Si l'on est encore loin d'une intégrale en vidéocassettes, quelques-unes des œuvres majeures de Fellini ont été éditées, en version originale sous-titrée, dans la collection « Les films de ma vie ». Ce sont *la Strada, la Dolce Vita, Huit et demi* et *la Voce della luna* – 149 F la cassette.

La nouvelle collection Studio *de stars de MGM/UA Home* vidéo, consacrée aux acteurs américains, a pourtant retenu quelques grands réalisateurs. C'est donc dans cette collection que l'on peut trouver, en version originale sous-titrée, *Fellini Satyricon* et *Fellini Roma* – 137 F la cassette.

**■ L'ASSOCIATION DU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL** (IATA), dont Pierre Jeanniot est le directeur général, se réunit en assemblée générale à Dallas, aux Etats-Unis, les lundi 1er et mardi 2 novembre, dans un climat marqué par d'extrêmes difficultés pour toutes les compagnies aériennes : victimes de leurs surcapacités, elles se sont lancées dans des programmes de redressement drastiques.

**■ LUFTHANSA A ANNONCÉ LA SUPPRESSION** de 8 000 emplois d'ici à la fin de 1994. En Europe, seuls Swissair et le géant British Airways ont dégagé des bénéfices en 1992.

**■ LE NOUVEAU PRÉSIDENT D'AIR FRANCE**, Christian Blanc commencera, mardi 2 novembre, ses consultations avec les syndicats. Des divergences demeurent entre la direction et les organisations syndicales sur la manière de mener la concertation après plusieurs jours d'un conflit très dur. Des arrêts de travail sporadiques ne sont pas à exclure à l'issue des assemblées générales des personnels qui auront lieu mardi dans la matinée. Air France indique cependant que le trafic redevient progressivement normal depuis samedi 30 octobre. 63 vols étaient prévus au départ de Roissy lundi 1er novembre et 12 au départ d'Orly. A partir du 2 novembre, il n'y aura plus de déroutement vers les aéroports de Lille, Beauvais ou Bruxelles.

Avec des pertes de 4,8 milliards de dollars en 1992

# Les compagnies aériennes victimes de leur surcapacité

On croyait en 1991 que l'industrie du transport aérien avait touché le fond du gouffre. Marquée pour la première fois de son histoire par un recul du trafic, elle avait perdu 4 milliards de dollars cette année-là. Certes, l'année 1992 s'annonçait mauvaise – l'Association du transport aérien international tablait sur 2,6 milliards de dollars de pertes – mais les transporteurs devaient pouvoir, au prix de plans de restructuration sévères, remonter la pente. La guerre du Golfe était loin, même si les effets de la récession continuaient de se faire sentir.

Erreur : 1992 aura vu les pires résultats du secteur. Avec des pertes de 4,8 milliards de dollars sur les lignes internationales régulières, les compagnies aériennes enregistrent un triste record. Ces mauvais résultats ne peuvent être imputés au trafic comme par le passé. Le nombre total de passagers transportés sur les services réguliers internationaux et intérieurs a augmenté de 5,7 % en 1992, alors qu'il avait chuté de 4,4 % l'année précédente. Pour les seuls services internationaux réguliers, le trafic a progressé de plus de 10 %.

*« La surcapacité a été le principal facteur, inéluctable, responsable de cette situation qui a notamment entraîné de longues guerres des prix acharnées »*, explique le rapport annuel de l'IATA. Une partie des avions commandés durant les années fastes ont encombré les hangars ou volé à moitié vide. En effet, le coefficient moyen de remplissage des avions est resté le même qu'en 1991, année durant laquelle il avait reculé de 2,6 %. Après des luttes sans merci au-dessus de l'Atlantique nord, on a vu des compagnies européennes, comme la Lufthansa, Air France ou la néerlandaise KLM, se livrer bataille dans le ciel européen. Les dessertes entre les deux Amériques souffrent également d'une surcapacité. Même chose pour le Pacifique nord.

### *Des plans de restructuration drastiques*

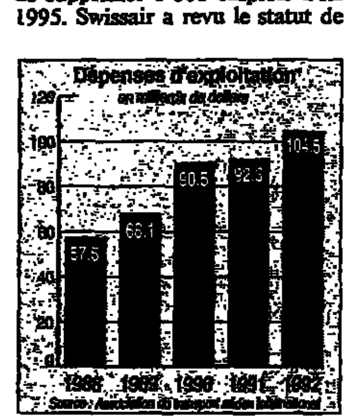
En Europe, seules British Airways et Swissair ont dégagé des bénéfices en 1992. Les autres – Air France en tête, suivie par Ibéria – ont plongé dans le rouge. Les compagnies aériennes ont dû entreprendre des plans de restructuration drastiques. D'autant plus sévères qu'ils arrivaient avec un temps de retard. D'une manière générale, les transporteurs tentent de se recentrer sur l'aérien, en abandonnant les activités marginales, et recourent plus facilement à la sous-traitance. En 1993, les compagnies membres de l'IATA ont supprimé au moins 50 000 emplois et, depuis la crise, un millier de livraisons d'appareils ont été annulées ou retardées.

Les compagnies américaines ont taillé dans leurs effectifs et leurs flottes. Licenciements et retraits d'avions sont venus compléter, à partir de la fin 1992, des premiers plans d'économies jugés insuffisants. American Airlines a prévu quelque 5 000 licenciements et le retrait de 29 Mc Donnel Douglas DC10. En mars, Delta Airlines annonçait le licenciement de 600 pilotes et le retrait de 12 Airbus A-310 et de 16 Boeing 727. United a prévu, en janvier, 2 800 licenciements, l'annulation de 2 000 embauches, ainsi qu'une réduction de salaires de 5 % pour la direction et les cadres américains. Les vols les moins rentables ont été réduits et le retrait d'une quarantaine d'appareils, parmi les plus anciens, accéléré. Les transporteurs européens se sont mis eux aussi au régime sec. La Lufthansa a prévu de supprimer 8 000 emplois d'ici 1995. Swissair a revu le statut de 2 000 personnes, qui seront réembauchés à des conditions moins avantageuses.

Ces efforts commencent à être payants et, depuis le milieu de l'année, on assiste à un léger mieux chez certaines compagnies. Aux Etats-Unis, United et American Airlines ont fait des bénéfices aux second et troisième trimestres, après une longue traversée du désert. En Europe, la Lufthansa commence à amorcer son redressement. Reste qu'en dépit des premiers signes d'un recul possible de la surcapacité le rapport annuel de l'IATA table sur des pertes d'au moins 2,4 milliards de dollars pour cette année. Il faudra attendre probablement encore deux ans avant de voir l'ensemble des compagnies aériennes dégager à nouveau des bénéfices. Même si les prévisions de trafic international tablent sur une progression moyenne annuelle de 6,6 % pour les années 1993-1997, particulièrement sensible sur les destinations d'Europe centrale.

Face à ces pertes financières sans précédent, les Etats commencent à réagir. *« Depuis quelques mois, certains indices laissent espérer que les gouvernements n'associent plus automatiquement libéralisme et laissez-faire »*, souligne le rapport annuel de l'IATA. La commission américaine de l'industrie aéronautique, créée il y a six mois par Bill Clinton (*le Monde* du 13 avril), a proposé de réduire les taxes pesant sur les transporteurs. En octobre dernier, la Commission de Bruxelles s'est inquiétée des effets d'une concurrence brutale dans le transport aérien. Sans remettre en cause le processus de dérégulation, les transporteurs plaident pour de moindres taxes et un allégement de la fiscalité. En 1992, les compagnies aériennes se sont acquittées de 8,5 milliards de dollars en taxes aéroportuaires et redevances de navigation aérienne pour l'ensemble de leurs services internationaux.

M. L.




Résultats

***Même si les dépenses d'exploitation des compagnies aériennes n'ont pas augmenté de façon excessive en 1992, le résultat financier a continué de se dégrader régulièrement. L'an dernier, des pertes sans précédent (4,8 milliards de dollars) ont été enregistrées. L'Association du transport aérien international prévoit, pour 1993, un déficit des compagnies d'au moins 2,4 milliards de dollars (environ 14 milliards de francs).***

8 000 suppressions d'emplois d'ici à 1995

## *Lufthansa en excédent de bagages*

**FRANCFORT**

*de notre correspondant*

Depuis que Jürgen Weber a pris les commandes de Lufthansa, en septembre 1991, il explique que ce qui l'a le plus agréablement surpris est l'engagement *« positif »* des personnels en faveur du redressement de la compagnie. Les syndicats ont accepté un blocage total de leurs salaires cette année (malgré l'inflation de 4 % en Allemagne), et l'accord qui vient d'être conclu pour l'an prochain prévoit une prime de 870 marks (3 000 francs) et une hausse de 2,7 % à partir du 1er avril, à nouveau inférieure à l'inflation attendue. Le chiffre des suppressions d'emplois – négocié longuement – a été fixé à 8 000 d'ici au début 1995.

Symbole de la bonne gestion allemande, Lufthansa perd brutalement 800 millions de marks en 1991, puis 1,2 milliard en 1992. Un violent trou d'air. La politique volontariste du président Heinz Ruhnau est prise à contre-pied par la chute du trafic aérien depuis le conflit du Golfe et par la guerre des prix due à la déréglementation. La flotte, passée en trois ans de 130 appareils à 233, est sous-employée. Le nouveau patron, Jürgen Weber, inverse les moteurs.

Face à la crise de rentabilité et de liquidité, le plan de redressement prévoit des mesures d'urgence : vente des hôtels Kempinski et du siège de Cologne, passage en leasing de deux Boeing 747 et allongement des règles d'amortissement. La croissance des capacités (+ 8,2 % en 1992) est stoppée et le nombre d'avions amorce une descente (il a été ramené cette année à 229). Les coûts sont passés systématiquement à la toise, à commencer par les dépenses de personnel que la direction estime de 25 % supérieures à celles de British Airways, le nouveau modèle en Europe. Sur les neuf premiers mois de 1993, ces frais de personnel ont été réduits de 9 %. Chacun des 47 800 emplois de la compagnie coûte au total 26 000 francs par mois. Un pilote débutant gagne un peu plus de 5 000 marks (17 500 francs) et une hôtesse 2 500 marks. Les pilotes confirmés gagnent jusqu'à 50 000 francs par mois.

### *Une recapitalisation indispensable*

Deuxième volet du plan : le développement des recettes. Sur neuf mois, Lufthansa a transporté 5 % de passagers supplémentaires et 1,6 % de fret. Son coefficient de remplissage est monté de 4,2 points à 67,3 %. L'accord conclu avec United Airlines en septembre va lui permettre de regagner des parts de marché sur l'Atlantique nord et aux Etats-Unis. Pourtant, la chute des prix est plus rapide que le gain de passagers et le chiffre d'affaires décroît (+ 2 % au premier semestre à 8 milliards de marks). De nombreuses critiques s'appuient sur ce manque de recettes pour expliquer que le plan de réduction des dépenses est insuffisant. L'amélioration des résultats doit beaucoup au changement des règles comptables, note l'hebdomadaire *Wirtschaftswoche*, qui affirme : *« La situation de Lufthansa s'est à peine améliorée par rapport à l'année catastrophique 1992. »* En outre, une recapitalisation de l'entreprise est indispensable.

La direction conteste ces visions pessimistes. Elle souligne que les pertes ont été réduites de 40 % au premier semestre de 1993. M. Weber affirme que le troisième trimestre s'est conclu par un bénéfice avant impôt et que sur l'ensemble de 1993 la compagnie aura effectué la moitié de son redressement. Les pertes opérationnelles (plus d'1 milliard de marks en 1992) seront divisées par deux, tout comme les pertes nettes (391 millions). La compagnie espère un retour aux bénéfices en 1995 comme prévu, mais ne désespère pas d'y arriver dès l'an prochain. Sa privatisation (vente par l'Etat fédéral des 51,4 % qui lui restent) est attendue pour 1995.

ÉRIC LE BOUCHER

Un entretien avec le directeur général de l'Association du transport aérien international

## Pierre Jeanniot : « La baisse du trafic s'est traduite par une guerre des prix »

***« Les compagnies aériennes n'ont jamais perdu autant d'argent que l'an passé, alors que le trafic a connu une progression de 5,7 % sur les services réguliers. A quoi tient cette distorsion ?***

– Les compagnies n'ont pas réagi assez vite à la crise du transport aérien. A la fin des années 80, leur prospérité relative les a conduites à commander de nombreux avions et la chute du trafic au début des années 90 a coïncidé avec l'arrivée de ces nouveaux appareils. Or les compagnies misaient sur une reprise économique rapide et baignaient dans un climat expansionniste. Par conséquent, elles n'ont pas ajusté leurs capacités, mais se sont servies des avions en trop pour conquérir de nouveaux marchés.

» Résultat : la baisse du trafic s'est traduite par une guerre des prix, on bradait les places. C'est seulement ces quinze derniers mois que les compagnies – confrontées à une récession plus longue que prévu – ont commencé à tailler dans leur flotte et à réduire leurs coûts d'exploitation.

» En outre, la crise a frappé l'ensemble des entreprises et les a poussées à faire des économies sur les voyages de leurs cadres. Les dirigeants ont quitté la première classe pour la classe affaires, les cadres ont rejoint la classe touriste. Les compagnies qui faisaient classiquement leurs bénéfices sur ces sièges à haute valeur ajoutée en ont souffert.

***– Dans quel sens doit s'orienter la restructuration des transporteurs aériens ?***

– Il faut suivre cette transformation du marché, s'ajuster à la demande et s'équiper d'avions à deux classes et non plus trois, augmenter les produits de loisirs. Sur le marché européen, les compagnies ont entrepris d'éliminer progressivement leur première classe, tout en améliorant leur classe affaires.

### *Revoir les frais d'exploitation*

» La restructuration du transport aérien implique également que les compagnies se définissent un rôle précis. La notion de compagnie porte-drapeau s'effrite, notamment avec les tentatives de fusions multinationales. Les compagnies peuvent choisir certaines niches. C'est le cas de Virgin Atlantic, qui joue la carte de la qualité et fait de l'ombre à British Airways sur les classes affaires. A l'opposé, Northwest a choisi, avec succès, de se définir comme une compagnie à bas prix. Les transporteurs peuvent également avoir un rôle régional ou pan-régional, comme Air Afrique, qui se positionne sur l'Afrique occidentale.

» Les compagnies nationales subsisteront, mais il faut qu'elles soient compétitives et qu'elles revoient leurs frais d'exploitation. D'autant plus que nous sommes dans un processus de privatisation. Elles doivent réexaminer la rentabilité de chacune de leurs lignes. Il faut laisser tomber certaines destinations, en exploiter d'autres en coopération...

***– Les fusions peuvent-elles constituer un remède à la crise ?***

– Chaque cas est particulier, et l'histoire des fusions est jalonnée de faillites. Les compagnies ont des « personnalités » différentes et leur mariage peut échouer. Delta Airlines a très bien tourné en fusionnant avec Western Airlines. En revanche, Eastern, qui avait absorbé National Airlines, a disparu. Depuis le rachat de Piedmont, USAir perd de l'argent, etc. Chercher à grandir en taille, à avoir « une masse critique », n'est pas un critère auquel je crois. A condition bien entendu que la compétition ne soit pas faussée. Il faut harmoniser les cultures, rechercher des synergies. La force technique peut s'allier, par exemple, avec la faiblesse commerciale.

***– Après une période de libéralisme à tout crin, certains réclament un retour à une réglementation dans le transport aérien. Croyez-vous qu'on puisse revenir sur le processus de libéralisation en cours ?***

– Je ne crois pas du tout au retour d'une certaine réglementation. Il peut être souhaitable que des mesures temporaires permettent à certaines compagnies de reprendre leur souffle. Mais le processus de déréglementation est, à mon avis, irréversible. Ce courant a commencé dans les années 70 aux Etats-Unis. Il arrive progressivement en Europe depuis le début de l'année, mais les compagnies – occupées à réduire leurs coûts – ne se sont pas encore servies de leurs nouveaux droits. J'observe toutefois avec intérêt que la compagnie scandinave SAS a ouvert une desserte à l'intérieur de l'Espagne.

***– Pensez-vous que la guerre des prix va se poursuivre ?***

– Un certain nombre de compagnies sont en train de faire des économies. Mais elles ne doivent pas s'en servir pour continuer à baisser les prix. Il faut payer les dettes, distribuer les profits aux actionnaires, réinvestir. Toutefois, tant qu'il y aura une surcapacité, la tentation sera forte de réviser les tarifs à la baisse. Au fur et à mesure de la reprise du trafic, la surcapacité sera épongée et la guerre des prix se calmera. Je fonde des espoirs sur 1995, beaucoup plus que sur 1994. »

Propos recueillis par
MARTINE LARONCHE

## EN BREF

***FONCTION PUBLIQUE : la CFE-CGC signe l'accord salarial.*** – L'union fédérale des cadres des fonctions publiques CFE-CGC a décidé, jeudi 28 octobre, *« à une large majorité »*, de signer l'accord salarial 1993-1995 conclu le 22 octobre (*le Monde* daté 24-25 octobre). Cette organisation syndicale, qui n'avait pas signé le précédent protocole 1991-1992, estime que les mesures contenues dans ce nouvel accord *« répondent à ses souhaits de voir mettre fin à la politique d'écrasement hiérarchique suivie depuis des années »*.

***GEC-ALSTHOM : contrat de 2,6 milliards de francs pour le métro de Londres.*** – GEC-Alsthom fournira 59 rames de six voitures, les engins de traction et les alimentations auxiliaires des rames pour l'extension de la Jubilee Line du métro de Londres. Cette extension de 16 kilomètres, qui permettra de relier le centre de Londres à la zone de bureaux de Canary Wharf était en discussion depuis quatre ans ; le feu vert en avait été retardé par la mise sous administration judiciaire de Canary Wharf ; ce qui n'est plus le cas depuis vendredi 29 octobre. La commande passée à GEC-Alsthom, d'un montant de 390 millions d'écus (2,6 milliards de francs), est la première passée dans le cadre de ce chantier, dont le coût total prévu atteint 1,9 milliard de livres.

**NEC est prête à aider Bull.** – La société japonaise NEC Corp., actionnaire de Bull à hauteur d'un peu moins de 5 %, est prête à aider le groupe public français informatique en difficulté, a affirmé son PDG, Tadahiro Sekimoto, samedi 30 octobre à l'AFP en marge d'une conférence-débat avec le maire de Paris, Jacques Chirac, sur l'île d'Awashima au sud de Tokyo. M. Sekimoto a ajouté qu'il recevrait le nouveau patron de Bull, Jean-Marie Descarpentries, avant Noël.

**PRIVATISATION DE LA BNP : 68 % des salariés ont souscrit.** –Dans le cadre de la privatisation de la Banque nationale de Paris (BNP), 68 % des salariés et anciens salariés de la banque, soit 65 000 personnes, ont acquis des titres qui représentent 4,7 % du capital. En publiant vendredi 29 octobre le résultat de l'offre réservée au personnel de la banque, le ministère de l'économie a indiqué que la proportion des demandes a été particulièrement forte (92 %) en métropole. La demande de titres par les salariés et anciens salariés a dépassé l'offre : 9 millions de titres souscrits pour une offre de 8,3 millions d'actions.

ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

Avant leur assemblée générale du 9 novembre

# Les actionnaires de Volvo veulent des précisions sur la privatisation de Renault

Les actionnaires de Volvo sont de plus en plus nombreux à remettre en cause la fusion de leur firme avec Renault. Actuellement, les investisseurs ayant décidé de voter contre, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 novembre, représentent au total 8 % des droits de vote. A ces prises de position s'ajoute l'incitation à voter «non» de l'association suédoise des petits actionnaires. A l'inverse, Volvo est assuré du «oui» de son principal actionnaire, Renault, qui détient 9,98 % des droits de vote.

La plupart des douze autres principaux actionnaires, titulaires à eux tous d'environ 49 % des droits de vote, feront connaître leur position, mercredi 3 novembre. Ils exigent plus d'assurances quant à la privatisation de Renault. Mais, pour l'instant, le gouvernement français campe sur ses positions. *«Pas question d'avancer la privatisation, prévue pour le deuxième semestre 1994 si le marché automobile se porte mieux d'ici là»*, affirmait-on, lundi 1er novembre. Pour l'essentiel, le reste des droits de vote est détenu par de petits porteurs.

Pour fabriquer des tubes de téléviseurs couleur

# Daewoo construit une troisième usine en Lorraine

METZ

*de notre correspondant*

Le groupe coréen Daewoo (80 000 salariés, 28,3 milliards de francs de chiffre d'affaires) a inauguré, vendredi 29 octobre à Fameck (Moselle), sa deuxième unité de production implantée en Lorraine et posé la première pierre de la troisième sur le pôle européen de développement de Longwy (Meurthe-et-Moselle).

Présent depuis 1989 dans la région, où il produit déjà des fours micro-ondes, il fabrique désormais des téléviseurs couleur et produira dans quelques mois des tubes cathodiques pour téléviseurs. En 1995, Daewoo emploiera 1 100 personnes en Lorraine et y aura investi près de 1 milliard de francs. *«Votre décision nous apporte la preuve que l'industrie électronique n'est pas condamnée à s'expatrier à l'extérieur de la CEE»*, a déclaré Gérard Longuet, ministre de l'industrie et président du conseil régional de Lorraine, qui participait, avec Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire, à l'inauguration de l'usine Daewoo de Fameck. Son analyse vise également le groupe allemand Grundig, qui a décidé de fermer, à la fin de l'année, son unité de montage de téléviseurs de Creutzwald (Moselle) si aucune solution de reprise n'est trouvée d'ici là.

JEAN-LOUIS THIS

## INDICATEURS

### UNION EUROPÉENNE

■ **INFLATION : baisse de 0,1 % en septembre.** – Le taux d'inflation annuel dans l'Union européenne s'est établi à 3,3 % en septembre contre 3,4 % en août et 4 % en septembre 1992, vient d'indiquer Eurostat, l'office des statistiques de la Communauté. La hausse des prix s'est ralentie en septembre par rapport au même mois de 1992 dans huit pays sur douze de l'UE. Seuls la Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg et la France ont vu leur taux d'inflation augmenter. Le taux annuel le plus faible est obtenu au Danemark avec une hausse des prix de 1,2 %.

### ITALIE

■ **PRIX à la consommation : hausse annuelle de 4,3 % en octobre.** – L'indice des prix à la consommation a augmenté, en octobre, de 4,3 % par rapport à octobre 1992, soit 0,7 point de plus qu'en septembre. Cette accélération de l'inflation est notable dans le logement (+ 2,7 points par rapport à septembre), les transports et télécommunications (+ 1,1 point) et l'habillement (+ 1 point).

## ÉTRANGER

# Un «miracle» russe

*Suite de la première page*

Depuis janvier 1991 existe un Fonds de pension, organe indépendant, d'abord responsable devant le Parlement, maintenant devant le gouvernement.

Ce fonds est si bien alimenté par les entreprises – qui lui versent 31,6 % des salaires qu'elles distribuent – que des excédents sont apparus. Excédents qu'alimente bien sûr la Banque centrale, en continuant d'arroser financièrement les entreprises. Excédents que voudrait maintenant récupérer le gouvernement, qui n'avait pourtant eu de cesse, ces dernières années, de chercher à se défausser sur les régions et les entreprises d'un maximum d'obligations sociales.

Avec les retraités, les fonctionnaires et les familles nombreuses constituent les couches de la population qui auraient eu de réels motifs de se révolter. L'étude des salaires moyens des professions de santé, de l'éducation, de la culture, des services sociaux montre une *nette dégradation qui amplifie la* détérioration déjà enregistrée entre 1975 et 1990 (3). Les grèves déclenchées par les fonctionnaires de la santé et de l'enseignement, début 1992, n'ont permis d'annuler qu'une petite partie des effets de l'inflation, cela même après la décision de Boris Eltsine en août 1992 de relever de 50 % les salaires de ces professions. Les familles nombreuses n'ont, hélas pour elles, pas la moindre chance de se faire entendre en faisant grève. Ce qui explique leur triste sort, malgré l'existence d'un Fonds d'assurances sociales, alimenté depuis janvier 1991 par les cotisations des entreprises au taux de 5,4 % de la masse salariale, fonds finançant les prestations maladie et familiales.

Si les retraités et pensionnés ont eu – comme les fonctionnaires et les familles nombreuses – des raisons objectives de souhaiter un *grand chambardement lors des affrontements sanglants du* début octobre, la majorité de la population a – contrairement aux apparences – été relativement épargnée ces dernières années. Ce qui peut expliquer sa passivité, voire son soutien à Boris Eltsine.

Les *«émeutes de la faim»* prévues par les observateurs occidentaux ne se sont jamais produites parce que la plupart des salariés ont conservé leur emploi. On n'a pas assez souligné ce fait essentiel : les entreprises, dans leur immense majorité, n'ont pas licencié, se faisant un devoir de garder leur personnel aussi longtemps que possible.

Le taux de chômage (la notion qui avait disparu en 1930 ne réapparaît officiellement qu'en 1991) n'atteint qu'1 % de la population active. Les statistiques officielles estimaient à 792 000 les demandeurs d'emplois en juin. Un chiffre évidemment dérisoire pour une population totale de 148 millions d'habitants, même si la réalité est un peu plus grise, depuis que se développe un véritable chômage caché : les entreprises renvoient chez eux une partie parfois importante de leur main-d'œuvre (jusqu'à 20 %, nous a-t-on indiqué), en versant 70 % du salaire. Cela, sans rupture du contrat de travail.

### *Le chômage toucherait 4 % à 5 % de la population active*

Pour toutes ces raisons, les experts du Goskomstat (l'INSEE russe) estiment que le chômage pourrait atteindre en réalité 4 à 5 % de la population active. Des *biais statistiques que l'on comprend*, quand on sait que l'allocation minimale de chômage – égale au salaire minimum – n'était que de 7 740 roubles par mois en juillet, soit environ 50 francs. Une allocation versée par le Fonds de l'emploi, alimenté par des cotisations des entreprises au taux de 2 % de la masse salariale (les travailleurs ne cotisent pratiquement pas).

S'il existe un miracle russe, c'est bien celui de millions de salariés conservant leur place dans l'entreprise, payés partie en roubles, partie en nature, bénéficiant de nombreux services fournis gratuitement. Les études effectuées au sein même des firmes russes (4) montrent le *nombre très important* des avantages fournis aux salariés, les revenus versés finissant souvent par ne plus représenter l'essentiel de la *rémunération*. L'usine automobile GAZ à Nijni-Novgorod (cent mille personnes) a ainsi créé son entreprise de bâtiment, ce qui lui permet de loger gratuitement ses employés, voire de leur vendre maisons ou appartements à bas prix. Mais l'entreprise assure aussi la garde des enfants, dispose d'un *hôpital de mille lits*, d'un centre de rééducation, de petites usines agroalimentaires et de magasins, alimentés par le troc, méthode d'approvisionnement qui prend une importance considérable : GAZ échange avec la Chine des textiles contre des voitures qu'elle fabrique. Les ouvriers des usines automobiles Moskvitch (AZLK) et VAZ sont «payés» de la même façon. De telle façon qui profite aussi aux retraités de l'entreprise.

Non seulement la plupart des firmes en Russie se gardent bien de licencier, mais elles jouent un rôle *de plus en plus important pour* maintenir le niveau de vie des salariés. Un rôle que les réformes récentes ont non seulement permis mais encouragé, notamment les lois de juin 1987 (le directeur et les cadres dirigeants sont élus par les travailleurs) et de juin 1990 (l'entreprise détermine seule la masse salariale qu'elle distribue). Ayant acquis une réelle autonomie financière, même si la première de ces deux lois n'a été que partiellement appliquée, les firmes en ont tiré les conséquences. Non pour se faire concurrence, mais pour «s'autonomiser», aussi bien au niveau des approvisionnements (troc) qu'au niveau des fabrications en intégrant des activités de plus en plus nombreuses et éloignées de l'activité *principale*, tel GAZ, constructeur de logements et fabricant alimentaire...

*La question qu'on doit se poser* est évidemment de savoir combien de temps pourra fonctionner un tel système que la plupart des experts du *FMI*, de la Banque mondiale, de la BERD, de l'OCDE ont indirectement encouragé, en insistant sur les nécessaires «filets de sécurité» à mettre en place dans le domaine social pour assurer la transition vers l'économie de marché. Un système que les chefs d'entreprise russes justifient socialement, mais aussi économiquement, en insistant sur la difficulté de trouver des travailleurs qualifiés et formés. Discours que l'on n'entend plus depuis longtemps – hélas – dans les pays industrialisés occidentaux.

On tremble pourtant à l'idée que les conseillers de Boris Eltsine – déjà peu partisans de l'indexation des prestations sociales sur les prix – puissent décider dans un proche avenir de réformer un système aussi insolite qu'efficace, un système qui voit notamment la Banque centrale alimenter généreusement en crédits les entreprises. Car c'est alors que la Russie serait submergée par des millions de chômeurs, ébranlant dans ses fondements le régime politique en place.

Dans les prêts qu'ils accordent à la Russie, les pays occidentaux auront de plus en plus intérêt à tenir compte des raisons du «miracle russe», c'est-à-dire de sa paix sociale.

ALAIN VERNHOLES

(3) *La protection sociale en fédération de Russie*, par Cécile Lefèvre (Agence financière pour les pays de l'ex-URSS).

(4) Les enquêtes au sein des entreprises citées dans cet article ont été effectuées par Cécile Lefèvre – administrateur à l'INSEE – et seront publiées dans la revue *le Courrier des pays de l'Est*, fin novembre 1993.

## SERVICES

Sans explication officielle

# Le président du Port autonome du Havre a démissionné

ROUEN

*de notre correspondant*

Hubert Raoul-Duval a démissionné mardi 26 octobre de son poste de président du Port autonome du Havre (PAH). Une démission coup de théâtre, sans explication officielle.

Conformément à la loi, le nom du successeur de Jean Smagghe, directeur général du port, avait été proposé par le ministère de l'équipement et des transports, et devait être communiqué pour avis au conseil d'administration du port. *«Quelques minutes avant la réunion du conseil, j'ai reçu un coup de téléphone du ministère me demandant de retirer de l'ordre du jour cette proposition de nomination»*, a expliqué M. Raoul-Duval. Une demande qui répondait selon lui *«à des pressions politiques locales»*. M. Raoul-Duval visait sans le nommer le président du conseil régional de Haute-Normandie et député RPR du Havre, Antoine Rufenacht. *«L'Etat doit remplir son rôle jusqu'au bout : je ne peux pas admettre que sa décision soit suspendue à une intervention politique, quelle que soit son origine»*, a-t-il ajouté.

Interrogé sur cette mise en cause, M. Rufenacht a répondu que *«la situation du port du Havre est suffisamment préoccupante pour que chacun évite des comportements irréfléchis et des déclarations intempestives»*. Il a toutefois ajouté qu'il serait normal que le conseil régional et d'autres collectivités, comme le conseil général de Seine-Maritime, qui financent les infrastructures du port, aient leur mot à dire pour la nomination de ses dirigeants.

La démission de M. Raoul-Duval revêt un caractère d'autant plus symbolique que, atteignant la limite d'âge, il devait abandonner ses fonctions fin octobre. Elle intervient également à un moment où la communauté portuaire havraise n'a toujours pas réussi à réorganiser efficacement le travail sur les quais après la mise en place, laborieuse, de la réforme de la manutention. Par ailleurs, un plan prévoyant plusieurs dizaines de suppressions d'emplois devrait être mis en place prochainement par le Port autonome.

Jean Smagghe ayant annoncé il y a quelques mois son intention de quitter son poste, plusieurs noms circulent pour son remplacement, dont ceux d'André Combeau, actuellement directeur du port de Bordeaux, et d'André Graillot, assurant la même fonction à Nantes-Saint-Nazaire.

ÉTIENNE BANZET

## MARCHÉS FINANCIERS

### PARIS, 1er novembre
### Clos

En raison de la fête de la Toussaint, tous les marchés boursiers et financiers ont chômé lundi 1er novembre.

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

| | 21 oct. 1993 |
|---|---|
| Total actif | 796 077 |
| dont | |
| Or | 159 358 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 83 847 |
| Ecus | 53 770 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 15 782 |
| Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire | 53 726 |
| Concours au Trésor public | 36 030 |
| Titres d'Etat (bons et obligations) | 126 082 |
| Autres titres des marchés monétaire et obligataire | 4 327 |
| Effets privés | 174 644 |
| Effets en cours de recouvrement | 28 165 |
| Total passif | 796 077 |
| dont | |
| Billets en circulation | 254 500 |
| Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves | 5 467 |
| Compte courant du Trésor public | 82 950 |
| Reprises de liquidités | 2 768 |
| Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes | 8 631 |
| Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire | 53 902 |
| Réserves de réévaluation des avoirs publics en or | 179 319 |

### TAUX DES OPÉRATIONS

| | |
|---|---|
| – Taux de la dernière opération sur appel d'offres depuis le 19-10-93. | 6,75 % |
| – Taux des pensions de 5 à 10 jours | 7,75 % |
| – Taux des avances sur titres | 10 % |

### TOKYO, 1er novembre ⬇ Rechute

Le mouvement de reprise, amorcé vendredi à la Bourse de Tokyo, aura été de courte durée. Au terme des échanges, lundi 1er novembre, le Kabuto-Cho a clôturé en vive baisse de 1,34 %. L'indice Nikkei a perdu 264,73 points, à 19 438,24 points. Il n'était pas tombé aussi bas depuis le 21 juin, lorsqu'il avait terminé à 19 212,43 points.

Le volume des transactions s'est sensiblement contracté, passant de 280 millions de titres pour la dernière séance de la semaine passée à 200 millions de titres lundi.

Du côté des changes, le dollar a terminé en hausse contre le yen et le mark, s'inscrivant à 108,63 yens et 1,69 mark, contre 108,45/55 et 1,6865/75 vendredi en clôture à New-York.

| VALEURS | Cours du 29 octobre | Cours du 1er novembre |
|---|---|---|
| Ajinomoto | 1 380 | – |
| Bridgestone | 1 380 | 1 340 |
| Canon | 1 490 | 1 510 |
| Fuji Bank | 2 380 | 2 340 |
| Honda Motors | 1 590 | 1 610 |
| Matsushita Electric | 1 470 | 1 480 |
| Mitsubishi Heavy | 676 | 661 |
| Sony Corp. | 4 920 | 4 960 |
| Toyota Motors | 1 880 | 1 900 |

### CHANGES

**Dollar : 5,9115 F ⬇**

Lundi 1er novembre, le marché des changes parisien était clos en raison de la Toussaint. A Londres, le dollar ouvrait à 5,9115 francs au cours des premiers échanges interbancaires contre 5,4337 francs à la clôture du 29 octobre (5,9090 vendredi soir au cours indicatif de la Banque de France).

| FRANCFORT | 29 oct. | 1er nov. |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,6738 | 1,6864 |
| **TOKYO** | **29 oct.** | **1er nov.** |
| Dollar (en yens) | 108,23 | 108,63 |

**MARCHÉ MONÉTAIRE** (effets privés)

| | |
|---|---|
| Paris (1er nov.) | Clos |
| New-York (29 oct.) | 2 15/16 % |

### BOURSES

| | 28 oct. | 29 oct. |
|---|---|---|
| (SBF, *base 100 : 31-12-81*) | | |
| Indice général CAC | 601,90 | 606,50 |
| (SBF, *base 1000 : 31-12-87*) | | |
| Indice CAC 40 | 2 195,98 | 2 118,95 |

**NEW-YORK** *(indice Dow Jones)*

| | 28 oct. | 29 oct. |
|---|---|---|
| Industrielles | 3 687,86 | 3 680,59 |

**LONDRES** *(indice «Financial Times»)*

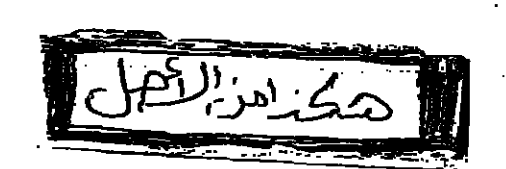
| | 28 oct. | 29 oct. |
|---|---|---|
| 100 valeurs | 3 163 | 3 171 |
| *30 valeurs* | 2 393,50 | 2 398 |
| Mines d'or | 226,50 | 225,50 |
| Fonds d'Etat | 102,65 | 103,60 |

**FRANCFORT**

| | 28 oct. | 29 oct. |
|---|---|---|
| Dax | 2 038,46 | 2 069 |

**TOKYO**

| | 29 oct. | 1er nov. |
|---|---|---|
| Nikkei Dow Jones | 19 702,97 | 19 438,24 |
| Indice général | 1 630,59 | 1 619,75 |







## COMMUNICATION

Les IIIes Rencontres cinématographiques de Beaune et le GATT

# M. Toubon accuse de « dérapage » la Commission européenne

**Les IIIes Rencontres cinématographiques de Beaune, qui ont eu lieu du 28 au 30 octobre, ont été essentiellement consacrées à la controverse sur le volet culturel et audiovisuel des négociations du GATT. La Commission européenne a été mise sur la sellette. Le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, l'a accusée de « dérapage ».**

BEAUNE

*de notre envoyé spécial*

Peu de négociations auront été aussi piégées et moins transparentes que celles qui sont menées actuellement au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et les prix) entre l'Europe des Douze et les États-Unis sur le volet audiovisuel. La preuve en a été administrée, samedi 30 octobre, par la tournure du débat organisé, devant un amphithéâtre comble, par l'association Auteurs, réalisateurs, producteurs (ARP), que dirige Claude Berri, dans le cadre des Troisièmes Rencontres cinématographiques de Beaune (Côte-d'Or). Le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, y a même apostrophé la commission européenne en l'accusant de *« dérapage »* quand elle négocie sur la *« spécificité »* au lieu de le faire sur l' *« exception culturelle »* telle que celle-ci a été définie à l'origine par les Douze.

En l'absence des négociateurs américains, qui avaient refusé de venir plaider leur point de vue, ces échanges ont vu en effet s'affronter des thèses pour le moins contradictoires. Car, enfin, qui croire ? David Artridge, directeur des services au secrétariat du GATT, qui affirme que, contrairement aux thèses défendues par le gouvernement français, le GATT n'a pas pour objet de *« déréglementer »* l'audiovisuel, de ranger la culture cinématographique au rang de marchandise, et qui estime que l'émotion des cinéastes européens repose sur *« des malentendus »* ?

Quel crédit lui accorder quand il affirme que, *pour peu qu'elles soient « raisonnables, objectives et impartiales »*, les réglementations *nationales ou européennes* (notamment les quotas institués par la directive « Télévision sans frontières ») *demeureraient* valides, ainsi que les systèmes de subventions et d'aides à la production cinématographique et audiovisuelle ? David Artridge semblait si sûr que l'industrie audiovisuelle européenne ne courrait aucun danger qu'il s'est dit prêt à *« parier sa maison »* sur ce sujet.

### *La « preuve » par M. Brittan ?*

Si ce haut fonctionnaire du GATT était sincère, pourquoi Jean-François Boittin, sous-directeur à la direction des relations économiques extérieures (DREE) du ministère des finances français, a-t-il traité l'administration du GATT de *« loup qui se déguise en grand-mère pour mieux apprivoiser le Petit Chaperon rouge »* ? Au GATT, a expliqué M. Boittin, le *« dépôt d'une offre »* (sur chaque dossier, les pays membres dressent la liste des secteurs économiques protégés et font des *« offres »* pour réduire les barrières douanières et les subventions) *« suppose l'engagement d'une libéralisation à terme »*.

Si l'Europe ne se battait pas pour que l'audiovisuel soit placé sous un statut d' *« exception »*, si elle acceptait de rentrer dans la mécanique GATT, alors, tôt ou tard, elle devrait démanteler les quotas de diffusion institués par la directive « Télévision sans frontières » de 1989. Idem pour les subventions que *« toute la jurisprudence du GATT assimile à des barrières non tarifaires »*. Accepter que l'audiovisuel soit négocié comme un banal secteur économique inscrit l'Europe dans une dymanique de libéralisation qui prévoit explicitement la mise hors la loi des aides et des quotas, a conclu en susbtance M. Boittin.

Très attendue était l'explication de Karl Falkenberg, chef d'unité à la direction générale de la Commission européenne et bras droit de Sir Leon Brittan, en charge des négociations du GATT pour le compte de la Communauté. Après avoir rappelé que les États membres avaient refusé l'exclusion de l'audiovisuel des accords du GATT puis qu'un accord s'était exprimé au sein des Douze sur la notion d' *« exception »*, M. Falkenberg a expliqué qu'il s'agissait là d'une *« position de négociation »*. Selon le bras droit de Leon Brittan, non seulement l' *« exception culturelle »* ne protège pas des *« panels »*, mais elle les indnit.

Qu'est-ce qu'un *« panel »* ? Une sorte de tribunal économique qui tranche les contentieux entre pays au sein du GATT. C'est pour éviter ces panels que la Commission, selon M. Falkenberg, préfère réfléchir *« à des engagements très limités »* qui puissent permettre de passer des accords de coproduction avec des pays non membres de la Communauté sans enfreindre la clause de la nation la plus favorisée, de préserver les accords bilatéraux de pays à pays, de maintenir les quotas de diffusion et la directive *« Télévision sans frontières »* ainsi que les aides financières à la production.

A la question de savoir si l'inscription de l'audiovisuel dans le GATT impliquait l'obligation de libéraliser progressivement le secteur, M. Falkenberg a répondu par l'affirmative : *« Nous sommes conscients qu'il y a là un problème, mais nous négocions pour qu'il soit précisé que la libéralisation ne puisse s'appliquer à des domaines qui ont pour objectif le développement de l'identité culturelle. C'est ça la spécificité culturelle, et la faire reconnaître ne sera pas une chose facile. »*

Parmi les autres intervenants, Bernard Miyet, ambassadeur chargé du dossier par le gouvernement, s'est plaint de l'opacité de la commission vis-à-vis des États membres. Mary Bredin, responsable de Téléfilm Canada, a expliqué que la clause d'*« exemption culturelle »* introduite dans l'accord de libre échange entre les États-Unis et le Canada (« supplément » Radio-Télévision du *Monde* daté 10-11 octobre) n'a pas encore été ratifiée et qu'il reste possible, compte tenu du résultat des récentes élections, que le nouveau gouvernement canadien refuse toute signature. Volker Schlondorff, cinéaste allemand, a exprimé sa conviction que dans cette affaire le gouvernement français se bat pour tous les cinéastes d'Europe.

Jacques Toubon a conclu les débats en affirmant que l'*« exception culturelle »* ne signifie pas la fermeture et le repli sur soi, mais, au contraire, la préservation du *« droit à maintenir ouverte la fenêtre qui permet d'avoir des points de vue multiples sur le monde »*. Il l'a fait en soulignant aussi que, le 8 novembre, lors de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères des Douze, Sir Leon Brittan devra rendre compte par écrit de ses négociations avec les États-Unis. Aux yeux du ministre de la culture, *le négociateur de la commission europenne « fera la preuve ou non de sa transparence à cette occasion »*...

**YVES MAMOU**

**COMMENTAIRE**

## Masques

L'UNITÉ de façade des professionnels européens de l'audiovisuel et des politiques français a autorisé, samedi 30 octobre, sur l'estrade de Beaune, les envolées lyriques du ministre de la culture. M. Toubon a mis une telle vigueur à exhorter la France à mener *« une croisade mondiale »* qu'on s'attendait un moment à l'entendre jeter dans la balance son avenir politique, au *moins son fauteuil rue de* Valois. Sous ce bel enthousiasme se dissimule pourtant une *série de faux-semblants qui obs*curcissent les enjeux et les moyens de trouver une solution.

D'abord, l'emploi de l'adjectif *« culturelle »*, dénominateur commun des partisans de l'*« exception »* et des tenants de la plus souple *« spécificité »*. Car cette défense à finalité *« culturelle »* passe évidemment par des problèmes économiques : sans structure industrielle de taille, il n'est de survie *« culturelle »* que sous la forme marginale de petites zones protégées, taillées dans de la peau de chagrin. Mais – et c'est l'une des faiblesses des apôtres de la *« spécificité »* – il n'existe pas de définition des intérêts culturels européens qui pourrait être plaidée devant les fameux « panels » pour justifier de futures mesures défensives, même si depuis le 1er novembre la culture figure officiellement dans les textes européens grâce à l'entrée en vigueur du traité de Maastricht.

Sans même parler de l'*« omerta », respectée par tous,* sur les contradictions entre les intérêts du cinéma et ceux de la *télévision, il n'existe qu'un cri*tère de défense culturelle admis au sein de la Communauté, et il *est national : il s'agit de la lan*gue, argument évidemment inutilisable pour une défense commune. Les Américains auront donc beau jeu de plaider devant les « panels », face à tout autre argument, qu'il s'agit de critères économiques, et donc irrecevables au nom de la *« spécificité »*. L'autre grande faiblesse de ce choix étant l'obligation de définir à l'avance tous les sujets sur laquelle elle pourra être invoquée, dans un domaine où les évolutions technologiques et économiques se produisent littéralement à la vitesse de la lumière.

*Ensuite, toute une série de* questions laissées en jachère : la France défend un dispositif dont *elle est la principale bénéficiaire,* au nom des intérêts de pays qui, dans leur grande majorité, n'en *veulent pas*. Parce que le dispositif français et les quelques succédanés imposés à Bruxelles représentent la condition de survie d'une industrie qui a amorti le choc de la mondialisation des images, mais y succombera si la défense ne devient pas plus globale. Les Français se battent donc « pour les autres » parce que la survie de « leur » audiovisuel en dépend. Et, avec un bel optimisme, ils ont compté sur la Communauté pour être plus combative que ses membres...

### *Une autonomie discutable*

Enfin, qui négocie, et à quel titre ? La tribune de Beaune présentait l'étrange aspect d'un aréopage de politiques, de diplomates et de professionnels entièrement d'accord sur l'*« exception »*, parmi lesquels se trouvaient celui qui doit les représenter tous à Genève, M. Falkenberg, partisan... de la *« spécificité »*. C'est que la Commission européenne, qui n'a reçu aucun mandat clair des membres de la Communauté sur ce dossier, a pris en la matière une autonomie pour le moins discutable.

La seule certitude est la brièveté des délais impartis : les accords du GATT doivent, en principe, être signés le 15 décembre au plus tard, et la France – à laquelle les États-Unis, qui ont leurs propres intransigeances dans d'autres secteurs, ne seraient pas fâchés de faire porter le chapeau d'un échec – se trouve en position de bloquer les négociations sur deux dossiers distincts : l'agriculture et l'audiovisuel. Il est très envisageable qu'elle cède sur l'un des deux pour obtenir satisfaction sur le second. Mais personne ne sait qui serait alors le *bouc émissaire*.

**JEAN-MICHEL FRODON**

## *Les juristes de Bruxelles en faveur de l' « exception culturelle »*

M. Toubon a lâché une petite « bombe » en déclarant, à Beaune : *« A ma connaissance, les juristes de la Commission ont écrit que la thèse de l'« exception culturelle » protégeait mieux l'industrie audiovisuelle européenne que la notion de « spécificité » défendue par la Commission »*. Dans la bouche du ministre de la culture, cela signifiait que la Commission européenne pouvait être accusée de « trahir » en pleine connaissance de cause.

Le texte de la « note » interne à la Commission auquel faisait allusion M. Toubon indique en effet que la *« spécificité »* est une formulation *« vague »* qui oblige les États à lister leurs *« engagements »*, comme la directive « Télévision sans frontières » et ses quotas, les aides spécifiques et la possibilité de réglementer les nouvelles technologies. Dans ce cas de figure, tout oubli ou mauvaise formulation représente une brèche de nature à ébranler l'ensemble du dispositif de protection.

Les juristes de la Commission estiment, en revanche, que l'introduction d'une clause d' *« exception culturelle » « à l'article XIV du GATT »* (Accord général sur les services) aurait l'avantage, à condition d'être *« formulée correctement »*, d'exclure clairement l'audiovisuel des règles du libre-échange *« quand l'identité culturelle serait menacée »*.

M. Falkenberg, chef d'unité à la Commission, a reconnu que cette étude recommandait l'*« exception culturelle »* plutôt que la *« spécificité »*. *« Mais les juristes de la Commission sont des spécialistes du droit communautaire et pas du GATT*, a-t-il expliqué. *Nous avons discuté longuement avec eux et ils ont fini par reconnaître que la spécificité culturelle était mieux adaptée. »*

**Y. M.**

En autorisant la télédistribution de TNT-Cartoon

## Un tribunal de commerce belge donne partiellement raison à Ted Turner

BRUXELLES

*de notre correspondant*

*Les zappeurs bruxellois ont eu la* surprise, mardi 26 octobre, de tomber sur les dessins animés et les *films hollywoodiens de la chaîne* américaine TNT-Cartoon diffusée *via* la Grande-Bretagne en utilisant *le satellite Astra.* Ce n'était qu'un des quelque trente programmes accessibles en Belgique, où tout le monde est doté du réseau câblé.

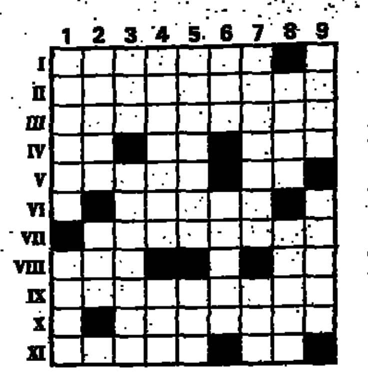
Compétent en la matière pour la seule ville de Bruxelles (ailleurs, c'est aux autorités régionales de décider), le gouvernement fédéral avait interdit, le 17 septembre, la télédistribution de TNT-Cartoon (*Le Monde* daté 19-20 septembre). Mais, mardi, le tribunal de commerce de Bruxelles, statuant en référé, a donné partiellement raison à Ted Turner, le patron de TNT Cartoon, qui avait porté plainte contre Coditel Brabant, le télédistributeur, pour rupture abusive de contrat. Coditel n'avait fait qu'obtempérer aux ordres du gouvernement. Sans attendre les astreintes, la société belge a immédiatement diffusé la chaîne américaine, avec laquelle elle n'a pas de contentieux spécifique.

L'affaire n'est cependant pas finie. Le tribunal n'a pas tranché sur le fond : conformité ou non des programmes peu intellectuels de M. Turner avec la directive « Télévision sans frontières » de 1989, prévoyant au moins 50 % d'émissions européennes. Il s'est borné à constater que le gouvernement avait pris sa décision sans consulter le Conseil d'État, comme il aurait dû le faire. On s'attend maintenant que les ministres concernés entament une procédure complexe, dite de la *« tierce opposition »*, pour pouvoir prononcer une nouvelle interdiction.

**J. de la G.**

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 6161**




HORIZONTALEMENT

I. Occupe une place plus ou *moins importante dans* le royaume des airs. – II. Rester à côté. – III. Qu'on peut voir sous *une nouvelle forme*. – IV. Pris. Morceau de savon. D'un auxiliaire. – V. On y trouve les vestiges d'un centre maya. Adverbe. – *VI.* Le corossol en est une. – VII. Prouve qu'on s'est fait beaucoup de cheveux. – *VIII. Victoria, au départ.* Evoque un bel âge. – IX. Etablissement où il y a beaucoup de « frais ». – X. Provoquent un allongement. – XI. Eclater en crépitant. Fait souvent un pli.

VERTICALEMENT

1. Poisson dont on peut dire qu'il est vraiment au poil. Comme le regard de celui qui n'a encore rien vu. – 2. On y passe quand on se met à table. N'est pas un bon mouvement. – 3. Avant elle, *selon Stendhal, il n'y a de naturel* que le besoin. Sont parfois faites à l'envers. – 4. Carnivore. Fait *sauter*. – 5. *Cité royale des Philistins*. Au nom du pair. – 6. Mot de charretier. Ce qu'on sait faire *quand on se débrouille bien*. – 7. Susceptibles d'être bien tenus. Partie de poulie. – 8. Fruit. Petits *quand on est bien traité*. – 9. Fait preuve d'imagination. Les Basques le préfèrent au melon.

**Solution du problème n° 6160**

*Horizontalement*

I. Miséricordieuse. – II. Icône. Lu. Entrer. – III. Littérature. – IV. Té. Ur. Rydberg. – V. Imitation. Il. OE. – VI. Oise. Intentions. – VII. Irénée. – VIII. Nue. Te. Etudiés. – IX. Arroi. Lavater. – X. Is. Equilibre. Su. – XI. Rupture. Ali. Rif. – XII. El. Aède. Nectar. – XIII. Sic. Tu. Sultée. XIV. Nuit. Pas. La. Nu. – XV. Belle. Eminences.

*Verticalement*

1. Millionnaires. – 2. Ici. Mi. Ursuline. – 3. Sottisier. Cul. – 4. Entêter. Oeta. Il. – 5. Rée. Etiquette. – 6. Rutine. Urdu. – 7. Clarine. Liée. Pé. – 8. Out. Ote. Al. Dam. – 9. Urne. Evian. Si. – 10. Déry. Notables. – 11. Inédit. Utricule. – 12. Et. Blindée. Tian. – 13. Urée. Ir. Rat. – 14. Se. Ronde. Sirène. – 15. Erigés. Sauf. Eus.

**GUY BROUTY**

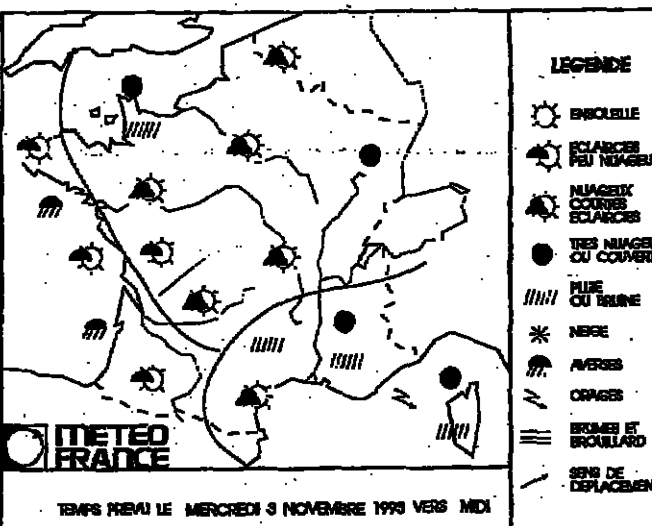
## MÉTÉOROLOGIE

**Mardi. Pluies dans le midi, très nuageux ailleurs.** – Sur l'ensemble des régions méditerranéennes, le temps restera très médiocre, avec un ciel couvert et toujours des pluies assez fortes.

Sur l'ensemble des régions proches de nos frontières (Benelux, allemande, suisse, italienne et espagnole), ainsi qu'en Bretagne, le ciel sera également gris, avec par endroits quelques faibles précipitations ; en montagne, il ne neigera qu'à haute altitude (au-dessus de 2 600 m).

Sur les autres régions, c'est-à-dire essentiellement le Sud-Ouest, le Massif Central, le Centre et le Bassin parisien, les nuages seront simplement abondants, avec même quelques petites éclaircies.

Les températures seront en hausse, avec des minima compris entre 4 degrés et 8 degrés au nord de la Loire, entre 9 degrés et 13 degrés au sud, et des maxima entre 5 degrés et 8 degrés dans le nord-est, entre 11 degrés et 15 degrés sur le reste de la moitié nord, entre 16 degrés et 21 degrés sur la moitié sud.






**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 01-11-1993**

Valeurs extrêmes relevées entre le 31-10-1993 à 18 heures TUC et le 01-11-1993 à 6 heures TUC

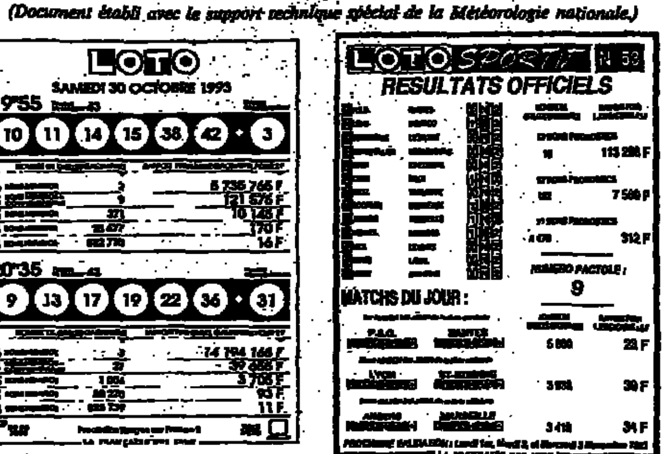
| FRANCE | | | |
|---|---|---|---|
| AJACCIO | 24 | 16 | P |
| BIARRITZ | 18 | 11 | N |
| BORDEAUX | 18 | 12 | C |
| BOURGES | 7 | 3 | B |
| BREST | 10 | 5 | C |
| CAEN | 7 | 3 | B |
| CHERBOURG | 8 | 7 | C |
| CLERMONT-FER. | 12 | 6 | B |
| DIJON | 4 | 2 | B |
| GRENOBLE | 9 | 7 | P |
| LILLE | 5 | 3 | C |
| LIMOGES | 13 | 10 | C |
| LYON | 7 | 5 | P |
| MARSEILLE | 15 | 15 | C |
| NANCY | 5 | 2 | C |
| NANTES | 7 | 4 | C |
| NICE | 14 | 12 | P |
| PARIS-MONTS. | 7 | 3 | C |
| PAU | 19 | 11 | C |
| PERPIGNAN | 15 | 12 | P |
| POINTE-A-PITRE | 33 | 21 | D |
| RENNES | 7 | 3 | N |
| ST-ETIENNE | 11 | 7 | C |
| STRASBOURG | 5 | 3 | C |
| TOULOUSE | 15 | 13 | C |
| TOURS | 5 | 2 | B |

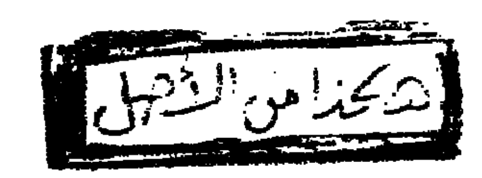
| ÉTRANGER | | | |
|---|---|---|---|
| ALGER | 19 | 15 | N |
| AMSTERDAM | 4 | 2 | C |
| ATHÈNES | 18 | 11 | D |
| BANGKOK | 32 | 22 | D |
| BARCELONE | 19 | 14 | C |
| BELGRADE | 13 | −4 | B |
| BERLIN | 9 | −2 | D |
| BRUXELLES | 4 | 4 | C |
| COPENHAGUE | 5 | 5 | C |
| DAKAR | 29 | 24 | D |
| GENÈVE | 7 | 4 | N |
| ISTANBUL | 15 | 12 | N |
| JÉRUSALEM | 26 | 12 | P |
| LE CAIRE | 28 | 19 | D |
| LISBONNE | 17 | 15 | C |
| LONDRES | 10 | 8 | C |
| LOS ANGELES | 26 | 16 | D |
| LUXEMBOURG | 4 | 1 | C |
| MADRID | 14 | 10 | P |
| MARRAKECH | 23 | 16 | C |
| MEXICO | – | – | – |
| MILAN | 11 | 7 | P |
| MONTRÉAL | 5 | 0 | * |
| MOSCOU | 1 | 0 | C |
| NAIROBI | 22 | 15 | P |
| NEW-DELHI | 30 | 15 | D |
| NEW-YORK | 7 | 6 | C |
| PALMA-DE-MAJ. | 21 | 13 | B |
| PÉKIN | 16 | 1 | D |
| RIO-DE-JANEIRO | – | – | – |
| ROME | 22 | 15 | N |
| HONGKONG | 23 | 17 | D |
| SÉVILLE | 20 | 16 | P |
| SINGAPOUR | 31 | 24 | C |
| STOCKHOLM | 6 | −1 | C |
| SYDNEY | 21 | 12 | C |
| TOKYO | 24 | 11 | D |
| TUNIS | 25 | 20 | C |
| VARSOVIE | 8 | −5 | D |
| VENISE | 14 | 9 | C |
| VIENNE | 6 | 3 | C |

| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

*TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.*

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*







## RADIO-TÉLÉVISION

## LUNDI 1er NOVEMBRE

### TF 1

14.30 **Série : La loi est la loi.** Meurtres en série (1re et 2e parties).
16.15 **Jeu : Une famille en or.**
16.40 **Club Dorothée vacances.** Spécial Hélène ; Charles s'en charge ; Parker Lewis ne perd jamais ; Jeux.
17.50 **Série : Premiers baisers.**
18.20 **Série : Hélène et les garçons.**
18.50 **Magazine : Coucou, c'est nous !** Présenté par Christophe Dechavanne. Invités : Patrick Mac Nee, Linda Thorson.
20.00 **Journal et Météo.**
20.45 **Téléfilm : A la vie, à l'amour.** D'Etienne Périer.
22.25 **Magazine : Santé à la Une.** Présenté par Robert Namias et Anne Barrère. De la crise d'angoisse à la schizophrénie.
0.00 **Journal et Météo.**
0.10 **Série : Mésaventures** (et à 4.00).
0.40 **Série : Passions.**

### FRANCE 2

15.40 **Tiercé, en direct d'Auteuil.**
15.55 **Variétés : La Chance aux chansons.** Emission présentée par Pascal Sevran. Hommage à Jean-Claude Pascal. Avec Françoise Arnoult, Isabelle Aubret, Jacqueline Boyer, Michèle Beaumont.
16.45 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
17.05 **Magazine : Giga.** Avec les séries : L'Annexe ; Sauvés par le gong ; Sois prof et tais-toi.
18.40 **Jeu : Un pour tous.**
19.20 **Jeu : Que le meilleur gagne.**
20.00 **Journal, Journal des courses et Météo.**
20.50 **Téléfilm : La Treizième Voiture.** D'Alain Bonnot.
22.45 **Magazine : Savoir plus.** Présenté par François de Closets. Comment bouger pour réussir. Reportages : Si on m'avait dit, de Thierry de Rouet ; Que sont-ils devenus ?, de Sophie Ponchelet ; Je veux changer de métier, de Marie Desmeuzes.
0.05 **Journal et Météo.**
0.25 **Sport : Tennis.** Open de Paris-Bercy. Résumé.

### FRANCE 3

13.30 **Sport : Tennis.** Open de Paris-Bercy en direct. Premiers tours des simples et des doubles.
18.25 **Jeu : Questions pour un champion.** Animé par Julien Lepers.
18.50 **Un livre, un jour.** Présenté par Olivier Barrot. *Diego et Frida*, de J.-M. G. Le Clézio.
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
20.05 **Divertissement : La Grande Classe.**
20.30 **Le Journal des sports.**
20.50 **Cinéma : Out of Africa.** ■ Film américain de Sydney Pollack (1985).
23.30 **Journal et Météo.**
0.00 **Magazine : Extérieurs nuits.** De Matthias Sanderson et Serge Toubiana. Entrée en scène d'Isabelle, de Raymond Depardon (les quelques minutes qui précèdent l'entrée d'Isabelle Huppert sur la scène du Théâtre de l'Odéon, où elle joue *Orlando*, de Virginia Woolf) ; Le monde selon Walt, de Thierry Tartas (à propos d'*Aladdin*, nouveau film des studios Disney) ; La passion d'un collectionneur, de Jean-Dominique Ferruci (portrait de Serge Bromberg, président de Lobster Films, à l'occasion de CinéMémoire, festival international des films retrouvés et restaurés, du 28 octobre au 14 novembre) ; Russ le meilleur, de Michel Toesca et Jean Rouzaud (Russ Meyer, cinéaste indépendant) ; Guerre conjugale, de Paule Zajdermann (à propos du tournage de *Casque bleu*, de Gérard Jugnot).
0.55 **Continentales.** L'Eurojournal : l'info en v.o.

### CANAL PLUS

15.30 **Téléfilm : Le Dernier Sous-marin.** De Frank Beyer.
17.05 **Documentaire : Ratons laveurs et castors, compagnons des bois.**
18.00 **Canaille peluche.**

*En clair jusqu'à 20.35*

18.30 **Ça cartoon.** Présenté par Valérie Payet.
18.45 **Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Philippe Geluck.
20.30 **Le Journal du cinéma.**
20.35 *Cinéma : L'Inconnu dans la maison.* □ Film français de Georges Lautner (1992).
22.10 **Flash d'informations.**
22.20 **Le Journal du cinéma.**
22.25 **Cinéma : Le Chêne.** ■■ Film franco-roumain de Lucian Pintilie (1991).
0.05 **Cinéma : L'Ange des ténèbres.** □ Film américain de Camilo Vila (1988).

### ARTE

*Sur le câble jusqu'à 19.00*

17.00 **Documentaire : Terre d'Avellaneda** (rediff.).
18.30 **Cinéma d'animation : Snark** (rediff.).
19.00 **Série : Hale and Pace.**
19.25 **Documentaire : Les Glaces, mémoire du temps.** D'Ivors Silis. L'histoire du climat depuis 250 000 ans.
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Cinéma : Le Voleur de savonnettes.** ■■ Film italien de Maurizio Nichetti (1989, v.o.).
22.00 **Magazine : Macadam.** Musique en fuite, la world music perd-elle le nord ?, de Philippe Comet. *De Geoffrey Oryema (l'Ougandais) au Taraf de Haidouks (groupe tzigane venu de Roumanie), en passant par Khadja Nin (Burundi), des itinéraires en forme de portraits.*
23.00 **Documentaire : Le Voyage de Hölderlin à Bordeaux.** De Michael Busse et Maria-Rosa Bobbi. *C'est à Bordeaux, où il arrive en 1802 comme précepteur, que le poète allemand manifeste les premières atteintes de la dépression qui ne le quittera plus.*
23.40 **Court métrage : Dégustation maison.** De Tatischeff.
23.55 **Court métrage : Le Colporteur.** De Lukas Wylczalek (12 min.).

### M 6

15.30 **Cinéma : L'Auvergnat et l'Autobus.** □ Film français de Guy Lefranc (1969).
17.05 **Variétés : Multitop.**
17.30 **Série : L'Etalon noir.**
18.00 **Série : Code Quantum.**
19.00 **Série : Deux flics à Miami.**
19.54 *Six minutes d'informations,* **Météo.**
20.00 **Série : Classe mannequin.**
20.35 **Magazine : Ciné 6.**
20.50 ▶ **Cinéma : Greystoke.** ■■ Film britannique d'Hugh Hudson (1984).
23.10 **Série : Amicalement vôtre.**
0.05 **Six minutes première heure.**
0.15 **Magazine : Culture pub.**
0.35 **Magazine : Jazz 6.** Liz McComb.

### FRANCE-CULTURE

20.30 **L'Histoire en direct.** Les Deux Missions de Jean Moulin (1, rediff.).
21.30 **Ecritures pour marionnettes.** Duvelor ou la Farce du diable vieux, les Femmes au tombeau, de Michel de Ghelderode.
22.40 **La Radio dans les yeux.** Avec Yves Bonnefoy.
0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Farid Chenoune (Des modes et des hommes, deux siècles d'élégance masculine).
0.50 **Musique : Coda.** Hommage à Franck Royon Le Mée, compositeur et chanteur haute-contre (1).

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 4 octobre à l'Opéra de Francfort) : Requiem pour soprano, mezzo-soprano, deux chœurs mixtes et orchestre, de Ligeti ; Concerto pour trompette, de Zimmermann ; Prométhée ou le poème du feu, de Scriabine, par le Chœur de la Radio bavaroise et l'Orchestre radio-symphonique de Francfort, dir. Dmitri Kitaienko.
23.09 **Ainsi la nuit.** Par Véronique Puchala. Sonate pour violoncelle et piano en la mineur D 821, de Schubert ; Variations sur un thème de Haendel pour piano op. 24, de Brahms.
0.00 **L'Heure bleue.** Transatlantique, par Xavier Prévost.

**Les interventions à la radio**

**Europe 1, 19 heures :** René Monory (« Le club de la presse »).
**France-Inter, 19 h 20 :** « Les Français face à la mort » (« Le téléphone sonne »).

## IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

# Les nôtres et les autres

EN tout premier titre du journal de 20 heures, Claire Chazal annonça évidemment la libération des trois otages français d'Algérie, et la très récente arrivée sur le sol national – « *peu de temps avant vingt heures* » – de deux d'entre eux. D'une phrase, elle signala ensuite que cette libération par la police algérienne avait fait plusieurs morts parmi les ravisseurs : ces morts étaient en quelque sorte une information secondaire, annexe de la nouvelle principale – la libération des otages.

Immédiatement après, le second titre était consacré au décès de Federico Fellini. Là, en nous annonçant la disparition du réalisateur, la présentatrice pencha la tête, en signe de compassion, de discrète douleur, d'ultime salut affectueux et admiratif au grand artiste disparu.

Mais cet imperceptible mouvement de la tête n'exprimait pas seulement douleur et compassion. Il parut aussi avertir : attention, chers téléspectateurs, ne confondez pas ces morts-ci et ce mort-là ! Même si les morts d'Algérie et le disparu de Rome étaient rapprochés par une malheureuse coïncidence de date, même si ces cercueils s'entrechoquaient fâcheusement dans les titres du 20 heures, les premiers morts n'étaient, et ne devaient rester qu'une ombre. Une ombre légère sur le sourire de soulagement de la France, sur la joie des retrouvailles de Vélizy-Villacoublay, l'aéroport officiel dans lequel la nation accueille ses fils rescapés de la sauvagerie du monde. A l'inverse, l'autre mort, couvert de fleurs, de larmes et de télégrammes, honoré par les officiels et les saltimbanques, le magicien italien si familier, l'ami de Marcello et le mari de Giulietta, celui-là était incontestablement des nôtres. D'un signe de tête, Claire Chazal dressait une barrière de sécurité entre la fosse commune réservée aux terroristes islamistes et le caveau de famille où bientôt reposerait le Maestro, entouré de la vénération universelle. Les deux cérémonies d'obsèques étant prévues le même jour à la même heure, il fallait tout faire pour éviter la collision des deux cortèges.

Il est vrai que Fellini était mort avec opportunité. Car ce n'était pas seulement le géant du cinéma, dont nous entourions depuis plusieurs jours le lit de souffrance. Ayant agonisé longuement en pleine controverse européano-américaine sur l'exception culturelle dans les négociations du GATT, Fellini plaquait son agonie sur les déchirements de la vieille Europe, offrant matière à d'innombrables variations sur le thème du « cinéma italien tué par les Américains ». Si nous capitulions devant les exigences de Hollywood, l'agonie de Fellini préfigurerait notre destin à tous. Les islamistes, c'étaient les autres ; Fellini, c'était nous.

**Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.**

## MARDI 2 NOVEMBRE

### TF 1

6.00 **Série : Passions** (et à 10.25, 4.00, 4.25).
6.28 **Météo** (et à 6.58, 8.28).
6.30 **Club mini Zig-Zag.** Jayce.
7.00 **Journal.**
7.20 **Dessin animé : Transmutazors** (et à 8.25).
7.25 **Club Dorothée avant l'école.** Costa ; BC-BG ; Olive et Tom ; Clip.
8.30 **Télé-shopping.**
9.00 **Feuilleton : Hôpital central.**
9.45 **Feuilleton : Haine et passions.**
10.55 **Série : Tribunal.**
11.25 **Feuilleton : Santa Barbara.**
11.50 **Jeu : La Roue de la fortune.**
12.20 **Jeu : Le Juste Prix.**
12.50 **Magazine : A vrai dire.**
13.00 **Journal, Météo et Tout compte fait.**
13.35 **Feuilleton : Les Feux de l'amour.**
14.30 **Série : Cannon.**
15.30 **Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.**
16.15 **Jeu : Une famille en or.**
16.40 **Club Dorothée.** *Charles s'en charge ; Parker Lewis ne perd jamais ; Jeux.*
17.50 **Série : Premiers baisers.**
18.20 **Série : Hélène et les garçons.**
18.50 **Magazine : Coucou, c'est nous !** Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Phil Barney.
19.50 **Divertissement : Le Bébête Show** (et à 0.10).
20.00 **Journal, Tiercé et Météo.**
20.50 **Cinéma : Rocky 3, l'œil du tigre.** □ Film américain de Sylvester Stallone (1981).
22.30 **Sport : Boxe.** Demi-finale mondiale des poids lourds-légers : Norbert Ekassi (France)-James Warring (USA) ; Frank Nicotra (France)-Tony Booth (Grande-Bretagne), en direct de Levallois-Perret.
22.35 **Magazine : Le Club de l'enjeu.** Présenté par Emmanuel de La Taille et Alain Weiller. Invités : Pierre Bellon, président de Sodexho ; Daniel Toscan du Plantier ; Yves Blanchard, président du CAA ; Linda Halfon, responsable DESS vente et négociation ; Jean-Pierre Begon-Lours, PDG d'Axiva ; Noël Goutard, PDG de Valeo ; Philippe Dumont, président de Rousseau.
0.15 **Journal et Météo.**
0.20 **Série : Intrigues.**
0.50 **Magazine : Reportages.** Une maman en plus, de Bénédicte Duran et Serge Billard (rediff.).
1.15 **TF 1 nuit** (et à 2.15, 3.15, 3.50).
1.20 **Documentaire : Histoires naturelles** (et à 3.20, 5.10). Côte-d'Ivoire : l'empereur et les dauphins ; Irons-nous pêcher dans le delta du Saloum ? ; Portraits de femmes.
2.20 **Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Pacard** (1er épisode).
4.50 **Musique.**

### FRANCE 2

5.55 **Feuilleton : Monsieur Belvédère.**
6.20 **Dessin animé.**
6.30 **Télématin.** Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 **Feuilleton : Amoureusement vôtre.**
8.55 **Feuilleton : Amour, gloire et beauté.**
9.20 **Magazine : Matin bonheur.** Invités : Martha Villalonga et Michel Duchaussoy.
11.15 **Flash d'informations.**
11.20 **Jeu : Motus.** Animé par Thierry Beccaro.
11.50 **Jeu : Pyramide** (et à 4.25). Animé par Patrice Laffont.
12.25 **Jeu : Ces années-là.** Animé par Laurent Petitguillaume.
12.59 **Journal et Météo.**
13.45 **INC.**
13.50 **Série : Le Renard.**
14.50 **Série : Les deux font la paire.**
15.40 **Variétés : La Chance aux chansons** (et à 5.00). Emission présentée par Pascal Sevran. Hommage à Jean-Claude Pascal. Avec Françoise Arnoult, Isabelle Aubret, Jacqueline Boyer, Michèle Beaumont, Sophie Makno.
16.40 **Jeu : Des chiffres et des lettres.** Animé par Laurent Romejko.
17.05 **Magazine : Giga.** Avec les séries : L'Annexe ; Sauvés par le gong ; Sois prof et tais-toi.
18.40 **Jeu : Un pour tous.** Animé par Christian Morin et Cendrine Dominguez.
19.15 **Jeu : Que le meilleur gagne** (et à 3.40). Animé par Nagui.
20.00 **Journal, Météo et Journal des courses.**
20.50 **Cinéma : Le Rapace.** ■ Film franco-italo-américain de José Giovanni (1967).
22.40 **Magazine : Bas les masques.** Présenté par Mireille Dumas. On va se dire oui pour la vie (le mariage). Reportages : Le grand jour, de Catherine Siguret et Cyril Chamalet ; A la vie, à la mort, de Martine Lupi et Angela Lorente ; Eddy Barclay : l'homme qui aimait les mariages, de Martine Lupi et Angela Lorente.
23.55 **Journal et Météo.**
0.15 **Sport : Tennis.** Open de Paris-Bercy. Résumé.
1.30 **Magazine : Jamais sans mon livre.** Diffusé sur France 3 le 30 octobre.
2.25 **Magazine : Savoir plus** (rediff.).
4.10 **24 heures d'info.**
4.55 **Dessin animé.**

### FRANCE 3

7.00 **Premier service.**
7.15 **Bonjour les petits loups.** Muppet Babies ; Bonjour les bébés ; Kimboo ; Les Histoires du père Castor.
8.00 **Continentales.** Zak (v.o.) ; A 8.20, Auslands Journal (v.o.) ; A 8.40, Oggetuige : magazine néerlandais (v.o.) ; A 9.00, Euro hebdo, l'actualité en Allemagne ; A 9.10, Multiplex, magazine d'Afrique du Sud ; A 9.20, Orthogaffes.
9.25 **Magazine : Génération 3.** Présenté par Marie-Laure Augry. Incitation à la lecture : *Poil de carotte*, de Claudine Cerf et Jacqueline Margueritte, d'après Jules Renard (2e épisode) ; A 9.55, Semaine thématique : La télévision. 1. Traitement de l'information. Invité : Michel Souchon.
10.55 **Espace *entreprises* :** L'Homme du jour.
11.00 **Magazine : Français, si vous parliez.** Présenté par André Bercoff. Les guerrières : quand les femmes s'en mêlent.
11.45 **La Cuisine des mousquetaires.**
12.00 **Flash d'informations.**
12.05 **Télévision régionale.**
12.45 **Journal.**
13.00 **Magazine : Votre cas nous intéresse.** Vente par correspondance : attention aux pièges.
13.30 **Sport : Tennis.** Open de Paris-Bercy en direct. Premiers et deuxièmes tours des simples et des doubles.
18.25 **Jeu : Questions pour un champion.** Animé par Julien Lepers.
18.50 **Un livre, un jour.** *Un cœur si blanc*, de Javier Marias.
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 **Divertissement : La Grande Classe.**
20.30 **Le Journal des sports.**
20.50 **Spectacle : Le Cirque magique de Corée.** Présenté par Sergio. L'Ensemble national de Pyongyang : huit numéros de cirque et huit numéros de magie et de grande illusion. Spectacle enregistré au Cirque d'Hiver Bouglione en décembre 1992.
22.05 **Journal et Météo.**
22.35 ▶ **Les Brûlures de l'Histoire.** Magazine présenté par Laure Adler et Patrick Rotman. John Fitzgerald Kennedy : trente ans après, mythe et réalités. Invité : André Kaspi, historien, professeur d'histoire des Etats-Unis à la Sorbonne.
23.30 **Magazine : A la une sur la 3.** Présenté par Christine Ockrent. Avec Serge July et Philippe Alexandre.
23.55 **Continentales.** L'Eurojournal : l'info en v.o.

### CANAL PLUS

*En clair jusqu'à 7.25*

7.00 **CBS Evening News.** Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chang.
7.23 **Le Journal de l'emploi.** Présenté par Martine Mauléon.
7.25 **Canaille peluche.** Corentin.

*En clair jusqu'à 8.05*

7.50 **Ça cartoon.** Présenté par Valérie Payet.
8.05 **Magazine : Télés dimanche** (rediff.).
9.00 **Le Journal du cinéma.**
9.05 **Téléfilm : Mauvaise Rencontre.** De Michael Switzer.
10.35 **Flash d'informations.**
10.37 **Surprises.**
11.00 **Cinéma : Amazon.** ■ Film finlandais de Mika Kaurismaki (1990).

*En clair jusqu'à 13.35*

12.30 **Magazine : La Grande Famille.** Présenté par Jean-Luc Delarue.
13.30 **Le Journal de l'emploi.**
13.35 **Cinéma : Le Chêne.** ■■ Film franco-roumain de Lucian Pintilie (1991).
15.15 **Magazine : 24 heures** (rediff.).
16.10 **Le Journal du cinéma.**
16.15 **Cinéma : Rocketeer.** ■■ Film américain de Joe Johnston (1991).
18.00 **Canaille peluche.** Le Tourbillon noir.

*En clair jusqu'à 20.35*

18.30 **Ça cartoon.**
18.45 **Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invitée : Anny Duperey.
20.30 **Le Journal du cinéma.**
20.35 **Cinéma : L'Amour poursuite.** ■ Film américain d'Alan Rudolph (1989).
22.05 **Flash d'informations.**
22.15 **Cinéma : Drugstore Cow-boy.** ■■ Film américain de Gus Van Sant (1989).
23.50 **Téléfilm : La Voyageuse du soir.** D'Igaal Niddam.
1.25 **Cinéma : Bianca.** ■■ Film italien de Nanni Moretti (1984).

### ARTE

*Sur le câble jusqu'à 19.00*

17.00 **Théâtre : Légendes de la forêt viennoise.** Pièce d'Odon von Horvath, mise en scène d'André Engel (rediff.).
19.00 **Série : Hale and Pace.**
19.30 **Documentaire : Happy Birthday, AFN.** D'Eckhard Garczyk et Dieter Gaebler. Les souvenirs de l'âge d'or. *Le 4 juillet 1943, le général Eisenhower donne le signal de départ d'AFN, une radio qui fit découvrir à la jeunesse européenne l'american way of life.*
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Magazine : Transit.** De Daniel Leconte. Retours ? Oublier Beyrouth, de Dominique Agniel et Jean-François Regnoux ; Nous étions amis à Vukovar, d'Alex Fenz et Bernard Menoux. Invités : Jean-Claude Guillebaud, Amin Maalouf et Herta Müller.
21.45 **Soirée thématique : *Heinrich Mann.*** Portrait d'une époque. Soirée proposée par Gerhard Vogel (ARD).
21.46 **Cinéma : Le Sujet de l'empereur (Der Untertan).** ■■ Film est-allemand de Wolfgang Staudte (1951, v.o.), suivi, à 23.30, d'un extrait de *l'Ange bleu*, de Joseph von Sternberg, avec Marlene Dietrich.
23.35 **Documentaire : Portrait d'une époque.** De Wilfried F. Schoeller. Vie et œuvre de Heinrich Mann (75 min.). *Témoignage sur l'auteur et son époque.*

### M 6

7.00 **Informations : M 6 express** (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
7.05 **Contact 6 Manager.**
7.15 **Les Matins d'Olivia** (et à 8.05).
9.05 **M 6 boutique.** Télé-achat.
9.30 **Musique : Boulevard des clips** (et à 10.05, 2.00, 6.05).
10.55 **Série : Cagney et Lacey.**
12.00 **Série : Papa Schultz.**
12.35 *Série : La Petite Maison* **dans la prairie.**
13.25 **Série : Roseanne.**
14.00 **Magazine : Capital.** Le système Coca.
14.30 **Magazine : La Vie à pleins tubes.** Vidéofan : Liane Foly.
17.00 **Variétés : Multitop.**
17.30 **Série : L'Etalon noir.**
18.00 **Série : Code Quantum.**
19.00 **Série : Deux flics à Miami.**
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 ▶ **Série : Papa bricole !**
20.35 **Magazine : Grandeur nature.** Présenté par Caroline Avon.
20.50 **Série : Docteur Quinn.** Joyeux anniversaire, docteur Quinn ; Rite d'initiation.
22.45 **Série : Mission impossible.**
23.40 **Série : L'Exilé.**
0.30 **Six minutes première heure.**
0.40 **Théâtre : Le Miroir d'Aragon.** Mise en scène de Jean-Louis Martinoty. Avec Jean Davy, Edith Scob, François Chaumette.
1.35 **Musique : Flashback.**
2.30 **Rediffusions.** Airbus, vingt ans déjà ; Salzbourg, festival et contrepoint ; Archéologie aérienne ; Les As de guerre ; Fax'O ; Les Enquêtes de Capital.

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel médecine.** La dyslexie.
21.30 **Grand Angle.** Etre juré en son âme et conscience (rediff.).
22.40 **Les Nuits magnétiques.** L'Hôtel du crime (imaginaire), de Goran Tocilovac.
0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Michel Panoff (les Frères ennemis).
0.50 **Musique : Coda.** Hommage à Franck Royon Le Mée (2).

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert.** Symphonies du festin royal de Mgr le Comte d'Artois (Suite en sol, Suite en ré, Suite en fa), de Francœur, par la Simphonie du Marais, dir. Hugo Reyne.
22.00 **Les Voix de la nuit.** Par Henri Goraieb. Fanny Heldy, soprano. Œuvres de Gounod, Dupont, Puccini, Bizet, Thomas, Charpentier, Gounod.
23.09 **Ainsi la nuit.** Quatuor à cordes no 1 en mi mineur, de Smetana ; Fantaisie pour piano à quatre mains en fa mineur D. 940, de Schubert.
0.00 **L'Heure bleue.** Carnets de route, par Philippe Carles. Invité : Yochk'o Seffer, saxophoniste.

**Les interventions à la radio**

**France-Inter, 8 h 40 :** Charles Villeneuve (« Radio-Com »).
**France-Inter, 19 h 20 :** « Pour ou contre les polices municipales », avec Patrick Balkany (« Le téléphone sonne »).

Le Monde

AU JOUR LE JOUR

## Le cinéma orphelin

*Dans le flot rhétorique des hommages obligés qui accompagnent la disparition de Federico Fellini, on lit, ointes d'une solennité complaisante, des déclarations selon lesquelles la mort du Maestro signerait la mort du cinéma italien. Depuis quand la mort du père tuerait-elle tous ses fils ? Le cinéma italien est aujourd'hui orphelin, c'est vrai, et terriblement affaibli par la dictature des financiers, mais tant qu'il y aura en Italie ne serait-ce qu'un Nanni Moretti – en qui d'ailleurs Fellini reconnaissait son héritier – il ne faut pas désespérer. Le cinéma italien qui est mort avec Fellini est celui de la légitimité triomphante du songe. Cinecittà, aujourd'hui cerné de HLM, a perdu son horizon, personne ne pourra plus y réinventer Venise, y faire paître des éléphants, y construire un paquebot capable de traverser nos rêves. D'ailleurs, les Italiens sincères qui pleurent Fellini dans les rues de Rome n'allaient plus voir ses films... Et si ce n'était pas le cinéma qui mourait, mais notre capacité à l'aimer?*

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

### Un entretien avec François Dagognet

Agrégé de philosophie, docteur en médecine, François Dagognet a acquis des connaissances précises, notamment dans les domaines de la neuropsychiatrie, de la chimie et de la géologie. Il s'est employé à réfléchir en philosophe sur les méthodes à l'œuvre dans ces disciplines. Pour lui, *« Plier l'homme à la nature est la pire des aliénations »* *(page 2)*.

INTERNATIONAL

### Libye : le putsch démenti

*« Aucune rébellion n'a eu lieu à Misrata ou ailleurs. »* Le démenti du colonel Mouammar Kadhafi n'a pas convaincu grand monde, même à Tripoli *(page 4)*.

### Désastre culturel au Cambodge

Après trois années d'enquêtes et de recherches sur place, l'École française d'Extrême-Orient (EFEO) est arrivée à la conclusion que, *« pendant les guerres qui ont ravagé le Cambodge au cours des deux dernières décennies, on peut estimer que plus de 90 % du patrimoine littéraire manuscrit du Cambodge a été détruit »*. Comme 30 % seulement des textes trouvés sont complets, l'EFEO évoque *« un désastre de première magnitude »* *(page 5)*.

### Pérou : M. Fujimori gagne son référendum

*Selon de résultats encore provisoires, avec une majorité de* l'ordre de 53 %, les Péruviens ont approuvé, dimanche 31 octobre, la révision de la Constitution qui leur était proposée par référendum par le président Fujimori. Ce dernier pourra donc se présenter pour un second mandat consécutif *(page 6)*.

POLITIQUE

### Marseille : quatre hommes pour une mairie

MM. Vigouroux, Gaudin, Weygand et Tapie sont peu ou prou déjà en compétition pour les prochaines municipales, qui ne devraient pas avoir lieu avant mars 1995. Tous prônent le « rassemblement » pour faire face aux graves difficultés économiques de la ville *(page 7)*.

SOCIÉTÉ

### Les déchets nucléaires ne font plus peur

Hier, un projet d'implantation de laboratoires souterrains pour la gestion des déchets radioactifs de haute activité pouvait déclencher des émeutes, bien au-delà du site envisagé. Aujourd'hui, on peut voir une région quasiment unanime réclamer « ses » déchets avec insistance. Crise et chômage sont passés par là... *(page 8)*.

SPORTS

### Le quinze de France bat l'Australie (16-13)

Le quinze de France est parvenu à battre l'équipe d'Australie (16-13), samedi 30 octobre à Bordeaux, lors du premier test-match de la tournée française des Wallabies *(page 10)*.

COMMUNICATION

### M. Toubon : Bruxelles a « dérapé »

*Les IIIes Rencontres cinématographiques de Beaune, qui ont eu lieu du 28 au 30 octobre, ont été essentiellement consa-*crées à la controverse sur le volet culturel et audiovisuel des négociations du GATT. Le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, a accusé la commission européenne de « dérapage » *(page 16)*.



La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-56

**Demain**

*Initiatives*

*Flou non artistique* autour d'une décentralisation inachevée, celle de la formation professionnelle. Les formateurs, en quête de statut, créent un syndicat professionnel pour lutter contre la précarité de leur situation.

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-l'Économie » folioté 19 à 26

Le numéro du « Monde » daté dim. 31 oct.-lundi 1er nov. a été tiré à 504 311 *exemplaires*

Le mandat d'arrêt contre le patron d'Olivetti

## Carlo De Benedetti est accusé d'avoir versé d'importants pots-de-vin

**Le parquet de Rome a lancé, samedi 30 octobre, un mandat d'arrêt contre Carlo De Benedetti, accusé de corruption (*le Monde* daté 31 octobre-1er novembre). Le patron d'Olivetti avait déjà indiqué aux juges milanais, en mai dernier, qu'il avait été contraint de payer des pots-de-vins à plusieurs partis politiques.**

ROME

*de notre correspondante*

Des carabiniers munis d'un mandat d'arrêt émis par le parquet de Rome sont allés sonner simultanément, samedi à l'aube, à Turin et Milan, aux deux domiciles du patron d'Olivetti, Carlo De Benedetti. En vain, « l'ingegnere » passait le long week-end de la Toussaint à l'étranger. La nouvelle de ce nouveau et spectaculaire développement de l'enquête « Mains propres » » sur la collusion entre milieux d'affaires et partis politiques n'en a pas moins fait sensation dans une Italie pourtant déjà blasée. Après le suicide de Raoul Gardini au printemps, la chute de la maison Ferruzzi et les sérieux ennuis de Fiat avec la justice, c'est au dernier des condottiere du rêve italien des années 80 que s'en prend aujourd'hui la justice.

Motif du mandat d'arrêt : corruption. Sur plus d'une dizaine de feuillets dactylographiés sont expliqués les faits reprochés à M. De Benedetti : entre autres, le paiement, entre les années 1988 et 1991, d'un très copieux pot-de-vin de 10,025 milliards de lires (environ 360 millions de francs) au ministère des postes afin de décrocher de gros contrats pour la fourniture d'ordinateurs, d'imprimantes, de calculatrices et autres matériels de bureau électroniques.

Ces révélations ont été faites par l'un des managers du groupe d'Ivrée, Giovanni Cherubini, responsable du siège de la société à Rome, lors de son arrestation et de son interrogatoire par les juges milanais, il y a plusieurs mois. Figure en outre, dans l'acte d'accusation, le versement d'autres dessous-de-table, à la compagnie des chemins de fer d'État (400 millions de lires), là aussi en échange de contrats de fournitures sophistiquées, ainsi que des *« contributions »* aux divers partis politiques (essentiellement au bénéfice de la Démocratie chrétienne et du Parti socialiste) pour plusieurs milliards.

### *Guerre des magistratures ?*

En réalité, il n'y a rien là de très nouveau car, au mois de mai dernier, M. De Benedetti s'était rendu spontanément chez le juge Antonio Di Pietro, principal animateur du « pool » des magistrats anti-corruption, et lui avait remis, pour montrer son désir de collaborer avec la justice, un long mémoire. On pouvait y lire, avec force détails précisément, toute l'affaire concernant les pots-de-vin à l'administration des postes. Carlo De Benedetti, loin de nier, avait lui-même fait remarquer que ce versement lui avait permis de multiplier par cent ses fournitures aux postes italiennes, ses contrats passant de 2 à près de 200 milliards de lires, en une seule année, entre 1987 et 1988. Arguments dont le PDG d'Olivetti s'était servi pour démontrer qu'il était sans doute coupable, mais plus que tout victime *« d'un véritable système de racket »*, et qu'il n'avait agi finalement, contraint et forcé, que *« pour sauver son entreprise déjà en difficulté »*.

L'explication de M. De Benedetti avait-elle convaincu les magistrats milanais ? C'est peu probable. En revanche, ces derniers semblaient avoir estimé que la collaboration de « l'ingegnere » était suffisamment complète et crédible pour ne rien précipiter, et avaient assuré en échange le groupe d'Ivrée que l'enquête se poursuivrait *« en douceur »*. Alors, pourquoi ce mandat d'arrêt, pour les mêmes affaires déjà débattues à Milan, en provenance du parquet de Rome ? Conflit de compétences entre Milan et Rome ? Ce ne serait pas la première fois : déjà en mai, il avait fallu l'intervention de la Cour de cassation pour que le dossier revienne aux magistrats romains qui le réclamaient.

Ces derniers, en attendant, se montrent particulièrement réservés, notamment le substitut Maria Cordova, qui a signé le mandat d'arrêt. Avant de partir elle aussi pour les fêtes de la Toussaint, la jeune femme a simplement déclaré, pour faire taire les interrogations – voire les critiques – émises en sourdine à Milan sur ses motivations, que *« de nouveaux faits et de nouveaux chiffres avaient été inscrits au dossier »* et qu'*« une nouvelle lecture, plus accablante, était désormais possible »*.

De leur côté, les avocats de Carlo De Benedetti, qui n'ont pas caché leur étonnement et leur incompréhension devant une mesure qu'ils estiment aussi spectaculaire qu'inutile, ont précisé que leur client, qui devait rentrer en Italie ce mardi, *« était prêt à se mettre à la disposition de la justice dès que la date d'un nouvel interrogatoire serait fixée »*. Les syndicats et le personnel d'Olivetti, solidaires de leur PDG, attendaient, eux, avec une certaine appréhension la réouverture de la Bourse, mardi, pour voir si l'entreprise échapperait à d'inévitables et désastreuses spéculations au moment même où plane la menace de nouveaux licenciements.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

En décrétant une nouvelle réglementation des services de télécommunications

## Le régime de Pékin tente, en vain, de rétablir un monopole de l'information

PÉKIN

*de notre correspondant*

Le KGB chinois, rivé devant le téléviseur officiel et toujours à l'écoute sur les lignes téléphoniques normales, ne sait plus où donner de l'oreille avec l'explosion des télécommunications modernes dans un pays où, il n'y a pas quinze ans, le citoyen devait prendre son vélo ou l'autobus pour faire connaître à un partenaire une information qu'il ne tenait pas à confier au courrier. A la campagne, à la même époque, on ne communiquait même pas de village à village si ce n'est à l'occasion des fêtes carillonnées.

Du coup, le pouvoir a tenté de rappeler sa présence avec un nouvel oukase destiné à réaffirmer le monopole de l'Etat sur les outils de transmission qui lui échappent.

Après les antennes de réception de télévision par satellite, ce sont les téléphones portables, « beepers » à distance, messageries informatiques, distributeurs de données informatiques et – marque de signature inimitable du ministère de la sécurité d'Etat – *« tous les autres services de télécommunications »*, qui ont fait l'objet d'une nouvelle réglementation prouvant *a contrario* la perte de contrôle des autorités.

Publié depuis la mi-octobre, cet oukase fait obligation aux firmes de ce secteur, même à celles qui étaient nanties d'un permis en bonne et due forme, de se réenregistrer auprès du ministère des postes et télécommunications sous peine d'être dissoutes. La nouvelle réglementation stipule également que les sociétés étrangères de cette branche – y compris celles qui créeraient avec des partenaires chinois des sociétés à capitaux mixtes pour contourner la législation – ne peuvent en aucun cas entreprendre une activité de services de cet ordre en Chine « populaire ».

Ce dispositif traduit ouvertement la peur panique de la direction du Parti communiste de perdre le contrôle de ce secteur stratégique. Le journal qui l'a rendu public, le *Quotidien de l'économie*, accompagnait lui-même cette annonce d'une pesante dissertation soulignant, pour expliquer que le monopole de l'État devait être maintenu dans ce domaine, que *« les communications constituent le système nerveux de la nation et ont trait à ses secrets et à sa sécurité. Si les systèmes d'information de la Chine sont mis à découvert et non plus tenus d'une main ferme, comment les gens se sentiraient-ils en sécurité ? »*, demandait plaisamment l'auteur de l'article.

### *Inadéquation*

L'un des traits dominants de la colossale mutation sociale en cours à la faveur des changements économiques est le bourgeonnement des télécommunications dont la Chine était jusqu'à une date récente très dépourvue. L'une des plus grandes erreurs de calcul des autorités chinoises, lors de la répression de Tiananmen en 1989, avait été d'ignorer les conséquences de *« la révolution du fax »* intervenue avec l'ouverture économique du pays par l'introduction dans les entreprises, les administrations et les établissements de recherche, de l'informatique et de la télécopie connectées aux réseaux mondiaux. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer si l'on se place du point de vue d'un pouvoir pour lequel le monopole de l'information est aussi important que l'arme nucléaire.

Les dix-neuf millions de postes de téléphone dont la Chine dispose sont principalement répartis auprès des quelque deux cent millions de citadins. Ils étaient autrefois attentivement surveillés, notamment par les mouchards des « comités de quartiers » qui ne se gênaient nullement pour écouter la conversation des usagers du seul poste public du pâté de maisons. A présent, bien des citadins ont le téléphone à la maison. Tous ceux qui se lancent dans les affaires – ou la dissidence, ou les deux – arborent au moins un « beeper » électronique qui inscrit sur un écran à cristaux liquides les caractères chinois d'un message, en clair ou codé, transmis par le biais d'un opérateur. On ne compte pas moins de soixante-dix sociétés de messagerie de ce type à Pékin seulement. Dans le sud du pays, l'enrichissement a fait proliférer les téléphones portables, certains systèmes opérant même avec Hongkong. Dans la colonie britannique, les firmes se battent pour proposer à la clientèle des téléphones permettant d'être atteints jusqu'à Canton.

Dans ce contexte, l'édit téléphonique a probablement autant de chances de succès que la bulle télévisuelle : à terme, après une faible reprise en main du système, qui sera inéluctablement suivie d'une relance encore plus énergique de la diffusion de pareils outils, le pouvoir aura démontré une fois de plus son inadéquation par rapport à la société qu'il prétend encore régenter sur le mode léniniste, et, par là même, sa faiblesse.

Cette issue est d'autant plus prévisible que – qu'il s'agisse des antennes de télévision par satellite ou de la téléphonie moderne –, ce sont les instances mêmes du régime qui se veulent les fournisseurs d'une clientèle en pleine expansion. Quand l'Académie des sciences ou la corporation industrielle de la défense fabriquent des antennes paraboliques de qualité sensiblement égale à la concurrence étrangère, ces instances n'ont aucune intention de se laisser manger des parts de marché. Les firmes de services radiotéléphoniques ont, elles aussi, été créées par les émanations du vieux pouvoir léniniste, alléché par ce marché prometteur.

L'édition asiatique du *Wall Street Journal* new-yorkais, commentant l'interdit parabolique, notait avec sarcasme que *« le fait même que les clientèles personnelles des vieillards qui dominent encore la scène chinoise depuis leur lit d'agonie songent à produire de telles directives et suscitent ainsi la risée populaire, devrait presque leur attirer une certaine compassion... »*

FRANCIS DERON

## Mort de l'acteur River Phoenix

### *Une vulnérabilité et une sincérité exceptionnelles*

NEW-YORK

*(correspondance)*

L'acteur River Phoenix s'est effondré le 31 octobre, en sortant d'un night-club à Hollywood. Il est mort dans l'ambulance qui le conduisait à l'hôpital. Il était âgé de vingt-trois ans. Les raisons de ce décès ne sont pas connues.

River Phoenix est âgé d'à peine onze ans lorsqu'il fait ses premiers pas devant les caméras. Il tourne alors dans des spots publicitaires et obtient quelques rôles à la télévision (notamment, en 1981, dans une série inspirée de la comédie musicale *Seven Brides for Seven Brothers*). Inaugurée brillamment avec *Explorers*, de Joe Dante et surtout *Stand by me*, de Rob Reiner, sa carrière cinématographique sera jalonnée par des metteurs en scène prestigieux : Lumet, Spielberg, Lawrence Kasdan, Peter Weir et Gus van Sant.

Adolescent qui part à l'aventure avec une poignée de copains *(Stand by me)*, fils honnête et sincère d'un inventeur idéaliste jusqu'à la folie (*Mosquito Coast*, de Peter Weir), pianiste en herbe qui veut rompre avec sa famille politico-hippie (*Running on Empty*, de Sidney Lumet), Américain pur sang découvrant que ses parents sont des espions à la solde des Russes (*Little Nikita*), Harrison Ford en herbe qui n'a pas encore retrouvé son Sean Connery de père (*Indiana Jones et la dernière croisade*), et même, disait-il, le jeune prostitué homosexuel de *My Own Private Idaho*, de Gus van Sant, ses personnages ont souvent été marqués par le désir de se créer une famille « normale » dans des circonstances pour le moins anormales.

La sienne était peu banale. River Phoenix naît dans une cabane de l'Oregon (près du lieu où fut tourné *Idaho*). Ouvriers agricoles, ses parents se joignent à une secte (l'Eglise de Dieu) et deviennent missionnaires en Amérique du Sud. Changeant de nom, ils adopteront le patronyme de Phoenix et rebaptiseront leurs enfants River (Fleuve), Leaf (Feuille), Rainbow (Arc-en-ciel), Summer (Été), Liberty (Liberté). Rompant avec l'Eglise de Dieu pour *« divergences dogmatiques »*, les Phoenix ont du mal à joindre les deux bouts. A peine âgé de dix ans, River chante dans les rues de Caracas et fait la manche avec sa sœur Rainbow (également actrice, Rainbow fera partie d'Aleka's Attic, le groupe rock fondé par River). Passant par la Floride, les Phoenix s'installent un peu plus tard à Los Angeles. La mère trouve un emploi de secrétaire à la NBC et réussit à décrocher des rôles de figuration pour ses enfants.

River Phoenix supportera mal l'univers de la publicité. Passant au cinéma, il deviendra en quelques années l'un des acteurs les plus marquants de sa génération. Comédien sans inhibition aucune, il n'hésitait pas devant les caméras à mettre à nu une vulnérabilité, une sincérité et une honnêteté exceptionnelles.

Nommé à l'Oscar du meilleur second rôle pour *Running on Empty*, (1991), il obtient le prix d'interprétation masculine au Festival de Venise 1992 pour *My Own Private Idaho*. Il avait récemment achevé *Silent Tongue*, écrit et réalisé par Sam Shepard, *This Thing Called Love* de Peter Bogdanovitch, et s'apprêtait à incarner l'interviewer dans *Interview avec un vampire*, de Neil Jordan, d'après le roman d'Anne Rice.

HENRI BÉHAR

**Un jeune homme se noie près de Metz en fuyant la police.** – Agé de vingt ans, Djamel Aloui est mort noyé, dimanche 31 octobre en fin d'après-midi, après être tombé dans la Moselle en tentant d'échapper à un contrôle effectué par des policiers de Metz. Le jeune homme et l'un de ses amis s'étaient enfuis en apercevant deux motards de la police nationale qui effectuaient une ronde sur un chemin de hâlage de la commune du Ban-Saint-Martin (Moselle). Alors que les policiers étaient encore loin des deux fuyards, Djamel Aloui tombait dans l'eau glacée et coulait à pic. Les plongeurs des sapeurs-pompiers appelés sur place devaient récupérer son corps inanimé. Selon les éléments révélés ultérieurement par l'enquête, les deux jeunes venaient de commettre un vol à la roulotte dans une voiture.







Le Monde

**Tout se recycle!**



Aujourd'hui, on ne récupère pas seulement les bouteilles de verre ou de plastique. Des usines se créent pour recycler les éléments d'ordinateurs ou de photocopieuses, les skis, les chaussures ou les baskets...

page 20

**L'Institut monétaire européen**





C'est Alexandre Lamfalussy, économiste belge d'origine hongroise, actuellement directeur général de la BRI, qui va diriger l'établissement qui *préfigure* la future Banque centrale européenne. Une tâche délicate.

page 24

**Lettre de New-York : Noir ou Blanc?**



La campagne pour l'élection à la mairie de New-York a opposé un républicain blanc, Rudolph Giuliani, à un démocrate noir, le maire sortant, David Dinkins, mais aussi deux politiques économiques totalement différentes.

page 25



# L'ÉCONOMIE

**À-CÔTÉS**

## Camemberts japonais

***La Fromagerie lorraine de Vézelise fabrique, depuis son rachat par le groupe nippon Morinaga, des camemberts pasteurisés***

VÉZELISE
de notre envoyé spécial

« CHÂTEAU CAMEMBERT » pour le Japon, « Château Blamont » pour l'Allemagne et « Désirée » pour la Suède sont quelques exemples de marques de camembert commercialisées par la Fromagerie lorraine de Vézelise. Située à 25 kilomètres au sud-ouest de Nancy, cette commune de moins de 2000 habitants au cœur du Saintois abrite une unité de production qui se consacre exclusivement à l'exportation, par la volonté du groupe agroalimentaire nippon Morinaga.

En 1990, au moment du regroupement entre Sodial (Yoplait, Candia) et le groupe Saint-Hubert, la société japonaise a saisi l'occasion pour prendre une participation majoritaire dans l'usine de Vézelise, l'objectif étant de fabriquer des camemberts pasteurisés, doux et crémeux, correspondant au goût japonais. Après un investissement de 10 millions de francs, la petite fromagerie, qui jusque-là ne traitait que du lait cru, fabrique depuis la fin de 1991 des produits avec la minutie qu'exige le cahier des charges établi par les Japonais. Sur les 600 tonnes commercialisées, seules 100 tonnes sont destinées au marché nippon.

**Marcel Scotto**

*Lire la suite page 21*

**MOBILISATION POUR UNE REPRISE**

# Immobilier : vider les stocks




***La reprise du marché immobilier tant de fois annoncée est loin d'être confirmée. Certes, les mises en chantier progressent grâce au plan de relance gouvernemental. Mais les professionnels ont beau répéter que « c'est le moment d'acheter », que les taux ne baisseront plus, les acquéreurs ne se précipitent pas, même si les promoteurs agitent le spectre d'une pénurie à venir. On constate pourtant un certain dégonflement des stocks de logements invendus et les prix semblent se stabiliser. En revanche, le marasme persiste dans l'immobilier de bureaux, et pour longtemps : un million de mètres carrés (plus de 7 % des surfaces) restent inoccupés à Paris. Deux crises qui se conjuguent, fragilisant entrepreneurs, promoteurs, banquiers...***

**Lire page 21 les articles de Françoise Vaysse**

**LES DEUX VISAGES DU TEXTILE BELGE**

# Le tapis flamand résiste

***Flandre qui rit, Wallonie qui pleure, l'industrie textile d'outre-Quiévrain illustre les contradictions d'un secteur trop vite condamné, qui, même en Europe, a encore les moyens de se battre... à condition d'investir et de s'adapter***

AUDENARDE
de notre envoyé spécial

PEUT-ON parler de crise? L'industrie textile de Flandre ressent certainement, en termes d'activité (en baisse de 10 % au premier semestre 1993 par rapport au premier semestre 1992), et donc d'emploi, les effets d'une conjoncture détestable. Mais, attendant la reprise, elle tient le coup et, confiante, montre un visage plutôt prospère.

Principalement concentrée dans le triangle *Gand-Courtrai-Audenarde – on y trouve 600* entreprises sur le millier que compte la profession en Flandre occidentale et orientale –, à deux pas de la France avec laquelle pourtant – question de langue, de culture –, elle n'entretient que des relations limitées, elle a manifesté à plusieurs reprises depuis la guerre une impressionnante capacité d'adaptation et de renouvellement. Le grand-père de Dominique De Clerck, l'un des *patrons* de Beaulieu, la multinationale de la moquette, cultivait le lin, dont les fibres étaient blanchies dans les eaux de la Lys. Vers la fin des années 50, lorsque les manufactures de lin, trop durement concurrencées, ont commencé à décliner, son père, Roger, a orienté la fabrication vers le tissu d'ameublement.

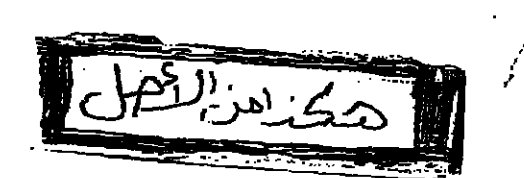
Il a si bien réussi qu'en 1986 il a été en mesure de diviser son empire de façon à doter d'une affaire parfaitement viable chacun de ses six enfants. La plus importante société du groupe, celle qui a échu à Dominique, est restée au pays : Beaulieu-Wielsbecke produit moquettes et tapis, dans les gammes bon marché, et emploie, en tenant compte de ses filiales en Angleterre et en Allemagne, plus de deux mille personnes. Mais une des sœurs de Dominique fabrique la même moquette aux Etats-Unis et l'autre est installée en Afrique du Sud. Au-delà des liens de famille, les six sociétés du groupe Beaulieu, toutes prospères, affirme notre interlocuteur, n'ont plus guère de relations entre elles.

**DEUXIÈME** • *« Dans le tapis, la situation n'est pas si mauvaise, et il y a peu de gens, dans la région, qui perdent de l'argent »,* admet Dominique De Clerck. De fait la Belgique, c'est-à-dire, en l'occurrence, les deux Flandres, est devenue, en volume, le deuxième producteur mondial après les Etats-Unis. Trente kilomètres plus au sud, à Audenarde, l'histoire de l'entreprise Santens – PDG, Luc Santens, dont Dominique De Clerck est le gendre – n'est pas franchement différente. Fondée par le grand-père, il y a soixante-quinze ans, elle s'est, au début du Marché commun, spécialisée dans le tissu-éponge *(« on a vu là une opportunité... »)*.

C'était un défi, il fallait investir, acheter un matériel particulier *(« ce qui est devenu bientôt un avantage sur nos concurrents »)*, mais la greffe a pris, le tissu-éponge est devenu un produit de consommation courante, qui suit les évolutions de la mode. La demande a augmenté, faisant grimper le chiffre d'affaires, même si, corollaire naturel, le client – à savoir la grande distribution – est devenu exigeant, attachant de l'importance au dessin, au style. L'entreprise, purement familiale, qui emploie, *elle* aussi, *2 000* personnes – *1 400* en *Belgique*, le reste dans ses filiales irlandaise, américaine et allemande –, est complètement intégrée : elle file le coton, le teint, le tisse, le confectionne, le conditionne et possède désormais son propre atelier de design.

**Philippe Lemaitre**

*Lire la suite page 22*







**ENVIRONNEMENT**

# Tout se recycle !

*Des ordinateurs aux bouteilles en plastique, en passant par les chaussures de sport, les batteries ou les skis, les entreprises spécialisées se multiplient : le recyclage est une activité économique originale et en plein essor*

ON achève bien les ordinateurs. Le 13 octobre a été inauguré à Beauvais la *première chaîne de démantèlement et de broyage d'équipements électroniques*. Créée par Général Electronique et une filiale de la Générale des eaux, l'usine DEMOVALE (Démontage valorisation électronique) va, dans un premier temps, se concentrer sur les décodeurs utilisés par les téléspectateurs câblés. En l'espace de trois ou quatre ans, quelque 3 200 000 décodeurs devront être remplacés. Ensuite, l'usine de Beauvais traitera toutes sortes d'appareils, depuis le simple téléphone jusqu'au terminal d'ordinateur, en passant par le fax et le Minitel. *Le procédé consiste à démonter les appareils et à séparer les éléments* récupérables : capots de plastique ABS, claviers, transformateurs, cordons électriques, circuits imprimés, et même vis et résidus d'emboutissage. L'atelier de Beauvais va ainsi récupérer annuellement quelque *600 tonnes de plastique ABS, qui seront broyées* et refondues. Les transformateurs (250 tonnes par an) seront réemployés intacts ou traités par électrolyse, et les pièces métalliques seront envoyées en fonderie.

**FIABLES** • Pour sa part, Rank Xerox, le numéro un mondial de la reprographie, a monté aux Pays-Bas une usine de recyclage qui, sur 20 000 mètres carrés, démonte les appareils en fin de vie... et en refabrique de nouveaux avec les pièces récupérées en bon état. Les appareils qui sortent de ces ateliers sont garantis « 100 % recyclés » ... *et aussi fiables que ceux fabriqués en matériaux* neufs. Le souci de l'environnement est tel chez nos voisins du Nord que, à prix égal, les clients préfèrent généralement un appareil recyclé !

La Compagnie européenne d'accumulateurs a mis au point une machine, baptisée Bat'Clean, capable de recycler quatre-vingts batteries par jour. Cette machine neutralise *l'électrolyte de la batterie et rend donc le* liquide acide inoffensif, permettant ainsi de récupérer les éléments de plomb et le bac en plastique. Bat'Clean *est aussi un réseau de huit mille garagistes* qui assurent la collecte des batteries en fin de vie, soit quelque six millions par an, représentant des millions de litres d'électrolyte. Pour connaître l'adresse du garagiste récupérateur le plus proche, composer sur Minitel 3615 Bat'Clean.

La société Rossignol s'est lancée cette année dans la récupération des matériels de ski *(skis, chaussures, fixations, bâtons)* afin d'en garantir le recyclage ou, à tout le moins, une certaine valorisation. Les matériels collectés sont confiés à une entreprise qui les broie et trie ensuite le métal, envoyé en fonderie, et les matières plastiques (ABS, fibre de verre), transformées en briquettes combustibles pour les cimenteries. *La liste des trente magasins de l'opération « Flocon Vert » est disponible sur* Minitel (3614 Rosseco). La récupération des matières plastiques, encore balbutiante, compte *néanmoins quelques pionniers. Ainsi la société* TUVEDOC, fondée en 1987, vient de se voir décerner un prix pour une belle performance : son usine de Montpellier broie, régénère et recycle chaque jour quelque 34 tonnes de plastique usagé pour en faire des tuyaux d'arrosage en PVC (polychrome de vinyle).

NOUS AVONS RÉUSSI A CONVERTIR DE VIEUX PNEUS EN UN TISSU IMPERMÉABLE D'UNE REMARQUABLE ÉLASTICITÉ

**VITRES** • En Allemagne, Veka, numéro un de la menuiserie industrielle en PVC, a construit à Behringen, en Thuringe, une unité de recyclage des chutes et anciennes *menuiseries PVC. Les fenêtres* entières sont broyées avec leurs vitres, leurs joints et leur quincaillerie. Les matériaux sont ensuite triés et réutilisés. Des Etats-Unis, enfin, sont venues deux techniques originales de recyclage. La firme de chaussures de sports *Nike a lancé récemment à Seattle (Etat du Washington) une opération* consistant à collecter cinq mille paires de baskets usagées. Les semelles, broyées, sont converties en matériau pour revêtement de piste d'athlétisme ou de courts de tennis. Et l'enveloppe du pied est lacérée pour *faire du rembourrage de literie.*

Quant à la *société* Patagonia, spécialisée dans le vêtement « écologique » à base de matériaux naturels, elle vient de lancer un pull polaire en chinchilla de synthèse, fabriqué à partir de bouteilles de plastique ! Les bouteilles en PE (polyéthylène), qui, à la différence du PVC, ne contient pas de chlore, *sont hachées menu, fondues et filées en* fibres, et enfin tricotées. L'acheteur, bien au chaud dans son pull synthétique, a ainsi une double satisfaction : il épargne la fourrure des pauvres petits chinchillas et il contribue au recyclage de tous ces plastiques qui nous envahissent.

**Roger Cans**

**HUMEUR • *par Josée Doyère***

## Les tout-ou-rienistes

DES *conflits sociaux, il y en a toujours eu. Celui qui* secoue Air France semble comme un symbole de conflits d'un nouveau type, tant les faits semblent caricaturaux. Bernard Attali, *son ex-président, présente un ultime plan, durci sur* commande, en disant qu'il n'est pas négociable. L'autre Bernard, le ministre des transports, déclare *urbi et orbi* (à la télévision, en direct) qu'on ne le discutera pas. Et, quatre jours plus *tard, le retire, en annonçant qu'on en préparera un autre,* pour dans trois mois. Les syndicats crient victoire, mais craignent que ce succès trop rapide ne soit annonciateur de défaites ultérieures. Quant à la base, elle *est loin d'être unanime, entre ceux qui veulent reprendre le* boulot et ceux qui sont prêts à continuer, jusqu'à obtenir des garanties écrites pour l'avenir. Le gâchis !

Outre qu'il est assez surprenant qu'un ministre libéral *(car il est libéral, n'est-ce pas, le* gouvernement d'Edouard Balladur ?) agisse d'une façon aussi dirigiste – que jamais un ministre socialiste n'aurait osé employer – en passant par-dessus la tête du PDG d'une entreprise *nationale, j'ai un peu l'impression qu'il a manqué à* Bernard Bosson, tout comme à Bernard Attali, un petit manuel de gestion des plans drastiques et des conflits qui s'ensuivent.

Quand on présente à des salariés une pilule fort amère, il serait *logique d'être prêt à écouter leurs remarques, à enregistrer* leurs doléances, à reconnaître qu'on peut l'améliorer. Et tout bon plan (quel qu'il soit, qu'il s'agisse d'envoyer les salariés s'installer en province, de diminuer leurs salaires ou de *supprimer des emplois) devrait comporter des positions* de repli. Cela permet de nourrir la négociation, d'argumenter, d'obtenir un accord difficile qui, sans donner entière satisfaction aux deux *parties, autorise chacune d'elles à penser qu'elle* ne s'est pas battue pour rien. Le patron met en œuvre l'essentiel du vrai plan qu'il avait envisagé, les syndicats ou les salariés sont conscients d'avoir évité le pire et d'avoir obtenu la juste *récompense de leurs efforts. Personne n'a perdu la face.* Toutes les vraies négociations se déroulent de la même façon. Pas à Air France.

Ici, on est en présence de « tout-ou-rienistes », qui veulent *tout, tout de suite, sans discussion. Ou rien, sans phrase.* Evidemment, c'est le bide, l'échec pour tout le monde. Et c'est d'autant plus le bide que tout cela se déroule devant les caméras de télévision. La médiatisation télévisuelle fige *les positions, radicalise les attitudes, ne retient que la petite* phrase assassine, sans nuances, sans bémols. Le « 20 heures » ajoute un paramètre aux négociations sociales de jadis.

*Comme rien de tout cela ne peut se passer dans le secret, non seulement il faut*, de part et d'autre, avoir prévu des positions de repli, mais il faut les mettre en scène, pour qu'elles fassent plus vrai que vrai, pour donner au téléspectateur sa *ration d'informations sur le vif, pour que chacun, dans les chaumières ou dans les palais*, suive les progrès de la négociation avec intérêt, voire admiration. Jamais la procédure du « tout ou rien » n'arrivera à ce résultat. ■

**LA COTE DES MOTS**

## Accises, bilantaire et Cie

*Accises* et *accisien* (du latin, *via* le moyen néerlandais *accijs*, « impôt de consommation ») sont des appellations officielles et courantes en Belgique. *Accises* – le mot est utilisé au pluriel outre-Quiévrain – désigne l'ensemble des impôts indirects qui frappent, principalement, les boissons alcoolisées. *Accisien*, en conséquence, est le nom donné à un « agent des accises », à un agent des contributions indirectes, donc.

En France, on a employé *accise* au singulier, mais pour parler de l'impôt indirect existant en Belgique (et aussi en Angleterre) : *« En Belgique, les droits d'accise sont perçus sur les bières, vins, vinaigre, boissons distillées, et s'étendent même sur le sel et sur le sucre » (Grand Larousse universel).*

C'est en 1643 que le Long Parlement créa, en Angleterre, l'*excise* (mot anglais forgé par *altération d'accise*), qui devait peser sur tous les produits de consommation les plus usuels. Lumineuse idée que les compatriotes de John Bull ne furent pas les seuls à exploiter au *cours des siècles...*

On rencontre aussi chez nos voisins belges l'adjectif *bilantaire*, qui ne semble pas être utilisé en deçà de Quiévrain (1). *En Hexagonie, le qualificatif noté parfois* (et peu usité de nos jours) est *bilanciel (le)*, au sens de « qui est relatif (-ve) à un bilan », et qui aurait été formé sur l'italien *bilancio*... Bilan linguistique mitigé, donc.

**Jean-Pierre Colignon**

(1) Si Le Pirée n'est pas un homme, mais un port (celui d'Athènes), *Quiévrain* n'est pas un fleuve, mais une commune hennuyère (= du Hainaut) située à la frontière franco-belge.

**LIVRES**

# Le pouvoir statistique

*Le pouvoir parle de moyennes, de probabilités, d'échantillons. Un ouvrage montre comment le discours politique moderne s'est constitué autour de la loi des grands nombres*

**LA POLITIQUE DES GRANDS NOMBRES**
**Histoire de la raison statistique**
*d'Alain Desrosières*
*La Découverte, 440 pages, 220 F.*

LA raison statistique relève de la raison d'Etat, celle dont précisément on ne donne jamais la raison. Malgré le ton modéré et le style très scientifique – presque trop –, ce livre en fait une vive critique et livre une réflexion originale sur le pouvoir *et sa capacité à créer l'espace qu'il* domine et mesure.

Mesure, remarque Alain Desrosières, a deux sens : décompte et modération. Les deux sont inclus dans l'essence même du pouvoir, l'ordre. *La raison statistique ordonne.* Elle-même se façonne à travers l'histoire des schémas cognitifs (concepts, théories probabilistes et modèles) et celle des institutions et des sources statistiques. Elle en appelle à la *science pour constituer* l'espace politique moderne : *« Parce qu'il tient son pouvoir de conviction d'une double référence à des principes de solidification en général distingués, celui de la science et celui de l'Etat, l'espace de l'information statistique est particulièrement significatif. »*

Dès le XVIIIe siècle se mettent en place des systèmes d'enregistrement, de codage, de tabulation et de publication. L'ouvrage insiste sur ce que l'on pourrait appeler la « solidification sémantique ». Prenons le terme même de statistique. Dans l'Allemagne divisée du XVIIIe siècle, la statistique est une taxinomie sans nombres. La quantification n'existe pas encore. *« Mémoriser, enseigner, gouverner : il faut extérioriser les choses, les inscrire dans les livres, pour les réutiliser plus tard. »* Mais tout ce travail préliminaire (les tableaux croisés, fondements de la corrélation, viendront très vite) est déjà un effort de réduction des singularités. A côté de cet outillage politico-*administratif naît la théorie probabiliste*, destinée à résumer une réalité non maîtrisable. La description et le formalisme mathématique sont inséparables. Les formulations mathématiques créeront des choses collectives, *des boîtes noires ou des modèles*, qui nivellent, ordonnent, créent des lois, des routines, et autant de nomenclatures indispensables à la pérennité politique.

Le tournant conceptuel, dit l'auteur, se situe en 1830 avec Quételet *et la mutation de la probabilité*. Avant, la probabilité est largement subjective et liée à des *« états de l'esprit »*. Elle mesure la méconnaissance, *« qualifie des raisons de croire »*. A l'opposé, la probabilité de Quételet est objective, liée aux régularités des *« grands nombres »*.

**DÉBAT SOCIAL** • Or l'alchimie de la loi des grands nombres, qui transforme des actes individuels *libres et aléatoires en agrégats* déterminés et stables, constitue le cœur de l'organisation statistique du champ politique. C'est exactement la genèse de l'Etat-providence : les systèmes d'assurance *et de protection sociale sont fondés* sur cette transformation de l'aléa individuel en objets stables collectifs.

Ce serait appauvrir ce livre *que de le réduire à cette thèse classique. Au long des neuf chapitres* voisinent une réflexion philosophique et épistémologique nourries (sur la volonté générale de Rousseau, par exemple, *représentation du collectif différente* de celle de Quételet ; ou encore sur le principe d'économie des causes, dit « rasoir d'Occam » dans la réflexion sur le détermi*nisme statistique) et des informa*tions détaillées sur les systèmes statistiques français, anglais, allemand, américain. Sont également développées les grandes doctrines statistiques, des meilleures (Quételet et Bayes, les grands théoriciens) aux pires (Galton et l'eugénisme). L'originalité de cette recherche tient plutôt à son parti-pris rhétorique. La statistique aide à la conviction, et les « crises » statistiques sont celles du sens des mots. L'auteur analyse par exemple le glissement du *concept de pauvre à celui de* chômeur, et montre comment derrière ce glissement se situent des institutions, des schémas de négociations et une nouvelle « objectivation » de la marginalité. La diffusion du langage statistique connut des formes particulières en France : *« La macroéconomie keynésienne et la comptabilité nationale ont eu une coloration particulière, parce qu'elles ont été implantées et promues par de hauts fonctionnaires et des ingénieurs plutôt que par des professeurs. La légitimité et l'autorité de l'Etat venaient s'articuler de façon subtile à celle de la science. »*

Au « il y a » du statisticien, le politique ajoute donc « il faut ». Mais ce « il faut » repose sur des catégories acceptées peu à peu par l'opinion et passées dans le langage commun : chômage, inflation, solde du commerce extérieur, masse monétaire, fécondité, etc. Cette imprégnation du langage politique par le langage du chiffre est patiemment démontrée par le biais de multiples informations historiques, politiques et biographiques.

La subtilité du pouvoir *tient* à ce qu'il peut, seul, renier ses statisticiens : dénoncer les boîtes noires des modèles, conclut l'auteur, et une *« production statistique qui résulte de rapports de forces, idéologique et policière »*. Cette phrase, au terme d'un travail exhaustif – pour parler statistique, – paraîtra excessive. Elle nous convainc que le débat social sur la statistique est *un élément* des libertés publiques.

**Bernard Maris**

**NOTES DE LECTURE**

**L'EUROPE AU PLURIEL**
*de Jacqueline Nonon*
*et Michel Clamen*
*préface de Bernard Bosson*
*Dunod, 284 pages, 145 F.*

**L'ENTREPRISE ET L'EUROPE**
*d'André Fourçans*
*InterEditions, 388 pages, 195 F.*

*« Si l'Europe est encore au pluriel, c'est que chacun veut rester au singulier. »* Ce qui n'apparaît pas... singulier à Jacqueline Nonon et Michel Clamen. Leur ouvrage est très éclairant et – ô surprise dans le genre – manie fort bien l'humour.

On *apprend d'abord la façon* dont les décisions sont prises à Bruxelles, puis les auteurs font un portrait de chacun des Douze pays en situation « européenne » et du treizième à table : la Commission. Suit un kaléidoscope des politiques communautaires et un *flash* sur les nouvelles vedettes : les peuples d'aujourd'hui et les adhérents de demain. A mettre entre toutes les mains.

Ce n'est pas le cas du livre d'André Fourçans, *l'Entreprise et l'Europe*, sous-titré *Clés pour le décideur*. Si la cible est plus étroite, la recherche est très féconde, permettant de débroussailler les arcanes d'un terrain complexe et mouvant. Comment utiliser le *lobbying*, s'adapter à l'environnement du « grand marché », aux projets communautaires actuels et répondre aux défis de l'avenir ? Un bon guide pour l'action.

**COMMUNIQUER SANS FRONTIERES**
*de Jean-Michel Jarry*
*Préface de Didier*
*Pineau-Valencienne*
*Dunod, 362 pages, 360 F.*

L'image de la France est-elle un atout ou un handicap lorsqu'il s'agit de vendre à l'étranger ? Malgré des réussites technologiques incontestables, la qualité et la fiabilité de nos produits industriels ne s'imposent pas comme ce qui vient d'Allemagne ou de Grande-Bretagne. Comment lutter contre ces *stéréotypes* ?

Jean-Michel Jarry donne des conseils pour de bonnes stratégies d'entreprise : communication par la marque, adaptation de la campagne publicitaire, choix du logo, des *« supports »*. Sur ce dernier point, l'auteur fournit des renseignements précis sur l'audience de la presse étrangère ou l'utilisation de l'audio-visuel. Enfin, on nous parle des foires internationales, du *« lobbying »*, du mécénat et des organismes de soutien de l'action de promotion (administrations, chambre de commerce) en France et à l'étranger. Une palette bien fournie pour tous ceux qu'anime l'esprit de conquête.

**P. D.**

## AGENDA

**MARDI 2 NOVEMBRE. Paris.** Discussion au Sénat du projet de loi quinquennale sur l'emploi.
**Paris.** Auditions de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les délocalisations (et mercredi 3).

**MERCREDI 3 NOVEMBRE. Paris.** Rencontre de députés et d'industriels français et allemands sur le GATT et l'UEM, à l'Assemblée nationale, à l'initiative de Jacques Barrot, président de la commission des finances.

**JEUDI 4 NOVEMBRE. Bruxelles.** Réunion des ministres de la santé de la CEE.

**VENDREDI 5 NOVEMBRE.** Grande-Bretagne. Grève des fonctionnaires, à l'appel de cinq syndicats, contre la politique de privatisation.

**SAMEDI 6 NOVEMBRE. Rome.** Conférence bi-annuelle de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (jusqu'au 25 novembre). Lundi 8 : nomination du successeur d'Edouard Saouma, directeur général.

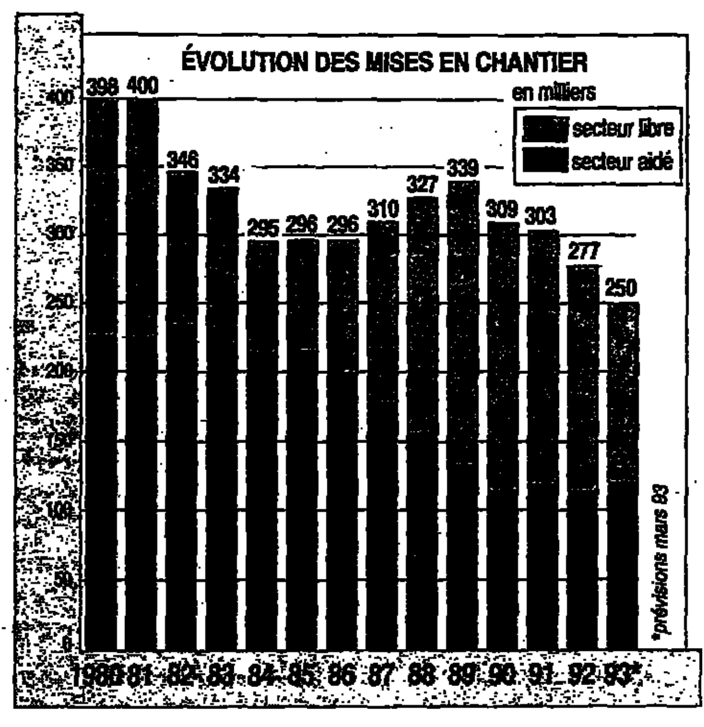
IMMOBILIER : VIDER LES STOCKS

# Logement : union contre l'attentisme

*C'est le moment d'acheter dans l'immobilier, martèlent les professionnels. Mais cela ne prouve pas qu'il y a une reprise. Est-ce la méthode Coué ? Les pouvoirs publics sont prudents*

L'IMMOBILIER est un secteur éminemment psychologique. L'euphorie alimente la flambée des prix ; la déprime nourrit leur effondrement. L'expérience l'a prouvé. Elle le démontre encore.

Au début de la crise, de nombreux professionnels ont nié le retournement de conjoncture, afin de ne pas susciter une psychose à la baisse. Ils ont ensuite fait porter la responsabilité sur... les médias avant de reconnaître – à l'évidence – que le mal était plus profond. Deux ans après, désireux d'amorcer un mouvement inverse, partant du principe que *« c'est le moment d'acheter »* son logement, conscients qu'une reprise suppose de lutter contre la sinistrose, ils sont les premiers à valoriser les *moindres signes de frémissement*.




**RELANCE** • Les pouvoirs publics, qui savent bien que le redémarrage de l'ensemble de l'économie passe par celui du BTP, s'avancent aussi sur ce terrain. Avec prudence, même s'ils ont abondamment salué la remontée des mises en chantier au troisième trimestre (+ 4,1 % par rapport aux trois mois correspondants de 1992), due en grande partie au vigoureux coup de pouce donné au logement social par le plan de relance du printemps dernier.

> **Les agents immobiliers se montrent confiants, notant un regain d'intérêt de leur clientèle et un accroissement des promesses de vente depuis quatre mois.**

Plus on se trouve en amont de la filière de l'immobilier, plus le pessimisme est grand. Rien de plus *logique, compte tenu de la longueur des délais* : entre le moment où une demande s'exprime sur le marché du logement et celui où la production (ici, la construction d'immeubles) repart, il y a déjà en temps normal un délai de plusieurs mois.

Aujourd'hui, ce délai est encore allongé par les difficultés rencontrées par les promoteurs pour écouler leurs stocks de logements neufs, même si une décrue est observée *(les stocks représen*tent aujourd'hui 15 à 16 mois de commercialisation en Ile-de-France contre 20 l'an passé). De plus, les promoteurs-constructeurs qui souhaitent lancer des opérations nouvelles se heurtent aux réticences de leurs banquiers (et de leurs créanciers) qui, n'ayant pas fini d'éponger *les mauvaises affaires* de ces derniers mois, se montrent avares de leurs sous.

En début de chaîne, au niveau de la production, les industriels du bâtiment voient *tout en noir*, affirmant *« ne rien percevoir »* en dehors d'un accroissement de la consommation des crédits au logement aidé. De même, la Fédération nationale des promoteurs-constructeurs (FNPC) ne prévoit pas de redémarrage de la construction privée en 1994.

**OSCILLANT** • En fin de chaîne, au niveau de la vente, les agents immobiliers se montrent plus *confiants, notant un regain* d'intérêt de leur clientèle et un accroissement des promesses de ventes depuis quatre mois. Mais cette opinion est loin de faire l'unanimité chez les notaires parisiens : ceux-ci remarquent que la reprise observée en juin et juillet dans l'ancien *(après des mois* d'avril et mai particulièrement attentistes) ne s'est pas confirmée, le marché oscillant en dents de scie à un rythme accéléré. Dans le loge*ment neuf, après un premier tri*mestre très médiocre (– 14 % par rapport aux trois premiers mois de 1992), les ventes ont été meilleures au deuxième trimestre (+ 6 %) et étales au troisième.

Bref, les professionnels qui se hasardent à parler de reprise prennent des précautions, tempérant *leur jugement d'adjectifs tels que « timide »* ou *« fragile »*. En fait, son ampleur et sa durée dépendront de l'attitude de la clientèle privée, qu'il s'agisse des investisseurs ou des propriétaires-occupants. C'est surtout à eux que s'adresse le discours selon lequel *« c'est le moment d'acheter »* : les prix, dit-on, ont atteint leur point bas et les taux d'intérêt ne dimi*nueront plus. L'objectif* est de casser l'attentisme des acheteurs qui tableraient sur de nouvelles baisses.

Sur les prix, divers éléments convergent pour accréditer l'idée d'une stabilisation. Certes, les dernières statistiques des notaires *parisiens – portant sur le deuxième* trimestre – faisaient encore apparaître une baisse dans l'ancien, mais celle-ci, non seulement se ralentissait, mais ne touchait que les grandes surfaces. Le prix des studios et des deux-pièces avait même tendance à remonter un peu *(+ 0,5 % et + 0,2 %) ainsi que celui* de certains quartiers. On ne connaît pas encore les chiffres du troisième trimestre, mais plusieurs notaires d'Ile-de-France estiment *que* l'on assiste à une stabilisation.

**PROMOTION** • Dans le neuf, les prix ont, selon la FNPC, baissé de 15 % à 30 % en deux ans. Plus les hausses avaient été importantes pendant les années folles, plus les corrections ont été sévères ensuite. Mais, aussi spectaculaire *soit-il*, le recul n'empêche pas telle ou telle promotion ponctuelle pour liquider un stock trop lourd.

Pour sa part, Michel Trollé, *PDG du réseau d'agences immobi*lières Century 21, indique que le prix de vente moyen des biens (France entière) s'établissait en septembre à 540 000 francs, soit 1,7 % *de mieux* qu'un an auparavant pour *une surface quasiment* inchangée. Selon lui, l'idée selon laquelle un plancher a été atteint semble se répandre parmi les vendeurs puisqu'ils ont à nouveau tendance à accroître leurs prétentions. Ainsi, l'écart entre les prix demandés et ceux effectivement obtenus recommence à augmenter : de 5,5 % l'an dernier, il est passé à 7,5 % cette année.

> **La baisse des taux et celle des prix, les possibilités de pénurie, les incitations fiscales du gouvernement peuvent rendre la pierre plus attractive.**

Sur les taux d'intérêt, le discours officiel consiste à dire qu'il ne faut pas s'attendre à des baisses nouvelles et ce, afin d'éviter tout attentisme d'une clientèle jouant sur la baisse. Cette affirmation *laisse dubitatifs certains spécia*listes qui paraissent attendre encore quelques modifications à la marge.

Enfin, un autre discours tend *aussi à se développer : il agite le* spectre d'une pénurie due au gel de la construction neuve, lui-même induit par la frilosité des banques. Cette perspective peut faire sou*rire*, vu l'importance des stocks *(17 200 logements en région* Rhône-Alpes, 16 000 en Provence-Côte d'Azur et 14 000 en Ile-de-France), mais elle cache une réelle inquiétude sur l'avenir de la promotion privée.

Le rappel des mesures fiscales prises par le gouvernement au printemps dernier complète ces trois discours sur les prix, les taux et la pénurie. Mais ces cadeaux n'ont pas suffi à vaincre les réticences des investisseurs : si tel ou tel professionnel signale leur présence sur les très petits logements, ils ne sont pas vraiment revenus sur le marché. *« Traditionnellement, ils se manifestent en fin d'année, on va voir s'ils le feront cette année »*, expliquait, mardi 26 octobre, André Antolini, patron de la FNPC.

Tout dépendra des arbitrages que les investisseurs opéreront entre leur épargne financière et leur investissement logement. La baisse des taux et celle des prix, les possibilités de pénurie (qui se traduiraient par une pression sur les loyers), les incitations fiscales du gouvernement peuvent effectivement rendre la pierre plus attractive. Se laisseront-ils séduire, aussi, par la perspective d'une remise à *plat de l'ensemble de la fiscalité* immobilière que le ministre du logement, Hervé de Charette, voudrait voir menée ?

L'opération s'annonce longue *et délicate. Toutefois, elle paraît* indispensable pour corriger les excès du passé. Mais qui veut la fin...

**Françoise Vaysse**

## Des bureaux vides par milliers

Plus indifférente aux Français, qui n'en souffrent pas dans leur vie de tous les jours, la crise que traverse l'immobi*lier de bureaux* est d'une extrême gravité. Se combinant avec les difficultés du logement, elle a fait tomber les grands promoteurs de la place. Ils mettront des années à s'en remettre.

Soucieuse d'en savoir plus *pour adapter la stratégie de la* profession, la chambre syndicale des promoteurs-constructeurs de la région Ile-de-France a demandé au GRECAM une *stroboscopie de l'offre franci*lienne de bureaux, en la segmentant selon son âge, sa situation géographique et sa taille.

L'étude, qui recense toutes les opérations supérieures à 500 m², estime à *3 362 000 m² l'offre de* bureaux disponibles, se décomposant en 2 825 000 m² déjà livrés et 537 000 m² en cours de construction, livrables à moins d'un an. Ce stock est composé pour 43 % d'immeubles de plus de cinq ans, dont *certains sont obsolètes. Rap*porté à un parc de 43,3 millions de mètres carrés, elle porte donc à 7,7 % le taux de vacance. Un taux important par rapport à ce qui est considéré comme normal (5 %), mais nettement moindre que ce que connaissent certaines capitales comme New-York (16 %) ou Londres (18 %).

**DÉLAI** • De son côté, Bourdais évalue à un peu plus de 4 millions (4 087 000), le stock certain à moins d'un an en début d'année, en hausse de 30 % par rapport au premier janvier 1992. *Ce chiffre se ventile* entre un stock immédiat (2 878 000 m², en hausse de 52 %) et une partie disponible à moins d'un an (1 209 000 m² *qui affiche une baisse de 3 %)*. Pour Bourdais, le taux de vacance s'élève à 7,3 % (il était de 5 % à la fin 1992) et, au rythme des transactions 1992, le délai d'écoulement des stocks s'établit à 4,2 ans pour l'ensemble de la région Ile-de-*France, dont 4,8 ans pour Paris* et 6,3 ans pour la banlieue Ouest.

Car les deux études convergent sur l'importance du stock dans la capitale, elle-même : 1 185 000 m² pour le GRECAM, 1 422 000 pour *Bourdais. Ce vaste stock est* composé en très grande partie (535 000 m², selon le GRE-*CAM, 650 000 selon* Bourdais) de bureaux anciens (plus de cinq ans d'âge) et de petite taille (1 354 m² en moyenne). Un élément de plus pour étayer les thèses des apôtres de la transformation de bureaux en *logements*.

Paris, à lui seul, représente 35 % du stock francilien, dont la majorité (46 %) est située en première couronne. Un tiers du stock total, soit 1 170 000 m² se trouve dans les Hauts-de-Seine. Sur ce chiffre, *245 000 m² sont localisés à la* Défense, où le taux de vacance s'élève à 10 %. Bourdais, pour sa part, l'évalue à 250 000 m² et estime à 11,8 % le taux de *vacance. Quatre opérations* dépassent les 10 000 m² et un tiers du stock (85 000 m²) est constitué de bureaux vieux de plus de cinq ans.

**ÉCARTELÉE** • Le GRECAM et les promoteurs franciliens soulignent *d'ailleurs le « caractère non fongible de l'offre de bureaux en Ile-de-France »* : l'offre est écartelée entre, d'un côté, des bureaux neufs très grands (28 opérations représentent à elles seules 40 % du stock neuf) et une multitude de *petites surfaces dans l'ancien* (525 disponibilités de moins de 2 000 m² dans des immeubles anciens). Enfin, leur étude souligne le coup de frein sur les mises en chantier, divisées par deux en trois ans, ce qui induit une offre de bureaux neufs à moins d'un an de 537 000 m².

L'importance de ces sur*faces vides pèse évidemment* sur les loyers : à Paris, les bureaux anciens sont particulièrement pénalisés, et affichent une baisse de 20 % en un an. Aujourd'hui, affirme le cabinet, très peu de locaux anciens peuvent se louer à plus de 2 800-*3 000 francs hors taxes le* mètres carrés/an, la moyenne des transactions étant comprise entre 2 000 et 2 500 francs.

Encore ces chiffres ne tien*nent-ils pas compte des* cadeaux consentis par les propriétaires (franchises de loyers et travaux pris en charge). Dans le neuf à Paris, la situation est plus *« nuancée »* selon Bourdais, et *« l'on se doit de raisonner par immeuble »*. Néanmoins, les *loyers ont baissé de 10 %*, pour la seconde année consécutive, culminant dans les quartiers d'affaires à 4 300 francs hors taxes et s'établissant entre 2 300 et 3 500 francs en moyenne. En banlieue, la baisse-en moyenne de 5 % à *10 % – est « sélective », selon* les secteurs. Par exemple, le mètre carré oscille entre 1600 et 2 600 francs à la Défense.

**F. V.**

## Camemberts japonais

*Suite de la page 19*

*« Nous ne pouvons faire plus,* explique Jean-Luc Rémy, *car nous ne sommes pas prêts. »* Et le directeur de la Fromagerie lorraine de préciser que chaque camembert supplémentaire mis sur le marché doit répondre aux mêmes exigences de qualité, de présentation et de finition que les quantités actuellement *commercialisées. « Aussi*, poursuit-il, *avançons-nous que très lentement, et si nous parvenons à 200 ou 300 tonnes dans les années à venir, le but sera atteint. »*

Afin d'être certains que leurs principes sont respectés – *« Si tout est fait dans les règles, rien ne peut empêcher le succès de l'entreprise »* –, les responsables du groupe japonais viennent souvent se rendre compte sur place du bon déroulement de l'opération. Sans compter que, depuis le début de la production, un ingénieur nippon participe à l'aventure en s'occupant plus particulièrement du contrôle de la qualité des produits. Tsuyoshi Haiya, vingt-huit ans, qui se dit *« agréablement surpris par la tranquillité de la Lorraine »*, mais qui, visiblement, se languit de Tokyo, aura fini son temps d'ici quelques mois.

Son remplacement par un compatriote n'est pas acquis. Cela signifie-t-il que les dirigeants de Morinaga sont d'ores et déjà persuadés que le train est définitivement sur la bonne voie ?

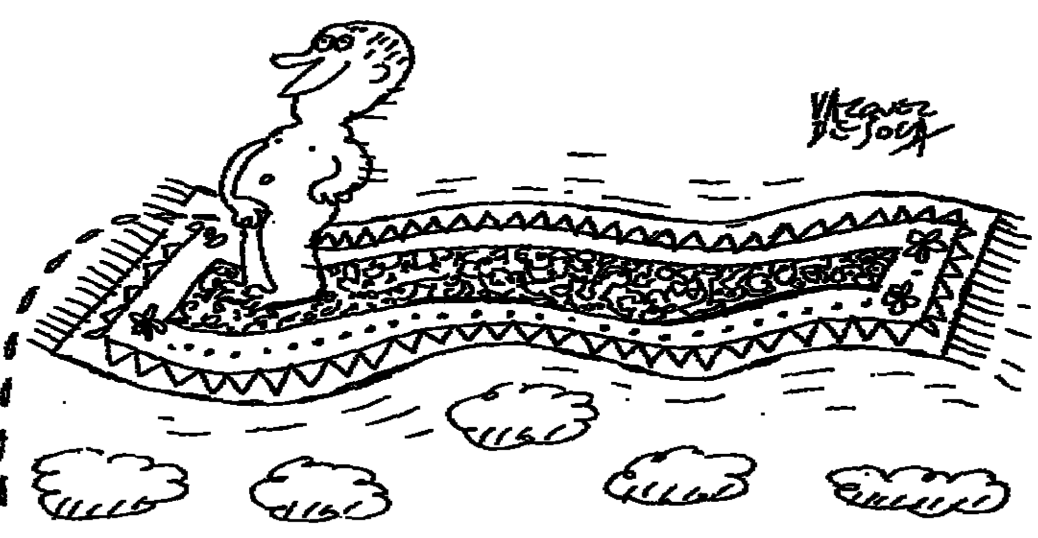
Pour tenter d'amortir les coûts fixes – vingt salariés, dont la majorité est hautement qualifiée pour *une si petite production, nécessi*tant, par exemple, une comptabilité en langue anglaise –, Vézelise a diversifié ses exportations vers les pays friands de pâtes molles : Italie, Allemagne et surtout Finlande et Suède. Les Suédois ont pris une petite participation par l'apport *d'équipements permettant la com*mercialisation des camemberts, des bries ou autres coulommiers dans des boîtes en forme de demi-lune. Selon Jean-Luc Rémy, les intérêts suédois ont préféré délocaliser avec la création de l'Espace économique européen et la perspective de l'adhésion à la CEE de leur pays, où le lait est plus cher qu'en France. *« Pour une fois,* se réjouit-il, *que la délocalisation joue en faveur de la Lorraine ! »*

Il n'empêche : les produits commercialisés par la Fromagerie lorraine constituent un *« anachronisme »*, pour reprendre l'appréciation de son directeur. Ce ne sont pas les prévisions du marché nippon – 5 000 tonnes d'ici cinq *ans – qui feront sensiblement bais*ser le prix – 33 francs ! – que vaut aujourd'hui un Château Camembert de 100 grammes au Japon. Mais Jean-Luc Rémy ne dit-il pas qu'on offre un fromage dans ce pays comme on offre des chocolats en France ?

**Marcel Scotto**

LES DEUX VISAGES DU TEXTILE BELGE

# Le tapis flamand résiste



*Suite de la page 19*

Il y a quelques autres géants (De Poortere notamment, qui s'est rendu célèbre en accaparant une large part du marché des tapis de prière dans les pays du Golfe...), mais la grande majorité des entreprises textiles du bassin des Flandres n'atteint évidemment pas la taille de Beaulieu ou de Santens. Les PME d'une trentaine de personnes dominent. Cependant la structure de la profession évolue : *«Au cours des dernières années, les entreprises comptant de 100 à 150 salariés sont devenues plus nombreuses»*, note Martin Van Houtte, le directeur général de Febeltex, l'organisation professionnelle. Le textile belge, dont la Flandre constitue le fleuron, emploie un peu moins de 50 000 personnes (auxquelles il faut ajouter 32 000 personnes dans la confection).

Sa bonne santé relative n'a pas toujours été évidente et il a fallu parfois se battre. Ainsi, le début des années 80, après le deuxième choc pétrolier, a été particulièrement douloureux. Le plan textile, mis en œuvre par les pouvoirs publics, est venu alors à point pour permettre la recapitalisation des entreprises. Les patrons se sont accrochés, se sont équipés en machines afin de limiter les frais de main-d'œuvre, ont recherché les créneaux porteurs, joué la qualité et la valeur ajoutée.

**INVESTIR** • *« L'essentiel est d'investir et de se moderniser. Nous avons très vite compris que le travail était l'unique facteur de production dont le coût ne pouvait que grimper. Lorsque la main-d'œuvre représente 35 % du prix sortie d'usine, il faut commencer à s'inquiéter. L'ouvrier est payé en moyenne 480 francs de l'heure en Belgique, mais 2 francs de l'heure au Vietnam ou en Chine»*, note Luc Santens.

La profession, on l'a vu, est présente à l'étranger, mais elle n'a pas cherché pour autant à se délocaliser vers des pays à bas prix de revient. *« Ce qu'on peut faire chez soi, il ne faut pas aller le faire ailleurs. On touche là à un problème politique : il est important de préserver un secteur industriel, sinon comment viendrons-nous à bout du chômage ? »*, estime Luc Santens. Au reste, dans son métier, la délocalisation présenterait de sérieux inconvénients : *« La distribution évolue, elle entend suivre de très près le marché, la mode, se réassortir vite, la distance joue encore un rôle et être sur place avantage l'industrie »*, explique-t-il.

Dominique De Clerck, qui produit pourtant un peu partout en Europe, est d'accord : *« Le textile flamand a peu d'usines à l'étranger, la production est régionale, et le chef d'entreprise a encore le plus souvent sa maison attenant à l'usine »* ; affaire de culture en quelque sorte.

**MONNAIE UNIQUE** • Les usines sont en Flandre, mais les clients sont en Europe. Beaulieu exporte 95 % de sa production, dont 80 % vers le reste de la Communauté,

> **Beaulieu exporte 95 % de sa production dont 80 % vers les pays de la Communauté.**

l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni étant ses principaux débouchés. L'exportation est à peine moins importante chez Santens. Pour l'ensemble du bassin, elle représente, nous dit Martin Van Houtte, 80 % de la production, soit un chiffre d'affaires de 200 milliards de francs belges (33 milliards de francs français), avec, pour la branche, un solde commercial positif de 50 milliards de francs belges (8 milliards de francs français).

Les principales doléances exprimées par nos interlocuteurs portent sur l'instabilité monétaire : les soubresauts que connaît depuis un an le SME (système monétaire européen) sont très mal vécus. *« C'est une catastrophe ; les Italiens et les Anglais, en septembre 1992, ont procédé à des dévaluations compétitives au lieu d'agir dans le cadre du SME. On ne sait plus sur quel pied danser : on prend des engagements pour l'hiver 1994, on essaye de se couvrir, mais on ne sait pas très bien ce qui va se passer. L'Europe doit continuer à défendre son industrie, on continue à rêver d'une monnaie unique »*, raconte Luc Santens.

Dans cette Flandre industrieuse et dynamique, Dominique De Clerck compte, lui aussi, parmi les *« maniaques de la monnaie unique »*, comme les désigne avec dédain Philippe Séguin. *« Je ne sais pas si les politiques se rendent compte à quel point l'instabilité monétaire a un effet négatif pour l'industrie. La dépréciation de la livre sterling a atteint à un moment 18 %, et les Anglais, comme nous, font de la moquette ; vous connaissez des gens qui ont des marges de 18 % ? Une monnaie unique serait l'idéal. »*

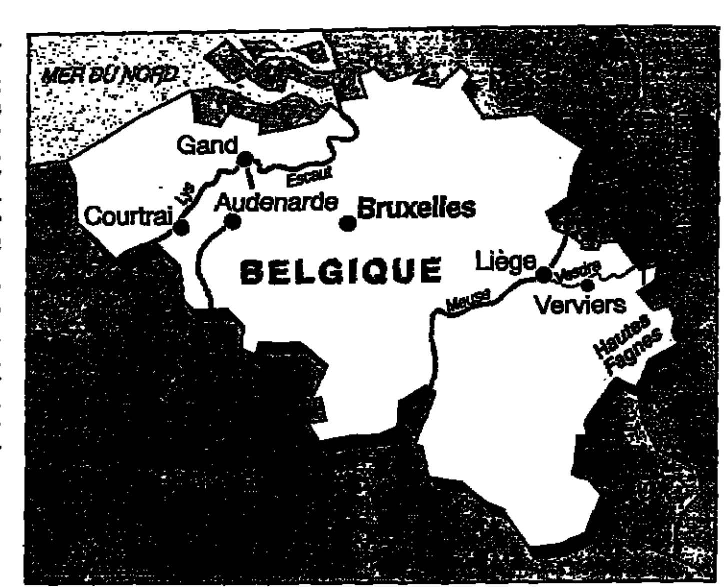
C'est dire que l'Europe et la Commission de Bruxelles ne sont pas ici systématiquement attaquées comme s'y complaisent les industriels français.

Dans le plat pays, la campagne de presse agressive que ceux-ci ont déclenché avant l'été a agacé. Apparemment, la puissante industrie flamande serait plutôt *« maastrichtienne » !* Ce qui n'empêche pas la critique. Dominique De Clerck salue le marché unique (*« on ne perd plus de temps aux frontières »*), mais déplore que, notamment par le biais des normes, *« il y ait encore plus de protectionnisme qu'on ne le croit »*.

Il regrette un surinvestissement favorisé, explique-t-il, par les aides régionales accordées par la CEE, notamment au Portugal. Comme Luc Santens, il préférerait que la Communauté pratique une politique commerciale plus musclée, à la façon des Etats-Unis. *« Les Turcs vendaient leurs produits 30 % plus chers chez eux qu'à l'exportation. Nous avons déposé une plainte antidumping auprès de la Commission, mais il a fallu attendre deux ans avant qu'une taxe soit appliquée. Nous ne sommes pas opposés au GATT, mais il faut bien constater que, souvent, les pays à bas coût de revient ne respectent pas les règles du commerce international. Aujourd'hui, nous rencontrons beaucoup de difficultés avec l'Inde »*, explique Luc Santens.

Cependant, la perspective d'un démantèlement progressif de l'AMF (l'accord multifibre qui organise et limite les importations en provenance des pays à bas coût de revient), principal enjeu de l'Uruguay Round dans le textile, ne l'affole pas outre mesure. L'industrie textile de la Flandre, une fois de plus, s'adaptera : *« Grâce à un équipement moderne, un management très motivé, on s'en sort ; mais l'année 1992-1993 aura été une des plus dures. »*

**Philippe Lemaître**




***La textile belge emploie un peu moins de 50 000 personnes, auxquelles il faut ajouter les 32 000 qui travaillent dans la confection. La Flandre constitue le fleuron de cette industrie. Sur le millier d'entreprises que compte le textile en Flandre-Occidentale et Flandre-Orientale, 600 sont concentrées dans le triangle Gand-Courtrai-Audenarde.***

***La situation est différente dans la région de Verviers, ancienne capitale de la laine. Ici, l'industrie textile ne représente plus grand-chose. Sur les 8 000 emplois recensés dans toute la Wallonie, moins de 1 500 sont situés à Verviers.***

**Le Monde**

*Edité par la SARL Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat directeur de la rédaction
Jacques Guiu directeur de la gestion
Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi
Bertrand Le Gendre
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
*ADMINISTRATION :*
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10



La laine wall

LES DEUX VISAGES DU TEXTILE BELGE

# La laine wallonne trahie par les siens

*L'ancienne capitale européenne de la laine, trahie par un patronat démissionnaire, n'est plus que l'ombre d'elle-même. A défaut d'industries, elle cultive la nostalgie, et les manifestations symboliques...*

VERVIERS
de notre envoyé spécial

QUE sont devenus les *« bourgeois conquérants »* qui, à l'époque où Verviers était la capitale européenne de la laine, dotèrent la ville d'un théâtre, de fontaines, de maisons patriciennes, de cercles réputés? Caricature d'une certaine bourgeoisie wallonne qui a peur de son ombre, la Fédération patronale textile de Verviers refuse de parler à la presse. Le chef de la principale entreprise de traitement de la laine fait toujours répondre qu'il est *« en voyage »*. Apparemment, personne n'a envie d'évoquer la faillite des grandes familles lainières qui préférèrent le golf et le bridge au dur combat pour l'adaptation à la concurrence étrangère.

Il y eut, au dix-neuvième siècle, la génération des patrons qui, tout en faisant durement travailler leurs ouvriers, mirent la main à la pâte, passèrent leurs journées dans les odeurs nauséabondes des lavoirs. Puis vint l'époque non seulement des fils à papa, mais aussi des cousins, ces innombrables membres de la parentèle, bombardés directeurs de ceci et de cela dans des entreprises familiales qui n'avaient déjà pas besoin de ces charges salariales pour lutter contre la conjoncture.

Enfin, ce fut la trahison d'une partie de la classe possédante qui opta pour les placements financiers et les rentes plutôt que pour le sauvetage de la région et de l'emploi.

L'industrie textile ne représente plus grand-chose dans la région de Verviers. Sur les 8 000 postes de travail que compte ce secteur dans toute la Wallonie, moins de 1500 sont situés ici. Au début des années 50, avant l'invasion des laines australiennes, deux ouvriers sur trois travaillaient encore dans les lavoirs et les filatures ou dans l'industrie annexe : fabricants de métiers à tisser ou fournisseurs de colorants. A défaut de tenir son rang, Verviers cultive la nostalgie. Un musée national de la laine sera prochainement installé dans l'ancienne fabrique d'étoffes Battonville, rue de la Chapelle. En attendant, un « pré-musée » est ouvert dans l'Institut supérieur industriel de l'Etat (ancienne Ecole supérieure des textiles) qui prépare des Belges et des étudiants étrangers aux métiers du textile et de toutes ses variantes modernes.

**LAVOIRS** • Le « pré-musée » est consacré à la seule évocation du travail de la laine avant la révolution industrielle du siècle dernier. Verviers doit sa réputation à l'esprit d'innovation des grandes familles qui y installèrent les premières machines à filer de John Cockerill, à partir de 1816, et aussi à la qualité particulière de sa rivière, la Vesdre, dont les eaux acides et dépourvues de calcaire convenaient particulièrement au lavage de la laine.

Une rue Pisseroule rappelle encore l'époque où des charrettes passaient dans les quartiers populaires pour prendre livraison des urines des habitants. Mélangées à de l'eau chaude, ces urines servaient à éliminer le suint et la graisse contenus dans les fibres. La laine était ensuite rincée à l'eau courante dans les lavoirs de la Vesdre.

A l'âge d'or de Verviers, quand on parlait du « canal des usines » pour désigner la suite des lavoirs le long de l'eau, il y eut jusqu'à 400 unités de production dans la région. Il n'en reste plus qu'une trentaine, généralement de petite taille. A 5 kilomètres de Verviers, au bord de la Vesdre, la Textile de Pepinster, entreprise naguère florissante, offre le triste spectacle de ses immenses bâtiments généralement vides. Quelques locaux ont été reconvertis en ateliers de tôlerie et de soudure industrielle. D'autres servent à la fabrication de fibres de verre. Des activités textiles encore annoncées par la fière enseigne quelque peu surréaliste au-dessus des murs de béton, il ne reste plus qu'un petit entrepôt commercial de *« fils à tricoter »*.

**Ici, la tradition syndicale est aussi ancienne que celle du savoir-faire. La première convention collective fut négociée il y a deux siècles.**

**EXCEPTIONS** • Néanmoins, il y a d'heureuses exceptions. Les propriétaires de l'entreprise Vanmeter ont réussi à conserver le quasi-monopole mondial de la production de tapis de billard. Avec leurs indemnités de licenciement, des ouvriers ont fondé une entreprise spécialisée dans le coton stérile. Ils ne peuvent plus satisfaire toute les commandes dans les bâtiments de l'ancienne usine Martin frères et songent à une association avec un apporteur de capital.

D'autres exemples de sauvetage existent. Telle entreprise en faillite reprise par des Flamands s'est spécialisée dans les fils pour tapis, et embauche. Telle autre a trouvé des débouchés avec des fils en matière synthétique. En tout cas, plus question de polluer la Vesdre. Deux barrages retiennent les eaux filtrées naturellement par la tourbe des Hautes Fagnes. Un système spécial d'alimentation en eau pour usage industriel alimente les usines rescapées.

Ici, la tradition syndicale est aussi ancienne que celle du savoir-faire. La première convention collective fut négociée il y a deux siècles, quand les ouvriers des ateliers familiaux jetèrent à la Vesdre les premières machines modernes importées d'Angleterre. Des commissions paritaires furent créées en 1946.

Responsable local de la section textile de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), le syndicat d'obédience socialiste, majoritaire en Wallonie, Rudolf Godesar refuse de se demander qui est responsable du déclin de Verviers : les patrons incapables ou les militants ouvriers trop exigeants. *« Le temps du syndicalisme purement revendicatif est révolu,* dit-il. *Nous devons jouer un rôle économique et voir au-delà de l'entreprise et même de la région. Les grandes entreprises internationales remplacent les entreprises familiales. Nous devons faire comme le patronat et nous organiser par-dessus les frontières. Avec les reprises d'entreprises, ce qui se passe à Mulhouse ou ailleurs peut avoir des incidences chez nous. »*

**“Un textilien vaut autant qu'un agriculteur, un mineur ou un ouvrier des chantiers navals.”**

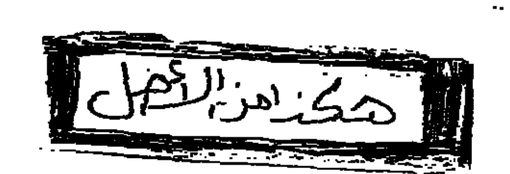
**POMPIERS** • La convention collective pour 1992-1993 prévoit une augmentation des salaires horaires à peine supérieure à un franc français. *« Notre plus grand souci, c'est la sauvegarde de l'emploi, nous passons notre temps à jouer les pompiers pour les entreprises en difficulté »*, confie Rudolf Godesar, étonnamment modéré dans son discours, toujours harcelé par le téléphone pour l'obtention d'une aide de la région wallonne, la mise en place d'un plan de financement.

Pourtant, il a fait une concession à la tradition militante pour la participation à une grande manifestation à Gand, le dimanche 3 octobre. Au total, il y a en Belgique 80 000 personnes employées dans le secteur du textile et de la confection. Selon les syndicats, quelque deux cents postes de travail disparaisssent chaque semaine. Des ouvriers verviétois ont donc défilé pour protester contre cette politique avec 3 000 de leurs camarades, Wallons et Flamands confondus.

Il y a peu, divers quotidiens régionaux ont organisé une opération *« journaliste d'un jour »*. Il s'agissait pour des milliers d'écoliers francophones de faire des articles dont les meilleurs sont parus dans le numéro unique d'un journal, baptisé *l'Avenir wallon*.

Bien que les activités de la cité se soient diversifiées au profit du tertiaire, l'article des élèves verviétois a trait au *« textile en péril »* et reflète sans doute les conversations familiales : *« L'arrivée de produits synthétiques a fortement influencé la fermeture des usines textiles. De plus, les prix de production des pays asiatiques sont très avantageux, ce qui, malheureusement, accentue la crise. C'est pourquoi il est grand temps que les politiciens, belges et européens, ouvrent les yeux. Un textilien vaut autant qu'un agriculteur, un mineur ou un ouvrier des chantiers navals. »*

**Jean de la Guérivière**











**Premier président de l'Institut monétaire européen**

# Alexandre Lamfalussy au secours de Maastricht

**Le sommet européen extraordinaire du vendredi 29 novembre a choisi Alexandre Lamfalussy pour diriger l'Institut monétaire européen, une institution créée par le traité de Maastricht. Cet économiste belge d'origine hongroise est depuis huit ans directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI), à Bâle. Ayant participé à l'élaboration du projet d'union monétaire européenne, il semble particulièrement bien placé pour en promouvoir la réalisation.**

par CHRISTIAN DE BOISSIEU (*)

LE baron Alexandre Lamfalussy arrive à la tête de l'Institut monétaire européen (IME) au faîte d'une carrière riche et diversifiée. Né en Hongrie en 1929, qu'il quitte vingt ans plus tard, il poursuit ses études supérieures à Louvain puis à Oxford. Citoyen belge, il amorce sa carrière comme économiste dans ce qui s'appelait à l'époque la Banque de Bruxelles, en devient administrateur-directeur en 1965 puis, tout en enseignant à Louvain, occupe en 1975 la même fonction à la Banque Bruxelles-Lambert. Pour peu de temps d'ailleurs, puisque, l'année d'après, il amorce sa trajectoire de haut fonctionnaire international en devenant conseiller économique de la très respectée Banque des règlements internationaux (BRI), puis, à partir de 1985, son directeur général.

Le souci de constants aller et retour entre la théorie et l'économie appliquée, entre la démarche académique et les responsabilités opérationnelles donnent son unité à la carrière d'Alexandre Lamfalussy. Ce souci était déjà exprimé dans sa thèse de doctorat soutenue à Oxford en 1958, publiée en 1961, et portant sur l'investissement et la croissance dans les économies avancées à partir de l'exemple de la Belgique. L'auteur y développait la notion d'investissement « défensif », porteur d'innovations mineures et caractéristique des industries en stagnation ou en déclin, et montrait le rôle qu'il avait joué dans l'exemple belge durant la période 1948-1957.

De monnaie, finance ou banque il n'était guère question dans cet ouvrage de référence, sauf indirectement et en passant. La bonne compréhension de l'économie productive n'est-elle pas une étape indispensable pour ceux qui veulent saisir les voies par lesquelles la monnaie agit sur la sphère réelle et interpréter l'évolution des structures de financement ? La séquence adoptée était la bonne et elle a induit par la suite des études plus spécifiquement financières. Celle sur les *Marchés financiers en Europe* (PUF, 1968), par exemple, pose d'emblée la question de la relation entre l'essor des marchés de capitaux et la croissance économique, puis se consacre à la place et au rôle de ces marchés sur la base de comparaisons internationales.

Par la suite, aucun grand sujet monétaire ou financier n'échappera à la perspicacité et à l'ouverture d'esprit de Lamfalussy, qu'il s'agisse des innovations financières, de la globalisation, de la conduite de la politique monétaire dans le nouvel environnement, de la fragilité des banques et des risques susceptibles d'en découler, de la coordination des politiques monétaires et financières nationales, du système monétaire international, etc.



NICOLAS GUILBERT

Dans cette constellation de sujets interdépendants, l'Europe a toujours eu une place de choix. Le premier président de l'Institut monétaire européen – polyglotte distingué – a été membre du comité Delors qui, au printemps de 1989, a remis un rapport ayant inspiré la partie monétaire du traité de Maastricht. Et si ce traité a provoqué – à côté d'interrogations tout à fait légitimes – quelques commentaires sulfureux dans le rapport annuel de la BRI, publié en juin 1992, en pleine campagne de ratification, il ne faut pas le reprocher au directeur de l'institution bâloise mais le mettre sur le compte de divergences internes (1).

Autre important signal de continuité, la BRI accueille à Bâle les réunions mensuelles du Comité des gouverneurs des banques centrales, instance essentielle pour la coordination des politiques monétaires dans la Communauté européenne. Que le directeur général de la BRI devienne président de l'IME, c'est une manière de confirmer que cet Institut s'inscrit dans la logique du Comité des gouverneurs auquel il succède – en même temps qu'il reprend les fonctions assurées par le Fonds européen de coopération monétaire (FECOM), autre emblème de la solidarité monétaire à l'intérieur du Système monétaire européen (SME).

La phase 2, qui s'ouvre en janvier 1994, pouvait déjà, avant les crises monétaires de l'automne 1992 et de l'été 1993, suivies de la mise en place du SME à marges de fluctuation élargies, être considérée comme délicate : elle est relativement longue – puisqu'elle peut aller jusqu'en janvier 1999 – par rapport à son contenu institutionnel qui reste limité.

Dans une Europe monétaire en quête d'un nouveau souffle, le défi de l'entrée en phase 2 est aujourd'hui encore plus exigeant. Il touche la convergence des pays membres, mais va bien au-delà. L'Institut monétaire européen n'est pas une vraie banque centrale car, dans la phase 2, les banques centrales nationales devenues indépendantes (pour celles qui ne le sont pas encore) resteront pleinement compétentes pour la conduite de la politique monétaire. Il se rapprocherait plutôt de la BRI, qui a pourtant été qualifiée – pour certaines de ses fonctions et de façon emphatique – de « banque centrale des banques centrales ». Cela dit, l'Institut monétaire européen doit remplir un rôle pédagogique essentiel, en préparant le terrain pour la phase 3, celle de la banque centrale européenne et de la monnaie unique.

## Réputation et crédibilité

Plus spécifiquement, l'article 109 F du traité de Maastricht donne à l'IME compétence pour renforcer la coordination des politiques monétaires nationales, pour harmoniser les statistiques financières en Europe (condition nécessaire mais non suffisante de mise en place ultérieure d'une politique monétaire communautaire), pour faciliter l'utilisation de l'écu et surveiller son développement. Ces tâches n'ont rien de subalterne même si, additionnées, elles ne suffisent pas à faire une banque centrale. Depuis la crise monétaire de l'été, différentes propositions circulent pour renforcer le contenu institutionnel de la phase 2, vu l'instabilité ambiante. Certaines d'entre elles sont irréalistes, car elles nécessiteraient de réviser le traité et de rouvrir le long processus de ratification...

En fait, la réputation et la crédibilité sont les meilleures réponses aux incertitudes économiques ou politiques et aux débordements des marchés. Elles ne pouvaient pas être mieux servies que par le choix d'Alexandre Lamfalussy. Qu'il n'appartienne pas au personnel politique est à la fois une force et une limite, dans cette phase où l'Europe souffre beaucoup de l'absence d'union politique.

Convaincu, respecté, écouté, le président de l'IME saura sans aucun doute faire tomber certaines réticences nationales, préparer dans les meilleures conditions le passage à la phase 3, celle des « sauts qualitatifs » et des avancées en grande partie irréversibles. Il lui faudra aussi susciter l'intérêt des opinions publiques – aujourd'hui désenchantées par les turbulences et les désaccords intra-européens, la récession, l'ampleur du chômage – sur un projet qui devrait plus systématiquement situer la monnaie là où elle doit être, c'est-à-dire au service du développement, au sens le plus large, et de l'harmonie politique.

(1) *« On peut se demander*, pouvait-on y lire par exemple, *s'il est judicieux de présenter une union monétaire, essentiellement considérée comme une étape vers l'union politique, sous l'aspect d'un prolongement indispensable du programme visant à l'achèvement du marché interne au sein de la Communauté. »*

**(*) Professeur à l'université Paris-I. Directeur scientifique du Centre d'observation économique (COE).**

## COURRIER DES LECTEURS

### L'essoufflement du tissu urbain

A la clé du plan de relance se trouve l'aide importante apportée par l'Etat au secteur de la construction. *« Quand le bâtiment va, tout va »* dit-on facilement. Est-ce si sûr quand il s'agit de construction neuve ? Mon opinion, en tant qu'intervenant du terrain, directeur d'un Pact-Arim, c'est-à-dire d'un organisme associatif spécialisé dans la réhabilitation, est en fait très proche de celle exprimée dans *le Monde* du 21 septembre sous le titre provocateur : « C'est une erreur d'aider la construction ». L'essentiel des efforts en faveur de la construction concerne le neuf et par là même la construction périphérique de nos villes et de nos bourgs. Pourquoi pas, après tout, si le tissu urbain est partout vivant, habité, agréable : la construction neuve est alors une extension naturelle et nécessaire de l'agglomération.

Presque partout ce qui frappe c'est l'essouflement du tissu urbain existant, la grisaille des façades, l'inconfort des logements (cinq millions sans confort en France), la disparition des commerces, le développement des friches, la fuite ou la dégradation de la vie... Caricature ? A peine : les nombreux programmes locaux de l'habitat (PLH) conduits par nos organismes révèlent cette réalité. Dans ce contexte, pourquoi favoriser la construction, alors que l'enjeu majeur est le tissu urbain existant et la réhabilitation accompagnée certes, de la construction, mais dans des espaces vacants ou en friche, souvent bien situés dans ce tissu urbain ? Mais aujourd'hui le traitement du logement ancien (droits de mutation, prêts et fiscalité), fait que la plupart des gens, notamment les jeunes couples, se tournent *obligatoirement* vers le neuf périphérique, plutôt que vers l'ancien.

Nous marchons sur la tête. Et nos bourgs et nos cités continueront à se dégrader alors que la vie s'installera à la périphérie, gaspillant notre espace, notre qualité de vie, notre argent : le coût d'une construction neuve périphérique est sans commune mesure avec celui de la reconquête d'un logement existant.

**Jacques Lescoat,**
administrateur territorial,
directeur d'association

### Pataphysique

*On pourra évidemment*, et on ne s'en privera pas, interpréter l'attribution du prix Nobel d'économie à R. W. Fogel et D. C. North comme un aveu d'impuissance des représentants de la théorie actuelle devant des phénomènes entrant mal dans la grille de lecture des économistes. Il aurait peut-être été plus logique d'attribuer cette récompense à ceux qui essayent d'élaborer des grilles plus opérationnelles, mais ils ne se bousculent pas au portillon, et le moment pouvait paraître bien choisi pour donner un coup de chapeau à l'histoire économique qui fut de tout temps objet de dérision pour les économistes, à quelques exceptions marquantes près : Heckscher, Keynes ou Schumpeter. En Scandinavie, on pouvait penser au Danois K. Glamann, et, puisque l'appartenance à la communauté anglo-saxonne constitue, semble-t-il, un atout non négligeable dans cette course aux lauriers, des noms comme ceux de D. Landes, I. Wallerstein ou J. Israël venaient tout naturellement à l'esprit, pour ne pas parler des Français et des autres.

*On est surpris, dans ces conditions*, de voir couronner des travaux exhumés d'une époque révolue, celle des « sixties », où le « tout économétrique » exerçait ses ravages (...), et où de braves historiens américains, béats d'admiration devant ce nouveau sésame – et pensant que cela pourrait peut-être attirer les bailleurs de fonds sans lesquels leur système universitaire ne fonctionne pas –, décidaient d'appliquer au passé ces martingales infaillibles. Même placée sous la bannière accrocheuse de la « new economic history », l'entreprise ne tarda pas à montrer ses limites, et nos deux compères préférèrent saisir la perche du contrefactuel, où l'on travaille « sous vide », et où celui qui pose les réponses donne les questions, ce qui est quand même beaucoup plus gratifiant.

Quelle mouche a piqué le *jury du Nobel ? Sommes-nous en* présence d'une sorte de travail de deuil pour exorciser les fantasmes d'un péché originel (...), ou d'un aveu implicite d'où il ressortirait qu'en couronnant des spécialistes des solutions imaginaires il considère que l'économie est la science qui aujourd'hui se rapproche le plus de la pataphysique ?

**J. M. Bizière**
*professeur des universités*
(Grenoble)


**Le Monde**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du *10 décembre 1944*
Capital social : *620 000 F*
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.





Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11
Microfilms : (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

# OPINIONS

## LETTRE DE NEW-YORK



# Noir ou Blanc un choix, un vrai

par Erik Izraelewicz

AVEC la criminalité urbaine, la drogue et les problèmes ethniques, l'emploi a été au centre des débats précédant l'élection, *mardi* 2 novembre, des maires de plusieurs grandes villes américaines. Et à New-York comme dans d'autres *cités, la confrontation entre le* démocrate – ici le maire sortant noir, David Dinkins – et le républicain, blanc – Rudolph Giuliani – a clairement fait ressortir deux philosophies différentes de l'action des pouvoirs publics dans l'économie. Alors qu'en ce domaine, les oppositions s'affadissent en France, elles restent fortes aux Etats-Unis. Dans les discours au moins. Noir ou blanc? L'électeur new-yorkais a le choix entre deux politiques économiques municipales opposées, entre un «quasi-socialisme» et une version locale de la «*reaganomics*». Un vrai choix.

La politique industrielle avait été, lors des présidentielles de l'automne dernier, l'un des thèmes sur lequel les deux principaux candidats, le démocrate Bill Clinton et le républicain George Bush, s'étaient le plus fermement affrontés. Nécessaire, selon le démocrate, une politique indus*trielle au niveau fédéral était jugée profon*dément néfaste pour le républicain. Deux idéologies entraient en conflit. La première, celle des «nouveaux démocrates», *volontariste mais soucieuse de ne pas* limiter sa pratique à des augmentations d'impôts et de dépenses publiques, estime indispensable que l'Etat accompagne le secteur privé pour favoriser la croissance et l'emploi. La seconde, libérale, ne jure que par l'initiative privée. Cette opposition a trouvé, cet automne, de larges reflets dans les débats municipaux.

Comme d'autres métropoles américaines, New-York sort difficilement de la plus grave récession qu'elle ait connue depuis plus de cinquante ans, ayant perdu 350 000 emplois au cours des trois dernières années. Pour faire face à ce problème et profiter de la reprise molle mais désormais assurée que connaissent les Etats-Unis, les collectivités locales – ici, une municipalité et au-delà les Etats de la fédération – doivent-elles jouer un rôle actif dans *la vie économique? Rudolph* Giuliani et David Dinkins apportent chacun à cette question une réponse tranchée et radicalement opposée.

*Le républicain, Rudolph Giuliani, n'a* pas d'état d'âme. Sa réponse est résolument négative, sa philosophie profondément reaganienne, et son programme rapidement énoncé. C'est : «*moins d'impôts locaux, moins de dépenses municipales*».

Il souhaite supprimer ou éliminer trois impôts qui pèsent sur les entreprises installées à New-York et réduire la pression sur les revenus des ménages. Il veut favoriser l'implantation d'activités nouvelles en créant des zones d'entreprises où des avantages fiscaux particuliers seront accordés aux nouveaux venus. Il parle aussi d'aider à la création de petites banques locales de développement dans les quartiers pauvres de la ville. Côté *dépenses, la municipalité doit, selon lui,* réduire son train de vie en ramenant son personnel de 214 000 à 180 000 salariés en quatre ans. Un comité composé *d'hommes d'affaires doit être mis en* place pour mener la «chasse aux gaspis» dans l'administration municipale.

LE *maire sortant,* le démocrate David Dinkins, affiche la position inverse. Il avait débuté son premier mandat dans la plus pure tradition démocrate «ancienne formule» – une forte revalorisation des salaires de certains personnels municipaux. Cette fois, avec Barry Sullivan, un banquier d'affaires qui le conseille depuis 1992, il a mis au point un plan très «clintonien» de stimulation de l'économie locale, pour favoriser la création d'emplois en combinant l'argent public et privé. New-York devrait ainsi bénéficier de 110 000 «jobs» supplémentaires au cours des quatre prochaines années, en plus des 100 000 déjà attendus de l'actuelle reprise générale de l'économie américaine.

Cette politique volontariste et interventionniste *entend attirer* et encourager les entreprises dans douze secteurs prioritaires, notamment les biotechnologies, la programmation informatique, la production cinématographique, la bijouterie, les services de santé, les activités de recyclage des ordures... *La municipalité a en* projet une banque de développement pour financer les infrastructures lourdes (une zone industrielle à Broo*klyn par exemple) et deux fonds* d'investissement en capital pour aider à la création d'entreprises. Ces fonds seront gérés par des hommes de Wall Street. *Cofinancés par la ville et par l'Etat fédéral,* ils mobiliseront, selon les experts du candidat démocrate, plus de 60 millions de dollars chacun.

Ces deux programmes, celui de Giuliani comme celui de Dinkins – ambitieux mais opposés – laissent perplexes les milieux d'affaires new-yorkais. Ils savent que face aux réalités, le pragmatisme l'emporte souvent sur l'idéologie. David Dinkins n'a pas pratiqué pendant son premier mandat le volontarisme qu'il annonce aujourd'hui. Ainsi, il avait voulu réserver le *quart des contrats municipaux à des* entreprises appartenant à des membres des minorités ethniques ou à des femmes : l'objectif n'a pas été atteint. Et *quand certaines grandes sociétés ont* brandi la menace de quitter la «Grosse Pomme», il n'a pas hésité à leur accorder des avantages fiscaux, pratique généralement dénoncée par les démocrates.

Les menus proposés sont bien différents, mais les New-Yorkais restent méfiants. Un signe : leur attitude sur le nombre de mandats successifs autorisés pour les maires, une question à laquelle ils auront aussi à répondre le 2 novembre. Selon les sondages, la majorité serait favorable à une limitation à deux mandats. Cette méfiance se comprend : les deux candidats sont restés très discrets sur la réduction du déficit des finances locales...

Noir ou blanc, démocrate ou républicain? Les électeurs de New-York ont un vrai choix, non seulement sur les hommes mais aussi sur leurs programmes économiques. Quoique de nature optimiste, ils savent tous que la réalité risque de rester grise.

### Equilibre du commerce extérieur et chômage

# La tonne équivalent-emploi

**Peut-on considérer le commerce international en termes exclusivement monétaires, sans se soucier du nombre d'emplois nécessaires pour produire les marchandises échangées? Pour François Blondot, il faudrait être sûr que dans les pays industrialisés le développement des secteurs «à forte valeur ajoutée» suffit à compenser les pertes des secteurs condamnés.**

par FRANÇOIS BLONDOT (*)

UN chroniqueur célèbre l'a dit : avoir une monnaie forte, c'est vendre du travail cher pour acheter du travail pas cher. Autrement dit, c'est vendre des avions contre des chemises, des centrales nucléaires contre des *chaussures, des ordinateurs con*tre des bicyclettes, des TGV contre de l'acier, des fusées contre des jouets, etc.

*Vive la délocalisation!* Plus l'écart du coût du travail entre les différentes régions du monde sera élevé, meilleure sera la situation, puisque cela permettra *aux consommateurs des pays* riches d'acheter toujours plus de biens à faible coût de salaire.

Vive la libération du commerce international! Les riches seront *encore plus riches puis*qu'ils achèteront des produits de moins en moins chers, et les pauvres seront moins pauvres puisqu'ils vendront de plus en plus aux riches.

Oui. Mais Candide s'interroge. L'histoire des hommes, et donc celle de l'économie, est-elle continue? Ne subit-elle pas de brutales ruptures de rythme, révélatrices de changements de structures que nous avons bien *du mal à percevoir? Les récentes* guerres des monnaies ne sont-elles pas révélatrices de mouvements de fond que nous sommes incapables d'observer et de quantifier, comme le sont les glissements des plaques tectoniques, qui s'expriment par les tremblements de terre?

*A-t-on analysé les conséquences* positives et – plus encore – négatives d'une monnaie forte? Quels sont les secteurs de l'économie définitivement condamnés par une monnaie surévaluée? *Les sec*teurs de l'économie définitivement condamnés par une mon*naie surévaluée? Les secteurs* dits «à forte valeur ajoutée» peuvent-ils compenser en termes d'emploi les secteurs condamnés? Peut-on se satisfaire de critères *exprimés en termes unique*ment monétaires? Ne doit-on pas essayer d'analyser les poids respectifs des échanges internationaux en valeur réelle? 1 franc d'emploi aux Philippines ou aux Indes ne représente pas la même quantité d'emploi que 1 franc d'emploi en Europe. Dans le commerce international, et plus précisément dans l'analyse des balances commerciales, il faudrait aussi parler de la «tonne *équivalent-emploi*», la TEE, *pour* mieux mesurer les conséquences sociales d'une politique de monnaie forte et de spécialisation internationale du travail.

### Excédent

Acheter du travail pas cher, *c'est importer des produits incor*porant beaucoup d'emplois et présentant une valeur monétaire faible. Vendre du travail cher, c'est exporter des produits incorporant peu d'emplois et présentant une valeur monétaire élevée.

Dans un pays développé à monnaie forte, pour équilibrer le *commerce extérieur en termes* d'emplois, c'est-à-dire en tonnes-équivalent-emploi, il faut donc un excédent commercial élevé. Pour les mêmes raisons, *une balance commerciale équili*brée en unités monétaires est une balance commerciale déséquilibrée en TEE.

Peut-on balayer par ailleurs d'un revers de main les interrogations sur les taux de change, et donc sur tous les critères uniquement monétaires, lorsque l'on sait que le dollar, principale monnaie et instrument de mesure du commerce international, a baissé de plus de 50 % en sept ans (1985-1992), *monté de près de* 30 % en un an (1992-1993), et baissé à nouveau de 8 % en un mois (août-septembre 1993)?

Un pays développé où environ 5 millions d'individus sont exclus du monde du travail, soit près de 17 % de sa population active, ne peut plus continuer à *raisonner comme au temps du* plein emploi. Les désordres monétaires ont été des tremblements de terre; les plaques tectoniques de l'économie mondiale continuent à bouger. Oui, il faut parler de la TEE qui est devenue un élément nouveau et essentiel d'appréciation des termes de *l'échange.*

(*) PDG du groupe La Rochette.

### L'agriculture après la réforme de la PAC

# L'exemple allemand

**L'agrandissement des *exploitations est une solution* pour les régions de France déjà très compétitives. Les autres feraient bien de s'inspirer de ce qui se fait en Allemagne du Sud où des engagements sur la qualité permettent de maintenir en vie des fermes de petite taille.**

par ANDRÉ NEVEU (*)

LA réforme de la politique agricole commune (PAC) décidée en mai 1992 va complètement changer les règles du jeu auxquelles sont soumis les agriculteurs. La baisse des prix et l'ou*verture au marché, le gel des* terres, le calcul des primes vont conduire les agriculteurs à revoir leurs stratégies.

Pendant quarante ans, la grande majorité des agriculteurs français ont recouru aux investissements d'intensification, comme le drainage ou l'irrigation, pour *développer leur exploitation* et accroître leur revenu. Cette période est maintenant en partie révolue car la rentabilité des pro*jets nouveaux est devenue plus* aléatoire.

Ces dernières années, les investissements de diversifcation ont fréquemment constitué un recours. Il s'agit soit de productions nouvelles pour l'exploitation (porcs, aviculture, fruits ou légumes), soit d'activités non agricoles comme *le* tourisme à la ferme. La diversification a l'avantage de pouvoir s'appliquer à peu près à toutes les catégories d'ex*ploitations, des plus grandes aux* plus petites. Mais le risque d'échec est important comme le montrent les multiples crises de surproduction apparues dès 1992.

Beaucoup d'agriculteurs, désireux de poursuivre néanmoins leur développement, cherchent donc *actuellement* à s'orienter dans une autre direction plus rentable que l'intensification et plus sûre que la diversi*fication. La solution* retenue est celle de l'agrandissement en superficie.

### Un choix logique

L'agrandissement permet d'accroître la productivité du tra*vail. Les très nombreux départs* en retraite prévus au cours des prochaines années vont offrir de réelles opportunités sur tout le territoire. Une stratégie d'agrandissement doit cependant être accompagnée, et si possible précédée, par un effort pour réduire les coûts de production et donc *rétablir les marges mises à mal* par la réforme de la PAC. C'est possible, car la plupart des exploitations sont suréquipées et *n'utilisent pas encore suffisam*ment les regroupements de *moyens,* dans le cadre de coopératives d'utilisation de matériel agricole, par exemple. Enfin, l'agrandissement *ne doit pas être* réalisé à n'importe quel prix, notamment s'il passe par un achat foncier et non par une *location.*

Dans les *régions* de grande culture du Bassin parisien, il s'agit d'un choix logique parce que les structures d'exploitation préexistantes *sont* déjà de bonne dimension économique. C'est aussi un choix élitiste car réservé à une minorité dynamique, capable de *gérer avec efficacité un outil* encore plus important que celui dont elle dispose actuellement.

La stratégie d'agrandissement permettra donc aux exploitations de grandes cultures des régions françaises les plus fertiles (mais aussi de l'est de la Grande-Bretagne et du nord ou de l'est de la RFA) de réduire leurs prix de revient jusqu'à des niveaux comparables à ceux des agriculteurs des grandes plaines américaines.

*Dans les régions de petites* terres céréalières ou dans les exploitations de taille moyenne, une stratégie d'agrandissement *est possible mais risquée, car les* résultats y sont incertains et le chemin à parcourir plus long. C'est une situation que l'on ren*contre couramment dans la péri*phérie du grand Bassin parisien ou dans le Sud-Ouest.

Enfin, dans les régions de petites *exploitations comme dans* les Pyrénées-Atlantiques, dans le sud de la Limagne ou la Bresse, *une telle solution est manifeste*ment hors de portée de la majorité des agriculteurs et y recourir conduirait à s'essouffler loin derrière les meilleurs sans jamais les rattraper.

L'agriculture de ces régions est-elle donc définitivement condamnée? Rien n'est moins *sûr, car elles disposent d'autres* atouts, comme nous le montre l'expérience tentée dans le sud de l'Allemagne.

### Le programme Meka

Les responsables agricoles *des Länder de l'Allemagne du* Sud (Bade-Wurtemberg ou Bavière) ont compris que leurs régions aux nombreuses petites exploitations, souvent à temps partiel, n'avaient aucune chance dans la course à la productivité. Désireux néanmoins de conserver une agriculture vivante, ils ont *choisi le créneau de la qualité.*

Les consommateurs allemands sont très attachés à la fois à la sauvegarde de l'environne*ment et à la protection de la* santé publique. Il est donc proposé à chaque agriculteur un contrat par lequel lui sont imposées diverses contraintes à respecter. Par exemple, les doses d'engrais azotés seront réduites, des produits de traitement jugés dangereux seront interdits, certaines pratiques de culture ou d'élevage traditionnelles seront encouragées.

C'est ainsi que plus de la *moitié des agriculteurs du Bade*-Wurtemberg ont adhéré au programme Méka décidé par le gouvernement du Land. Les efforts accomplis sont comptabilisés de manière extrêmement simple (sous forme de points) et font l'objet d'une subvention destinée à couvrir les pertes de recettes correspondantes.

Les responsables du Bade-Wurtemberg s'emploient actuellement à obtenir de la CEE le remboursement de 50 % du coût de l'opération au titre de la réforme de la PAC qui prévoit une protection de l'environnement. On peut penser qu'ils obtiendront satisfaction en tout ou partie, ceci d'autant plus que cette protection de l'environnement s'accompagne d'une inévitable réduction *du volume de la production. Or* on connaît la gravité des problèmes d'excédents pour la CEE.

Mais la stratégie adoptée dans le Bade-Wurtemberg ne s'arrête pas à une simple subvention aux petites exploitations. Elle vise à convaincre les consommateurs allemands que les exploitations adhérentes au programme Meka offrent des produits plus sûrs qu'il est donc normal de payer un peu plus cher que les *produits anonymes issus des* autres exploitations ou des autres régions de la Communauté. Cette préférence pourrait même aller jusqu'à un rejet pur et simple.

### Les Hollandais aussi

*Si les agriculteurs allemands* gagnent leur pari, les producteurs de fruits des vallées de la Loire ou de la Garonne, par exemple, pourraient bien un jour s'apercevoir qu'ils ont de plus en plus de mal à vendre sur le marché allemand.

Les Hollandais commencent *à emboîter le pas à leurs collè*gues allemands. En France, les esprits ne sont sans doute pas encore mûrs, tant chez les consommateurs que chez les agriculteurs (l'agriculture biologique reste un créneau restreint et l'écologiste barbu d'après 1968 constitue encore un repoussoir). La recherche d'une qualité garantie aux consommateurs, par un contrat engageant agriculteurs et coopératives, pourrait néanmoins constituer une piste pour des régions comme l'Auvergne ou Rhône-Alpes, qui auraient intérêt à étudier avec attention les solu*tions développées dans l'Alle*magne du Sud.

(*) Membre de l'Académie *d'agriculture.*

# CONJONCTURE

REBOND « technique » ou stabilisation prometteuse ? Les indicateurs récents de la conjoncture en Europe ont suscité le débat : qu'ils concernent *l'offre ou la demande*, ils paraissent en effet plus favorables depuis le début de l'été. Les chefs d'entreprise se montrent moins pessimistes qu'en début d'année et signalent un léger raffermissement de leurs carnets de commandes. *Stable ou en légère hausse* dans les grands pays d'Europe continentale, la production industrielle résiste mieux à la « déprime ». Sur douze mois, les pertes se réduisent peu à peu : en août, elles *étaient* de 2,9 % *en* France et *de* 6,2 % en Allemagne, contre respectivement 4 % et 9,4 % en juin. Les ménages eux-mêmes, malgré leurs faibles perspectives d'amélioration de leur pouvoir d'achat, font preuve

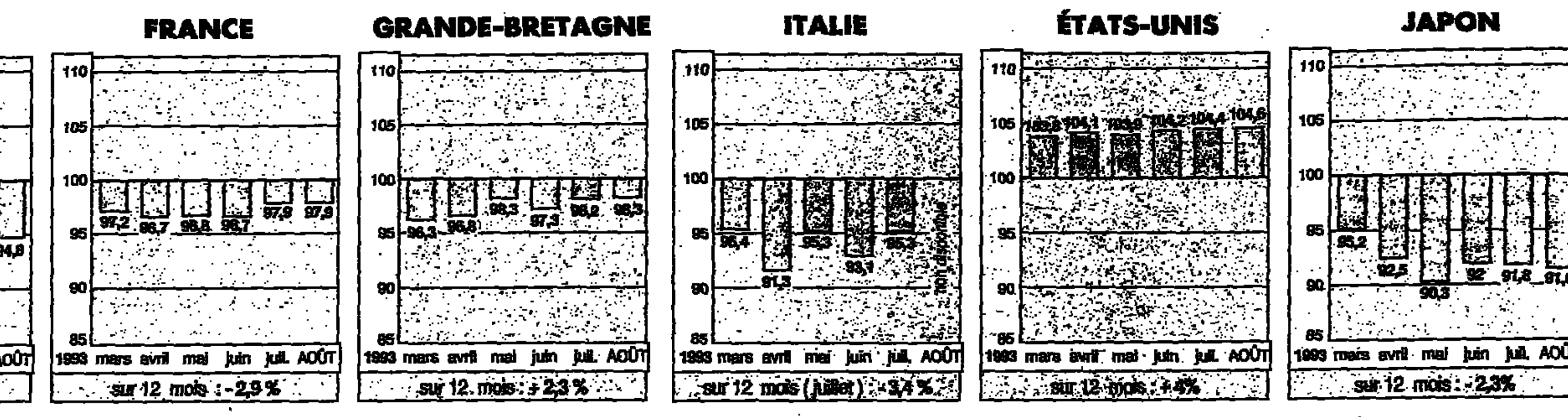
## INDICATEUR • La production industrielle

# L'exemple anglo-saxon

de plus de hardiesse en matière de dépenses et d'investissements immobiliers. Les mécanismes de la récession s'affaiblissent.

Cette évolution commune des indicateurs en Allemagne, en Italie et en France peut-elle être totalement fortuite et sans lendemain ? La hausse lancinante du chômage dans ces pays incite spontanément à *le* penser, mais les conditions dans lesquelles la demande s'est restaurée dans les économies anglo-saxonnes, *sorties de la récession* depuis quelques trimestres, amènent à nuancer les appréciations.

Aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, en effet, la demande privée et la production ont *commencé* à se *redresser* plusieurs *mois* avant que l'emploi se stabilise. Sans doute l'allègement de l'endettement des particuliers permettait-il une meilleure tenue de la demande privée, *tandis que la détente importante des conditions de crédit accélérait* manifestement le retournement des comportements. Ces deux exemples peuvent peut-être renforcer les perspectives d'un retournement durable de la conjoncture en Europe *continentale*.




Indices de la production industrielle – énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics – en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1990. Sources nationales.

## RÉGION • Le Proche-Orient

# Les dividendes de la paix

LA perspective de paix au Proche-Orient, ouverte par le rapprochement israélo-palestinien, constitue un tournant dans l'évolution politique, économique et *sociale des pays de la région et* de l'espace méditerranéen dans son ensemble. De nombreux obs*tacles risquent cependant* de compromettre les chances qu'offre cette paix : un ferment d'insécurité dû aux disparités flagrantes de revenus et aux tensions rémanentes risque de favoriser la prolifération de foyers extrémistes et le surarmement.

L'enjeu est le développement économique des six entités du Proche-Orient *méditerranéen* directement concernées par le conflit : l'Egypte, Israël, la Jordanie, *le Liban*, la Syrie et les territoires occupés, qui comptent quatre-vingts millions d'habitants. Malgré des taux élevés de croissance (3 % pour la Jordanie, la Syrie et les territoires occupés, 2,5 % en taux régional moyen) *ces économies ont* été handicapées par des dépenses militaires colossales : pour la période *1979-1989, 13 % en moyenne du* PNB dans les pays du Proche-Orient méditerranéen en général et *19 %* en Israël (à comparer avec 3 % en Europe).

Sans ces dépenses, l'investissement brut annuel serait passé de 20 % du PNB en moyenne à plus de 30 % et ces pays auraient pu, éventuellement, connaître un succès *rapide comme* celui des pays du Sud-Est asiatique, par exemple. Selon les chiffres *publiés par la Communauté européenne*, globalement, la croissance du revenu de la région n'a *dépassé que de 0,3 % celle de la* population.

Si la paix entraîne un arrêt *de la course aux armements* et par conséquent un regain d'investissements civils, elle ne constitue pas en soi un *ressort suffisant* au développement régional.

En effet, les disparités entre *Israël et les autres pays sont* très accentuées et pourraient constituer un obstacle à la coopération et au *libre-échange dans* cette zone. En 1990, Israël assurait 44 % de la production de la région pour 6 % de sa population, son revenu par habitant se situe aujourd'hui à environ *10 000* dollars alors qu'il ne *dépasse* pas 800 dollars pour le reste de la région. Le chômage s'élevait en *1991* à *11 %* en *Israël* contre 50 % dans les territoires occupés et plus de 20 % ailleurs. Aussi, *Israël* a atteint un niveau de sophistication technologique, et particulièrement dans le domaine *militaire, similaire* à celle des grands pays développés.

Le Proche-Orient méditerranéen, *qui comptera en l'an* 2020 quelque 120 millions d'habitants, semble inspirer, dans la situation *actuelle, du fait de ces disparités*, davantage de craintes que d'espoirs, même parmi les partenaires *potentiels*, spécialement les moins développés. Un effort gigantesque de la part des pays arabes est nécessaire mais présuppose l'engagement ferme de l'Europe, d'Israël, des pays du Golfe et de la communauté internationale de les aider dans cette *démarche. La mobilisation de* prêts et dons (2,5 milliards de dollars promis pour les cinq pro*chaines années) au profit des* territoires occupés constitue un pas positif. La Communauté européenne est au premier rang des contributeurs avec 600 millions de francs en 1993 et 3,4 milliards prévus d'ici à *1999. Par ailleurs, la France s'est engagée à mettre à* la disposition des Palestiniens 20 millions de francs.

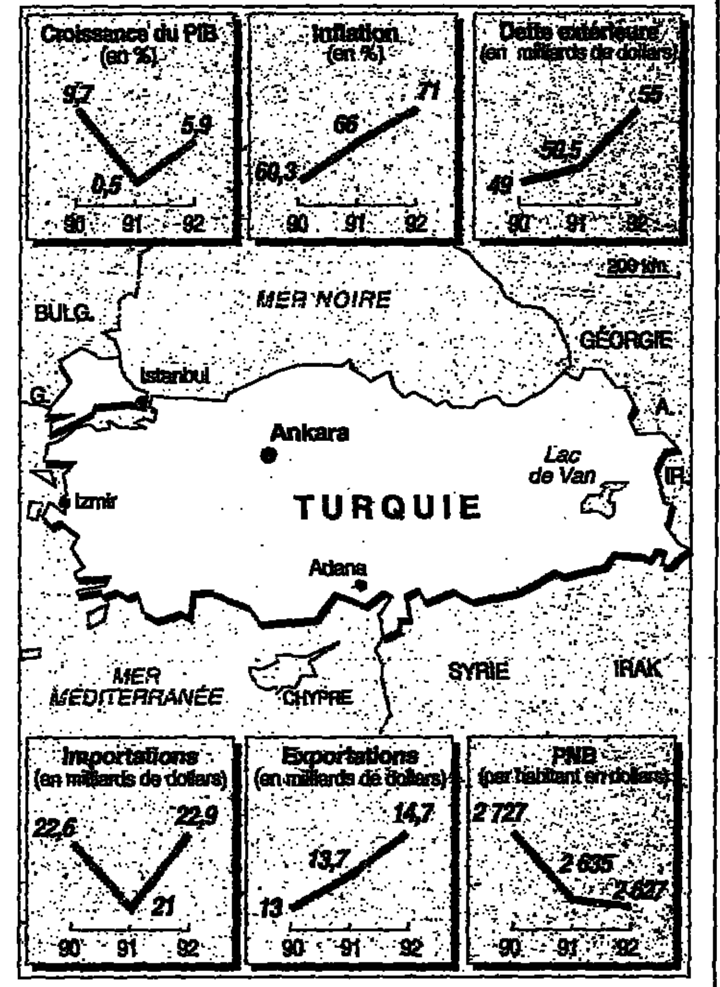
*La Banque mondiale*, consciente de l'incidence positive de la paix, souhaite la conjuguer avec un programme de réformes économiques nationales. Elle estime qu'engagés dans cette voie les pays de la zone réaliseraient le doublement de leur produit intérieur brut entre 1990 et 2010, ce qui postule un taux de progres*sion* annuel *moyen* de 3,5 %. Mais d'ici à l'an 2010, Israël réussirait à égaler le niveau de vie *de 1990 du citoyen moyen de la* Communauté européenne alors que les autres pays ne parviendraient, du fait de leur forte croissance démographique, qu'à enrayer la progression du chômage.

Des atouts réels pour le développement de la région existent. La mobilité de la main-d'œuvre permet, d'une *part*, de soulager le chômage chronique de ses zones les plus pauvres (Gaza, *Egypte* et *Jordanie*), et d'autre part, de contribuer à remédier à la pénurie de main-d'œuvre non *qualifiée constatée dans les pays* à revenu élevé que sont Israël et ceux du Golfe. Par ailleurs, dans *une conjoncture de paix, les capi*taux en provenance des pays pétroliers pourraient s'investir dans *les régions pauvres*, alors qu'ils s'étaient tenus à l'écart de la zone pendant les années 80 en raison du conflit *israélo-arabe*.

En outre, plusieurs projets collectifs bénéficieraient aux pays de la région (tourisme, environnement, transport, hydroélectricité) et des problèmes communs pourraient être appréhendés, notamment celui de l'eau.

Vraisemblablement, le rôle *joué par* l'Etat continuera à se modifier. Il devrait s'effacer progressivement de la sphère écono*mique en faveur du secteur privé* et devenir davantage un régulateur qu'un entrepreneur en se *recentrant sur sa vocation naturelle* (défense, prestations sociales, éducation, recherche). *Le secteur privé remédie certes* à l'insuffisance chronique de l'appareil productif, mais ne se soucie *pas des impacts de la loi du* profit sur les plus faibles. Il convient donc de ne pas perdre *de vue* les dimensions sociales et humaines pour ne pas compromettre le développement économique et le maintien de la paix.

**Katia Salamé-Hardy**




## PAYS • La Turquie

# La charnière

LES changements survenus au cours des années 80 (ouverture extérieure, convertibilité *de la* livre turque, rôle dynamique du secteur privé) ont contribué au développe*ment de l'économie turque*. La croissance réelle moyenne de 5 % au cours de la décennie, ajoutée à *une importante émigration de travailleurs* en Europe (1,6 million de nationaux en Allemagne) ont réussi *à faire décroître le taux de chômage* (15 % en 1980, 8 % en 1988, 7,3 % en 1991). La structure économique *se caractérise par la prédominance* des services (plus de 50 % du PIB), suivis par l'industrie (28 % du PIB), la part de l'agriculture n'étant plus que de 16 %.

La politique d'ouverture a entraîné une croissance des exportations, constituées pour le tiers de produits textiles, suivis des produits sidérurgiques. *Le commerce extérieur* est majoritairement dirigé vers les pays de la Communauté européenne, *surtout* vers l'Allemagne (25 % du total des exportations en 1992). A terme, la Turquie *devrait bénéficier du retour* progressif de l'Irak comme client (il entrait en 1988 pour 10 % dans ses *exportations*). Les *exportations*, contrariées par la surévaluation de la livre et la récession dans la CEE, *n'ont progressé que de 3,5 % au* premier trimestre 1993 par rapport à la même période de 1992, alors que les *importations bondissaient* de 19,5 %.

La balance des paiements courants, excédentaire de 258 millions de dollars en 1991, a accusé en 1992 un important déficit (943 millions de dollars). Les autorités turques doivent, d'une part, faire face aux problèmes *d'emploi* pour une population qui comptait, en 1992, 58,6 millions d'habitants, avec un *taux de croissance moyen de 2,3 %*, et, d'autre part, à une inflation galopante (71 % en 1992) dont la *cause principale réside dans* la création excessive de liquidités pour combler un déficit budgétaire chronique, *essentiellement* dû au service de la dette des entreprises publiques. La dette extérieure, de 40,8 *milliards de dollars* en 1988, a atteint 55 milliards de dollars fin 1992.

*Le FMI*, la Banque mondiale et la CEE ont préconisé un programme de stabilisation économique qui rejoint celui du nouveau premier ministre, Mme Tansu Ciller : privatisation des entreprises publiques, réforme fiscale visant à augmenter de 25 % les recettes en termes réels, réforme du secteur financier pour réduire les coûts d'intermédiation, relance de la croissance par les investissements et les exportations. *Après la disparition* du bloc soviétique, la Turquie se trouve être la plaque tournante de la région, notamment pour les Etats n'ayant pas de débouchés directs sur la mer : l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Cependant, elle connaît une phase de transition délicate, tiraillée entre l'Orient *musulman* et le libéralisme occidental, tous deux faisant partie intégrante de sa culture et de ses *contradictions*.

**K. S.**

## SECTEUR • Les poids lourds

# L'espoir américain

LES constructeurs de poids lourds européens n'avaient pas été assez pessimistes dans leurs évaluations du marché. En 1992, celui-ci a baissé de plus de 11 % ; on n'a vendu que 260 000 véhicules dans les seize pays de la CEE et de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Ce n'était qu'un *début. En 1993, le marché* s'est effondré : les experts prévoient à peine plus de 200 000 véhicules vendus sur l'année et ne s'attendent guère à une reprise en 1994.

Comme pour l'automobile, seul le marché britannique est en croissance cette année : sur les neuf premiers mois, les ventes y ont augmenté de 17 % et l'on pourrait retrouver en 1993 le niveau de 1990. Ailleurs, la chute va de 14 % en Italie à 50 % en Espagne, où l'on ne devrait vendre *que* 9 000 camions en 1993, contre 32 000 en 1987 ! En France, elle devrait être de 18 % (soit 29 000 unités vendues), après 20 % en 1992. *« Il faut remonter à 1963 pour retrouver un niveau aussi bas »*, s'alarme Pierre Colmant, directeur commercial et des affaires internationales de Renault Véhicules industriels. *« Même aux années noires du premier choc pétrolier, avec 33 200 véhicules en 1975, on n'était pas tombé à de tels niveaux »*, rappelle Jacques Anthonioz, du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

En conséquence tous les constructeurs souffrent. Le plus touché est le néerlandais Daf, qui, en cessation de paiement en février 1993, a été démantelé : la firme Daf Trucks n'a conservé que la fabrication et la vente des véhicules de plus de 15 tonnes. Le français RVI a affiché une perte nette de 1,6 milliard de francs en 1992. Sur les neuf pre*miers mois* de 1993, son chiffre d'affaires a continué de régresser (– 4,7 %), bien que son taux de *pénétration ait légèrement augmenté* tant en Europe qu'aux Etats-Unis. La fusion de Renault avec Volvo, en autorisant des économies d'échelle, pourrait aider les deux constructeurs à mieux traverser la crise.

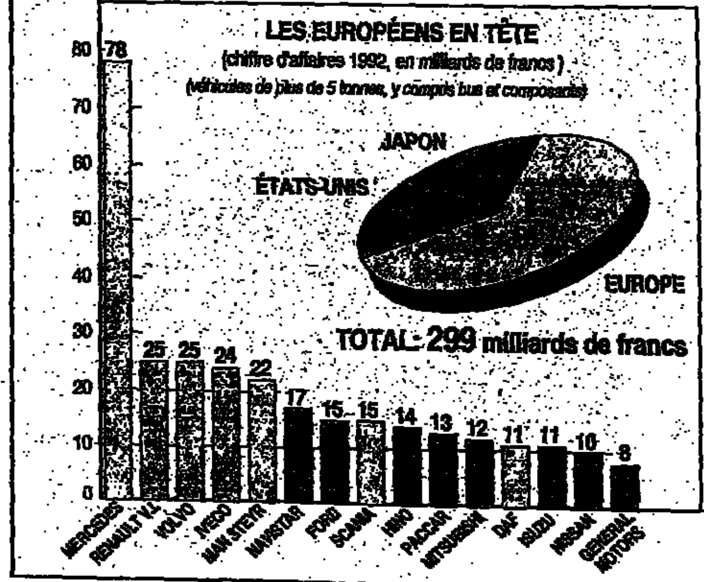
Les constructeurs ne sont pas les seuls éprouvés. De nombreux concessionnaires, petites sociétés souvent familiales, sont au bord du dépôt de bilan. Pour ne pas perdre leur réseau de distribution et pouvoir profiter de la reprise le jour venu, les constructeurs sont amenés à les soutenir à coups de *« subventions d'équilibre »* et autres dons ou remises exceptionnelles.

*Plusieurs raisons expliquent* cette impressionnante dégradation du marché. La conjoncture certes. *La demande de transport* diminuant, les transporteurs révisent leurs prix à la baisse et retardent tout nouvel investissement : *« Les transporteurs, qui renouvelaient leurs véhicules tous les trois ans, les gardent un an de plus, ou davantage »*, quitte à ce que la valeur d'occasion dégringole, constate Pierre Colmant. De plus, la déréglementation du *transport routier* engagée en 1986, entraînant la création de nombreuses petites entreprises de transport, a provoqué un gonflement excessif de l'offre, et donc une guerre des prix.

Parallèlement, selon Pierre Colmant, *« le marché se concentre sur la gamme haute »*, car cela permet aux transporteurs de mieux amortir le *coût du chauffeur*. Les camions de plus de 15 tonnes représentent aujourd'hui 71 % des ventes contre *54 % en 1976*. Or les marges des constructeurs seraient supérieures sur les véhicules de petit tonnage, où la concurrence est moins rude et les acheteurs (*petites entreprises dont* le transport n'est pas le métier principal) moins regardants sur les prix.

Au Japon, le *marché – qui* atteignait son plus haut niveau en 1990 avec 194 000 véhicules vendus – *n'a cessé* de baisser depuis pour descendre à 147 000 immatriculations en 1992. Selon le CCFA, *les ventes de 1993* seraient en recul de plus de 7 %. Seul le marché américain est porteur d'espoirs. Après s'être continuellement dégradé depuis 1988, il a amorcé une reprise en 1992 et la hausse devrait se poursuivre en *1993* avec 296 000 véhicules vendus (+ 19 %), toujours selon le CCFA.

**Annie Kahn**




Les graphiques et les cartes de ce *supplément sont réalisés* par le service infographique du *Monde*.